



Le Paraguay, un autre nid du Condor (1974-1982)

Benjamin Offroy

► To cite this version:

Benjamin Offroy. Le Paraguay, un autre nid du Condor (1974-1982) . Histoire. 2010. dumas-01320314

HAL Id: dumas-01320314

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01320314>

Submitted on 23 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



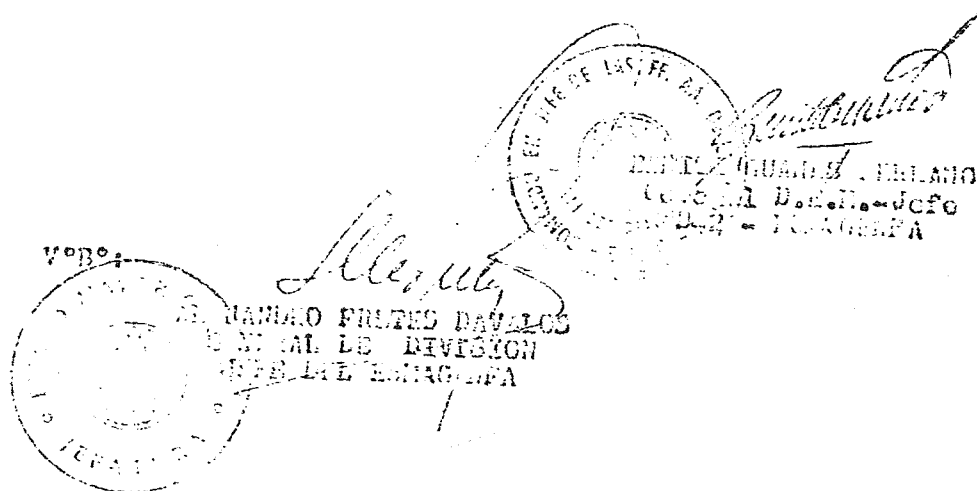
COMANDO EN JEFE DE LAS FF. AA. DE LA NACION
ESTADO MAYOR GENERAL
II DEPARTAMENTO
Asunción — Paraguay

OFFROY
Benjamin

Mémoire de Master 2
Sous la direction d'Annick Lempérière

Le Paraguay : un autre nid du Condor

(1974 – 1982)



Université Paris I Panthéon-Sorbonne
17, rue de la Sorbonne
75231 Paris Cédex 05

CONFIDENCIAL

Introduction

Nous sommes le 16 mai 1977. Un avion biréacteur de la Marine argentine, piloté par le capitaine de corvette José Abdala, stationne sur une piste paraguayenne. Il est précisément 16h34 quand deux officiers du SIDE¹ prennent en charge cinq « passagers », trois Argentins et deux Uruguayens, conduits sous bonne escorte par la Direction Politique de la Police paraguayenne. Le colonel d'Etat-major paraguayen Benito Guanes Serrano supervise lui-même le transfert. Rien de plus ordinaire quand on sait qu'il s'agit là d'une opération typique de deuxième phase d'un vaste programme de répression appelé *Condor*...

Le Paraguay du général Alfredo Stroessner avait activement pris part à « l'Opération Condor », plan qui liait entre eux les services de renseignements et les polices politiques des différents pays du Cône Sud. Il s'agira ici d'étudier dans quelle mesure les services de sécurité paraguayens ont participé à la répression dans le cadre d'un système transnational et de comprendre comment la collaboration avec les pays voisins a été possible.

*

¹ *Servicio de Inteligencia del Estado*, « service de renseignement de l'Etat » argentin.

« Ce fut l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'Amérique latine »², écrit le journaliste nord-américain John Dinges. C'était alors le temps des dictatures militaires. Une période où le Cône Sud³ vit se succéder tour à tour coups d'Etat et régimes autoritaires. Le 4 mai 1954, au Paraguay, Alfredo Stroessner inaugurait la plus longue dictature qu'ait connu le continent. Le 31 mars 1964, ce fut au tour du Brésil de passer sous la coupe des militaires. Le 19 août 1971, en Bolivie, Hugo Banzer dirigea un coup d'Etat sanglant contre le président Juan José Torres. Le 27 juin 1973, Juan Maria Bordaberry, président de la République Orientale d'Uruguay, démocratiquement élu, décréta la dissolution des chambres législatives et confia progressivement le pouvoir aux militaires. Trois mois plus tard, le 11 septembre, le général Pinochet renversait l'Unité Populaire du président Salvador Allende au Chili. L'Argentine connaissait depuis 1930 une alternance de régimes démocratiques et de régimes autoritaires, quand le 29 mars 1976, un coup d'Etat instaura pour sept ans la plus féroce dictature de l'histoire du pays. Cette déferlante militaire sur la région s'accompagna d'un important flux de réfugiés politiques fuyant les nouveaux régimes. Et il semblait indispensable aux nouveaux gouvernants de contrôler ces flux, même à l'étranger. Car dans le sillage « vert olive » de Cuba, plusieurs mouvements de guérilla s'étaient formés en Amérique latine dans les années 1960, et les militaires au pouvoir craignaient une résurgence de ces foyers de lutte armée. La peur du communisme qui les avait « poussé » à prendre le pouvoir allait désormais les conduire à traquer leurs opposants. « Supprimant » les frontières étatiques au bénéfice de frontières idéologiques, ils signèrent un pacte international pour mener à bien la « croisade anticommuniste » prôchée par Washington dans le souci de préserver la sécurité nationale : le Plan Condor.

La Guerre Froide et la théorisation de la Doctrine de Sécurité Nationale

Après avoir mis en garde l'Amérique latine contre les dangers du communisme⁴, le président des Etats-Unis Harry Truman formulait, le 12 mars 1947, un discours dans lequel il évoquait les grandes lignes de sa future politique étrangère : l'anticommunisme et la sécurité nationale.

« [...] les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier. [...] à maintenir la liberté des Etats du monde et à les protéger de l'avancée communiste »⁵.

Ce discours, connu sous le nom de « doctrine Truman » ou « doctrine d'endiguement », développait une idée manichéenne du monde et reposait sur la conception d'un état de « guerre totale », non déclarée, entre monde libre et communisme. Pour les théoriciens de la nouvelle politique étrangère, cette « stratégie globale » s'appelait « doctrine de sécurité nationale » (DSN).

² Dinges, John, *The Condor Years: How Pinochet and his Allies Brought Terrorism to Three Continents*, New York, USA, New Press, 2004 ; trad. française, Taudière, Isabelle, *Les Années Condor*, Paris, La Découverte, 2004, p. 1.

³ Argentine, Uruguay, Chili, Bolivie, Paraguay et Brésil.

⁴ Lors de la conférence panaméricaine de Chapultepec, en 1945.

⁵ Extrait du discours de Truman devant le Congrès, le 12 mars 1947.

C'est ainsi qu'à partir de 1947, les Etats-Unis mirent en place des dispositifs diplomatiques et militaires visant à une coordination des armées américaines, à commencer par la signature à Rio du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR)⁶, qui assurait une solidarité collective face à toute agression extracontinentale. Ce traité concrétisait la volonté des Etats-Unis de se rapprocher des pays d'Amérique latine et les liait à la DSN, en créant une zone de défense mutuelle. En 1948, la Charte de Bogotá fonda l'Organisation des Etats Américains (OEA) et prévoyait des modalités de résolution pacifique aux conflits entre Etats membres. De 1952 à 1955, une douzaine de traités bilatéraux d'assistance furent signés avec les Etats-Unis, dans le cadre du *Mutual Security Act* de 1951.

Le 26 juillet 1947, le Congrès nord-américain avait également voté à l'unanimité le *National Security Act*. Cet acte créait le *National Security Council* (NSC), la plus haute instance du Bureau exécutif du président, en charge de l'assister sur la politique étrangère et de le conseiller sur la sécurité nationale. Tout ceci en tenant compte des nouvelles données stratégiques imposées par le bloc soviétique. Le *National Security Act* créa aussi la *Central Intelligence Agency* (CIA), agence civile chargée d'assister le NSC, de coordonner les activités de renseignement et de conduire des opérations secrètes dans les domaines psychologique, politique, paramilitaire et économique. Dans certaines sphères du gouvernement nord-américain, on était fermement convaincu que le bloc soviétique avait pour objectif de se convertir en l'unique puissance mondiale et de réorganiser la société moyennant la propagation des idées communistes⁷.

Parallèlement, les militaires français avaient profité de l'expérience acquise pendant les guerres coloniales en Indochine puis en Algérie pour théoriser eux aussi un concept nouveau : celui de l'« ennemi intérieur ». En Asie du Sud-est, ils se rendirent vite compte qu'ils étaient plus nombreux et mieux équipés que le Vietminh, mais ils ne vinrent pas à bout de la guérilla. Ils élaborèrent alors le concept de « guerre moderne », qu'ils appelèrent aussi « guerre révolutionnaire » ou encore « guerre subversive ». Ce concept fut théorisé par le colonel Lacheroy⁸.

Pourquoi, selon les officiers supérieurs, cette guerre était-elle « moderne » ? La guerre, telle qu'elle était connue jusqu'à présent, se déroulait autour d'une ligne de front. L'ennemi portait l'uniforme et s'identifiait facilement. Désormais, dans la guerre moderne, l'ennemi était disséminé sur tout le territoire et il n'y avait plus de front. Les militaires français y ajoutèrent une réflexion politique dans ce contexte de début de Guerre Froide et progressivement l'obsession anticommuniste fit son apparition.

La plupart des officiers ayant servi en Asie se retrouvèrent en Algérie dès le mois de septembre 1954. Les textes qu'ils écrivirent portaient à présent sur les techniques militaires de répression du terrorisme et d'élimination de la subversion. Cette théorie de la subversion rentrait dans la stratégie indirecte de l'URSS. Il s'agissait d'affaiblir les pays occidentaux par l'intérieur, sur des plans variés et en remplissant des objectifs différents : idéologique, politique et stratégique. Il ne s'agissait pas de promouvoir une idée ou une idéologie, mais uniquement d'affaiblir l'adversaire par des moyens allant de la simple propagande à la lutte

⁶ Connu aussi sous le nom de Traité de Rio.

⁷ Pour plus de détails, voir le *NSC Report 68*, 14 avril 1950, qui explique en 58 pages pourquoi et comment l'URSS aspire à l'hégémonie absolue, animée d'une « nouvelle foi fanatique ». Le document est consultable à cette adresse : <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/nsc-68/nsc68-1.htm>. Document déclassifié en 1977.

⁸ Il participa au putsch des généraux et devint plus tard chef de l'OAS. Voir Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la Mort, l'école française*, Paris, 2004, La Découverte.

armée⁹. Selon ces officiers, le Front de Libération Nationale (FLN) était, comme le Vietminh, en contact avec Moscou.

La Bataille d'Alger (janvier – septembre 1957) permit à l'Armée, investie de pouvoirs de police, de mettre en place un système de répression. Le colonel Trinquier mit au point un « dispositif de protection urbaine » (DPU)¹⁰, c'est-à-dire un système de quadrillage urbain associé à des « patrouilles-surprises »¹¹. Tous les mouvements étaient notés, tous les habitants étaient fichés. Toute la population était considérée comme « suspecte » et l'arme fondamentale de cette « guerre antisubversive » devint le renseignement.

L'insertion de l'Amérique latine dans la lutte contre le communisme

Très vite, les militaires français exportèrent leur doctrine aux Amériques. C'est d'abord par l'intermédiaire de l'Ecole de Guerre de Paris qu'ils allaient transmettre leurs enseignements. De passage par cette institution entre 1955 et 1957, le général argentin Rosas parvint à convaincre l'Armée française d'envoyer une mission militaire en Argentine, laquelle s'installa à Buenos Aires en 1959. Les assesseurs français expliquèrent les fondements de la guerre révolutionnaire communiste et organisèrent des conférences, notamment à l'Ecole Supérieure de Guerre de Buenos Aires et à l'Ecole Supérieure de Mécanique de la Marine (ESMA). Une mission mobile fut également constituée et se rendit à Lima et à Montevideo. En octobre 1961, les assesseurs français conceptualisèrent et préparèrent le premier « cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire », auquel assistèrent des officiers stagiaires de quatorze pays, dont les Etats-Unis.

L'Amérique Latine n'était pas une haute priorité militaire pour les Etats-Unis. Le communisme ne représentait pas un danger réel. Mais l'entrée des *Barbudos* à La Havane en 1959 fit surgir aux Etats-Unis l'idée que le peuple même d'un pays pouvait constituer une menace contre la sécurité nationale, modifiant ainsi leur vision stratégique. Ils avaient jusqu'ici combattu le communisme à l'extérieur du continent américain. La menace rouge se trouvait désormais à leurs frontières. D'autant qu'en 1960, l'URSS s'était dotée de l'arme nucléaire, augmentant de ce fait le risque d'une troisième guerre mondiale.

En accédant à la présidence, John Fitzgerald Kennedy prit conscience que le conflit direct était exclu et que l'affrontement passerait désormais par les mouvements de décolonisation et les mouvements de guérilla, comme à Cuba ou au Vietnam¹². La DSN fut donc remaniée et on y inclut les « apports de l'idée de guerre révolutionnaire »¹³. « *Dorénavant, les frontières du monde libre passent à l'intérieur de chacun des Etats du tiers monde. De cette manière, la sécurité nationale de chaque pays devient une partie de la sécurité collective du tiers monde, et elle devient une responsabilité de chaque Etat* »¹⁴.

⁹ Baud, Jacques, *Encyclopédie des terrorismes et violences politiques*, Paris, Lavauzelle, 2003, p. 656-657.

¹⁰ Voir Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la Mort, l'école française*, Paris, 2004, La Découverte, p.110. La ville était divisée en secteurs et chaque maison portait un numéro attribué par les autorités militaires.

¹¹ Robin, Marie-Monique, *ibidem*. En 1961, le colonel Trinquier publia *La Guerre Moderne*, ouvrage diffusé par la suite en plusieurs langues et dans lequel il théorisa la guerre révolutionnaire et son remède indispensable, la guerre antisubversive. Le colonel Bigeard publia de son côté le *Manuel de l'officier de renseignement*, dans lequel il théorisa les moyens d'obtenir et d'exploiter des renseignements, y compris la torture.

¹² « Che » Guevara disait d'ailleurs lui-même qu'il fallait créer en Amérique latine, « deux, trois, de nombreux Vietnam ».

¹³ Comblin, Joseph, *Le pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la sécurité nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge/Editions universitaires, 1977, p. 32.

¹⁴ Comblin, Joseph, *ibid*, p. 86.

John Fitzgerald Kennedy s'intéressa alors de près à la doctrine contre-révolutionnaire des Français et en 1961, les premiers assesseurs militaires furent envoyés par Paris. A Fort Bragg, ils enseignèrent leur expérience de l'« ennemi interne » et de la subversion aux officiers américains.

C'est également à partir de 1961 que la *US Army Caribbean School* de Fort Gulick, dans la zone du Canal de Panama, devint la *School of the Americas*¹⁵ et privilégia l'enseignement de la lutte anti-insurrectionnelle, de l'endoctrinement et du contre-espionnage. Face au danger de l'« infiltration communiste », la Sécurité Nationale remplaça la Défense Nationale et ne reconnût plus qu'un seul mal : la subversion, processus de déstabilisation d'un Etat ou d'un système politique.

En plus des institutions militaires d'enseignement nord-américaines et brésiliennes¹⁶, les Etats membres de l'OEA créèrent dès 1960 les Conférences des Armées Américaines (CEA), permettant aux militaires des différents pays de se mettre en relation, de partager leurs expériences respectives et de suivre avec intérêt les conseils des Etats-Unis.

La DSN telle qu'elle fut enseignée en Amérique latine à partir des années 1960 était donc un condensé de deux concepts. Elle fut d'abord conçue à partir de la doctrine d'*endiguement* de Harry Truman, qui développait une vision stratégique globale et un éventuel affrontement direct entre le bloc occidental et le bloc soviétique : il fallait contenir l'avancée communiste par des moyens politiques et économiques (comme le Plan Marshall ou la création de l'OEA), voire par des opérations spéciales à l'extérieur, menées par la CIA (pendant la Guerre de Corée par exemple). A cela s'ajoutait la doctrine française de guerre contre-révolutionnaire qui théorise le concept d'« ennemi interne » et montrait que le communisme pouvait s'infiltrer dans le bloc occidental par l'intérieur, via la subversion. Pour lutter, l'Armée devait exercer un contrôle strict sur toutes les activités, qu'elles fussent politiques, sociales ou économiques¹⁷.

La mise en place du Plan Condor

Considéré par les différents chercheurs et journalistes comme un « sous-produit » de la Doctrine de Sécurité Nationale, peu connu du grand public, le Plan Condor était un plan secret, mis en place dans le courant des années 1970 par le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil et la Bolivie. Six Etats dans lesquels les militaires avaient pris le pouvoir par la force et décidé de s'unir pour éliminer la subversion et leurs opposants politiques. Comprenant trois phases, ce programme répressif fut mis en application essentiellement par

¹⁵ Fondée en 1946 sous le nom de *Latin American Ground School*, puis rebaptisée en 1949 *US Army Caribbean School*, cette école formait dans un premier temps les militaires étrangers à la « construction de la nation », en enseignant le génie civil, la direction industrielle, le commerce, l'économie...etc. Puis après le traité de Rio, elle se reconvertit en enseignement davantage militaire. Cette « Ecole des Amériques » était surnommée par ses détracteurs « l'Ecole des Dictateurs », en raison du grand nombre d'officiers supérieurs ayant suivi ses enseignements avant de participer à des coups d'Etat.

¹⁶ En 1949, fut créée à Rio une Ecole Supérieure de Guerre Moderne, sur le modèle du *National War College de Washington*. Elle formait des militaires de haut rang et fut très vite baptisée la « Sorbonne ». Les futurs putschistes ainsi que quelques intellectuels s'y retrouvèrent, notamment Golberi do Couto e Silva, qui fut l'un des principaux théoriciens de la Doctrine de Sécurité Nationale et l'adapta à la géopolitique du Brésil.

¹⁷ Un autre pilier de la doctrine était de promouvoir le développement. Voir Boccia Paz A., *En los Sótanos de los Generales: Los Documentos Ocultos del Operativo Cóndor*, Asunción, Expolibro, Servilibro, Paraguay, 2002, p. 35-51.

les militaires et reposait sur la mise en commun des informations et la coordination des services de sécurité du Cône Sud.

Lors de la X^{ème} réunion de la CEA (Caracas, 3 septembre 1973), le général Breno Borges Fortes, chef d'état-major de l'armée brésilienne, admit que la stratégie de lutte contre le communisme était du ressort exclusif des forces armées de chaque pays mais que, « *en ce qui concerne l'aspect collectif, nous estimons que sont seuls efficaces (...) l'échange d'expériences ou d'informations et l'aide technique dans la mesure où celle-ci est sollicitée* ». Décision est prise de « *donner plus de force à l'échange d'informations pour contrecarrer le terrorisme et (...) contrôler les éléments subversifs dans chaque pays* »¹⁸. L'avènement des dictatures au cours des années 1970 fut l'aboutissement de ces idées de collaboration entre les différents services d'intelligence du Cône Sud. Il fallait s'organiser de façon efficace pour lutter contre la subversion et appliquer la DSN.

Au début du mois de mars 1974, des représentants des polices du Chili, d'Uruguay et de Bolivie se réunirent avec le sous-chef de la police fédérale d'Argentine pour étudier la façon dont ils pouvaient collaborer afin de détruire le « foyer subversif » en Argentine, constitué de milliers de réfugiés des pays voisins. La police fédérale argentine promit que son département des affaires étrangères allait s'occuper des étrangers intéressant les juntes voisines. Le Brésil et le Paraguay n'avaient pas été conviés.

D'abord fondé sur des accords tacites, le Plan Condor fut officialisé à la fin de l'année 1975, au cours d'une réunion entre divers représentants des services de renseignement du Cône Sud. Son nom fut proposé par la délégation uruguayenne en hommage au pays d'accueil de la conférence, le Chili¹⁹. Voilà ce que Manuel Contreras, le chef de la DINA²⁰, définissait comme « *quelque chose, dans ses lignes générales, de semblable à ce qu'a Interpol à Paris, mais spécialisé dans la subversion* »²¹ : dans un premier temps, les services devaient créer un centre de coordination au Chili (« Condor 1 »), pour la collecte, l'échange et la communication de renseignements sur les individus liés à la subversion. C'est une phase qui existe déjà lorsque Condor est officialisé en novembre 1975, et qui est née des CEA. La nouveauté : un centre coordinateur. La deuxième phase existait aussi tacitement depuis au moins 1974 : il s'agissait d'opérations limitées à des actions contre des cibles à l'intérieur des six pays membres. De ce fait, la protection accordée par l'ONU aux réfugiés politiques était anéantie. L'accord de novembre 1975 ne faisait qu'améliorer cette entente. La troisième phase, beaucoup plus offensive, préconisait la surveillance et l'assassinat d'opposants politiques réfugiés hors d'Amérique latine.

Les sources

Deux décennies après avoir été créé, ce programme de répression, popularisé sous le nom d'« Opération Condor », revint à l'ordre du jour. La découverte des « Archives de la Terreur » en 1992 ressuscita les vieux démons qui dormaient paisiblement (paradoxalement !)

¹⁸ Cité par P. Abramovici, « « Opération Condor » : cauchemar de l'Amérique latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, p. 24-25

¹⁹ Le condor est l'emblème national du Chili.

²⁰ La police politique créée par Pinochet en 1974 au Chili.

²¹ Document 00143F 0019, « Première Réunion de Travail sur le Renseignement National », 1975.

dans un commissariat paraguayen. Ces archives²² constituent le corpus le plus riche. Ce sont celles de la police d'Alfredo Stroessner, maître incontesté du Paraguay de 1954 à 1989.

La dictature de Stroessner fut renversée le 2 février 1989 par un coup d'Etat. Stella Callóni parle d'un « second coup d'Etat » (*golpe*) contre la dictature, le 22 décembre 1992²³. Ce jour-là, une action judiciaire impulsée par des défenseurs des droits de l'Homme mit à jour des documents de la dictature et de la coopération internationale entre les régimes militaires. Le matin du 22 décembre, un groupe de personnes s'est effectivement rendu au Département de Productions de la Police de la Capitale (possible branche de la section « politique » de la police), à Lambaré, dans la banlieue d'Asunción. Au sein de ce groupe, se trouvaient un juge, José Agustín Fernández, et un avocat, Martín Almada.

Pour comprendre les conditions de cette découverte, il faut revenir à la chute de la dictature et au parcours de cet avocat qui semble lié à la trouvaille. Le 25 avril 1989, Martín Almada déposa une plainte contre l'ex-président Stroessner, et contre Sabino Montanaro (ex-ministre de l'Intérieur), Pastor Coronel (ex-chef du Département d'Investigations de la Police de la Capitale, DIPC), et d'autres tortionnaires de l'ancien régime. L'accusation se fondait sur la mort de sa femme par torture psychologique et sur son propre enlèvement. Le 13 juillet, la plainte fut acceptée. Un an et demi plus tard la sentence tomba contre Stroessner et Montanaro : la procédure avait réussi, elle se complèterait de demandes d'extradition.

Dans la nouvelle constitution de 1992, un article favorisait Martín Almada. Il stipulait que « ...le génocide et la torture, ainsi que la disparition forcée de personnes, l'enlèvement et l'homicide pour raisons politiques, sont imprescriptibles »²⁴. Par cet article, Martín Almada invoquait son *habeas corpus*, le 12 septembre 1992, pour privation illégitime de liberté et présentait un nouveau recours juridique. La justice sollicita son registre de détention pour la période allant de novembre 1974 à septembre 1977, auprès de la Police de la Capitale. Chargé de l'affaire, le juge José Fernández reformula la demande le 1^{er} décembre, mais les autorités policières nièrent toute existence de documents relatifs à la détention de Martín Almada. Le 18 décembre, les avocats de ce dernier exigèrent une enquête sur les responsabilités des chefs de la Police et l'ouverture des archives policières.

Finalement, grâce à un informateur au sein de la police, Martín Almada apprit qu'il existait un dépôt d'archives à Lambaré. Il se rendit le 22 décembre, accompagné du juge, de ses avocats, d'un député du Parti Radical Libéral et de journalistes, au Département de Productions de la Police de la Capitale. Le commissaire principal qui tentait de barrer l'accès finit par céder.

L'information reçue sur l'existence du dépôt était exacte. La découverte dépassait même les espérances : pas loin de 2 tonnes de documents provenant du Département d'Investigations. Une chaîne humaine participa à l'extraction des documents et à leur transfert au Palais de Justice. Ces archives étaient constituées de correspondances, de registres d'entrée ou de sortie de détenus, d'informations sur le contrôle des frontières, d'échanges de contacts entre les dictatures ou entre les différents chefs de l'appareil répressif paraguayen, de la correspondance personnelle entre Pastor Coronel et Alfredo Stroessner, mais aussi de

²² Les archives désignent des documents produits par une personne, physique ou morale. De façon générale, ce terme désigne des documents qui n'ont plus d'utilité immédiate dans le cadre de l'activité ordinaire, qui sont conservés dans un premier temps pour des recours plus ou moins exceptionnels, puis dans un second temps dans un intérêt historique. Pour les archives paraguayennes, il s'agit d'un cas de figure un peu différent.

²³ S. Callóni, *Los Años del Lobo: Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ediciones Continente, Peña Lillo, Argentina, 1999, p. 30.

²⁴ cité par S. Callóni, *op. cit.*, p. 31.

nombreuses données sur les activités syndicales, politiques, culturelles ou corporatives, sur des cas spéciaux comme l'assassinat d'Anastacio Somoza ou l'espionnage des proches de Stroessner. Enfin, on y trouvait des rapports sur l'infiltration dans des réunions de Paraguayens à l'étranger, de persécution ou de répression contre les organisations paysannes ou encore les activités de prêtres... etc.

Le 24 décembre, deux jours après la « découverte » de Lambaré, le juge de Première Instance Luis María Benítez Riera se présenta au local de la *Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos* (DNAT), plus connue sous l'appellation de « *Técnica* » et située au 1066 rue Chile, dans le centre d'Asunción. Institution fondée à la fin des années 1950, la *Técnica* était spécialisée dans la répression des militants communistes. L'objectif du juge était de réaliser une inspection visuelle et de vérifier s'il existait des documents. Durant cette perquisition, furent découverts en plus des archives de la répression, de nombreux documents se référant à la Ligue Mondiale Anticomuniste et une bibliothèque d'environ 700 livres considérés comme « subversifs » et confisqués au domicile de certains détenus.

Enfin, le 21 janvier 1993, le juge Fernandez, accompagné de procureurs et membres de la Commission des Droits de l'Homme de la Chambre des Députés, entreprit une nouvelle perquisition, cette fois au local du Département Judiciaire de la Police. Ils saisirent une importante documentation sur les mouvements paysans et la guérilla OPM qui sévit dans les années 1974 – 1976, ainsi que de nombreuses photographies de détenus politiques.

Ces archives furent popularisées par la presse paraguayenne sous le nom d' « Archives de la Terreur » ou « Archives de l'Horreur ». Elles sont aujourd'hui stockées au huitième étage du Palais de Justice d'Asunción, à l'endroit même où elles avaient été transportées après leur découverte pour les protéger de toute tentative (même tardive) de destruction. Peu après, le Pouvoir Judiciaire, avec l'aide d'ONG, créa le Centre de Documentation des Droits de l'Homme. Les personnels d'organismes des droits de l'Homme ont d'ailleurs aidé les autorités judiciaires à classer les archives. Elles ont toutefois refusé l'aide que leur proposait l'Agence Internationale pour le Développement (AID), supposée avoir couvert des activités de la CIA et dont l'intérêt aurait été de faire disparaître des documents compromettants pour les Etats-Unis. Ces archives fournissent en effet les premières preuves concrètes de l'existence de l'Opération Condor, mentionnant directement « Condor », ou traduisant la franche collaboration entre les différents services de sécurité de la région.

Au total, pas loin de 700 000 documents furent mis à jour : plus de 180 armoires d'archives comprenant 740 cahiers classés, 181 classeurs, 115 volumes de rapports de police et 574 dossiers sur des partis politiques ou des syndicats. Furent également découverts une bibliothèque de livres et revues confisqués pendant des perquisitions, 543 cassettes d'écoute, de discours ou d'enregistrement de séances de torture, 28 livres de registre de noms, ainsi que des listes de dirigeants ouvriers et 8369 fiches d'anciens détenus. Ajoutons à cela aussi les documents déterrés dans la cour du département de Productions : 1888 passeports et cartes d'identités et environ 10 000 photos. Ce ne furent pas moins de 4 tonnes et demi d'archives mises à jour.

La découverte des « Archives de la Terreur » s'inscrit comme un des événements les plus significatifs dans le processus de transition démocratique paraguayen. Elle traduisit une volonté de comprendre la dictature, de faire la lumière sur les points obscurs de la répression. Cela signifiait un combat pour la vérité engagé contre les anciens serviteurs du régime de Stroessner. Les archives furent d'ailleurs le point de départ de plusieurs autres procès.

Pourquoi n'ont-elles pas été détruites ? C'est effectivement une question que l'on peut se poser étant donnée la quantité découverte et le fait qu'il s'agit d'un cas unique en Amérique latine. L'hypothèse la plus avancée est celle qui démontre que les hauts chefs policiers et militaires de la dictature avaient espoir d'une restauration rapide de Stroessner. Ils sont certainement tombés dans un excès de confiance qui les fit renoncer à une quelconque nécessité de détruire la documentation secrète de la dictature, bien que tout pût les accuser. Ils pensaient probablement pouvoir en faire un usage utile dans un futur proche. En effet, les registres de renseignements furent tenus à jour jusqu'en 1991, soit deux ans après le retour de la démocratie. D'une autre manière, les responsables des exactions commises devaient certainement croire pleinement en leur impunité, malgré les procès intentés par Martín Almada dès avril 1989. Enfin, on pourrait ajouter un autre élément : les principaux chefs militaires et policiers du Paraguay étaient largement impliqués dans la contrebande. En plus de leur salaire, ils s'étaient pour beaucoup enrichis grâce au trafic de drogue, au trafic de voitures volées, mais aussi grâce aux établissements de jeux, aux malversations et à la délivrance de faux papiers. Ces nombreuses activités illicites avaient en partie détourné leur attention des préoccupations administratives. De plus, après la fin du régime de Stroessner, des procédures judiciaires furent menées contre certains chefs pour fraude fiscale et corruption. Ainsi peut-on expliquer la raison qui poussa les chefs à négliger la sécurité de leur passé et la protection des archives centrales²⁵.

Le fonds principal disponible en France et extrait de ce corpus, est consultable à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), située à l'université de Nanterre. Le fonds fut remis à la BDIC par l'Association d'Etudes et de Recherches des Archives d'Amérique Latine. Cette association fut créée en 1999 par des universitaires et des juristes, dans le but de promouvoir une réflexion sur la mémoire, notamment la mémoire de la répression. Elle soutint les demandes d'extradition de Pinochet vers l'Espagne, puis l'ouverture d'un procès en France contre le même Pinochet et contre des militaires de la dictature argentine impliqués dans la disparition de Français. Plus concrètement, l'Association s'est présentée comme une réponse à la demande formulée par Martín Almada, dans son souci de protéger les archives découvertes, de les faire classer « Mémoire du Monde » et patrimoine de l'UNESCO.

Une fois créée, l'Association obtint une subvention du ministère des Affaires Etrangères et envoya dès 2000 une délégation au Paraguay, sous la direction d'Alain Touraine, avec une mission de l'UNESCO qui permit de définir la situation des archives. Il fut conclu qu'elles devaient être microfilmées et digitalisées pour rendre leur consultation possible depuis Internet. L'association rapporta un extrait de ces archives en France en mai 2000.

Le fonds Touraine est néanmoins lacunaire quand on se penche de près sur les services paraguayens. Il donne un aperçu mais ne permet pas de réaliser une étude approfondie. Pour compléter ce fonds, nous nous sommes rendu à Asunción, où nous avons pu avoir accès au Centre de Documentation des Droits de l'Homme, au Palais de Justice, où sont conservées les archives dans leur intégralité. Pour ce projet, les archives seront utilisables sous forme de classement personnel et référencées par la cote se trouvant sur les documents.

Le second corpus est indissociable des procédures judiciaires engagées depuis le début des années 1990 à l'encontre des dirigeants militaires du Cône sud. Jusqu'en 1996, il n'y avait

²⁵ Pour plus d'informations sur ce point, voir Cuya Esteban, « La 'Operación Condor': El Terrorismo de Estado de Alcance Transnacional » *Memoria*, 5, Nuremberg, Diciembre 1993.

guère eu de procès importants. La junta argentine condamnée en 1985 avait été graciée en 1989 par Carlos Menem ; l'enquête de la Justice nord-américaine sur l'assassinat à Washington d'Orlando Letelier, ex-ministre des Affaires étrangères d'Allende, avait conduit à la condamnation de Michael Townley (déjà responsable de la mort de Prats) et de deux exilés cubains ; enfin, la justice chilienne fit condamner en 1995, après un long procès, Manuel Contreras et son bras droit Pedro Espinoza, toujours dans le cadre de l'affaire Letelier.

L'ouverture des archives nord-américaines dépendait d'une procédure lancée en 1996. En mars de cette année, le tribunal pénal de Madrid engagea des poursuites contre des anciens membres de la junta argentine en invoquant des crimes contre l'humanité. Une plainte fut ensuite déposée pour génocide et terrorisme ayant provoqué la mort de 10 Espagnols. L'affaire fut confiée au juge Baltasar Garzón. L'impunité fut évoquée, les plaintes validées. Parallèlement, un autre juge espagnol, Joan Garcés, ancien conseiller d'Allende, chercha par tous les moyens à confondre Pinochet sur des crimes contre l'humanité. Son enquête prouva l'existence d'une entente criminelle entre Argentins et Chiliens connue sous le nom de Condor. Pour appuyer la procédure, la justice espagnole demanda sans succès aux Etats-Unis d'ouvrir leurs dossiers sur la dictature chilienne.

En 1998, Garcés avait réussi à établir un lien entre l'affaire Pinochet qu'il suivait et le dossier argentin du juge Garzón : l'ancien dictateur était accusé de crimes contre des Chiliens disparus en Argentine. Un mandat d'arrêt international fut délivré et une demande d'extradition lancée. En vertu des principes de Nuremberg, en cas de crimes contre l'humanité portant atteinte à l'humanité entière, n'importe quel Etat est en droit d'engager des poursuites : c'est ce qui relève de la « compétence universelle ».

En juin 1999, suite à la tournure des événements judiciaires, les Etats-Unis déclassifièrent une première partie de leurs documents relatifs à la dictature chilienne conformément à un décret du président Clinton, documents « susceptibles de jeter un nouvel éclairage sur les violations des droits de l'Homme sous le règne de Pinochet »²⁶.

Déclassifier signifie élargir l'accessibilité d'une information ou de renseignements jusqu'alors confidentiels. Le contenu de l'information peut être modifié, mais doit toujours rester le plus fidèle possible. Ainsi, une des difficultés rencontrées avec ces archives était leur aspect « caviardé », c'est-à-dire comportant des formes de censure.

Dans un premier temps, ce furent 5 800 documents déclassifiés. D'autres furent rendus publics en 2000 et 2002. En tout, environ 24 000 documents furent déclassifiés, dans le cadre du *Projet Chili* : 18 000 émanant du Département d'Etat, 2 200 de la CIA, le reste provenant de divers organismes gouvernementaux (comme le FBI, ou le Département des Affaires Interaméricaines...).

En 2002, quelque 4 000 documents furent déclassifiés par le Département d'Etat dans le cadre du *Projet Argentine*, suite à un décret signé par la secrétaire d'Etat Madeleine Albright : ils concernent, comme le nom l'indique, des renseignements sur la période de la junta militaire qui gouverna de 1976 à 1983.

Nous pouvons ajouter encore environ 2 000 documents rendus publics sur demande du journaliste John Dinges. Ces documents proviennent du Département d'Etat, de la CIA et du FBI. Ce fonds, désormais connu comme « fonds Dinges » fut déclassifié dans le cadre du *Freedom of Information Act* (FOIA). Cette loi sur la liberté d'information stipule que le peuple américain est en droit de connaître ce que fait son gouvernement.

²⁶ cité par Dinges, John, *Les Années Condor*, Paris, La Découverte, 2004, p. 51.

Les documents sont essentiellement constitués de mémorandums d'agents en poste dans le Cône Sud (c'est-à-dire des notes d'information générales sur un sujet donné, comme l'Opération Condor par exemple), des câbles adressés à la hiérarchie par ces mêmes agents, des rapports mensuels ou journaliers sur des questions précises (par exemple sur les rapports qu'entretiennent les pays du Cône sud, ou sur la situation des organisations de gauche) ; nous disposons également d'un résumé des lettres de Michael Townley à un autre agent de la DINA réalisé par le FBI, ou encore des rapports de communications entre les différentes ambassades... Tous ces documents sont accessibles sous format électronique depuis Internet, sur le site de la *National Security Archive*, abrité par l'université de Washington²⁷, ou sur la section *Freedom of Information Act* du site du Département d'Etat américain²⁸. Quelques documents du fonds *Dinges* sont disponibles sur le site de l'auteur, mais pas en totalité²⁹.

Les corpus paraguayen et nord-américain constituent la base pour étudier le Plan Condor puisqu'ils constituent les plus importants existant à ce jour. Nous pouvons ajouter les témoignages de victimes ou tortionnaires, les rapports d'organisations humanitaires type *Nunca Mas* et quelques infimes corpus d'archives apparus « miraculeusement » au Brésil, en Uruguay ou en Argentine.

Problématique et objectifs du mémoire

Un sujet comme le Plan Condor offre une multitude de pistes d'étude. Proche dans le temps, il n'a que très peu été traité par les historiens (sinon par les journalistes d'investigation). La dimension et les perspectives ouvertes par les archives sont immenses, sur les plans judiciaire, politique et historique. Historiquement, l'intérêt des « Archives de la Terreur » est double, puisqu'il permet une analyse du réseau Condor mais donne aussi un très bon aperçu du fonctionnement d'un service de renseignement et d'une police politique en pleine Guerre Froide en Amérique latine. Nous pourrions donc combiner ces deux éléments et étudier le rôle des forces répressives du régime de Stroessner dans le Plan Condor. De plus, il est intéressant de souligner que ce corpus ne constitue pas les archives du Plan Condor, mais bien celles de la police secrète paraguayenne, à partir desquelles nous avons pu déduire l'existence du système Condor. Dans *El vientre del Condor*, Samuel Blixen conclut que « les Archives de la Terreur ont couvé un œuf du Condor ; de là partent les pistes vers de multiples nids disséminés de par le continent »³⁰. Dans le langage ornithologique, le nid est la structure qui abrite les œufs et permet à la progéniture de survivre durant les premiers jours. Le Paraguay est une de ces structures qui a permis au Condor de se développer tout en lui offrant un terrain de chasse nécessaire à sa survie.

Pourquoi la dictature paraguayenne constituait-elle un « substrat » propice à l'implantation d'un système de répression transnational ? Quand le Plan Condor fut officialisé, cela faisait déjà plus de vingt ans que Stroessner détenait la totalité du pouvoir au Paraguay. La Police et l'Armée jouissaient d'une bonne expérience en matière de répression³¹. Comment une alliance du Paraguay avec les pays voisins fut-elle possible ? Il est en effet important de

²⁷ <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>

²⁸ <http://foia.state.gov/SearchColls/CollsSearch.asp>

²⁹ <http://www.johndinges.com/>

³⁰ Blixen Samuel, *El vientre del Condor, del Archivo del Terror al caso Berrios*, Barcelona (Uruguay), Virus, 1995, réédition 1998, p. 101.

³¹ Le Paraguay est le premier pays d'Amérique latine à avoir mis en pratique la guerre antisubversive, dès 1960, suite à l'apparition de deux mouvements armés : le *Frente Unido de Liberación Nacional* (FULNA) et le *Movimiento 14 de Mayo*.

rappeler que le Paraguay a eu par le passé de multiples conflits avec les pays frontaliers, notamment les guerres de la Triple Alliance (1864 – 1870) et du Chaco (1932 – 1935). Les différends frontaliers furent bien souvent la cause de ces guerres meurtrières (un tiers de la population paraguayenne périt pendant le premier conflit) et entraînèrent un profond isolement du pays sur la scène internationale. Il paraît alors bien surprenant que le Paraguay ait accepté sans crainte d'« ouvrir » ses frontières à la répression. Ce travail a pour objectif de sortir de l'historiographie « traditionnelle » du Plan Condor³², qui comprend le plus souvent des études journalistiques traitant de son aspect « sensationnel » et « sulfureux », des enquêtes dénonçant chaque fois la responsabilité des Etats-Unis et se focalisant principalement sur le rôle du Chili et de l'Argentine. Ce sont surtout des analyses générales du Plan Condor. Aucune ne porte sur un des pays membres en particulier, exceptés quelques récits mêlant témoignages personnels et tentatives d'analyse, ou plutôt de compréhension. C'est un thème qui a en effet donné matière à réfléchir sur la disproportion et l'horreur de la répression déployée par les différents Etats contre-révolutionnaires, malheureusement peu d'études l'ont fait d'un point de vue scientifique.

Considérant l'origine des « Archives de la Terreur », nous allons fixer notre étude sur le Paraguay. Oui, l'implication des Etats-Unis, nous le verrons, a été importante dans la mise en place du Plan Condor. Mais il ne faut pas voir la CIA partout. Les origines du Plan Condor ont été multiples et il ne faut pas non plus oublier que chaque pays avait ses propres caractéristiques et ses propres motivations. Que chaque pays n'a pas intégré le système de répression avec la même maturité. Que chaque pays n'a pas participé à la répression avec les mêmes convictions si ce n'est celle de lutter contre le communisme.

Pour quelles raisons et selon quel processus le Paraguay s'inséra-t-il dans le Système Condor et dans quelle mesure y participa-t-il ? C'est à cette question que nous tenterons de répondre précisément. Il s'agira d'une analyse de l'appareil répressif et des logiques de répression d'abord au niveau du Paraguay, puis à l'échelle transnationale, afin de montrer dans quel contexte le pays collabora au Plan Condor.

La première difficulté se trouve dans l'adoption de bornes chronologiques adéquates. Il n'existe pas de dates précises pour délimiter le Plan Condor. Longtemps resté secret, on sait maintenant qu'il a été officialisé en 1975, mais qu'il existait déjà tacitement. La plupart des travaux réalisés s'accordent sur la date de 1973, c'est-à-dire la date des coups d'Etat au Chili et en Uruguay. La répression au Chili s'est ouvertement déchaînée les jours qui ont suivi le *golpe*. Pour la majorité des auteurs, c'est ce qui marque le « coup d'envoi » de l'Opération Condor. Très rapidement, les mouvements révolutionnaires ont été démantelés. Mais il est difficile de dire quand a pris fin l'organisation Condor. On sait que l'Argentine et le Chili ont cessé toute relation dès 1978 suite à un contentieux territorial. Certains auteurs affirment que les relations ont cessé en 1980 avec les premières transitions démocratiques. D'autres établissent 1981 comme date butoir, date à laquelle « Condor » est mentionné pour la dernière fois dans une archive. D'autres encore sont persuadés que le Plan Condor a survécu à l'effondrement du bloc de l'Est. La police paraguayenne a en effet tenu à jour ses archives jusqu'en 1990 et la Direction des Affaires Techniques (DNAT) n'a été fermée qu'en 1992. En 1991, Eugenio Berrios, qui était chimiste pour le compte de la DINA et de Condor, a été retrouvé exécuté alors qu'il devait témoigner au cours d'un procès concernant la mort de Letelier. On ne sait même pas si le système a réellement disparu, comme l'atteste il y a peu de temps l'étroite collaboration entre le Venezuela et la Colombie conduisant à l'arrestation d'un dirigeant des FARC (Rodrigo Granda) et qui s'inspirait fortement du Condor... Il faut ensuite

³² A ce sujet, voir la partie correspondante dans Offroy Benjamin, *Le Plan Condor : 1973 – 1981*, « Archives de la Terreur » et services de sécurité paraguayens, Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, Mémoire de M1, 2006.

réussir à calquer ces différentes estimations chronologiques du Plan Condor sur la réalité politique et répressive paraguayenne.

L'historiographie de la dictature d'Alfredo Stroessner commence à s'enrichir, mais elle reste essentiellement l'apanage de journalistes et de sociologues, paraguayens ou nord-américains, ce qui réduit l'accès à leurs ouvrages. La première étude sur le régime d'*El Rubio*³³ est parue en 1980, soit neuf ans avant le coup d'Etat qui a chassé Stroessner. Il s'agissait d'une étude du sociologue américain Paul Lewis, *Paraguay under Stroessner*³⁴. Cet ouvrage a posé les bases pour les futurs auteurs, mais il est depuis dépassé. On comprendra aisément qu'il n'ait pas pu se focaliser sur des archives ni des données très précises, exceptées ses informations sur les effectifs de l'armée et de la police, qui ont été confirmées par la suite. L'ouvrage de Paul Lewis avait néanmoins le mérite de passer en revue les domaines à la fois politique, répressif, économique et social. La chute du régime en 1989 s'est accompagnée de nombreuses publications sur la dictature. Nous ne réaliserons pas ici un inventaire détaillé, mais nous remarquerons les principaux thèmes abordés.

Confrontés à la transition démocratique après une dictature de 35 ans, des journalistes indépendants, des universitaires et des ecclésiastiques ont dressé un bilan de la dictature. En moins de deux ans ils réalisèrent une enquête auprès de la population paraguayenne et publièrent en novembre 1991 *El Precio de la Paz*. Cet ouvrage, qui a pour titre une citation de Stroessner lui-même parlant de la corruption, s'inscrit dans la lignée des rapports *Nunca Mas*, mais l'analyse est plus poussée. L'ouvrage ne se contente pas de détailler au cas par cas la répression, il propose une réflexion sur la mémoire de la dictature et une analyse des systèmes répressif, juridique et économique développés par Stroessner. Un an avant la découverte des archives, les auteurs ont effectué un gros travail de recueil de témoignages et recensent déjà une liste exhaustive de plusieurs centaines de personnes passées par les geôles de Stroessner. Il y a dans ce travail ambitieux la volonté de faire le bilan humain de 35 ans de dictature et de ne pas tomber dans « l'oubli volontaire ». On ressent toutefois la précipitation dans laquelle s'est faite l'étude : les auteurs soulignent eux-mêmes l'insuffisance sur certains points, on trouve des erreurs dans la numérotation des pages, des oublis de mots et des fautes d'orthographe. Ce qui n'enlève rien à la qualité du travail effectué³⁵.

La transition démocratique a également été l'objet de nombreuses études de sociologie. Marcial Antonio Riquelme, professeur de sociologie à l'Université du Kansas, y a largement contribué. Ses travaux de sociologie politique ont porté sur la caractérisation du régime de Stroessner et sur le rôle des forces armées, sous la dictature et pendant la transition. Il analyse comment les forces armées ont abandonné leur rôle professionnel pour se consacrer à la politique et aux « affaires »³⁶.

Plusieurs ouvrages traitant des mouvements de guérillas pendant la dictature ont aussi été publiés. Ils sont importants dans la mesure où il ne reste que peu de traces de la lutte armée, le régime ayant tout fait disparaître ou presque. La découverte des archives de la répression et les témoignages ont donc permis d'avancer sur cette thématique. Bien qu'ils offrent une analyse de bonne qualité, ces travaux sur l'opposition armée ne cachent pas leur but mémoriel. Il s'agit pour eux de rétablir l'histoire des guérillas dans le but de se souvenir et en justifiant la violence comme seul recours face au pouvoir. Il est à noter que la plupart des auteurs paraguayens sont des témoins de la dictature. La longévité de Stroessner et le nombre élevé de personnes passées par ses centres de détention en sont les causes. Chaque ouvrage paraguayen porte donc en filigrane une part de subjectivité.

³³ Le Blond, surnom donné à Alfredo Stroessner.

³⁴ Lewis Paul, *Paraguay under Stroessner*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

³⁵ Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991.

³⁶ Riquelme, Marcial A., *Stronismo, golpe militar y apertura tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992.

Outre les chroniques du régime, de type journalistique, nous pouvons encore évoquer un problème de plus en plus soulevé : la corruption et le crime organisé. Des scandales financiers et la dénonciation de la corruption dans les années 2000 ont amené des économistes et des universitaires en sciences sociales à étudier ce phénomène et à en chercher les raisons sous le régime de Stroessner.

L'aspect politique de la dictature a souvent été analysé. Ce rapide tableau historiographique nous permet de situer notre étude dans un champ historique encore peu ouvert sur la question de la répression au Paraguay et dans le Cône Sud. Il doit aussi permettre de poser les bornes chronologiques de notre analyse. L'historiographie semble découper la dictature de Stroessner en quatre périodes. Le régime, du fait de sa durée, n'a pas adopté de politique uniforme. Il a été amené à se durcir, à se consolider, à s'ouvrir ou à réprimer. Il a dû s'adapter au contexte régional voire mondial. En 35 ans, les problèmes ont été différents. La première période s'étend de 1954 à 1959 : c'est une phase de consolidation du régime, moyennant de nombreuses purges. De 1959 à 1967, le régime a commencé à développer un nationalisme militariste et anticomuniste, à se moderniser et à ouvrir un système politique semi-compétitif. De 1967 à 1978, le pouvoir a établi un système pluraliste restreint avec une opposition officielle et a connu une croissance économique importante. Mais la politique des droits de l'homme américaine a conduit à une nouvelle période, de 1978 à 1989, qui a vu un recul de l'opposition « officielle », une perte de soutien extérieur avec l'arrivée des transitions démocratiques dans le Cône Sud et une résurgence de la société civile qui a marqué le début de la crise politique.

Si l'on considère l'aspect répressif de la dictature, nous pouvons dégager trois périodes. De 1955 à 1966, le pouvoir initie des purges dans l'Armée, au sein du Parti et lutte contre les vagues de guérilla du début des années 1960. En 1966, une « refonte » du système répressif inaugure une nouvelle période, jusqu'en 1982, souvent qualifiée comme étant la plus dure, au cours de laquelle la répression s'abat sur les communautés paysannes, sur l'Eglise, sur des mouvements sociaux, sur les communistes et sur des tentatives d'implantation de foyers de guérillas. Enfin, de 1982 à 1989, sans jamais cesser, la répression s'atténue et touche la presse, des organisations civiles ou l'opposition politique.

Nous choisirons donc pour dates 1974 – 1982, en calquant le Plan Condor sur la période la plus dure de la répression paraguayenne. 1974 correspond à la création de la DINA au Chili et aux premières opérations menées dans le cadre de Condor. Au Paraguay, une importante vague de répression débute en 1974 avec une tentative d'assassinat contre le président et avec la renaissance de groupes guérilleros. La date de 1982 a été plus délicate à fixer. Au niveau international, la guerre des Malouines a détourné l'Argentine du Plan Condor et amorcé une période plus retenue dans la répression, débouchant en 1983 sur le retrait des militaires. C'est également le retour de la démocratie dans un autre pays membre de Condor : la Bolivie. Quant au Paraguay, c'est en 1982 que l'on enregistre le dernier cas de répression massive du communisme, avec le démantèlement de la branche pro-chinoise du Parti Communiste Paraguayen (PCP). De plus, du point de vue des archives, les dernières preuves de coopération internationale semblent s'arrêter à cette date : il n'y a presque plus d'archives émanant du service de renseignement militaire dès l'année 1982. Nous nous autoriserons toutefois quelques retours à la période 1955 – 1966 pour expliquer les fondements du régime et de la répression.

Dans une première partie, nous étudierons les rouages du système mis en place par Stroessner. On ne saurait en effet comprendre les motivations qui ont conduit à rejoindre le pacte secret sans au préalable comprendre comment fonctionne le régime paraguayen. Le

Paraguay est un Etat qui se démarque de ses voisins et repose sur une alliance entre le Parti Colorado, l'Armée et la Junte de gouvernement. Il s'agit d'un régime de type personnaliste et le président Stroessner est seul à décider. Puisant dans les régimes totalitaires et les régimes « bureaucratiques-autoritaires », il a bâti son propre système de pouvoir. Nous verrons également la place importante qu'occupe le crime organisé au sein de l'Etat et la spécificité paraguayenne de la contrebande, qui aurait servi à Stroessner pour acheter la loyauté de ses administrés les plus importants.

La question de l'idéologie sera traitée dans la partie suivante : le Paraguay était-il, comme le soulignaient les Etats-Unis, un « champion de l'anticommunisme » ? Outre les relations étroites avec les Nord-Américains, le Brésil et l'Afrique du Sud, nous verrons que le Paraguay, après la Seconde guerre mondiale, jouissait d'un grand prestige auprès de « criminels » d'origines diverses. En plus de sa position géopolitique dans le Cône sud, entouré de rivières ou de déserts, le Paraguay leur garantissait l'impunité pour leurs délits ainsi que des facilités juridiques, administratives et financières. Se retrouvèrent rapidement dans le pays des fascistes italiens et des nazis poursuivis pour crimes contre l'humanité, et des anticommunistes croates, cubains et argentins, souvent compromis dans des affaires criminelles, du trafic d'armes ou des actes terroristes. Le régime de Stroessner les accueillit comme « combattants de la liberté » et « héros internationaux ». A partir des années 1970, ce sont des néo-fascistes fuyant l'Italie des « années de plomb » et d'anciens activistes de l'OAS qui choisirent le Paraguay comme terre d'accueil. Ce n'est pas un hasard non plus si le Paraguay était membre de la *World Anti-Communist League* (WACL, Ligue Mondiale Anticommuniste), de sa branche latino-américaine *Confederación Anticomunista Latino-americana* (CAL) et qu'il organisa des congrès en 1973, 1977 et 1979. Nous verrons quel était le rôle de ces organisations et leur possible influence sur l'émergence du Plan Condor. Nous nous intéresserons aussi à la création de la DNAT, office spécialisé dans la chasse aux communistes.

Cette partie sur l'anticommunisme affiché du régime stroessniste posera les bases d'une troisième partie consacrée à l'analyse structurelle de l'appareil répressif paraguayen, de 1966 à 1982, c'est-à-dire de ses structures à la veille du Plan Condor et pendant les années Condor. Nous analyserons les relations complexes qu'entretiennent la Police et l'Armée, nous étudierons la juxtaposition des services et la production immodérée d'archives. Tout ceci dans le but de répondre à la question : y a-t-il un risque d'autonomie de la part de certains secteurs de la branche répressive de l'Etat, voire même un risque de « chaos administratif » ?

L'ultime partie sera consacrée la vague de terreur des années 1974 – 1982. Ce dernier segment sera l'occasion d'analyser en détail le Système Condor, son origine, son fonctionnement et bien sûr, ses inconvénients. Car chaque pays avait ses différences et ses motivations. Nous verrons celles du Paraguay et nous verrons dans quelles circonstances s'est achevée la dernière grosse vague de répression en pays *guaraní*. Nous étudierons enfin comment le Paraguay, jouant sur la scène nationale et la scène internationale, est parvenu à entretenir une certaine culture de la peur.

Première partie :

Les rouages du pouvoir stroessniste

Chapitre 1

Fondements politiques et antécédents militaires du régime

*

« L'esprit de la Révolution sera trahi par l'esprit militaire ».

(Roger Martin du Gard)

« Le pire de tous les despotismes, c'est le gouvernement militaire ».

(Maximilien de Robespierre)

Le général Alfredo Stroessner, commandant en chef des Forces Armées paraguayennes, prit le pouvoir le 4 mai 1954, renversant alors le gouvernement de Federico Chaves. Il n'y eut pas de gouvernement entre le 4 et le 8 mai, sinon un contrôle militaire et les réunions permanentes de la Junte de Gouvernement du Parti Colorado. Le 8 mai, Tomás Romero Pereira, président du Parti Colorado, fut désigné président provisoire et peu après, le général Stroessner fut nommé candidat unique à l'élection présidentielle, sous l'étiquette du Parti Colorado. Elu en juillet, il fut investi en août. Ces événements de 1954 ressemblaient étrangement à ceux qui troublaient la vie politique depuis 1947 et beaucoup pensèrent qu'il ne s'agissait là que d'un putsch de plus. En réalité, il s'agissait d'un processus complexe d'établissement d'une hégémonie au sein de la coalition de pouvoir entre les Forces Armées et le Parti Colorado. Le général Stroessner n'avait pas renversé un régime démocratique ni instauré un gouvernement militaire. Le gouvernement de Federico Chaves, comme ceux qui l'avaient précédé depuis 1947, ne permettait pas l'existence légale d'autres partis que le parti officiel. Les partis Libéral, Fébrériste et Communiste étaient proscrits et le restèrent jusqu'en 1962, sinon plus pour certains. De même, bien qu'il fut militaire, Stroessner n'était pas le porte-parole de l'Armée et gouvernait seul. Pour comprendre ce système *sui generis*, dictature d'un militaire avec appui de l'Armée et du Parti Colorado, il est fondamental d'apporter quelques précisions historiques.

I. Alfredo Stroessner : regards sur une carrière militaire

A. Un officier d'artillerie

Alfredo Stroessner naquit le 3 novembre 1912 à Encarnación, dans le sud du pays, au bord du Rio Paraná. Il était de mère paraguayenne et de père allemand. Hugo Wilhelm Stroessner Koetschenreuter était né le 17 mai 1867 à Hoff, en Bavière et avait émigré au Paraguay dans les années 1890, désireux de s'offrir une nouvelle vie. Il arriva d'abord par le Brésil, puis resta quelques temps à Posadas, dans la province de Misiones, en Argentine, avant de suivre les conseils qu'on lui avait donnés : les opportunités seraient plus avantageuses sur l'autre rive du Paraná, à Encarnación. C'est donc au Paraguay qu'il s'installa définitivement et ouvrit une brasserie. Mais la vie était plus difficile qu'il ne l'avait pensée et il dut fermer la brasserie pour se consacrer à l'agriculture, notamment de la *yerba maté*.

Bien que de famille modeste, Alfredo Stroessner fit ses études secondaires à Posadas, où sa mère avait de la famille. De retour au Paraguay, il fut envoyé à Asunción pour réaliser « un des désirs les plus fervents de Don Hugo : que son fils fût militaire et qu'un jour il parvînt à être Général de la Nation »¹. Alfredo Stroessner intégra l'Ecole Militaire le 1^{er} mars 1929, en pleine période de crise avec la Bolivie². Doué pour les mathématiques et doté d'un bon sens de l'observation, il choisit rapidement l'arme savante par excellence : l'artillerie.

1) Ses premières armes : la Guerre du Chaco

La guerre fut déclenchée le 15 juin 1932, quand les troupes boliviennes s'emparèrent du Fortin Carlos Antonio Lopez. Alfredo Stroessner était cadet dans le dernier cursus de l'Ecole Militaire, quand le 30 juillet, le commandant en chef des Forces Armées, Manuel Rojas, lança l'ordre de mobilisation. Le jeune Stroessner, encore âgé de 19 ans, passa au service du 6^{ème} Régiment d'Infanterie (RI). Le 1^{er} août, le bataillon de cadets défila devant le palais présidentiel avant de partir pour le front. Le 22 août, le régiment se déplaça jusque Villa Hayes, non loin d'Asunción, de l'autre côté du Rio Paraguay, puis rejoignit Puerto Casado. Le 9 septembre, le lieutenant-colonel Felix Estigarribia ordonna l'attaque du Fortin Boquerón. Le 6^{ème} RI arriva sur place le 16 septembre et reçut son baptême du feu le 17. Le 29 septembre, le régiment auquel appartenait Stroessner était victorieux et obtint la reddition du commandant

¹ Farina, Bernardo Neri, *El Ultimo Supremo*, Asunción, El Lector, 2003, p. 39. Selon l'auteur, c'est ce qui émane des biographies officielles de la période où Stroessner était au pouvoir.

² Après la Guerre du Pacifique (1879 – 1883), la Bolivie avait perdu son accès à la mer. Elle chercha alors une nouvelle issue à travers le Chaco paraguayen une région désertique frontalière entre les deux pays. La découverte de pétrole dans les années 1920 constitua aux yeux de la Bolivie un aspect attractif supplémentaire. Les tensions augmentèrent en 1927 lorsqu'une patrouille paraguayenne fut capturée et son chef exécuté par l'armée bolivienne. Les gouvernements tentèrent malgré tout de trouver une issue pacifique au conflit latent. En décembre 1930, le major Rafael Franco décida de détruire le fortin bolivien de Vanguardia. Les deux pays se mobilisèrent mais le Paraguay n'était pas préparé à la guerre. Devant la Conférence Panaméricaine des Conflits, le Paraguay signa le « Protocole de Washington » et s'engagea à reconstruire le fortin.

bolivien. Le 1^{er} octobre 1932, plusieurs cadets furent promu par décret au grade de second lieutenant. Dans la promotion, outre Alfredo Stroessner, plusieurs jeunes officiers furent par la suite amenés à jouer un rôle dans la vie politique³.

En décembre 1932, le second lieutenant Stroessner passa sous les ordres du Premier Groupe d'Artillerie « Général Bruguez » (1^{er} GA), dépendant du Premier Corps d'Armée. Dans un rapport de 1932, son chef de groupe et son chef de corps dirent de lui que « dans tous les services, il a donné la preuve d'être un bon conducteur de troupe, un être serein, courageux, administrateur et organisateur. La santé de sa troupe a toujours été bonne. Excellent instructeur [...] »⁴. En plus d'être un bon artilleur, il était aussi habile à se servir d'un mortier et ses supérieurs distinguaient déjà chez lui le sens de l'honneur et de la responsabilité.

Alfredo Stroessner termina la guerre avec le grade de premier lieutenant. Dans une arme d'appui comme l'artillerie, il avait été difficile pour lui de participer à des « actions héroïques » comme en contient tant l'histoire paraguayenne. Mais selon les rapports émis par ses supérieurs, il est indéniable qu'il était un bon officier.

2) L'expérience brésilienne

Après la guerre, le lieutenant Stroessner devint successivement chef de peloton puis commandant de section. Comme beaucoup de jeunes officiers, il était convaincu que quelque chose devait changer dans le pays, à commencer par le gouvernement libéral de Eusebio Ayala. Le mécontentement d'après-guerre était fort et le 17 février 1936, le colonel Federico Wedell Smith initia le coup d'Etat qui porta au pouvoir le colonel Rafael Franco. Alfredo Stroessner adhéra à cette action, ce qui lui valut peu après d'accéder au grade de capitaine. Cette partie de la vie de Stroessner est peu documentée, mais on sait qu'il échappa sans problème à la chute de Rafael Franco en 1937 et continua au service du 1^{er} Régiment d'Artillerie (RA), entièrement dévoué à la vie de caserne. Le 24 mars 1939, il fut transféré à l'*Ayudantía*⁵ du régiment, à Paraguarí. Ce fut de courte durée : le 29 mars 1940, il passa à disposition du ministère de la Guerre et de la Marine.

Cette même année, il fut envoyé au Brésil pour bénéficier d'un cours d'artillerie au Collège Militaire. Il devait ainsi accroître ses connaissances en tir et en topographie. Le 18 octobre 1940, dans un rapport du commandant du cours d'artillerie, on pouvait lire : « Il est intelligent, vivant et il a des facilités d'expression. Officier très circonspect et avec de l'autorité. Il est discret, travailleur et pondéré. Il a des qualités pour être instructeur d'officiers. [...] Il a l'esprit d'initiative et de décision et une capacité au commandement »⁶.

Promu major d'artillerie par décret le 11 décembre 1940, il rentra du Brésil en janvier 1941. Le 21 novembre 1945, il fut nommé commandant du 1^{er} RA. A partir de ce poste, Alfredo Stroessner, âgé de 33 ans, allait commencer sa fulgurante ascension dans le domaine militaire. Le 31 décembre de la même année, une nouvelle promotion lui octroya le grade de lieutenant-colonel. La guerre civile qui se profilait à l'horizon allait lui ouvrir les portes du milieu civil.

³ Par exemple Marcial Samaniego, futur général et ministre de la Défense sous le régime du président Stroessner. La liste est donnée par Farina, Bernardo Neri, *op. cit.*, p. 41.

⁴ Cité par Farina, Bernardo Neri, *op. cit.*, p. 42.

⁵ Pas d'équivalent en France, très certainement le « secrétariat » du régiment, placé sous le Quartier Général.

⁶ Cité par Farina, Bernardo Neri, *op. cit.*, p. 45.

B. La participation à la guerre civile de 1947

1) Contexte politique

Dès 1940, le général Higinio Morínigo, ancien chef d'Etat-major et ministre de la Guerre et de la Marine, fut nommé pour achever le mandat du défunt président Estigarribia, mort dans un accident d'avion. Devant l'absence de Conseil d'Etat et de Chambre des Représentants, les principaux commandants en chef de l'Armée avaient suggéré au Conseil d'Etat de nommer un militaire pour assurer l'intérim présidentiel pendant deux mois, jusqu'à l'organisation de nouvelles élections.

Fort de la nouvelle constitution qui lui donnait le droit de promulguer l'état de siège¹, le général Morínigo instaura le « Nouvel Etat Nationaliste et Révolutionnaire », une dictature militaire et corporatiste, qui s'inspirait en partie de l'*Estado Novo* de Salazar au Portugal. Il exigea des officiers qu'ils jurent fidélité à sa personne et à la « Révolution paraguayenne » en signant un « Acte de Loyauté ». De cette manière, l'identification entre les militaires et le gouvernement était totale.

Morínigo généralisa également la pratique des purges. Il rétablit la peine de mort pour motifs politiques et, s'appuyant sur les factions fébréristes, purgea l'Armée de ses officiers libéraux. Le décret 12 246 du 26 avril 1942 dissolut le Parti Libéral. Le nouveau président avait accompli la volonté de son prédécesseur : anéantir toute possibilité pour les Libéraux de revenir au pouvoir.

Une fois éliminés les Libéraux, il se débarrassa des Franquistes² pour finalement appuyer son pouvoir sur les officiers du « Groupe de Cavalerie », arme de plus en plus prépondérante au sein des Forces Armées, également connue sous le nom de *Camarilla Nazifascista*, ou *Frente de Guerra*³. Composé de quatre officiers supérieurs⁴ adeptes de la pensée nazie, dont le plus puissant était le chef de la cavalerie, ce groupe extrémiste reçut des postes clés dans le gouvernement de Morínigo, qui ne cachait pas son « indépendance » à l'égard des partis traditionnels⁵.

Avec la chute de l'Axe en 1945, la *Camarilla Nazifascista*, qui contrôlait le pouvoir politique, perdit du terrain. Les idées nazies s'étaient effritées. Au sein de la cavalerie, le

¹ Ce point sera développé dans une prochaine partie.

² Partisans du colonel Franco lors de la « Révolution fébrériste » de 1936.

³ Littéralement, « Front de Guerre ».

⁴ Les colonels Heriberto Florentín (commandant de la Région Militaire de Concepción), Bernardo Aranda (chef de l'Etat-major général), Victoriano Benítez Vera (commandant de la Première Division de Cavalerie) et le lieutenant-colonel Pablo Stagni (commandant de la Force Aérienne).

⁵ Deux partis avaient eu pour habitude, depuis 1887, de se disputer le pouvoir : le parti conservateur républicain (*Partido Colorado*, ou *Asociación Nacional Republicana-ANR*) fondé par le général Bernardino Caballero (1839 – 1912), et le parti démocratique libéral (*Centro democrático*, puis *Partido Liberal*). Ces partis détinrent successivement le pouvoir pour de longues périodes, mais ils étaient rarement défaits par les urnes. De 1904 à 1946, le Parti Colorado resta en-dehors du pouvoir. Mais les Libéraux eurent du mal à maintenir la stabilité politique et le recours aux militaires devint de plus en plus fréquent jusqu'en 1937.

mécontentement s'accroissait contre son propre chef, Benítez Vera. Cherchant à reconquérir un pouvoir qui lui avait échappé, il souleva ses troupes contre le gouvernement. Le 9 juin 1946, le lieutenant-colonel Enrique Gimenez le vainquit et le contraignit à l'exil. Le secteur fasciste de l'Armée qui faisait pression sur le président pour maintenir les partis traditionnels à l'écart de la vie politique avait été démantelé.

La rébellion fut étouffée, mais elle conduisit à la formation d'un gouvernement de coalition entre Fébréristes et Colorados (qui étaient tenus à l'écart du pouvoir depuis 1904). Ce nouveau gouvernement reçut pour objectif d'effectuer la démocratisation. Malheureusement, le « Printemps politique de 1946 » fut de courte durée. Les Fébréristes⁶ se retirèrent du gouvernement le 11 janvier 1947 suite aux incessantes luttes internes. Des commandants d'unité se soulevèrent en faveur de Morínigo et votèrent pour l'instauration d'un gouvernement militaire institutionnel, toujours sur la voie de la démocratisation. Morínigo accepta, alors qu'il s'était déjà engagé à remettre le pouvoir au Parti Colorado. Le 13 janvier 1947, en accord avec le lieutenant-colonel Enrique Gimenez, nouveau commandant en chef de la Cavalerie, et avec le major Rogelio Benitez, chef de la Police, le général Morínigo organisa un *autogolpe* (coup d'Etat du président lui-même) et installa le Parti Colorado au pouvoir.

2) Loyal au président Morínigo

Lors des événements du 9 juin 1946, Stroessner était volontairement resté à l'écart, mais prêt à entrer au service du président. Etrangement, le 24 juin, il fut destitué de son poste de commandant du 1^{er} RA « Général Bruguez » et passa à disposition du Commandement en chef des Forces Armées. Ceci causa une profonde inquiétude au sein du régiment dont les officiers lui étaient restés fidèles. Selon le général Amancio Pampliega, dans son livre *Misión Cumplida*⁷, Alfredo Stroessner aurait été destitué suite à une accusation du lieutenant-colonel Enrique Gimenez, stipulant que le commandant du 1^{er} RA avait appuyé directement le colonel Benítez Vera.

Devant le mécontentement des officiers d'artillerie, le 2 juillet 1946, le commandant en chef des Forces Armées, le général Machuca, voulut solutionner le problème en nommant Alfredo Stroessner commandant en second du régiment. Mais *El Rubio* n'accepta pas l'offre et certains officiers demandèrent au général Machuca de lui remettre le commandement du régiment. Offusqué, celui-ci refusa, accusant les officiers d'insubordination. Néanmoins, le 6 juillet, il communiqua au lieutenant-colonel Stroessner sa réaffectation au poste de commandant du 1^{er} RA.

Malgré cette « manœuvre » contre sa personne, Stroessner continua de soutenir Morínigo dans son idée de gouverner avec le Parti Colorado. Il le prouva le 24 janvier 1947. Face à l'*autogolpe* du 13 janvier, de jeunes officiers de son régiment en liaison avec d'autres officiers d'autres armes, complotèrent contre le gouvernement de Morínigo. Dans leur plan, le commandant du régiment d'artillerie, le lieutenant-colonel Stroessner, devait être mis aux arrêts. Mais un officier le prévint et il eut le temps d'organiser l'arrestation des conspirateurs. Le 30 janvier, pour célébrer le triomphe contre la tentative de soulèvement des Forces

⁶ Les Fébréristes constituaient encore un mouvement dans les années 1940. Le parti officiel fut créé en 1951 par le colonel Franco.

⁷ Mission Accomplie.

Armées, le lieutenant-colonel Stroessner reçut le soutien et la reconnaissance du président Morínigo, du chef d'Etat-major, le colonel Emilio Diaz de Vivar, en plus d'autres commandants d'unités et de quelques ministres.

3) Sur le Front Sud

En réaction à l'*autogolpe* du président, une sédition eut lieu à Concepción le 8 mars 1947. Passée à la postérité comme la « Révolte de Concepción »⁸, elle rallia massivement des officiers de carrière en faveur du projet institutionnaliste, prêts à appuyer une issue démocratique. Selon leur propre déclaration, ils ne répondaient pas à des fins partisans⁹ et regroupaient diverses tendances, en plus du soutien des Fébréristes, des Libéraux et des Communistes.

En plus d'être resté loyal au président, Alfredo Stroessner joua un rôle important dans les affrontements contre les forces rebelles. Dès le mois d'avril 1947, après le soulèvement de la Marine, ses artilleurs détruisirent le quartier général naval, permettant à la cavalerie et à la police de remporter une victoire. Le 30 avril, il fut félicité pour sa brillante performance par le président.

Peu après, Stroessner fut envoyé sur le Front Sud, où les forces révolutionnaires avaient regroupé près de 1 000 combattants. L'Armée rebelle cherchait à débarquer des troupes par le Rio Paraná. Le Commandement Sud décida de les poursuivre pour les obliger à combattre. Le 24 juillet, finalement, les rebelles débarquèrent et c'est Stroessner qui, deux jours après, parvint à reprendre la position, faisant plusieurs prisonniers. Les combats se poursuivirent sur les nombreuses îles du Paraná. Le plus gros affrontement eut lieu le 4 août, quand les canonnières institutionnalistes tentèrent de forcer l'accès au Rio Paraguay pour pouvoir remonter sur Asunción. Les navires rebelles accusèrent de sévères pertes matérielles et humaines et durent se replier, bombardés par l'artillerie de Stroessner. La confrontation prit fin le 20 août, en même temps que la « Révolution ». Le 26 août, l'ordre général 98 cita Stroessner pour « sa brillante action livrée contre la tentative des rebelles d'organiser le Front Sud et de leurs canonnières de forcer le passage vers la Capitale »¹⁰.

La « Révolution de 47 » eut un impact particulièrement négatif sur tous les plans de la vie nationale. Ce fut le début d'une période de violences, de persécutions et de pillages contre les vaincus.

⁸ L'historiographie nationale parle même de « Révolution de 47 ».

⁹ Voir Riquelme, Marcial Antonio, *Stronismo, Golpe Militar y Apertura Tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992, p. 48.

¹⁰ Cité par Farina, Bernardo Neri, *op. cit.*, p 60.

II. De la « Révolution de 47 » au coup d'Etat de 54

La guerre civile avait laissé seul sur la scène politique le Parti Colorado. En son sein, on pensait à organiser des élections pour la succession de Morínigo. La lutte pour le pouvoir allait désormais se dérouler dans les coulisses du parti. Deux factions diamétralement opposées, emmenées par Natalicio Gonzalez et Federico Chaves, se livrèrent une lutte fratricide qui, finalement, profita à un militaire.

A. La « valse des présidents »

1) Le « *Guión Rojo* » au pouvoir

En novembre 1947, après la convention du parti, l'ami et allié de Morínigo, Natalicio Gonzalez, fut élu pour être candidat à l'élection présidentielle de 1948. Il était le leader de la faction « *Guión Rojo* »¹. Avec Gonzalez débutait l'hégémonie du secteur le plus dur et le plus violent des républicains, opposé aux *Democráticos*² de Chaves. Bien qu'ils représentaient la majorité, ces derniers furent débordés par les *Guiones* qui menèrent une campagne brutale et féroce. Ils usèrent d'intimidation et de menaces pour décourager le vote de la faction adverse.

Le 14 février 1948, sans opposition à sa candidature, Natalicio Gonzalez fut élu président de la République. Et, fait surprenant, le 3 juin 1948, alors que Gonzalez n'était pas encore investi, un coup d'Etat mit fin plus rapidement que prévu au mandat de Morínigo. Certains *Guiones*, dont un certain Felipe Molas Lopez, et des militaires avaient dû craindre que Morínigo se maintiendrait au pouvoir comme il avait déjà eu l'habitude de le faire. Ce coup d'Etat préventif porta au pouvoir Juan Manuel Frutos, qui assurerait la présidence jusqu'à la passation de pouvoir officielle avec Natalicio Gonzalez, le 15 août 1948.

2) Le premier exil de Stroessner

Dans la matinée du 26 octobre 1948, un soulèvement militaire secoua les casernes. La destitution du chef de la Police, Nicolas Scorza, avait été le prétexte pour le colonel Carlos Montanaro, directeur de l'Ecole Militaire, pour lancer un assaut sur la Préfecture de Police. Parmi ses soutiens, il comptait sur Alfredo Stroessner, promu colonel en mars de cette année. Mais l'opération fut un échec cuisant et Montanaro accusa Stroessner de lâcheté et d'abandon de dernière minute. Isolé, le colonel Stroessner demanda asile à l'ambassade du Brésil. Les diplomates demandèrent au gouvernement paraguayen de laisser sortir Stroessner et celui-ci obtint un sauf-conduit.

¹ La traduction est incertaine, mais il s'agirait du « Scénario Rouge » ou « Plan Rouge ». La couleur rouge est celle du parti, et les membres de cette faction portaient un ruban de cette couleur sur leur revers.

² Les « Démocrates ».

C'est tout compte fait vers Buenos Aires, en pleine gloire péroniste, que Stroessner se dirigea. D'aucuns supposèrent qu'il souhaitait se rapprocher rapidement de la capitale paraguayenne en cas d'éventuel changement de gouvernement. Au cours de son exil porteño, le colonel Stroessner rencontra à plusieurs reprises Federico Chaves, lui aussi contraint à fuir le pays après que Natalicio Gonzalez eut été nommé candidat à l'élection présidentielle.

3) Les Democráticos entrent en scène

Malgré la résistance de Natalicio Gonzalez à la tentative de coup d'Etat du 26 octobre 1948, une nouvelle conspiration de Molas Lopez et Federico Chaves (alors en exil) mit fin à sa présidence le 29 janvier 1949. Les *Democráticos* prirent enfin le pouvoir et empêchèrent Natalicio Gonzalez d'établir l'hégémonie du *Guión Rojo*. Le nouveau coup d'Etat conduisit à la plus haute magistrature de l'Etat un général, Raimundo Rolón, ami de Stroessner et originaire de l'artillerie comme lui. Il convoqua des élections qui devaient se tenir dans un délai de soixante jours.

Mais l'éternel conspirateur Felipe Molas Lopez vit un danger dans la présidence de Rolón. De nouveau allié avec Federico Chaves (revenu d'exil) et avec d'autres *Democráticos*, comme Epifanio Mendez Fleitas, il organisa un nouveau *golpe*, le 27 février 1949. Le colonel Stroessner était discrètement rentré d'Argentine et avait soutenu « moralement » l'action des putschistes, en échange d'une réaffectation au 1^{er} RA. Le 5 mars, le nouveau président Felipe Molas Lopez, leader d'un Parti Colorado réunifié, décréta la dissolution la Chambre des Représentants et appela de nouvelles élections pour reconstituer le corps législatif. La nouvelle Chambre ne comptait que sur des Colorados et se réunit pour la première fois le 3 mai.

Dès le 4 mars 1949, Stroessner avait retrouvé son poste de commandant du régiment d'artillerie. Sa seule réelle préoccupation, à cette époque, était la vie militaire. Le 15 août, il fut promu au grade de général de brigade. Le 11 septembre, Federico Chaves renversa Felipe Molas Lopez, son ancien allié, trop fragile à ses yeux pour gouverner le pays. Il assuma le mandat de son prédécesseur en promettant des élections dès 1953. Stroessner, qui avait aussi soutenu Molas Lopez à diverses reprises, le trahit au profit de Federico Chaves, comprenant que le pouvoir serait désormais du côté des *Democráticos* de ce dernier.

Le jeune général Stroessner (37 ans en 1949) se démarquait de ses coreligionnaires, plus âgés et obnubilés par leurs exploits de la Guerre du Chaco ou de la Révolution de 1947. Il se gardait bien d'avouer toute idée politique, se contentant de soutenir ici ou là, un *caudillo* ambitieux. Son ambition à lui, c'était l'Armée. Aussi, en septembre 1950, il fut promu commandant de la division d'artillerie et plus important encore, le 31 mai 1951 il fut nommé commandant des Forces Armées par le président Chaves, en remplacement du général Emilio Diaz de Vivar. Ainsi, progressivement, Stroessner faisait éliminer ses rivaux militaires potentiels, ceux qui lui avaient mis des bâtons dans les roues depuis 1947. Son ascension avait été fulgurante et sa passion pour les armes entière. Il avait fait son propre chemin jusqu'au poste le plus important de l'Armée et à partir de là, il commença à se faire connaître dans les pays voisins (Argentine, Brésil, Uruguay) puis aux Etats-Unis. En mai 1953, il fut invité par le secrétaire militaire américain Robert Stevens, puis dans la zone du Canal de Panamá par le commandant en chef de l'*US Air Force* de la zone Caraïbes, le général Emil Kiel.

B. Et le général mit fin à l'instabilité

1) Un gouvernement en crise

Après s'être maintenu au pouvoir pendant trois ans, Federico Chaves fut réélu le 15 février 1953. Son programme présentait trois points : pacification spirituelle du pays, renforcement économique et reconstruction nationale, et retour au système démocratique réel. Mais le climat politique ne permettait pas de réaliser telle ambition. Le président recevait à peine l'écho souhaité au sein du Parti Colorado.

Federico Chaves avait deux hommes forts à ses côtés : Epifanio Mendez Fleitas et Alfredo Stroessner. Les premières tensions vinrent avec Fleitas, président de la Banque Centrale. Le chef de l'Etat subissait des pressions de la part de certains chefs militaires (dont Stroessner) qui souhaitaient voir le président de la Banque Centrale démissionner de ses fonctions. Celui-ci avait augmenté son influence sur la « moyenne hiérarchie » et sur certains entrepreneurs, et les militaires craignaient de le voir dépeindre le rôle d'un *caudillo* civil. Mendez Fleitas était également accusé d'« argentinisme » : il représentait le « péronisme » paraguayen. En 1951, fut créée sous la direction de partisans de Mendez Fleitas (les épifanistes) la Confédération Paraguayenne des Travailleurs (CPT), qui tendait à l'organisation verticale des travailleurs à partir de l'Etat et prenait une orientation nationaliste, industrialiste et populiste. Il est à noter également que la situation économique paraguayenne se dégradait fortement : dévaluation monétaire, inflation croissante, manque d'industrie... En 1954, la récession économique et financière était un grave problème pour la stabilité du pays.

Le 6 janvier 1954, Mendez Fleitas et ses partisans Guillermo Enciso Velloso (ministre des Finances) et Tomás Romero Pereira (ministre de l'Intérieur)³ furent destitués par le président sous la pression croissante du commandant de la division de cavalerie, le lieutenant-colonel Nestor Ferreira. Alfredo Stroessner ne réagit pas et se contenta d'un rôle d'« observateur ». Craignant de nouvelles conspirations, Chaves nomma un de ses filleuls chef de la Police : Roberto Luis Petit. En « démissionnant les conspirateurs », Federico Chaves avait accentué la crise politique au sein de son propre parti.

La crise prit forme aussi dans les Forces Armées, au sein desquelles Mendez Fleitas avait trouvé des partisans, notamment le major Virgilio Candia. Ce désordre causé dans l'institution militaire par un civil déplut à celui qui allait s'imposer peu à peu comme un arbitre : le général Stroessner. Tandis qu'il demandait discrètement une plus grande implication des militaires dans le gouvernement, il exploita habilement les tensions dans le commandement de la cavalerie entre Ferreira et Candia. Alfredo Stroessner, fin tacticien, cherchait à encourager une confrontation entre les partisans de Chaves et ceux de Mendez Fleitas. Affaiblissant ainsi davantage l'unité des *Democráticos*, les Forces armées pourraient prendre le pouvoir sous son contrôle.

³ Ajoutons qu'ils étaient respectivement président et vice-président de la Junta de gouvernement du Parti Colorado.

2) Le coup d'Etat de mai 1954

Devant la crise qui ravageait le pays, le président Chaves n'avait plus aucune autorité et le gouvernement était devenu presque inexistant. Les dirigeants colorados savaient qu'un complot se tramait et ils cherchèrent d'abord un civil pour succéder à Federico Chaves. Ne trouvant personne à la hauteur de la tâche, ils optèrent pour un militaire qui refusa la charge, faute de compétences politiques. Mais il était déjà trop tard.

Le matin du 3 mai, le lieutenant-colonel Ferreira donna l'ordre de mettre aux arrêts le major Candia. Cet ordre n'avait pas été communiqué au commandement en chef. En l'apprenant, le général Stroessner demanda des comptes au président Chaves, en vain. Le soir du même jour, il décida de passer à l'action contre le premier mandataire de l'Etat, auquel répondaient fidèles les troupes de cavalerie et la Police. Au préalable, Stroessner fit arrêter le lieutenant-colonel Ferreira, coupable d'avoir outrepassé son autorité, immobilisant de fait la cavalerie dont il était le commandant. Les troupes de Stroessner pénétrèrent par surprise dans le centre d'Asunción, ouvrant le feu sur les forces de police. La Préfecture de Police fut prise d'assaut par les militaires, occasion au cours de laquelle mourut son chef, Roberto Luis Petit. De son côté, le président Chaves avait trouvé refuge au Collège Militaire où il demanda le soutien de son directeur. Mais celui-ci n'était autre que le général Marcial Samaniego, camarade de promotion du général Stroessner et fidèle à son commandant en chef. Le président Chaves fut fait prisonnier. Son gouvernement n'était plus.

Dès ce jour, commencèrent les négociations pour la succession à la présidence. Les dirigeants militaires et ceux du Parti Colorado devaient rapidement adopter une décision pour mettre fin au chaos et éviter que d'éventuels partisans de Federico Chaves ne se ressaisissent. Le général Stroessner était maître de la situation politique et militaire, mais les dirigeants colorados n'avaient pas songé à lui pour assumer la première magistrature de l'Etat. Du 5 au 8 mai, il n'y eut pas de président de la République et des combats continuaient de se dérouler. Alfredo Stroessner demanda à ce que Tomás Romero Pereira, vétéran des luttes politiques, trouve une issue à la crise politique. Les Colorados crurent alors que le commandant en chef des Forces Armées leur laissait le soin de choisir le candidat qui devait achever la période constitutionnelle du mandat de Federico Chaves. Mais Stroessner n'avait qu'une idée en tête à présent : assumer la présidence. Et pour se faire accepter du Parti Colorado, il ne choisit pas les armes, sinon le soutien d'Epifanio Mendez Fleitas. A force de manipulations et négociations, ce dernier parvint à faire désigner Alfredo Stroessner candidat à l'élection présidentielle du 11 juillet suivant. Il serait, comme de coutume depuis 1947, candidat unique. Mendez Fleitas obtint également de Stroessner qu'il n'assume pas la présidence de la République avant les élections, la communauté internationale risquant de le juger comme un putschiste de plus dans un pays ébranlé par dix-huit années d'autoritarisme militaire. Devant cet argument, le commandant en chef accepta et Tomás Romero Pereira fut nommé par le Parti Colorado pour assumer la présidence provisoire de la République.

Après avoir rencontré une nouvelle fois des militaires nord-américains de l'*US Strategic Command of Caribbean* à Lima, Alfredo Stroessner fut élu le 11 juillet 1954 avec 98,42 % des voix⁴. La passation de pouvoir se déroula le 15 août suivant.

⁴ Chiffre donné par Fregosi Renée, *Le Paraguay au XX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 72.

Avant d'accéder à cette charge de chef d'Etat, le général Stroessner avait connu une rapide ascension dans la carrière des armes. Il avait participé à des conspirations contre cinq présidents différents. Il avait su se défaire de ses rivaux au cœur des Forces Armées. Et enfin, grâce à Mendez Fleitas, il était parvenu à imposer un véritable consensus autour de sa personne au sein du Parti Colorado. Il avait agi depuis 1948 comme un redoutable stratège politique. Au niveau international, l'influence nationale-populiste de Juan Domingo Perón sur le gouvernement de Chaves avait inquiété le gouvernement nord-américain, qui vit sous de bons augures le coup d'Etat du général Stroessner.

Désormais, Stroessner devait chercher à consolider son pouvoir. Déjà, à la frontière argentine, les Libéraux et les Fébréristes se réorganisaient et menaçaient le nouveau régime. De même, toutes les Forces Armées ne lui étaient pas acquises. De son côté, Mendez Fleitas avait pensé manipuler Stroessner et accéder au pouvoir par la suite. Pour s'assurer une stabilité politique, le président allait entreprendre une épuration massive du parti, de l'Armée et de l'Etat, et instaurer un régime unique en son genre.

Chapitre 2

Caractérisation du régime stroessniste

*

« Le pouvoir n'est pas un moyen, il est une fin. On n'établit pas une dictature pour sauvegarder une révolution. On fait une révolution pour établir une dictature. La persécution a pour objet la persécution. La torture a pour objet la torture. Le pouvoir a pour objet le pouvoir ». (Orwell, Georges, 1984, Paris, Gallimard, 1950, réédition 2007)

Tous les régimes, de la Guerre Civile au *golpe* de Stroessner, avaient été autoritaires et excluants : coups d'Etat suivis d'élections à candidat unique, appui sur des leaders militaires et sur une faction du Parti Colorado, constitution légale mais autoritaire, partis d'opposition hors-la-loi et soumis à la répression ou contraints à l'exil... etc. A la différence des militaires des pays voisins qui entreprirent des putschs quelques années après, le général Stroessner n'avait pas eu à démanteler les institutions ou pratiques démocratiques. En arrivant au pouvoir, il avait à sa disposition la constitution de 1940 autorisant le décret de l'état de siège, un système politique avec un parti unique et les Forces Armées (qui n'étaient toutefois pas acquise dans leur totalité). Grâce à ces paramètres, il put mettre en place un schéma de pouvoir unique en son genre, fondé à partir d'éléments subtilisés dans divers systèmes politiques et combinés à un exercice discrétionnaire du pouvoir, le tout reposant sur un réseau clientéliste.

I. La combinaison de trois systèmes politiques

Les études en sciences sociales et politiques se réfèrent généralement à trois types classiques de régimes politiques, définis en 1990 par Samuel Huntington¹ : totalitarisme, autoritarisme et démocratie. A partir des interventions militaires des années 1970, une nouvelle forme d'autoritarisme apparut dans les pays du Cône Sud, que Guillermo O'Donnell² qualifia de « bureaucratique-autoritaire ». Il se référait par là à un type de régime combinant mesures économiques (tendant à renforcer le fonctionnement de l'économie de marché) et pratiques politiques répressives. Les Forces Armées assumaient le pouvoir pour implanter un nouveau « schéma de domination », à travers la restructuration hiérarchique de l'Etat et de la société, et en fonction de la doctrine de sécurité nationale (DSN). Tout processus de prise de décision restait sous le contrôle bureaucratique des Forces Armées et organismes de sécurité, assistés par une technocratie civile. Les mesures répressives prétendaient rétablir l'ordre social et créer un climat de stabilité nécessaire à l'investissement de capitaux étrangers.

Dix ans avant le régime « bureaucratique-autoritaire » instauré par les militaires brésiliens, le général Stroessner implanta un système différent, qui s'appliqua sur une société essentiellement rurale, d'un faible niveau d'industrialisation et disposant de maigres antécédents démocratiques. Il est important de faire une analyse, car Stroessner a subtilisé des éléments de chacun de ces types de régime et on ne saurait comprendre le fonctionnement de l'appareil répressif sans savoir dans quelle forme de régime il s'insère.

A. Un régime empreint d'éléments autoritaires et totalitaires

Juan Linz a proposé une caractérisation selon laquelle les régimes autoritaires sont des systèmes politiques au pluralisme restreint, sans idéologie élaborée mais comportant des « mentalités » particulières, et où la mobilisation de la population est très faible, excepté à quelques moments d'évolution du régime³. Ce sont en général des régimes autocratiques : le pouvoir y est très centralisé, le Législatif et le Judiciaire sont souvent soumis à l'Exécutif.

Si nous nous fixons sur les principales définitions données par les théoriciens politiques (tels que Hannah Arendt⁴), un régime totalitaire se fonde sur un parti unique dirigé par le chef de l'Etat et composé d'une petite partie de la population (l'élite dans les régimes fascistes, ou l'avant-garde dans le système stalinien). Ce parti se charge de transmettre une idéologie faisant référence à tous les aspects de la vie humaine, rejetant l'ordre existant et contenant un projet de nouvelle société. Tous doivent y adhérer, au moins passivement. Tous les moyens de communication sont contrôlés par l'Etat. Généralement, le parti et la bureaucratie

¹ Huntington, Samuel « The modest meaning of democracy » in Pastor, R., *Democracy in the Americas*, New York, Holmes and Mier, 1990.

² O'Donnell Guillermo, *Modernization and bureaucratic authoritarianism, studies in south american politics*, California, University of California Press, 1973.

³ Linz, Juan, « Regimenes totalitarios y autoritarios », in F. Greenstein et N. Polsby, *Macropolitical theory*, California, Wesley Publishing Co, 1975.

⁴ Arendt Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Editions du Seuil, 1972, réédition 2002.

gouvernementale ne font qu'un. Le système économique repose sur une planification centrale qui « bureaucratise » toutes les activités individuelles et les corporations qui étaient avant indépendantes. Enfin, le régime implante, à travers le parti et la police secrète, un système de terreur physique pour éliminer toute forme de dissidence possible.

1) Un « Parti-Etat militarisé »

Le régime de Stroessner avait diverses composantes similaires aux systèmes définis précédemment. La première de ces composantes fut l'identification du Parti Colorado avec l'Etat, incluant notamment la « coloradisation » des Forces Armées. Apparue à la fin de la Guerre Civile, la demande d'affiliation au parti officiel pour entrer au service de l'Etat s'était généralisée sous la présidence d'Alfredo Stroessner. En 1954, par exemple, le nombre d'officiers n'appartenant pas au Parti Colorado était déjà bien réduit. Désormais, pour entrer au Collège Militaire, il fallait être affilié au Parti Colorado : les cadets, mais aussi leurs parents. Le général Stroessner chercha à formaliser l'alliance entre le Parti et les Forces Armées.

La pratique des purges fut aussi une façon de s'assurer le contrôle de l'Armée. Dès la prise du pouvoir, Alfredo Stroessner procéda à la mise en retraite de nombreux officiers supérieurs dont le prestige aurait pu lui faire de l'ombre, qu'il remplaça par des officiers subalternes. Il en fut de même pour les officiers sympathisants de factions opposées (comme celle de Mendez Fleitas après le coup d'Etat). Ceux qui n'étaient pas mis en retraite furent déplacés dans des casernes de régions inhospitalières, comme le Chaco. Le général Stroessner formalisa aussi l'incorporation d'officiers réservistes colorados d'un faible niveau scolaire mais totalement dévoués à sa personne.

Faisant d'une pierre deux coups, Stroessner avait réalisé l'orientation partisane des Forces Armées et la militarisation du parti. L'Armée ne gouvernait pas, elle devenait le « bras droit » du régime. Seuls trois ministères revenaient aux militaires : la Défense, les Travaux Publics et les Finances. C'est la Junte de Gouvernement du Parti Colorado qui gouvernait. Tous les ministres étaient des membres du parti.

Le Parti Colorado était, selon Renée Fregosi, assimilable aux partis fascistes : c'est à lui qu'étaient rattachés les honneurs, les prébendes, le travail, l'éducation, la santé et les loisirs⁵. Par l'intermédiaire d'organisations ou d'institutions, la population était forcément liée au Parti Colorado. Marcial Riquelme l'a assimilé à un parti « de patronage ». Ses fonctions comportaient en effet l'administration du système de prébendes et de privilèges, la provision d'une façade civile au régime stroessniste et le contrôle de la société civile à travers l'usage intimidateur et/ou réel de la violence physique. Le Parti Colorado entraînait dans la composition de l'appareil répressif, contrairement aux régimes bureaucratique-autoritaires, et servait de liaison entre l'Etat et une grande partie de la société civile.

Le nouveau président paraguayen avait donc officialisé une alliance entre le Gouvernement, le Parti et les Forces Armées. Cette « *unidad granítica* »⁶ avait pour clé de voûte le général Stroessner lui-même. Il était respectivement Chef d'Etat, Président Honoraire du Parti

⁵ Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 105.

⁶ « Unité granitique ».

Colorado et Commandant en chef des Forces Armées. La main-mise sur les institutions étatiques lui permit de développer un quadrillage de la société civile.

2) L'instauration d'un système de « terreur »

Par l'intermédiaire du parti et de la police secrète, le général Stroessner mit en place un système de terreur totalisant. Le terme de « terreur » est apparu en France en 1789, pour désigner la « peur collective qu'on fait régner dans une population pour briser sa résistance » ou un « régime politique fondé sur cette peur, sur l'emploi des mesures d'exception »⁷. La Terreur désigne aussi, pour la période 1789 – 1794, toujours en France, un gouvernement de fait reposant sur la force et la coercition, et non un gouvernement de droit, légal. La « terreur » est une politique radicale qui doit permettre de répondre aux dangers menaçant l'Etat. Dans le régime stroessniste, la terreur était la conséquence de l'intolérance et de la stratégie de sécurité nationale : toute critique du régime était considérée comme danger ou conspiration, et devait être réprimée brutalement.

Un contrôle absolu de la vie quotidienne civile fut appliqué. Le parti, la Police et l'Armée déployèrent des méthodes de terreur⁸ dans tous les recoins du pays. La Police disposait d'informateurs civils dans chaque localité, les *pyragues*⁹. La vie militaire était également sous contrôle : les soldats étaient fichés par le service de renseignement de l'Armée et le Parti Colorado était susceptible d'encadrer tout le personnel militaire, qui par conséquent pouvait être amené à dévoiler des renseignements compromettants.

S'il n'y a qu'un pas entre terreur et terrorisme, nous le franchissons avec prudence. Le terme de terrorisme est apparu en 1794 pour désigner une réalité nouvelle créée par la Révolution française. Puis, en 1796, on inventa le terme « terroriser » pour signifier « frapper de mesures d'exceptions ». Nous pourrions définir le terrorisme comme étant la mise en application de la politique de terreur. Il s'agissait d'une « méthode de terreur » visant à la conservation et à la protection de l'Etat. Pendant la Révolution française, on désignait par « terroristes » les partisans et les agents de la Terreur (ici en tant que régime)¹⁰. Le sens du mot « terrorisme » a évolué ensuite au XIX^{ème} siècle, se référant alors à un outil de remise en cause de l'Etat. Aujourd'hui, les actions de terrorisme (à savoir des actions violentes telles qu'enlèvements, attentats, assassinats... etc.) se confondent parfois avec la guerre, la guérilla ou le banditisme, et ont pour but de faire passer des messages politiques ou religieux. Tout au long de notre démonstration, deux types de terrorisme vont s'affronter. Face à la menace d'un terrorisme dit de « subversion », imposé par les forces d'extrême gauche, le pouvoir va répondre par la mise en place d'un terrorisme d'Etat.

Dans les archives de police, ceux que les autorités nommaient « terroristes » étaient les personnes ayant refusé de collaborer avec le régime stroessniste et ayant attenté à la sécurité de l'Etat par des actes subversifs. Ils correspondaient généralement à des groupes armés qui agissaient à des fins politiques par un acte délibéré de résistance à l'oppression. A ce « terrorisme », l'Etat répondit par une politique de terreur privilégiant elle aussi les actes

⁷ définition du *Petit Robert*, 1993.

⁸ *Infra* p. 136, chapitre 8.

⁹ « Espions aux pieds de plumes » en langue guaranie.

¹⁰ Pour de plus amples détails, voir Tulard J., Fierro A., Fayard J-F., *Histoire et dictionnaire de la Révolution Française*, Paris, Robert Laffont, 1987, réédition 1998.

terroristes. Dans ce cadre, les actions étaient mises en œuvre, commanditées, manipulées ou complaisamment ignorées par l'Etat. Les méthodes employées par le pouvoir furent les mêmes que celles employées par les groupes qu'ils combattaient : séquestration, assassinat et bien souvent torture venant compléter le tout pour soutirer des renseignements à l'adversaire. Le tout sous couvert de la « raison d'Etat » ou dans le contexte répressif paraguayen, de « l'ordre supérieur ». L'Etat pouvait aussi participer à une « stratégie de la tension », qui tendait à commettre des actes terroristes dans le but de renforcer l'autorité centrale. Ainsi, nous nous retrouvons en présence de deux terrorismes, différents, mais obéissant à des fins politiques et où chacun prétend répondre à l'autre.

Les moyens de communication (journaux et radios) étaient également sous le contrôle de l'Etat. En effet, « propagande et terreur sont les deux faces d'une même médaille »¹¹. La propagande est une stratégie de communication qu'utilise le parti pour convaincre la population d'un ensemble de valeurs, pour mobiliser ou pour convertir. La terreur devient ici la contrepartie de la propagande dans la mesure où un public qui a peur est un public en situation de réceptivité passive, qui admet ainsi plus facilement l'idée qu'on veut lui inculquer. Les mots d'ordre du régime étaient « Paix et Progrès ». La politique de terreur permit de préserver la première notion, pour ensuite développer la seconde.

3) La question idéologique

Juan Linz a défini l'idéologie comme des « systèmes de pensées organisés intellectuellement de façon écrite et comportant de forts éléments utopiques »¹². Il l'oppose aux « mentalités », « formes non codifiées, plus émotionnelles que rationnelles, de réagir face à des situations »¹³. D'après son analyse, le régime stroessniste ne manifestait pas d'idéologie cohérente mais des mentalités faisant référence à un passé héroïque et glorieux. On ne peut alors parler de régime totalitaire, puisque dans un tel système l'idéologie domine et projette de remodeler la société. Stroessner ne prétendait pas forger un « homme nouveau », mais seulement apporter la paix et le progrès. Et bien que la modernisation ait été un des objectifs du *Rubio*, il ne mit pas en place une planification centrale de l'économie, comme l'avait fait l'Allemagne ou l'URSS.

Comme en Espagne franquiste, le régime stroessniste avait mis en œuvre une « politique de retour au passé, fondée avant tout sur une idéologie inspirée de la tradition quelque peu mythique »¹⁴. Ainsi, le pouvoir se référait de façon continue au « courage », à l' « héroïsme », à l' « honneur ». L'Armée était glorifiée par le régime et le général Stroessner était dépeint comme le successeur naturel du premier leader militaire de la période nationaliste, le général Francisco Solano López. D'autre part, il se présentait lui-même comme un « super patriote » qui avait hérité des vertus du fondateur du Parti Colorado, le général Bernardino Caballero. Il était considéré comme le « Second Reconstructeur », Caballero étant le premier. Dans la « mythologie » du Parti Colorado, son membre fondateur était crédité d'avoir rétabli l'économie déchirée par la Guerre de la Triple Alliance. Alfredo Stroessner était, lui, estimé pour avoir ramené la paix politique et le progrès économique après la période d'instabilité chronique et d'inflation croissante qui suivit la « Révolution de 47 ».

¹¹ Arendt Hannah, *op. cit.*, p. 91.

¹² Cité par Riquelme, Marcial Antonio, *op. cit.*, p. 35.

¹³ Cité par Riquelme, Marcial Antonio, *op. cit.*, p. 35.

¹⁴ Cité par Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 107.

A partir de la fin des années 1960, c'est sur ce principe de références au passé que s'affirma le culte de la personnalité autour de la figure de Stroessner. A Asunción, il donna son nom à un quartier et à l'aéroport international. Il rebaptisa Puerto Presidente Stroessner l'actuelle ville de Ciudad del Este, à la frontière avec le Brésil et l'Argentine. Sa photo était exposée dans chaque édifice public, accompagnée des slogans et autres invariables devises centrées autour de la paix, du progrès, du travail et du bien-être de chacun¹⁵. De même, il tenait à réaliser des visites régulières dans les villes de l'intérieur du pays¹⁶, inaugurant chaque nouvel édifice. Grâce aux ordres de service de la police¹⁷, nous pouvons nous rendre compte de l'implication du président auprès de la population. Dans l'ordre de service n°39, daté du 21 avril 1975, on est informé de la visite du général Stroessner dans la ville de Général Díaz, dans le Chaco, pour l'inauguration de chantiers¹⁸. En juillet 1975, Le président se rendit à Pirapó pour célébrer le quinzième anniversaire de la fondation de la colonie japonaise¹⁹. Cinq jours plus tard, dans la localité de Tebicuary, il inaugurait les agrandissements de la Sucrerie Paraguayenne²⁰. Alfredo Stroessner assistait également à des mariages civils, probablement de membres influents du Parti Colorado²¹. Nous pouvons enfin ajouter le pèlerinage annuel par des milliers de partisans au palais présidentiel, le jour de l'anniversaire du général, le 3 novembre. A cette occasion, le Grand Quartier Général des Forces Armées organisait une immense réception en présence des hauts dignitaires et serviteurs du régime. Ainsi, le 22 septembre 1977, le chef de la Police Secrète, Don Pastor Coronel, reçut une invitation pour participer à :

« la traditionnelle réception qui, en raison de l'anniversaire de Son Excellence Monsieur le Président de la République et Commandant en Chef des Forces Armées de la Nation, le Général d'Armée Alfredo Stroessner, et en hommage aux 23 années de fructueux et patriotique travail à la Première Magistrature de la Nation, se réalisera dans cette Unité, le 3 novembre de cette année »²².

Nous remarquerons la référence au travail réalisé par le président depuis son arrivée au pouvoir. Cela fait partie du discours présidentiel compensant un manque de charisme par la récapitulation des œuvres accomplies par le président et son peuple dans une optique nationaliste. Ce culte de la personnalité cherchait sans doute davantage à inspirer la crainte et le respect plutôt qu'à exiger l'adoration.

Si Hannah Arendt affirme que l'idéologie est consubstantielle au phénomène totalitaire et qu'elle présente plusieurs caractéristiques indissociables²³, Renée Fregosi prétend qu'il existe une idéologie stroessniste « partisane, plus nationaliste et anticomuniste que totalitaire »²⁴. Selon elle, Stroessner a établi un système autoritaire dont l'idéologie puisait sa source dans une culture autoritaire du pouvoir remontant à la période des indépendances ; il s'agirait toutefois d'une idéologie fondée pour justifier l'exercice du pouvoir par Stroessner, sans véritable logique si ce n'est un anticomunisme exacerbé.

¹⁵ « *Paz, trabajo y bienestar con Stroessner* », « *Paz y sol* ».

¹⁶ En fait, tout ce qui se trouve à l'extérieur d'Asunción et de ses faubourgs.

¹⁷ Ordres émanant de la Préfecture de Police à destination des différents services et visant à mettre en place les dispositifs de sécurité et de protection lors de visites officielles ou de réceptions.

¹⁸ document 00143F 0559, du 21 avril 1975.

¹⁹ document 00143F 0512, du 30 juillet 1975.

²⁰ document 00143F 0508, du 4 août 1975.

²¹ documents 00143F 0505 du 2 septembre 1975 et 00143F 0521 du 3 septembre 1975.

²² document 00143F 0331, du 22 septembre 1977, signé par le général Guillermo Clebsch, commandant du Grand Quartier Général et du Régiment d'Escorte Présidentielle.

²³ Arendt, Hannah, *op. cit.*

²⁴ Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 107. La question de l'anticomunisme sera traitée dans une partie ultérieure.

Nous ne rentrerons pas ici dans le débat à savoir s'il existe ou non une idéologie propre au régime de Stroessner. Mais exposer les différents points de vue à ce sujet nous permet de conclure que le Paraguay de Stroessner n'était pas un système totalitaire, simplement qu'il en empruntait des éléments, comme l'identification du parti à l'Etat ou le système de terreur. Le régime stroessniste correspondait davantage à un régime autoritaire, d'autant que le président chercha constamment à maintenir l'apparence démocratique.

B. La « fiction » démocratique

« Notre démocratie a été légitime à partir du 11 juillet 1954, quand pour la première fois, le peuple paraguayen décida au cours d'élections libres, qui devait gouverner la République, en accord avec la loi fondamentale de la Nation. Notre vie démocratique n'a rien d'une déclamation romanesque, sinon toute une manière de cohabiter de façon civilisée dans le respect de la loi et des droits inaliénables de l'Homme »²⁵.

Ce discours fut prononcé par le sénateur Juan Valsevich lors de la commémoration du 11 juillet 1954, jour de l'élection du général Stroessner à la présidence de la République. Trente-quatre ans après les faits, le régime continue de se positionner comme étant une démocratie à part entière. Plus que cela, la prise du pouvoir par Alfredo Stroessner a signifié l'instauration de la démocratie au Paraguay « quand pour la première fois, le peuple paraguayen décida au cours d'élections libres, qui devait gouverner la République ».

1) L'orientation légaliste du régime

Les régimes « bureaucratique-autoritaires » du Cône Sud n'occultèrent pas leur caractère de régime d'exception. Comme au Brésil, les interventions militaires avaient eu pour but de sauver la démocratie. Les militaires craignaient un coup d'Etat venant des communistes : ils avaient agi à but préventif et rejetaient la démocratie telle qu'elle fonctionnait jusqu'alors. Eux voulaient une « vraie » démocratie, qu'ils définissaient d'abord par l'élimination des éléments subversifs. Ils s'installèrent donc au pouvoir le temps de contrôler la « subversion marxiste ».

Le Paraguay était singulièrement différent de ses voisins. Le pouvoir n'y était pas exercé directement par l'Armée : bien que basé sur les Forces Armées, le régime était marqué par le personnalisme et la centralisation. Après s'être installé au pouvoir, Stroessner avait eu l'intelligence de purger le corps militaire et les dirigeants du pays, donc de tous ceux qui auraient pu constituer une menace pour son pouvoir. Tandis que dans les autres régimes du Cône Sud, les Forces Armées n'étaient identifiées avec aucun des partis politiques, au Paraguay, l'affiliation au Parti Colorado était obligatoire.

²⁵ Discours du sénateur colorado Juan Valsevich, retranscrit par le journal *Ultima Hora*, Asunción, 12 juillet 1988, p. 7. Ce discours confirme encore le culte voué à Stroessner, le jour de la prise « légale » du pouvoir étant commémoré et gratifié chaque année.

Dans la même optique, toujours à la différence de ses voisins, le général Stroessner sut maintenir avec habileté une façade de légitimité et de légalisme. Après le coup d'Etat de 1954, on l'a vu, le commandant en chef n'assuma pas directement la présidence. Il laissa l'intérim à un civil le temps d'organiser de nouvelles élections et se fit nommer candidat par le Parti Colorado. Bien que l'on puisse supposer la fraude électorale, le général Stroessner fut élu avec plus de 98 % des voix. Au moyen d'une « légitimité » obtenue par des élections et par l'application de lois créées ou modifiées à sa convenance, Stroessner réussit à confondre sur la nature essentiellement discrétionnaire et autoritaire de son régime. Nous remarquerons un profond respect des normes constitutionnelles, les élections étant régulières et l'état de siège levé le jour du vote. De même, l'omniprésence du Parti Colorado dans le gouvernement conférait au régime une façade civile qui le démarquait des régimes militaires proprement dit, souvent considérés comme des gouvernements de fait aux yeux de la communauté internationale. Maintenant un régime de parti unique jusqu'en 1962, Stroessner entreprit par la suite une « ouverture » progressive.

2) Un pluralisme restreint

En 1962, une faction de l'opposition, se pliant aux règles du jeu stroessniste, fut reconnue légale, en échange de sa participation « favorable » aux élections présidentielles de 1963. Ce groupe de libéraux, nommé *Renovación*, prit l'appellation historique de Parti Libéral. Le processus de démocratisation était en marche. En 1966, le Parti Révolutionnaire Fébrériste rejoignit « l'opposition officielle », suivit de près par une masse de Libéraux formant le Parti Libéral Radical. Les autres partis, communiste, démocrate-chrétien ou libéral radical, étaient considérés illégaux et leurs chefs persécutés sans relâche. La loi électorale octroyait 66 % des postes gouvernementaux au parti ayant obtenu le meilleur score aux élections. Le parti vainqueur obtenait également une autorité électorale particulière, ce qui conférait au parti gouvernemental un contrôle absolu des élections. En effet, si l'état de siège était levé le jour des élections, il était néanmoins maintenu pendant les périodes de campagne électorale, contrôlant, pour ne pas dire empêchant, les manifestations publiques de l'opposition dans les journaux ou à la radio.

La « démocratie stroessniste » trouva son apogée en 1967, quand les trois partis d'opposition participèrent à l'élaboration et à l'adoption d'une nouvelle constitution qui légitima de fait le régime, tout en subordonnant le Pouvoir Législatif au Pouvoir Exécutif et en prolongeant pour dix ans la rééligibilité du président en fonction. L'amendement de 1977 le consacrait président à vie, mais sa validation effrita l'opposition officielle, le Parti Fébrériste refusant de continuer à siéger au Congrès.

L'opposition officielle avait un rôle très fonctionnel, octroyant la façade démocratique nécessaire au pays pour recevoir une aide technique et financière de la part des Etats-Unis ou des organismes internationaux. Les partis reconnus par la loi électorale avaient une représentation locale et pouvaient organiser des réunions. Mais ils étaient, nous le verrons, extrêmement surveillés par les agents de l'Etat et chaque électeur était contrôlé par la menace, implicite ou déclarée, de représailles. L'ouverture politique avait donc été sporadique et les mouvements sociaux n'étaient pas reconnus.

Le système politique paraguayen mettait en parallèle la démocratie et la terreur, si bien que Renée Fregosi parle d'une *democradura*²⁶, évoquant un « type de gouvernement autoritaire [...] qui procède à un simulacre des principaux instruments de la démocratie pluraliste que confirme la totale prédominance de l'Exécutif sur le Législatif d'ailleurs fictif »²⁷.

Dans la culture politique paraguayenne, la démocratie n'avait pas, ou peu, existé. Les dirigeants étaient donc libres de l'adapter à leurs besoins, le minimum étant de faire croire à la population qu'elle pouvait voter régulièrement pour élire son président. L'organisation d'élections rentrait en effet dans l'imaginaire de la société comme la caractéristique fondamentale de la démocratie, de la souveraineté populaire. La seule tenue d'élections régulières pouvait alors, dans celui des dirigeants, duper le peuple sur la véracité du système politique. La façade civile et le pluralisme, bien que très restreint, en ajoutaient à l'illusion démocratique. Pour l'élite au pouvoir, cela suffisait à qualifier le système de démocratie.

Mais il n'en était rien de la séparation des pouvoirs prônée par Montesquieu et pourtant indissociable de la démocratie. Législatif et Judiciaire étaient contrôlés par l'Exécutif. D'autre part, la violence politique « encourageait » fortement le choix des électeurs dans la légitimation du pouvoir en place. Venue d'en haut, la terreur était l'instrument de la « raison collective » chargé d'orienter la « volonté collective » vers le choix des « plus capables ». Et pour éviter que des réfractaires ne passent au travers des mailles du filet stroessniste, le « verdict des urnes » était soumis à examen et révision, la « légitimité majoritaire [...] devant faire valider ses droits par la légitimité sociale dominante »²⁸. La fraude, autre forme de violence politique, était donc souvent de rigueur.

Le maintien de la fiction démocratique dissimulait un système de pouvoir en réalité beaucoup plus complexe qu'un simple régime autoritaire, s'appuyant davantage sur la loyauté de ses partisans que sur les urnes.

²⁶ Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 59.

²⁷ Liniger-Goumaz, Max, *La Démocrature. Dictature camouflée. Démocratie truquée*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 65, cité par Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 59.

²⁸ Rouquié Alain, *Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Editions du Seuil, 1987, réédition 1998, p. 311. Voir le chapitre « Pouvoir et légitimité ».

II. Un régime de type « néo-sultaniste »

Alfredo Stroessner inaugura en 1954 un système de domination inédit et difficilement classable dans l'une ou l'autre des catégories de régimes autoritaires déjà existants. Il est vrai aussi que les spécialistes en sciences humaines et sociales ne se sont pas toujours intéressés au Paraguay, petit pays qui n'a pas beaucoup fait parler de lui sur la scène internationale et est resté dans un relatif anonymat. Ceux qui se sont penchés sur la question ont tous émis des avis différents sur la nature du régime stroessniste. Le sociologue américain Paul Lewis l'a qualifié de dictature personnaliste dirigée par un *caudillo* modernisateur, produit de la culture autoritaire qui a été une constante dans l'histoire du pays *guarani*¹. Le Brésilien Fernando Cardoso le définit plutôt comme un « autoritarisme traditionnel », une « réédition du militarisme caudilliste du XIX^{ème} siècle². L'appellation de « régime autoritaire traditionnel » fut employée de façon anachronique pour différencier ces dits régimes des dictatures « bureaucratiques-autoritaires » dont nous avons déjà parlé. Quand on se réfère à un régime autoritaire traditionnel, il s'agit généralement du caudillisme, forme de gouvernement marqué par l'instabilité et basé sur le personnalisme, la violence, l'absence d'un système politique centralisé et la figure charismatique d'un leader.

Le Paraguayen Roberto Céspedes a évoqué une dictature militaire gouvernée par un *caudillo*³. Son concitoyen Esteban Caballero optait davantage pour une « dictature militaire personnaliste avec parti » : selon lui, Stroessner n'était pas totalement indépendant de l'Armée, mais il réussit à fusionner sa hiérarchie militaire avec son leadership de type personnaliste, ce qui lui permit de subordonner le parti et l'institution militaire⁴. Francisco Delich, académicien et politologue argentin, se différencia des autres auteurs, en caractérisant le régime de Stroessner comme une « république despotique ». Il argumentait que le régime paraguayen incluait l'idée d'un fonctionnement formel de la démocratie qui impliquait l'existence d'un espace politique réel, contrairement aux régimes militaires. En effet, d'après lui, les dictatures militaires se légitimaient dans le passé (elles étaient une réponse aux actes terroristes des forces de gauche) ou dans le futur (elles envisageaient le retour à la démocratie après l'élimination du terrorisme). Mais à la différence de la république despotique, elles ne trouvaient pas de légitimité dans le présent. « La république despotique est capable d'instaurer une domination politique et une hégémonie sociale »⁵.

Chaque auteur apporta des éléments pour des explications différentes, aucune ne convenant avec satisfaction pour expliquer la longévité et l'efficacité du régime. Bien que certaines caractéristiques se rapprochent du caudillisme du XIX^{ème} siècle, on ne pourrait le définir comme tel sans faire de l'anachronisme. Le régime de Stroessner était hautement centralisé, stable et ne reposait pas sur un leadership de type charismatique. Alain Rouquié a suggéré l'idée que la dictature de Stroessner, personnelle et « très civile dans ses ressorts essentiels »,

¹ Lewis, Paul, *Paraguay under Stroessner*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

² Cardoso, Fernando, « Régimen político y cambio social » in Lechner N., *Estado y política en América latina*, Mexico DF, Siglo XXI Editores, 1981.

³ Céspedes, Roberto, *Emergence and consolidation of military dictatorship in Paraguay*, Asunción, Centro Paraguayo de Estudios Sociológicos, 1982.

⁴ Caballero, Esteban, « Caracterización del régimen político paraguayano » in *Anales del Centro de Estudios de la Realidad Paraguaya*, Asunción, CERPA, 1985.

⁵ Delich, Francisco, « Estructura agraria y hegemonía en el despotismo republicano », in Labastida Julio, *Hegemonía y alternativas políticas en América latina*, Mexico DF, Siglo XXI Editores, 1985.

correspondait « aux caractères « sultanistiques » et patrimoniaux accentués »⁶. Il reprenait la terminologie de Max Weber pour définir un régime où l'Armée avait été neutralisée par des moyens divers, comme la corruption, et où le pouvoir avait détourné les institutions représentatives. Marcial Antonio Riquelme, dix ans après Alain Rouquié, remit l'idée de régime sultaniste sur le devant de la scène historiographique pour enfin apporter une définition plausible au système de pouvoir établi par Stroessner⁷.

A. Une forme de gouvernement personnaliste et centralisé

1) L'exercice discrétionnaire du pouvoir

La majeure partie des traits caractéristiques du sultanisme se retrouvèrent dans le pouvoir stroessniste, seuls ou associés à d'autres éléments de systèmes de pouvoir déjà cités auparavant. Le plus marquant fut sans conteste l'exercice du pouvoir de façon discrétionnaire, c'est-à-dire sans contraintes ni assujettissement à un système de valeurs ou à une idéologie spécifique, et laissé à la libre appréciation de celui qui dirige. De même, nous l'avons déjà dit, il n'existait pas d'institutions indépendantes, les Pouvoirs Législatif et Judiciaire étant soumis au contrôle du Pouvoir Exécutif. L'institutionnalisation n'était que pure façade puisque le président prenait des décisions unilatérales, transgressant constamment et en toute impunité les normes qui régulaient le fonctionnement des institutions. Et si la loi était trop exigeante à son goût, il y avait toujours le recours au *Mbareté*. En guaraní, cela signifie fort, supérieur ou tout-puissant. Cette expression fait référence à une loi orale ancestrale : la loi du plus fort. Elle fait partie de la culture autoritaire paraguayenne et place les détenteurs du pouvoir au-dessus des lois écrites. Elle exprime la puissance arbitraire et l'abus de pouvoir. Face à cette loi, il n'y avait qu'un recours pour les victimes : le *Ñembotavy*, autre expression guaranie signifiant tromperie, simulation, faire l'idiot, ne pas voir ou ne pas entendre. Cette « loi du silence » consistait à ignorer les pratiques des « puissants ». Mais employée par les détenteurs du pouvoir, elle pouvait devenir une autre loi de coercition : devant un recours juridique, elle permettait de couvrir les faits ou d'aller jusqu'à entraver une enquête au moyen de fausses informations. Dans les affaires pénales, le recours au *Ñembotavy* permettait aux autorités étatiques de faire obstruction à la justice et de parvenir à l'impunité, à la prescription ou au doute bénéficiant à l'accusé, faute de preuves⁸.

2) L'Etat administré comme une propriété privée

Par la forme d'exercice du pouvoir et par la forme de recrutement de ses fonctionnaires, le sultanisme se rapproche du patrimonialisme. Cette dernière notion provient de ce que Max Weber a cru percevoir dans les anciennes monarchies de l'Europe du Bas Moyen-Âge, dans lesquelles le roi considérait le royaume comme une extension de ses domaines privés. Dans

⁶ Rouquié Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Editions du Seuil, 1982, p. 229.

⁷ Riquelme, Marcial A., *Stronismo, golpe militar y apertura tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992. Soulignons que Max Weber a défini le sultanisme dans *Economie et société*, étude en deux tomes publiée pour la première fois à titre posthume en 1921, paru aux éditions Pion en 1995.

⁸ Ces deux lois orales prévalaient sur les lois écrites.

les anciennes monarchies patrimoniales, la frontière entre le domaine du roi et le domaine public était floue, comme l'était aussi la frontière entre sa fortune privée et le budget de l'Etat. Le sultanisme s'en différenciait seulement par le fait qu'il n'était pas, contrairement au patrimonialisme, légitimé par la tradition.

Le Paraguay était donc considéré par son Chef d'Etat comme une immense propriété privée. L'administration patrimonialiste des biens de l'Etat se traduisait par un manque de différenciation entre la sphère politique et économique, et par l'absence de frontières bien définies entre les Finances Publiques et le Patrimoine Privé. Le Chef de l'Etat et ses plus proches collaborateurs disposaient librement des fonds publics, établissaient des monopoles étatiques anti-économiques, cooptant leurs proches et leurs favoris dans les différentes dépendances officielles. Plus simplement, le président et son entourage civil ou militaire disposaient des biens publics comme s'il s'agissait des leurs. Mais il ne faut pas non plus perdre de vue que l'Armée, bien que soumise et loyale au général Stroessner, n'était pas sa propriété personnelle, à la différence du Nicaragua, où Alain Rouquié nous dit que Somoza avait réalisé « l'appropriation privée de la garde nationale » et où « le gouvernement, l'armée, la famille ne [faisaient] qu'un »⁹.

L'administration publique comptait sur une élite réduite de fonctionnaires, de techniciens civils, et sur une bureaucratie relativement spécialisée. Mais en termes de recrutement, de promotion et de révocation, ses membres s'assimilaient davantage aux serviteurs personnels du président qu'aux fonctionnaires publics d'une administration légale et rationnelle. En effet, ils étaient nommés et évoluaient selon leur mérite, leurs aptitudes et selon la volonté du président, chaque nomination importante devant être acceptée et signée par le général Stroessner. Dans chacun des dix-sept départements du pays, une délégation de gouvernement, composée de fonctionnaires fidèles au Commandant en chef, relayait le pouvoir central.

Dans cette optique, la loyauté des fonctionnaires civils et militaires envers le Chef de l'Etat était de caractère personnel. La crainte aussi bien que les récompenses matérielles qu'il dispensait à ses collaborateurs inconditionnels constituait la base de cette loyauté. Comment le général Stroessner s'est-il assuré cette loyauté, pilier indispensable à la survie de son régime ?

B. Un système politique fondé sur le crime organisé

Nous pouvons dans un premier temps nous demander comment un tel critère peut entrer dans la caractérisation d'un régime politique. Le crime organisé est une structure assez stable (donc se distinguant d'une bande) de plusieurs personnes respectant les ordres d'un chef ou d'un comité de direction pour faire des profits illicites par des méthodes et dans des domaines prohibés. Anibal Miranda, un sociologue paraguayen, ex-détenu politique, a développé l'idée que la structure étatique paraguayenne se confondait avec une structure criminelle organisée¹⁰. Selon lui, il existe quatre types de structures criminelles, classées selon leur insertion dans la structure sociale et leur niveau de pouvoir : bandes urbaines et rurales, bandes criminelles régionales, groupes organisés (Mafia italienne ou cartels colombiens par

⁹ Rouquié, Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Editions du Seuil, 1982, p. 201-202.

¹⁰ Miranda, Anibal, *Crimen Organizado en Paraguay*, Asunción, Miranda & Asociados, 2001.

exemple) et « organisations-Etat ». C'est sur ces dernières que nous fixerons notre attention. Ces organisations utilisent le gouvernement comme instrument. Elles se composent des autorités exécutives et législatives, des commandants militaires et des corps de sécurité. Sous leurs ordres, les fonctionnaires, lieutenants et autres subalternes réalisent les activités « sales ». Ils emploient les mécanismes officiels pour leur négoce, disposent d'une importante protection légale et peuvent dominer en partie, ou en totalité, l'appareil judiciaire. D'après Anibal Miranda, la pieuvre mafieuse s'appelle stroessnisme et déploie ses tentacules au sein même de l'appareil étatique. Et ce n'est pas un hasard non plus si Alain Rouquié évoque les arbitrages du « parrain » en matière de contrebande, faisant par là référence à Alfredo Stroessner lui-même¹¹. Nous ne montrerons pas ici le fonctionnement de l'organisation mafieuse paraguayenne, mais nous présenterons les éléments criminels qui entraînent dans la caractérisation du régime stroessniste.

1) La « Révolution pacifique »

« La réforme agraire que nous exécutons avec la volonté inspirée de l'idéal de justice sociale est une des réalisations les plus transcendantes de mon gouvernement » (Alfredo Stroessner).

« La réforme agraire colorada est un processus révolutionnaire pacifique, nationaliste et antioligarchique » (Juan Manuel Frutos, président de l'*Instituto de Bienestar Rural*).

Créé le 22 mars 1963, l'Institut du Bien-être Rural (IBR) était une institution étatique qui succédait à l'Institut de la Réforme Agraire. Il était chargé de mener à bien les programmes de colonisation cherchant à canaliser les mouvements spontanés de la sphère minifundiste vers les zones de basse densité démographique composées de terres fertiles. C'est l'avocat et politicien colorado Juan Manuel Frutos qui en fut le président jusqu'en 1988. L'organisme devait donc réaliser la fameuse réforme agraire et la redistribution des terres. La « Révolution pacifique », comme l'appelait le gouvernement, convertit le Paraguay en pays comptant le plus de propriétaires pour la quantité de population sur tout le continent.

En 1954, le Paraguay était peuplé d'un million et demi d'habitants, dont 204 000 vivaient à Asunción. 65 % de la population vivaient en zone rurale, se consacrant principalement à l'agriculture de subsistance. D'après un cens de 1956, cité par Marcial Riquelme¹², 30,9 % de la population était propriétaire avec un titre définitif et 7,4 % avec un titre provisoire. L'économie reposait avant tout sur la structure agraire du pays, seulement 7 % de la population active travaillant dans le secteur industriel. La concentration des terres était énorme et démesurée, puisque 87,7 % des exploitations agricoles étaient entre les mains de 1,1 % des propriétaires. Ainsi, selon certains auteurs, le Paraguay de 1954 ressemblait étrangement, d'un point de vue agraire, au Paraguay de l'Indépendance.

Les grandes extensions de terres qui appartenaient jusque là à de grosses sociétés¹³ furent revendiquées et acquises en vente directe, en vente aux enchères ou dans une moindre mesure,

¹¹ Rouquié Alain, *op. cit.*, p. 229.

¹² Riquelme, Marcial A., *Stronismo, golpe militar y apertura tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992, p. 29-30.

¹³ Argentines, brésiliennes ou paraguayennes pour la plupart. Après la guerre de 1864 – 1870, les nouveaux gouvernants avaient vendu de nombreuses terres à leurs vainqueurs pour renflouer les caisses de l'Etat. Dans les années 1960 et 1970, de nombreux agriculteurs, paraguayens ou brésiliens, achetèrent alors des lots de terres d'environ 20 à 50 hectares. Avec eux, la frontière agricole s'étendit considérablement et la « Marche vers l'Est »

expropriées par l'Etat. Dans la retranscription partielle d'un débat faisant suite à la Cinquième Conférence Interaméricaine des Exécutifs de la Réforme Agraire, on peut lire les paroles de Juan Manuel Frutos :

« Les grands latifundistes, entendons-nous, bénéficient non seulement de la protection de la loi dans notre pays, mais il y a une meilleure forme de garantie dont peuvent bénéficier les grands propriétaires résolus à collaborer avec le processus de développement au moyen de l'exploitation rationnelle de leurs terres. [...] généralement ils n'ont pas de problèmes. Mais nous avons eu un cas comme la Liebig's [société anglaise détenant plus de 500 000 hectares], qui avait une exploitation rationnelle, mais, parallèlement, avait un problème social de plus de trois cents familles à Caapucú. Là, pour nous, prime davantage le critère social, que le critère économique. [...] pour nous, le problème de trois cents familles d'agriculteurs était aussi important que le droit de propriété de cette entreprise ».

Juan Manuel Frutos poursuivit en expliquant que des représentants anglais s'étaient présentés dans les bureaux de l'IBR pour protester. Ce à quoi, le président réagit :

« Ce qui nous intéresse, c'est ce que dit et pense l'agriculteur paraguayen et nous sommes ici pour servir l'agriculteur paraguayen. Malgré les nombreux dérangements nous leur avons exproprié 5 000 hectares. Ils ont continué de protester et nous leur avons exproprié 3 000 autres hectares. [...] Nous autres, par la loi, n'avons pas de limites pour déplacer les grandes propriétés qu'il est nécessaire d'incorporer au processus de redistribution des terres. [...] A propos de la question de savoir si l'expropriation est nécessaire, oui Monsieur, et nous la réalisons avec envie et plaisir, mais naturellement, en prenant garde que l'expropriation soit conditionnée par une série de recours légaux. Nous avons aussi [...] l'opportunité, en votre présence, de remettre 890 hectares d'une propriété expropriée à une personne pour établir un champ communal ».¹⁴

Ce discours fut réalisé habilement, car par ces mots, Juan Manuel Frutos justifiait l'expropriation et suivait le discours officiel procédant à la mise en avant de l'homme paraguayen, agriculteur par essence, symbole de la terre et de la patrie.

De 1904 à 1953, 13 015 titres de propriété avaient été délivrés. De 1954 à 1974, 84 000 titres écrasèrent les statistiques de la période pré-Stroessner. Comment expliquer un tel succès de la réforme agraire, sans heurts ni violences comme ce fut le cas dans de nombreux pays ? Comment intégrer cette donnée à la caractérisation du régime stroessniste en tant que régime fondé sur des pratiques mafieuses ? Dans les registres de l'IBR, les noms d' « agriculteurs des villes » commencèrent à apparaître. Des personnes qui, étrangement, ne recevaient pas des lots de taille moyenne mais des milliers d'hectares. L'expropriation se fit au profit de personnes liées à la sphère étatique. Des personnes que le *listing* public et officiel avait omis : les généraux Stroessner, Rodriguez (commandant de la 1^{ère} division de Cavalerie), Britez Borges (chef de la Police à partir de 1966), Fretes Dávalos (commandant en chef des Forces Armées), Guanés Serrano (chef du service de renseignement militaire) ; le ministre de l'Intérieur (jusqu'en 1966) Edgar Insfrán, mais aussi le président de l'IBR lui-même, Juan Manuel Frutos, qui devint un grand propriétaire terrien. Dans la même optique, des milliers d'hectares furent transférés à des entreprises telles que la Agro-Industrial Canindeyú, Ybel Paraguaya, La Inmobiliaria SA, Ganadera Pirpucú, Yguazú SA... etc. Ces entreprises constituèrent des réserves ou des exploitations de superficie élevée, atteignant facilement les

prit forme progressivement. Ciudad Presidente Stroessner devint rapidement un important centre d'échanges et de commerce, d'abord frontalier, puis régional et mondial. Parallèlement, la construction du barrage d'Itaipu attira la plus grosse quantité de main d'œuvre et de techniciens jamais mobilisée au Paraguay.

¹⁴ Document 00143F 0114 – 0118, non daté, mais probablement courant des années 1970.

45 000 hectares de moyenne, d'après les chiffres avancés par Juan Manuel Frutos dans ses ouvrages *El Bienestar rural* et *Con el Hombre y la Tierra hacia el bienestar rural*¹⁵. Entreprises essentiellement paraguayennes dans lesquelles les hommes au pouvoir avaient évidemment des intérêts financiers. Nous renverrons pour cela à l'étude précitée d'Anibal Miranda.

Sur les 84 000 titres remis en vingt ans de réforme agraire sous l'ère Stroessner, la plupart étaient en réalité des *habilitaciones*, sortes de droits de possession sur des lots de terre qui étaient réglés en quotas, en cotisations, et contre lesquels le « propriétaire » recevait une quittance. En d'autres termes, ils louaient plus qu'ils n'achetaient les terres de l'Etat, qu'ils étaient ensuite chargés de mettre en valeur. Ceux qui pouvaient se payer des lots de terre comptant et devenir ainsi petits propriétaires, étaient souvent obligés de vendre rapidement faute de pouvoir exploiter leurs parcelles convenablement. Après 25 ans de réforme agraire, 4% des exploitants contrôlaient 86% des terres. La réforme agraire, comme la démocratie, n'était qu'une façade dissimulant les intérêts des gouvernants, qui souhaitaient, comme le président Stroessner, rester au pouvoir et surtout, s'enrichir. L'IBR octroyait les terres à des prix dérisoires aux proches du pouvoir et se convertit rapidement en un point de concentration de flux d'argent qui furent déviés vers les caisses du président, vers celles des gérants de l'IBR, ou vers celles d'autres sympathisants colorados. « La réforme agraire était pour ceux qui étaient déjà riches et pour ceux en passe de le devenir, avec l'aide d'une charge officielle ou d'un coreligionnaire bien placé »¹⁶. Les moyens de détourner les fonds étaient rudimentaires : achats surfacturés, paiements non transférés par les receveurs et emploi de *planilleros*, nom donné aux personnes inscrites comme salariées, touchant un salaire, mais ne travaillant pas. Contrairement aux statistiques officielles, le Paraguay s'était en réalité converti en pays avec la plus grande inégalité de possession de terres et l'IBR s'était converti en un milieu des plus corrompus de la période stroessniste. L'octroi de terre par cooptation et à des prix insignifiants permettait au pouvoir de s'assurer la loyauté des éléments susceptibles d'interférer dans la conduite de sa politique : hommes politiques, militaires et fonctionnaires de police. Cela allait de paire avec deux autres caractéristiques délictueuses de la gestion des loyautés : corruption et contrebande.

2) Pratiques corruptives et activités illicites

La corruption se définit comme l'abus de la fonction publique pour obtenir des gains personnels directs ou indirects tels que les pots-de-vin, le népotisme dans le recrutement des personnels, la fraude électorale, l'achat des votes, le vol des biens de l'Etat et la malversation des fonds publics.

Le général Stroessner procéda tout au long de ses présidences à la nomination de ses proches aux différents postes clés de l'Etat. Ainsi il plaça des militaires à la Défense, aux Travaux Publics et aux Finances. Ceux qu'il ne plaçait pas, il les soudoyait ou comme nous l'avons vu, il leur permettait d'acquérir des terres par l'intermédiaire de l'IBR. Le Paraguay était un lieu où l'argent faisait (et fait encore) ce que nous pourrions appeler la « météorologie politique » : venant du pouvoir, il entretenait les loyautés et assurait la victoire aux élections ; dans les autres sphères administratives, il permettait de s'enrichir illégalement et d'arrondir les fins de mois difficiles. La corruption était pour Alfredo Stroessner le moyen le plus efficace de se

¹⁵ Cité par Anibal Miranda, *op. cit.*, p. 184 – 185.

¹⁶ Miranda, Anibal, *op. cit.*, p. 184 – 185.

maintenir au pouvoir, à mesure qu'il s'enrichissait. Devenue systématique dans ce pays, elle conduisit également à enrayer les règles formelles et légales, transformant l'administration en une véritable « anarchie » où seule comptait la loi de l'argent et du profit, et détournant ainsi l'attention des fonctionnaires des affaires politiques.

La corruption n'avait pas de limites et elle pouvait même aller à l'encontre de la politique du gouvernement. Nous nous intéresserons ici à un cas de corruption au sein même de l'appareil répressif et ayant mis à mal la politique anticomuniste. Dans une lettre dont nous estimerons la date entre 1962 et 1966, adressée au directeur de la DNAT¹⁷ Antonio Campos Alum, l'ex-officier Osvaldo Dominguez Lopez dénonçait la déloyauté, l'abus d'autorité et la corruption pratiquée par le chef de la division « Opérations » de la *Técnica*, Juan Arturo Hellman¹⁸. Il accusait son supérieur d'avoir enfreint la morale propre au *coloradismo*.

« Monsieur le directeur : l'Opinion Publique est témoin de son atteinte à la dignité humaine et au droit naturel que possèdent tous les êtres humains, la liberté ; nombreuses furent ses victimes et qui sait combien pourront l'être encore s'il continue à jouer son rôle de chef. [...] »

La politique du Ministère de l'Intérieur est de faire que tous les Paraguayens vivent dans la paix et le progrès, répudiant les idées étrangères comme le communisme athée international [...]. Le *coloradismo* cherche l'union de tous les Colorados, sous l'orientation du Général Stroessner et Hellman [...] la persécute, l'humilie dans sa politique d'accusation de Bolchevique envers de distingués coreligionnaires que ce soit pour leur soutirer de l'argent ou pour aider un secteur ou pour satisfaire les demandes d'amis »¹⁹.

Arturo Hellman s'en prenait aux colorados et il s'agissait là d'un crime déloyal au regard de la politique gouvernementale. L'ex-officier Lopez s'indignait dans sa lettre de l'« immoralité » de Hellman, qui s'attaquait à des colorados et libérait de « véritables communistes » contre de fortes sommes d'argent.

« Hellman est allié d'eux [le communisme de Marx] pour avoir fait échapper contre une fabuleuse somme d'argent de vrais communistes comme Bienvenido Sanchez, Daniel Ferreira et Ignacio Lagraña, détenus le premier et le dernier au commissariat n°3 et l'autre à la Garde de Sécurité, pour la somme de 70 000 guaranies, 150 000 guaranies et 70 000 guaranies²⁰. [...] »

Monsieur le directeur, en commençant à analyser les dommages et préjudices qu'occasionna Monsieur Hellman à de distingués coreligionnaires, je ne peux passer outre la disgrâce du vice-président de la section colorada dans la localité de Coronel Martinez, Monsieur Pedro Ayala, distingué et méritant colorado, qui fut aussi une de ses victimes [...]. Monsieur Ayala fut remis à la Garde de Sécurité, après humiliation de ses parents pour qu'ils déclarent qu'Ayala est communiste²¹».

Arturo Hellman n'agissait pas par idéologie communiste. Il avait pour unique conviction de « faire des affaires ». Dans la suite de sa lettre, l'ex-officier Lopez détaillait les procédés de son supérieur. Pour ne pas être directement compromis ni éveiller l'attention, il envoyait un

¹⁷ *Dirección Nacional de los Asuntos Tecnicos*, communément appelée Técnica par les Paraguayens.

¹⁸ Sous-officier dans l'armée rebelle pendant la guerre civile de 1947, il passa en Argentine après la défaite pour finalement rentrer au Paraguay en 1954 et intégrer la Police de la Capitale, sur recommandation. Il n'était pas affilié au Parti Colorado mais était en revanche un fervent fébrériste.

¹⁹ Document 00143F 0119, date estimée entre 1962 et 1966. Copie de la lettre se trouvant dans les archives de la Police.

²⁰ Ibidem.

²¹ Document 00143F 0120, suite de la lettre.

officier subalterne de sa division, le premier officier Felipe Nery Saldivar, pour libérer les détenus et récupérer les fonds portés par les proches. Mais si la somme n'était pas exacte et qu'il manquait de l'argent, le détenu était reconduit derrière les barreaux.

« Monsieur Saldivar, par ordre de Hellman, retira le Docteur Ferreira de la Garde de Sécurité et, à quelques pâtés de maison de là et sur la même rue Yegros, attendait la femme de Ferreira, avec l'argent à la main, mais la surprise que l'argent, qu'il devait recevoir en échange de la liberté de Ferreira, ne correspondait pas à la somme exacte fut si grande qu'il déposa alors le détenu au Pénitencier National, sans écouter les clameurs et supplications de la femme du docteur²² ».

Les sommes que percevait Hellman étaient considérables. Sur le tableau du traitement mensuel des agents spéciaux de la DNAT, en novembre 1958, on peut lire que Hellman touchait le salaire le plus important après le directeur Campos Alum, équivalent à 6 000 guaranies par mois²³. Dans le projet de budget proposé par la DNAT pour l'année 1961, le salaire des agents spéciaux était toujours le même, mais Hellman avait été promu au poste de chef de division, dont nous ne connaissons que la catégorie de salaire, A1²⁴. Même si nous doublons le salaire d'un agent spécial pour obtenir celui d'un chef de division, il est évident que par ses pratiques illicites Arturo Hellman percevait des sommes énormes. Pour les trois détenus que nous avons évoqués, il avait touché la coquette somme de 290 000 guaranies, soit environ 2 358 dollars américains de l'époque.

Mais si l'Etat pratiquait la corruption à grande échelle, il ne laissait pas les individus la pratiquer à titre personnel, surtout si cela allait contre la politique officielle. Arturo Hellman fut arrêté sur ordre du ministre de l'Intérieur Edgar Ynsfran, démis de ses fonctions et placé dans un quartier de la Police Centrale, *incomunicado*²⁵.

Les pratiques corruptives s'accompagnaient d'un autre moyen de contrôle sur les fonctionnaires et les militaires : la contrebande. Selon Alain Rouquié, le commerce illégal était un « moyen de gouvernement »²⁶ et Stroessner aurait même ajouté qu'il s'agissait là du « prix de la paix », ce qui amena le politologue à qualifier le Paraguay d'« Etat contrebandier »²⁷. En effet, si les fonctionnaires de l'Etat vaquaient à leurs occupations commerciales, ils ne s'intéressaient pas à la politique. Et si l'Etat était la source d'enrichissement, pourquoi s'attaquer à lui ? Renée Fregosi souligne la « spécificité paraguayenne de la contrebande »²⁸. Dans son ouvrage, elle s'intéresse à l'aspect économique du commerce illégal, qui correspondrait à « l'ouverture libérale de l'économie paraguayenne »²⁹ au cours des années 1970. Les trafics illégaux engendrèrent un problème de développement industriel. En effet, la politique stroessniste poussa une part importante de la main d'œuvre qualifiée à prendre le chemin de l'exil, sans pour autant compenser la mauvaise

²² Ibidem.

²³ Document 00186F 0809, du 30 novembre 1958, signé par le directeur de la DNAT et le Ministre de l'Intérieur. En 1960, 1 dollar américain équivalait à 123 guaranies. Un rapide calcul nous permet de déduire qu'en 1958, Hellman touchait environ 49 dollars par mois.

²⁴ Documents 00094F 0284 et 00094F 0298, datés du 1^{er} décembre 1961, signés par le directeur Antonio Campos Alum.

²⁵ La sanction la plus dure pour un détenu : l'isolement dans un cachot. Nous traiterons les méthodes répressives plus loin au cours de cette étude.

²⁶ Rouquié, Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982, p. 228.

²⁷ Rouquié, Alain, *ibid.*, p. 227.

²⁸ Fregosi, Renée, *Le Paraguay au XX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 142.

²⁹ Fregosi, Renée, *ibidem*.

qualité de l'enseignement et « l'inadéquation des universités aux besoins scientifiques et techniques »³⁰. Sur le marché intérieur la demande s'accrut en équipements électriques, domestiques, véhicules...etc. Mais l'afflux de capitaux étrangers avec la construction du barrage d'Itaipu ne permit pas de développer des manufactures locales. La contrebande devint alors un moyen facile et peu onéreux de s'approvisionner, décourageant les tentatives d'industrialisation, entretenant ainsi un cercle vicieux : l'argent entrant était de nouveau investi dans le commerce, illégal ou non. Mais nous ne nous pencherons pas ici sur les conséquences du trafic illicite dans l'économie nationale. Il s'agira plutôt de comprendre l'aspect politique de la contrebande.

Le 19 décembre 1980, la loi 847 « Statut du personnel militaire » venait mettre noir sur blanc ce que Stroessner autorisait depuis des années déjà. L'article 75 stipulait que les chefs et officiers pouvaient travailler « dans l'administration de leurs biens » et l'article 76 leur octroyait la faculté « d'exercer des activités technico-professionnelles dans le milieu civil ». Selon l'article 72, néanmoins, il fallait « l'autorisation préalable du commandant en chef »³¹. Cela signifiait que les militaires en service actif pouvaient négocier avec des civils en tant que commerçants, entrepreneurs ou banquiers. Le général Stroessner avait une emprise totale sur ses subordonnés.

Cette loi existait déjà tacitement. En effet, les généraux Patricio Colmán et Andrés Rodriguez jouissaient de la confiance de Stroessner, qui leur avait permis de développer un important trafic. Techniquement, le Paraguay était devenu une importante plaque tournante de commerce illégal. Il était avantageux d'importer des produits finis depuis les pays voisins et de les vendre au Paraguay ; de même, exporter des matières premières permettait de faire des affaires intéressantes. Le pays servait également de simple lieu de transit pour les marchandises. Les généraux précités pratiquèrent presque à plein temps ces activités. Entre 1959 et 1962, ils avaient prouvé leur loyauté à Stroessner en éliminant les guérillas du *FULNA* et du *Movimiento 14 de Mayo*. Et comme la loyauté se paie, Stroessner les avait laissé développer des réseaux commerciaux illégaux. Grands propriétaires terriens, ils avaient chacun aménagé une piste d'aviation sur leurs terres. Andrés Rodriguez dirigeait son propre service de contrebande. Il faisait venir des Etats-Unis du whisky, des cigarettes, des cosmétiques, des appareils de radio et des télévisions. Il dispatchait alors par la suite les marchandises sur Sao Paulo, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Montevideo et Rosario. Bien évidemment, le tout échappait aux taxes aéroportuaires et douanières. Colmán et Rodriguez s'impliquèrent à partir de 1965 dans un trafic beaucoup plus lucratif, collaborant avec un certain Auguste Ricord, Lucien Darguelles de son vrai nom. Cet ancien proxénète français, membre de la « carlingue » (la Gestapo française) pendant les années d'Occupation, s'était enrichi grâce au trafic d'héroïne. Il travaillait avec la *French Connexion*, une organisation criminelle qui faisait venir d'Asie vers Marseille de la morphine et de l'opium, pour les transformer en héroïne. La drogue était ensuite exportée vers la *Conexión Latina* de Ricord, qui servait de relais entre l'Europe et la côte est des Etats-Unis. Le général Rodriguez lui loua les hangars et les avions de son entreprise, la *Taxi Aéreo Guaraní SA* (TAGSA)³². Les généraux avaient même affecté des troupes pour garder les dépôts. Les choses se compliquèrent à partir de 1970, quand un avion Cessna fut alpagué par la police de Miami. Les pilotes furent conduits à New York et la marchandise saisie : près de quarante-trois

³⁰ Fregosi, Renée, *op. cit.*, p. 143.

³¹ Miranda, Anibal, *Prisionero en Paraguay, Reflexiones sobre la tortura bajo el stronismo*, Asunción, Miranda & Asociados, 1989, p. 126.

³² Andrés Rodriguez possédait également une société de change, la *Cambios Guaraní SA*. Voir Miranda, Anibal, *Crimen Organizado en Paraguay*, Asunción, Miranda & Asociados, 2001, p. 197.

kilogrammes d'héroïne représentant dix millions de dollars américains. Rapidement, l'enquête remonta jusqu'à Ricord, et des connexions dans les plus hautes sphères de l'Etat paraguayen furent découvertes. Le journaliste américain Jack Anderson publia un article dans le Washington Post dans lequel il dévoilait les complicités, article ensuite repris dans *La Opinión* de Buenos Aires³³. Outre les implications de Colmán et Rodriguez, il révélait la participation du chef de la Police, Francisco Alcibiades Britez, de Pastor Coronel, de Sapena Pastor, ministre des Affaires Etrangères qui avait délivré de faux passeports aux trafiquants... etc. Des complicités au plus haut niveau de l'Etat, dont l'auteur affirmait avoir eu connaissance grâce à un rapport secret de la CIA. C'est le même journaliste qui, en 1979, bénéficia de sources inconnues de la part des services secrets lorsqu'il enquêtait sur l'assassinat de Letelier à Washington en 1976, dans le cadre de son enquête sur le Plan Condor.

Le gouvernement nord-américain, à force de pressions économiques si importantes pour le président Stroessner, parvint à faire extradier Auguste Ricord en 1972. Cette affaire de trafic de drogue montre jusqu'à quel point les autorités paraguayennes s'impliquaient dans les affaires privées.

Sans remonter si haut dans la hiérarchie, nous pouvons voir que la contrebande touchait tous les niveaux de la société paraguayenne. Ainsi, entre les mois d'octobre et novembre 1976, dans la zone Itá Enramada-Sajonia-Clorinda, le long du Rio Paraguay, des rapports de la police politique détachée dans cette zone évoquaient les problèmes de coopération avec les effectifs de Marine également sur place. Sur le passage entre Clorinda et Puerto Falcón, frontière avec l'Argentine, les autorités paraguayennes avaient imposé un contrôle strict des personnes et des marchandises, par les douanes, la Marine et un détachement de la police politique. Dans un rapport du 21 octobre 1976, nous sommes informés que le responsable de la sous-préfecture des Ports de Sajonia faisait débarquer les passagers et cargaisons (notamment des huiles de moteur en provenance d'Argentine, comme l'atteste un autre document) hors de vue de la police pour la somme de 50 guaranies par embarcation³⁴.

Le 2 novembre 1976, suite à une circulaire visant à fermer le passage entre Clorinda et la capitale paraguayenne, le préfet général des ports, le capitaine Roig Trujillo, convoqua en accord avec le Commandant de la Marine les effectifs de police détachée sur la zone. Il prétexta le manque de personnel pour surveiller la rivière et les risques de voir augmenter les passages clandestins pour affirmer son opposition à la fermeture du passage. Il invoqua également un enjeu social pour les petits commerçants de la zone (notamment de Puerto Elsa) vivant des échanges avec la ville de Clorinda³⁵. Le tout pouvait laisser supposer une éventuelle participation d'officiers de Marine à des activités contrebandières. Des rapports du 8 et 10 novembre suivant vinrent confirmer ces soupçons : ils attestaient que le personnel de la Marine s'adonnait au passage de marchandises clandestinement. Selon le premier, un sous-officier, agissant pour le compte de son adjudant déchargeait discrètement des marchandises, probablement des armes. Le même rapport informe que sur un autre secteur de la zone, sous juridiction de la cavalerie, les troupes militaires étaient complices du passage de marchandises³⁶. Dans le rapport du 10 novembre, le personnel policier affirmait que le chef de poste de Santa Jhú, durant chaque service de nuit, entreprenait de faire passer des sacs de farine et bidons d'huile en provenance d'Argentine. Il touchait 100 guaranies par sac et pour

³³ Anonyme, « Jack Anderson acusa a ministros y altos jefes militares », *La Opinión*, 25 mai 1972, p. 2.

³⁴ Document 00172F 0359, 21 octobre 1976, signé par le chef de la Direction Politique du Département

d'Investigations de la Police (D-3), Alberto Cantero.

³⁵ Document 00172F 0344, 2 novembre 1976.

³⁶ Document 00172F 0336, 8 novembre 1976.

les autres marchandises, il percevait une somme en fonction de la valeur et de la nature des produits³⁷.

Tout aussi intéressant ce rapport de police daté du 26 mai 1977 : le personnel détaché de la police politique à l'aéroport Presidente Stroessner informait son directeur qu'un avion particulier s'était posé avec à son bord, un sous-commissaire gravement blessé par balle.

« En accord avec les informations que nous possédons, le sous-commissaire Leon Almiron Aquino se dédiait au trafic de voitures volées au Brésil et introduites dans notre pays par la localité de Pedro Juan Caballero, et dans la nuit d'hier entre 20 heures et 22 heures approximativement, alors qu'il passait en compagnie de deux individus, dans une automobile « PASSAT », par la zone de Capitán Bado, ils furent arrêtés par une sentinelle, mais n'obéirent pas à l'ordre de halte »³⁸.

La sentinelle avait finalement tiré et le policier, blessé, fut abandonné par ses compagnons de route. Le document, d'abord élevé au chef du D-3, Pastor Coronel, fut ensuite porté à la connaissance du chef de la Police. Ce qui prouve l'importance qui était donnée aux affaires de contrebande.

La drogue et les voitures volées n'étaient cependant pas les seuls centres d'intérêts pour les trafiquants. Outre les denrées vitales (farine) ou d'usage quotidien (huiles), d'autres commerces tout aussi lucratifs fleurissaient au Paraguay : la traite de filles par exemple, ou de « blanches » comme elle était désignée dans les archives de police. De même, chaque commandant de région militaire avait carte blanche pour trafiquer, et chacun avait sa « spécialité » : appareils électriques, télévisions, voitures... etc. Néanmoins, si le trafic n'était pas sous protection ou dépendance des autorités, il était durement réprimé par la Police. Il n'est pas rare d'entendre les habitants d'Asunción dire combien la ville était calme et sûre, même la nuit sous la période de Stroessner. Toute forme de délinquance, si elle n'était pas supervisée par le gouvernement, était prohibée³⁹. La prostitution et les maisons-closes fleurissaient à tout va entre Asunción et Ciudad Presidente Stroessner. Et bien souvent sous l'égide de quelque élu ou fonctionnaire de police assez bien placé dans l'entourage de Stroessner (Pastor Coronel et Francisco Britez par exemple).

Corruption et contrebande étaient donc étroitement imbriquées et formaient un moyen de gouverner. Le président s'assurait la loyauté d'une part, la tranquillité d'autre part. Trop occupés à s'enrichir, les individus potentiellement dangereux étaient inattentifs (volontairement ou non) aux affaires de l'Etat. En maintenant des salaires assez bas, nous l'avons vu notamment dans le cas de la DNAT, le gouvernement paraguayen entretenait d'une certaine manière la corruption et la contrebande. Les faibles rentrées d'argent mensuelles poussaient à chercher d'autres formes de financement et occupaient davantage de temps dans la vie des citoyens, les empêchant ainsi de s'immiscer dans la vie politique.

En conséquence de cette conception de l'autorité, l'économie était l'objet d'interférences constantes, non pas pour les effets de la planification centrale, mais pour l'obtention de bénéfices personnels. Ceci explique le manque d'une politique économique globale et cohérente propre aux régimes totalitaires. Le régime de Stroessner n'était donc ni totalitaire, ni bureaucratique-autoritaire, ni même une dictature traditionnelle sous la coupe d'un *caudillo*.

³⁷ Document 00172F 0324, 10 novembre 1976.

³⁸ Document 00172F 0513, 26 mai 1977.

³⁹ Expérience tout à fait réelle de l'auteur, après questionnement d'une Paraguayenne.

Il s'agissait d'un schéma de pouvoir original, fondé sur un système effectif de récompenses et de punitions qui ne laissait rien au hasard. L'ordre légal était susceptible d'évoluer selon les envies du président. Les caractéristiques évoquées, notamment les récompenses et l'exercice discrétionnaire du pouvoir, amènent certains auteurs à qualifier le régime de néo-sultaniste, type de pouvoir apparaissant facilement semble-t-il dans des petits pays à fort pourcentage de population rurale et aux structures agraires rudimentaires. Ces données facilitaient ainsi un contrôle beaucoup plus important de l'Etat sur la société.

Alfredo Stroessner avait su approfondir et systématiser les pratiques héritées de ses prédécesseurs militaires et civils immédiats. Les composantes répression, Etat prébendier et corrompu, sectarisme excluant et antidémocratique trouvaient leurs origines dans la dictature de Morínigo et dans les régimes civils lui ayant succédé. En prenant le pouvoir, Stroessner n'interrompit pas un processus démocratique ou de démocratisation, comme dans les pays voisins quelques années plus tard. Le stroessnisme était basé sur l'application perverse d'une constitution à caractère autoritaire et sur la pratique de la corruption à grande échelle. Bien après le coup d'Etat seulement, la Doctrine de Sécurité Nationale fut prise en compte et développée. Le coup d'Etat de 1954 avait surtout réagi à l'instabilité politique et à l'orientation populiste que laissaient entrevoir Chaves et Mendez Fleitas. En aucun moment, Alfredo Stroessner ne justifia son action comme une réaction face au danger communiste. Comment se fait-il que dès après la prise du pouvoir, le nouveau général-président se fit l'« Apôtre de l'anticommunisme » ? Pourquoi les Etats-Unis l'ont-ils qualifié de « champion de l'anticommunisme » ?

Seconde partie :

Un général « champion de l'anticommunisme »

Chapitre 3

« Danger : nid de frelons ! »

*

Sous le régime de Stroessner, le Paraguay vit un grand nombre de ses habitants prendre le chemin de l'exil vers les pays voisins, l'Argentine notamment. Cependant, le fief guaraní se convertit lui aussi en terre d'asile pour bon nombre d'étrangers venus d'Europe après la deuxième guerre mondiale. Qui étaient-ils ? Pour la plupart, des fugitifs attirés par un pays qui récompensait la loyauté et offrait une protection naturelle¹ et juridique (impunité, nouvelle identité). Rapidement, des Nazis, des collaborationnistes d'Europe de l'Est et des activistes politiques d'extrême-droite se retrouvèrent au Paraguay. Stroessner les accueillit comme « combattants de la liberté » et « héros internationaux »².

¹ Le pays, au centre du continent sud-américain, est bordé de fleuves au sud et à l'est et d'un désert à l'ouest. Voir carte, annexe 1.

² Cuya, Esteban., « La 'Operación Condor': El Terrorismo de Estado de Alcance Transnacional », *Ko'aga Roñe'eta*, Serie 7 (1996), p. 1.

I. « Recyclage » de criminels de guerre

Pour le général Stroessner, il était important de pouvoir compter sur des gens d'expérience dans son nouveau régime. Notamment pour organiser son appareil répressif. Le flux de sympathisants de l'Axe après 1945 fut une opportunité dont il sut se saisir. En échange de l'impunité que recherchaient les nouveaux arrivants, il employa leurs compétences.

A. Après l'Axe, servir Don Alfredo

1) Ante Pavelić, un Oustachi chez les Guaraní

Partisan d'un Etat croate indépendant, Pavelić était militant pendant les années 1920, au sein du Parti Croate du Droit, une formation nationaliste opposée au Royaume de Yougoslavie. Il fut élu au parlement régional de Croatie en 1921, puis député de Zagreb à l'Assemblée Nationale yougoslave en 1927. Après une profonde crise politique, une « dictature royale » yougoslave pro-serbe naquit le 6 janvier 1929. Ante Pavelić fonda dès le lendemain l'Organisation des Insurgés Révolutionnaires Croates, communément appelée Oustacha par ses sympathisants, terme croate signifiant « insurgé ». Contraint à l'exil en Autriche, il structura son mouvement en le dotant d'un Etat-major et d'unités territoriales, puis de cellules secrètes. Le mouvement reçut les conseils d'ultranationalistes macédoniens, tandis que Pavelić voyageait en Hongrie, en Allemagne et en Italie, se rapprochant petit à petit des régimes autoritaires. L'aide de ceux-ci lui permit d'intensifier sa propagande dans toute l'Europe et d'implanter des réseaux plus loin encore, aux Etats-Unis et en Argentine notamment. Ses fructueux contacts débouchèrent sur l'ouverture de camps d'entraînement en Italie et en Hongrie.

Au début des années 1930, la lutte armée commença en Croatie. L'Oustacha se spécialisa dans les sabotages et attentats terroristes. La répression par la gendarmerie serbe fut impitoyable. En 1932, forte d'une centaine de combattants, l'Oustacha engagea une guérilla rurale dans la province de Lika. L'organisation se fascisa un peu plus quand les Nazis, en 1933, l'autorisèrent à ouvrir un bureau à Berlin. Ante Pavelić devint le « Polgravnik », le « guide ». En décembre de la même année, le premier attentat contre le roi Alexandre I^{er} fut organisé par l'Oustacha. Son échec conduisit à la capture et à la pendaison de deux de ses membres. Le 9 octobre 1934, Pavelić et ses « conseillers » macédoniens parvinrent à leurs fins. En visite officielle à Marseille, le roi de Yougoslavie fut assassiné en compagnie du ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou. Le coupable fut arrêté, et les commanditaires furent identifiés sans pouvoir être arrêtés. Le retentissement en Europe fut lourd de conséquences pour les Oustachis. Les Hongrois fermèrent les camps d'entraînement, le soutien de Hitler et Mussolini se fit plus discret. Mussolini procéda même à l'arrestation de Pavelić à Turin. Mais surtout dans le but de le soustraire à la justice française. Par la suite, les Oustachis se consacrèrent uniquement à mener une sporadique guérilla en Croatie.

La seconde guerre mondiale changea la donne. Le 6 avril 1941, les forces de l'Axe lancèrent une offensive de grande ampleur sur la Yougoslavie. Le 10, la Wehrmacht entra dans Belgrade. Deux jours auparavant, les milices oustachis, concentrées aux frontières hongroises et italiennes, étaient revenues sur « leurs » terres. Les Oustachis prirent le pouvoir et le 16 avril, ils déclarèrent indépendante une « Grande Croatie », agrandie de la Bosnie-Herzégovine. 50 % de la population étaient des Croates catholiques. Ante Pavelić devint le dirigeant du nouvel Etat indépendant de Croatie et s'inféoda de fait à l'Italie et à l'Allemagne. Il copia les institutions du III^{ème} Reich et plongea le pays dans une atroce guerre civile : les Juifs³, les Tziganes, les Serbes et les opposants croates (notamment communistes) furent impitoyablement pourchassés. Son régime commit de nombreuses exactions, généralisa la torture et massacra des familles civiles entières, brûlant et pillant sans fin les villages. Ante Pavelić serait responsable de la mort de 800 000 de ses compatriotes.

Engagé auprès des forces de l'Axe, Ante Pavelić participa également à la « Croisade européenne contre le bolchevisme ». Il envoya des unités croates sur le front de l'Est qui, pour la plus part, furent anéanties à Stalingrad. Ses troupes combattirent également contre les mouvements de résistance de Josep Broz, dit Tito, et contre les *Tchetniks* (royalistes). Quand l'Allemagne nazie fut défaite, les partisans de Tito se livrèrent à leur tour à des séries de massacres, exécutant sans distinction des milliers d'Oustachis et de Croates « neutres ».

En mai 1945, Ante Pavelić parvint à s'enfuir en Autriche, puis à Rome. A ce moment-là, l'Eglise catholique l'aurait aidé à s'enfuir vers l'Argentine⁴. Rien n'est sûr, si ce n'est que Juan Domingo Perón lui ouvrit grand ses portes et lui offrit le droit d'asile. La communauté croate y était importante. Mais l'émigration commença à se déchirer et l'ancien dirigeant politique reprit du service et créa le Mouvement de Libération Croate (HOP) en 1956, espérant voir l'unité rejaillir. En avril 1957, les choses se compliquèrent pour Ante Pavelić : il fit l'objet de deux tentatives d'assassinat, dont l'une le blessa grièvement. Des attentats certainement commandités par la police secrète de Tito, l'UDBA. Il choisit de nouveau de prendre le chemin de l'exil, et cette fois, c'est Alfredo Stroessner qui lui offrit le droit d'asile. Le jeune général-président y voyait là tout son intérêt. Son régime était neuf et son appareil répressif ne demandait que des experts pour l'organiser, notamment à la *Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos* (DNAT), créée en 1956 avec un appui américain⁵. C'est là que Stroessner assigna Pavelić en tant qu'assesseur. Pendant un peu plus d'un an, il enseigna aux jeunes recrues la torture et des méthodes de répression, assisté du lieutenant-colonel nord-américain Robert K. Thierry.

Toujours affaibli par ses blessures, il se réfugia finalement en Espagne, où il mourut en 1959⁶.

³ Ante Pavelić promulgua des lois dignes de celles de Nuremberg et créa un camp de concentration à Jasenovac.

⁴ Le Vatican et la Croatie Oustachi se seraient accordés une bienveillance et un soutien réciproques au cours de la guerre.

⁵ *Infra* p. 61. D'après l'enquête d'Anibal Miranda, *op. cit.*, p. 122.

⁶ Pour plus d'informations sur les Oustachis, voir V. Dedijer, *The Yugoslav Auschwitz and the Vatican. The Croatian Massacre of the Serbs during World War II*, Buffalo - New York Prometheus Books et Freiburg Germany, Ahriman Verlag, 1992.

2) Pedro Prokopchuk

Nous ne savons pas grand chose de ce dissident polonais si ce n'est qu'il était féroce anticommuniste. Il avait collaboré avec l'occupant nazi pendant la guerre et se retrouva au Paraguay au cours des années 1950. Lui aussi fut investi de la mission d'organiser l'appareil de terreur de « Don Alfredo ». Il disposait même de son propre bureau à la Direction des Affaires étrangères du Ministère de l'Intérieur et était chargé de surveiller les flux d'immigrants, principalement ceux arrivant d'Europe. Sa mission relevait plus du renseignement que de la répression. Il collabora surtout avec le nouveau service de renseignement d'Allemagne de l'Ouest, le BND, connu aussi sous le nom d'« Org », avec à sa tête le général Gehlen, ancien chef du service de renseignement militaire pour le front de l'Est, pendant la guerre⁷.

Le 24 août 1961, Pedro Prokopchuk envoya une lettre à Antonio Campos Alum, le chef de la DNAT⁸. Il rendait compte de sa prise de contact avec le service allemand :

« Je remplis mon devoir en vous informant que dans la tâche de mes services aux Affaires étrangères, j'ai réussi à établir un contact confidentiel avec l'agence du service de renseignement d'Allemagne Occidentale en Amérique Latine. A la tête de ce service se trouve le général Gehlen, en même temps chef du service de renseignement de l'OTAN [...] dirigeant ces deux institutions en une organisation plus puissante dans la lutte contre l'espionnage communiste. En Amérique Latine, ce service de renseignement (allemand) a deux fonctions principales : premièrement, contrôle de ses propres représentations diplomatiques et des activités de citoyens allemands dans nos pays (d'Amérique Latine), et deuxièmement, informations sur le déroulement de la vie politique et culturelle de nos pays, toujours sous le point de vue général de contre-espionnage communiste. [...] cette agence souhaite travailler avec nous de façon exclusivement *confidentielle* ».

Pedro Prokopchuk semblait donc servir le Paraguay avec à sa charge le contre-espionnage communiste. Ayant collaboré avec les Nazis pendant la guerre, il avait pu garder des contacts qui lui resservirent dans sa mission pour le régime stroessniste. En effet, en recomposant son service en Allemagne de l'Ouest, le général Gehlen avait réemployé d'anciens membres de son service d'espionnage du front de l'Est.

Grâce aux informations que le Polonais transmettait à Campos Alum, nous pouvons maintenant affirmer que Martin Bormann, ancien secrétaire de Hitler et haut dignitaire nazi, s'était bien réfugié au Paraguay et n'était pas mort en 1945 à Berlin en tentant d'échapper aux Alliés⁹.

Pedro Prokopchuk fut assassiné par balles au cinéma Splendid d'Asunción, le 23 septembre 1961. Ce fut l'œuvre d'un tueur croate, Batrick Koniae, qui, curieusement, travaillait

⁷ Voyant la défaite de l'Allemagne se profiler, Reinhardt Gehlen avait entrepris de microfilmer et d'archiver en trois exemplaires tous les renseignements dont il disposait sur les Soviétiques. Limogé par Hitler en avril 1945, il offrit ses services aux Américains après sa capture. En 1946, ceux-ci le chargèrent d'organiser le nouveau service de renseignement de l'Allemagne de l'Ouest, d'abord appelé *Organisation Gehlen*. Il était également fondateur d'une partie du réseau anticommuniste *stay-behind* de l'OTAN, connu sous le nom italien de *Gladio*. Pour plus d'informations, voir Baud, Jacques, *Encyclopédie du Renseignement et des Services Secrets*, Paris, Lavauzelle, 1997, p. 92.

⁸ Document cité par Calloní, Stella, *Operación Condor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005, p. 228.

⁹ Lettre du 29 avril 1961. *Ibid.*, p. 229.

directement sous les ordres de Juan Erasmo Candía, alors chef du Département d'Investigations de la Police de la Capitale. Règlement de comptes entre Européens de l'Est ? Nous ne le savons pas, mais le Polonais avait signalé quelques jours auparavant au ministre de l'Intérieur l'assassinat d'un étranger du nom de Wolf commis par le dit croate, qui aurait peut-être alors agi par vengeance. Il est également fort possible que Prokopchuk ait été soupçonné d'être un agent double et, découvert par la police, il aurait été assassiné. Toujours est-il que cette opération douteuse entraîna la suspension de ses fonctions de Candía et le silence avec les services ouest-allemands. Pourquoi les échanges furent-ils stoppés ? Il est fort à parier que le Renseignement allemand était bien au courant des allers et venues d'anciens chefs nazis au Paraguay...

B. Une forte concentration nazie au Paraguay

1) ODESSA : l'issue latino-américaine pour les SS

ODESSA¹⁰ était un réseau clandestin d'organisation de chemins d'évasions mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale par un groupe d'officiers SS, incluant Martin Bormann et Heinrich Himmler. Le réseau devait faciliter la fuite des criminels de guerre nazis et de leurs familles vers le Moyen-Orient et l'Amérique latine. ODESSA possédait des contacts avec Buenos Aires, Le Caire, Bonn, Rome, Genève et le Vatican.

Le réseau a notamment aidé Adolf Eichmann, Josef Mengele, Erich Priebke, Aribert Heim et beaucoup d'autres à fuir la justice internationale. Ainsi a-t-il permis à Paul Schaeffer de se réfugier au Chili, où il fonda la *Colonia Dignidad* et servit le régime de d'Augusto Pinochet. Otto Skorzeny (soldat commando de la SS dont l'opération la plus réussie fut l'évasion de Mussolini en 1943) était membre d'ODESSA et le réseau de Reinhard Gehlen coopéra aussi avec. Trois hommes importants choisirent le Paraguay comme terre d'accueil, mais ils ne s'y rendirent pas dès la fin de la guerre. Ils étaient souvent débarqués d'abord en Argentine avant de rejoindre d'autres pays voisins. Ceux qui élirent le Paraguay avaient attendu l'arrivée au pouvoir d'un président « favorable ».

2) Quelques figures allemandes

Le plus sinistre d'entre eux fut sans doute l'« Ange de la Mort », Josef Mengele. Né en 1911, ce docteur en anthropologie et en médecine avait adhéré en 1937 au NSDAP et rejoint le corps des SS en 1938. Au début de la guerre, il fut affecté à un bataillon d'infanterie légère puis pendant trois ans il combattit avec une unité de Waffen SS. Blessé en 1942, il reçut la Croix de Fer et fut déclaré inapte au combat. Promu au grade de capitaine SS, il fut ensuite affecté à Auschwitz-Birkenau, en remplacement d'un médecin malade. En 1943, il reçut le commandement du « Camp des Gitans ». Il passa 21 mois à Auschwitz et c'est ici qu'il acquit sa triste réputation. Fréquemment à la descente des trains, il décidait de ceux qui travailleraient, de ceux qui seraient gazés et de ceux qui subiraient des expériences médicales,

¹⁰ *Organisation der ehemaligen SS-Angehörigen*, « Organisation des anciens membres SS ».

domaine pour lequel il se fascinait. En août 1944, le camp dont il avait la charge fut liquidé et tous les prisonniers gazés. Il passa ensuite médecin-chef du camp de Birkenau. En janvier 1945, il obtint une dernière affectation dans un autre camp. En avril suivant, il fuit vers l'Ouest sous couvert d'un uniforme de la Wehrmacht. Capturé par les Alliés, il fut relâché avant qu'ils n'aient pu l'identifier, car il ne portait pas le tatouage distinctif des troupes SS. Caché quelques années dans une ferme de Haute-Bavière, il parvint à joindre le réseau ODESSA et à s'exfiltrer vers l'Argentine en 1949. Il géra un magasin de jouets puis intégra une entreprise pharmaceutique. Repéré par les services israéliens dans un faubourg de Buenos Aires en 1958, il fit ses valises et partit pour Asunción. Le gouvernement d'Allemagne Fédérale remit en 1959 une demande d'extradition, à quoi le gouvernement de Stroessner répondit que Mengele ne se trouvait pas et ne s'était jamais trouvé au Paraguay. Pourtant, dans les notes de Pedro Prokopchuk, on peut trouver une information confirmant que Mengele était arrivé au Paraguay en 1958¹¹. En 1959, Josef Mengele obtenait de la Cour Suprême de Justice la citoyenneté paraguayenne. Il est fort probable, selon une information de Prokopchuk, que Mengele avait obtenu son passeport pour la modique somme de 100 000 guaranies. Selon le « chasseur de Nazis » Simon Wiesenthal¹², Mengele collabora avec le Département d'Investigations de la Police de la Capitale en échange de sa citoyenneté. Puis il se déplaça à San Antonio (département du Alto Paraná), sous couvert de sa fausse identité, où il fit des affaires. Sous pression, repéré, il choisit de fuir vers le Brésil, probablement au début des années 1960. Il y mourut de sa belle mort en 1979.

Martin Bormann avait aussi choisi le Paraguay pour se réfugier. Ancien membre des « Corps Francs » pendant les années 1920, condamné à un an de prison en 1924 pour meurtre, il adhéra au NSDAP en 1927. De 1933 à 1941, il fut le secrétaire particulier de Rudolf Hess. Quand ce dernier fut capturé par les Anglais, Bormann devint secrétaire du Führer et administra ses finances. Il était également le greffier des discours de Hitler. Il fit construire le « Berghof », le nid d'aigle de Berchtesgaden, qu'il offrit à son chef pour son cinquantième anniversaire, au nom du NSDAP. Aux côtés de Hitler jusqu'à son suicide, il décida pourtant de fuir en compagnie d'un médecin SS. C'est à partir de ce moment que les hypothèses sur sa mort se firent nombreuses. Celle qui prévalait voulait qu'il se soit noyé en voulant échapper aux Alliés. Son squelette fut mis à jour en 1972 au cours de travaux publics, au bord du fleuve. Du verre entre ses dents laissa penser qu'il s'était suicidé au cyanure et non en se noyant. Mais de l'argile retrouvé sur ses os intrigua : il s'agissait d'une matière provenant de la zone d'Ita au Paraguay... En effet, toujours selon les informations de Prokopchuk, Martin Bormann serait arrivé au Paraguay en 1956. C'est d'ailleurs une information que le Polonais avait obtenu des services d'Allemagne de l'Ouest. Dans sa lettre à Campos Alum, il exposait le lieu de résidence de Bormann et même le nom du dentiste qui le soignait, puisqu'il s'agissait du même que le général Stroessner. C'est à Asunción, le 15 février 1959, que Martin Bormann aurait rendu l'âme, son corps étant ensuite ramené discrètement à Berlin. S'il vécut trois ans au Paraguay, on ignore toutefois s'il participa à l'organisation de l'appareil répressif de Stroessner.

Autre Nazi que nous pouvons évoquer, Eduard Roschmann n'entra au Paraguay qu'en 1977, fuyant l'Argentine. Ce capitaine de la SS s'illustra sous la douce appellation de « Boucher de Riga », lorsqu'il commandait le camp du même nom, non loin du front de l'Est. Il avait fait partie de l'Office Central de la Sécurité du Reich et de la Gestapo. Face à l'avancée russe, il fuit vers Dantzig, puis vers le sud de l'Allemagne. Il se cacha un temps à Graz, en Autriche, où il avait de la famille. Reconnu, il fut arrêté par les Britanniques, mais parvint à s'échapper

¹¹ Calloní, Stella, *op. cit.*, p. 229.

¹² Voir Miranda, Anibal, *op. cit.*, p. 123.

pendant son transfert au camp de prisonniers militaires de Dachau. Il passa en Italie, et de Gênes, s'exila pour l'Argentine. Il y fonda une entreprise d'import-export et obtint la nationalité argentine en 1968. Mais en 1977, un mandat d'arrêt argentin à la demande du Tribunal de Hambourg le contraignit à fuir de nouveau, et il prit la route du Paraguay, où il mourut le 10 août de la même année.

Il ne s'agit pas ici de faire l'inventaire de tous les Nazis ou collaborationnistes ayant trouvé refuge au Paraguay. Mais nous avons pu prouver que le régime de Stroessner les accueillait volontiers, souvent en échange de services. Le pays restait toutefois une terre d'accueil de « seconde main », après l'Argentine. Parfois, le Paraguay n'était même qu'une étape avant de rejoindre la Bolivie.

En effet, après le coup d'Etat de Banzer en 1971, des groupes paramilitaires se formèrent, sous la houlette d'un certain Klaus Altman, allemand naturalisé bolivien. De son vrai nom Klaus Barbie, il avait pu se cacher en Allemagne et échapper à la justice française jusqu'en 1950, protégé par les services secrets américains¹³. A cette date il s'exila en Amérique du Sud, choisissant rapidement la Bolivie, qui lui octroya la nationalité bolivienne. Là, son nom fut associé à la répression, au trafic d'armes, au recrutement de mercenaires pour la formation de groupes paramilitaires et au trafic de cocaïne. Le tout sous couvert des différents régimes militaires des années 1970. C'est d'Italie, d'Argentine et du Paraguay qu'il fit venir ses hommes de main. Outre des membres de la Triple A, escadron de la mort argentin, et des néo-fascistes italiens tels que Stefano Delle Chiaie, il recruta deux Allemands qui avaient élu domicile au Paraguay : Joachim Fiebelkorn et Hans Joachim Stelifeld. Beaucoup moins connus du « milieu officiel », ils n'en étaient pas moins inactifs. Le premier était un néo-nazi, déserteur de l'armée allemande, ancien de la Légion Etrangère. D'après une enquête du journaliste paraguayen indépendant Nemesio Barreto, il collabora dans les années 1970 avec les dirigeants de l'appareil répressif stroessniste¹⁴ et était membre de l'Internationale Néo-nazie. Le second était un authentique Waffen SS qui s'appliquait à former au Paraguay un mouvement néo-nazi, « Kamaradenwerk ». En Bolivie, ils furent chargés de l'instruction de groupes paramilitaires à partir de 1978. Ces groupes avaient pour mission de faire pression sur les nouveaux gouvernants, Natusch Busch et García Meza¹⁵.

Les Nazis et autres collabos de la deuxième guerre mondiale ne furent pas les seuls à trouver refuge en pays *guaraní*. A partir de la fin des années 1960, plusieurs activistes européens coupables ou suspectés d'attentats reçurent un asile politique tout à fait officiel au Paraguay.

¹³ Klaus Barbie avait été appelé dans le cadre du procès de René Hardy, probable traître ayant donné Jean Moulin aux Allemands en 1943, à Calluire. Les Américains le protégèrent car il leur était utile dans le cadre de la lutte contre le communisme de l'après-guerre.

¹⁴ Barreto Monzón, Nemesio, « Paraguay, la política al servicio del delito », *Anticorrupción en América Latina*, juin 2005. Lien internet <http://anticorrupcionamlat.blogspot.com/2005/06/paraguay-la-politica-al-servicio-del.html>.

¹⁵ Latin America Bureau, *Narcotráfico y Política, militarismo y mafia en Bolivia*, édition en ligne par Equipo Nizkor y Derechos Humanos, juin 2001. Lien internet <http://www.derechos.org/nizkor/bolivia/libros/cocacoup/>

II. Refuge pour activistes politiques des années 1960 et 1970

A. Georges Watin, quand l'OAS s'expatriait

Son nom n'évoque probablement rien au lecteur non averti. Ses surnoms, « Le Chacal » ou « La Boiteuse », peut-être un peu plus. Il est l'homme qui a inspiré à l'écrivain Frederick Forsyth son roman *Chacal*¹. Dans les Archives de la Terreur, un dossier complet le concerne, n'hésitant pas à démentir le récit qui fit l'objet d'une adaptation cinématographique.

Ce dossier a été monté par la Direction des Registres Etrangers (DRE) du Département d'Investigations de la Police d'Asunción (D-3). Il comporte un rapport de trois pages sur les antécédents de Watin², des copies de passeport et carte d'identité³, un extrait d'acte de naissance expédié par le Consulat général du Paraguay à Paris⁴, un extrait de casier judiciaire⁵, des documents du Ministère des Finances attestant de la création d'une entreprise et l'exemptant de l'impôt sur la rente⁶, et un certificat de résidence temporaire⁷.

1) Un vétéran de l'Algérie et du Petit-Clamart

Le 18 novembre 1982, la Direction des Registres Etrangers procéda à la détention de Georges Watin, « pour vérification de sa véritable identité, activités et antécédents »⁸. L'officier chargé de l'interrogatoire voulait en savoir plus sur ses « activités politiques en France et en Algérie ». L'administration policière devait avoir la mémoire courte ou bien elle était terriblement mal organisée. Georges Watin avait en effet bénéficié de l'asile politique au Paraguay en 1964.

Né en 1923 à Duperré, en Algérie française, il réalisa un cursus en Agronomie et devint agriculteur. Avec l'apparition du FLN en 1954 (dont l'auteur du rapport n'hésite pas à dire qu'il était « ingéré par le marxisme international »⁹), Watin participa à des opérations de maintien de l'ordre avec l'Armée et la Police. Admirateur de De Gaulle, il pensait comme beaucoup d'autres que le général trouverait la solution à la « révolution marxiste contre la France et l'Occident »¹⁰. Ainsi, il participa au soulèvement du 13 mai 1958 en faveur du retour de De Gaulle au pouvoir. Mais comme tous les partisans d'une Algérie française, il fut

¹ Forsyth, Frederick, *Chacal*, Paris, Gallimard, 1974. L'auteur a également signé un livre, *Le Dossier ODESSA*, dans lequel il met en scène Martin Bormann.

² Document 00026F 1621-1623, daté du 20 novembre 1982, signé par le commissaire inspecteur Victoriano Oviedo Olmedo, chef de la Direction des Registres Etrangers.

³ Documents 00026F 1624 et 1627.

⁴ Documents. 00026F 1631-1632.

⁵ Document 00026F 1638.

⁶ Documents 00026F 1643 et 1646, datés du 26 août 1982.

⁷ Document 00026F 1640, provenant de la Direction des Migrations du Ministère de l'Intérieur, 8 juillet 1982.

⁸ Document 00026F 1621.

⁹ Ibidem.

¹⁰ Ibidem.

rapidement déçu¹¹. Watin participa alors à d'autres soulèvements, mais contre De Gaulle cette fois, notamment aux « Barricades ». Il s'éleva contre ces idées qu'il estimait « anti-nationalistes »¹². Ayant été compromis dans différents attentats, il fut expulsé d'Algérie vers la France.

Après la tentative de coup d'Etat d'avril 1961 par les généraux Challes, Salan, Zeller et Jouhaud, il rejoignit l'Organisation Armée Secrète (OAS) et collabora à diverses actions que les archives qualifient de « contre-révolutionnaires ». L'OAS était une organisation politico-militaire clandestine, dont l'action concrète relevait principalement du terrorisme. Elle regroupait les partisans de l'Algérie française par le biais de la lutte armée et vouait une haine sans merci contre celui qu'ils jugeait les avoir trahi. D'après le document, Georges Watin intégra un « Commando Spécial ». Il s'agit certainement des tristement célèbres Commandos Delta, groupes chargés des exécutions pour le compte de l'OAS et responsables de la mort de plusieurs dizaines de musulmans. Fondés par le sous-lieutenant déserteur Roger Degueldre en 1961 qui les dirigeait, ils « interdisaient » les quartiers européens aux musulmans en les assassinant systématiquement¹³.

Le 8 septembre 1961, Watin participa à l'attentat de Pont-sur-Seine, où une bombe placée dans la chaussée devait sauter au passage du cortège présidentiel. Ce fut un échec et l'OAS dut planifier une nouvelle attaque. Le 22 août 1962, Watin était membre du « Commando Bastien-Thiry ». L'Algérie étant devenue indépendante le 5 juillet précédent, c'est par esprit de vengeance que l'opération « Charlotte Corday » fut mise au point par des anciens militaires, des Pieds-Noirs et des métropolitains, qui considéraient De Gaulle comme un « cryptocommuniste ». Ce 22 août au matin, deux Citroën DS 19 quittaient l'Elysée pour rejoindre Colombey-les-Deux-Églises. Arrivées au rond-point de Clamart, au lieu-dit Petit-Clamart, la première équipe du commando, dont faisait partie Georges Watin, sortit d'une camionnette. Equipés d'armes légères, les conjurés tentèrent d'immobiliser le véhicule, en vain. Malgré une manœuvre de la camionnette pour éperonner le véhicule présidentiel, l'attentat échoua. Pas moins de cent cinquante douilles vides furent retrouvées et seulement huit impacts relevés sur la DS 19 du président de la République. Huit impacts identifiés comme provenant du pistolet mitrailleur MAT 49 de Georges Watin. Dans les jours qui suivirent, une quinzaine d'interpellations eurent lieu ; trois hommes, dont le lieutenant-colonel Bastien-Thiry, furent condamnés à mort et exécutés. Watin est l'un des rares à avoir pu s'échapper, bien que sa présence lors de l'attentat ait été connue.

Peu après, le « Chacal » tenta une nouvelle fois de venir à bout de la vie de De Gaulle, près de l'Ecole Militaire. Mais par un acte de malveillance d'un de ses complices, le fusil à visée télescopique qu'il devait utiliser tomba entre les mains de la police avant le jour fatidique. Devant l'impossibilité de monter d'autres attentats, condamnés à mort cinq fois par contumace,

« il se réfugia en Suisse où il obtint « asile politique » et devant les demandes réitérées d'extradition de la France, il resta dans les prisons de Suisse deux ans, où il fut la cible de divers attentats contre sa vie, incluant une tentative au cours de laquelle il se trouvait dans le *patio* de la prison et fut mitraillé depuis un hélicoptère »¹⁴.

¹¹ Pour plus d'éléments sur ce point, voir Stora, Benjamin, *Histoire de la Guerre d'Algérie (1954 – 1962)*, Paris, La Découverte, 2004 (Quatrième édition).

¹² Document 00026F 1621.

¹³ Pour plus d'informations sur l'OAS, voir Delarue, J., *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981 et Fleury, Georges, *Histoire secrète de l'OAS*, Paris, Grasset, 2002.

¹⁴ Document 00026F 1622.

2) L'exil paraguayen malgré l'amnistie

D'après l'interrogé, les autorités suisses se mirent en contact avec les autorités paraguayennes en 1964, par l'intermédiaire du Consul honoraire de Suisse au Paraguay, sollicitant l'asile politique. C'est ainsi que Watin se retrouva sous la protection du régime stroessniste, jusqu'en 1970. Le document policier spécifie que :

« Pendant l'année 1970, ceux de l'OAS (Organisation Armée Secrète) [reçurent]
« l'Amnistie Générale » de la part du gouvernement français »¹⁵.

Ce fait est curieux car la première amnistie accordée datait d'octobre 1964 et la seconde de 1968. Cette dernière fut promulguée à l'égard de tous les activistes de l'OAS. Il est possible qu'il s'agisse d'une simple erreur de datation, l'année 1970 correspondant à l'année au cours de laquelle Georges Watin reçut un passeport de l'ambassade de France au Paraguay. Doté de nouveaux papiers, il retourna en France, avant de trouver du travail en Espagne et de revenir, selon le document, au Paraguay en 1982¹⁶. Son extrait de casier judiciaire est d'ailleurs vierge à la date du 23 février 1982.

Ses activités entre 1964 et 1980 sont peu connues. L'enquête du journaliste indépendant Nemesio Barreto a pourtant montré que Watin collaborait de près avec la police paraguayenne. Chose curieuse, il était visiblement au Paraguay en 1978, car il aurait travaillé avec les Allemands Joachim Fiebelkorn et Hans Joachim Stelifeld avant que ceux-ci ne partent pour la Bolivie¹⁷. Ses compétences en « terrorisme » et en activités clandestines furent certainement mises à contribution par le régime.

Pourquoi Georges Watin s'était-il retrouvé en Amérique du Sud ? Comme les militaires avaient exporté la « doctrine française » à la fin des années 1950, la « fuite protégée des membres de l'OAS »¹⁸ avait bénéficié aux régimes du Cône Sud. Marie-Monique Robin évoque un accord passé entre la France et l'Argentine le 19 octobre 1964, en même temps que la première amnistie offerte aux membres de l'OAS, afin d'entériner et d'encadrer l'immigration de Pieds-Noirs d'Algérie vers l'Argentine. Cet accord est intéressant : le gouvernement français s'engageait à prendre en charge les frais de transport des émigrants, de leur matériel agricole, de leur mobilier et affaires personnelles, tout en leur concédant une aide financière sous forme de prêts. Le gouvernement argentin prenait en échange le soin d'exonérer les arrivants de taxes douanières et d'impôts, et de leur fournir des terres à peu de frais. Ainsi, en 1964, environ cent cinquante familles arrivèrent à Buenos Aires, dont beaucoup d'anciens de l'OAS. Les trois parties étaient gagnantes. Les activistes pouvaient quitter le pays sans problèmes et avec de l'argent, le gouvernement français se séparait de ces « gêneurs » d'extrême droite et le gouvernement argentin voyait l'opportunité de bénéficier du savoir-faire « agricole » des anciens colons d'Algérie. Du moins dans les textes. Il est fort probable que les anciens activistes de l'OAS aient repris du service en tant qu'« instructeurs ».

¹⁵ Ibidem.

¹⁶ Document 00026F 1623.

¹⁷ Barreto Monzón, Nemesio, « Paraguay, la política al servicio del delito », *Anticorrupción en América Latina*, juin 2005. Lien internet <http://anticorrupcionamlat.blogspot.com/2005/06/paraguay-la-politica-al-sevicio-del.html>.

¹⁸ Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la Mort, l'Ecole française*, Paris, La Découverte, 2004, p. 192.

Nous ne savons pas si la France signa le même genre d'accord avec le Paraguay, mais la venue de Georges Watin ressemblait étrangement aux clauses de l'accord franco-argentin. En 1980, il était de passage en France. C'est là qu'un « groupe d'amis »¹⁹ lui offrit une mission d'information et d'étude de marché au Paraguay pour monter une industrie dans le domaine des « énergies renouvelables »²⁰. Il revint au Paraguay le 7 mars 1982 et s'inscrivit auprès du Ministère des Finances comme « gérant »²¹ de la société, la « GEYDESA SRL » (Gestion et Développement Agricole), disposant d'un capital de départ de un million de guaranies et dont le siège se situait à Asunción. De même, il semble que la société ait été exemptée de l'impôt sur la rente :

« Ministerio de Hacienda – Dirección de Impuesto a la Renta
certificado de no adeudar impuesto y capital integrado »²²

Dans la « demande d'inscription pour sociétés » faite à cette même direction du Ministère des Finances, on peut lire que l'activité principale de la société se focalisait sur l'« Exploitation agricole, élevage et immobilier »²³. Ce qui paraît s'intégrer pleinement dans le schéma de pouvoir du général Stroessner, détaillé plus haut. Watin aurait-il été un bénéficiaire de la « réforme agraire » en récompense de ses bons et loyaux services envers le régime quelques années auparavant ?

B. Miro Baresic, la vague de terrorisme néo-oustachi

Le mouvement oustachi créé par Ante Pavelić en 1956 en Argentine avait survécu à sa mort. En Europe, le mouvement avait été muselé par Tito. Mais en 1971, après les retombées des événements des années 1968 – 1969, les étudiants croates se mirent en grève et lancèrent un mouvement d'agitation. Rapidement, Tito destitua les cadres dirigeants de la République socialiste de Croatie et du Parti Communiste local. Près de trente mille personnes furent destituées ou incarcérées. Les nationalistes croates se passionnèrent alors pour l'usage de la violence politique à l'image des Palestiniens : lutte armée, guérilla urbaine, terrorisme. La décennie 1970 marqua le retour des activistes croates à l'action violente. En Yougoslavie, mais aussi à l'étranger.

1) Opération à Stockholm

En avril 1971, un commando de jeunes immigrés croates prit d'assaut l'ambassade de Yougoslavie à Stockholm, en Suède, et assassina l'ambassadeur, Vladimir Rolovic. Pour renseigner cet attentat et ses suites, nous disposons de plusieurs câbles échangés entre les ambassades américaines en Suède, en Nouvelle-Zélande, en Espagne et au Paraguay, avec le Secrétariat d'Etat à Washington, tous déclassifiés le 30 juin 2005. Ces documents couvrent la période du 27 juin au 18 décembre 1974 et les tractations diplomatiques entre les ambassades

¹⁹ Document 00026F 1623.

²⁰ Ibidem.

²¹ Document 00026F 1646.

²² Document 00026F 1623.

²³ Document 00026F 1646.

américaine, suédoise et yougoslave avec le gouvernement paraguayen pour obtenir l'extradition des « terroristes croates ».

Très vite après l'attentat, Miro Baresic et Andjelko Brajkovic furent arrêtés pour leur responsabilité dans la mort de l'ambassadeur Rolovic. Marinko Lemo, Balago Mukulic, Ivan Vujicevic et Ante Stojanov furent arrêtés pour avoir occupé de force le consulat yougoslave de Gothenburg la même année. Tous furent condamnés par la justice suédoise à la prison à perpétuité. Mais en septembre 1972, trois pirates de l'air croates prirent en otage les soixante-dix passagers d'un appareil de la SAS, compagnie suédoise. Ils demandèrent la libération de leurs six compatriotes précédemment cités. Leurs désirs réalisés, ils prirent le chemin de l'Espagne franquiste, où ils furent arrêtés par les autorités espagnoles le 12 juin 1972.

« PAGE 01 STOCKH 02751 271402Z

61

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 EA-11 IO-14 ISO-00 CIAE-00 DODE-00 PM-07 H-03

INR-10 L-03 NSAE-00 NSC-07 PA-04 RSC-01 PRS-01 SP-03

SS-20 USIA-15 SCCT-02 DRC-01 /128 W

----- 052526

R 271330Z JUN 74

FM AMEMBASSY STOCKHOLM

TO SECSTATE WASHDC 2273

INFO AMEMBASSY BELGRADE

AMEMBASSY CANBERRA

USMISSION GENEVA

AMEMBASSY MADRID

AMEMBASSY WELLINGTON

USMISSION USUN

LIMITED OFFICIAL USE STOCKHOLM 2751

E.O. 11652: N/A

TAGS: PINS, PFOR, YO, SP, SW

SUBJECT: RELEASE OF CROATIAN TERRORISTS

1. ACCORDING TO REPORT IN MEDIA HERE SIX CROATIANS INVOLVED IN 1972 MURDER OF YUGOSLAV AMBASSADOR HERE HAVE BEEN

RELEASED BY SPANISH GOVERNMENT. THEY HAVE REPORTEDLY LEFT SPAIN FOR AUSTRALIA AND NEW ZEALAND.

2. BACKGROUND: THE SIX CROATIAN TERRORIST UNDER LIFE SENTENCE IN SWEDEN WERE RELEASED TO THREE CROATIAN AIRPLANE

HIJACKERS IN SEPTEMBER 1972 IN RETURN FOR LIVES OF 70 PASSENGERS. THE NINE FLEW TO SPAIN AND WERE ARRESTED JUNE 12 THIS YEAR. MADRID COURT RULED AGAINST EXTRADITION TO SWEDEN, AND LATER FREED THE SIX. THREE HIJACKERS STILL IN PRISON PENDING DECISION BY SPANISH MILITARY TRIBUNAL »²⁴.

Les six « terroristes » furent condamnés à une peine de prison symbolique de un an. Quant aux pirates de l'air, ils restaient en prison en attendant la décision du tribunal militaire.

²⁴ Document provenant de l'ambassade nord-américaine de Suède, daté du 27 juin 1974.

2) Un asile politique chaleureusement offert

Début juillet 1974, les autorités américaines, par l'intermédiaire de leurs ambassades, s'empressèrent de chercher où se trouvaient les Croates libérés par les autorités espagnoles. Ils pensèrent à un asile offert par l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, mais l'ambassade de Wellington affirma, le 1^{er} juillet, que le gouvernement néo-zélandais n'était pas disposé à traiter avec des pirates de l'air²⁵. le lendemain, le Département d'Etat nord-américain exprima un profond mécontentement et s'opposa fermement à toute libération de terroristes, fait pouvant conduire à « l'opportunité de perpétrer des actes terroristes similaires »²⁶. Ils reprochèrent d'ailleurs au gouvernement suédois d'avoir laissé partir les dits terroristes et de « transférer leurs problèmes ailleurs »²⁷. Très vite, les Etats-Unis et le gouvernement suédois se rendirent compte que les Croates avaient été discrètement transférés à leur sortie de prison, d'Espagne vers le Paraguay, avec des passeports espagnols. Le 17 juillet, le directeur général du Ministère de l'Intérieur paraguayen reçut la visite de l'ambassadeur de Suède, résidant à Buenos Aires. Le diplomate suédois avait pour objectif de négocier une éventuelle extradition. Nous pouvons alors noter un fait intéressant : le directeur général affirma à son invité suédois, si l'on en croit le rapport nord-américain, que « les visas avaient été délivrés par erreur sur la base de leur *anticommunisme*, une attitude populaire et hautement prise en compte au Paraguay »²⁸.

« CONFIDENTIAL
PAGE 01 ASUNCI 02959 171751Z

R 171740Z JUL 74

*FM AMEMBASSY ASUNCION
TO SECSTATE WASHDC 3032
INFO AMEMBASSY BELGRADE
AMEMBASSY BUENOS AIRES
AMEMBASSY CANBERRA
AMEMBASSY MADRID
AMEMBASSY STOCKHOLM
AMEMBASSY WELLINGTON
USMISSION GENEVA
USMISSION USUN NEW YORK*

*C O N F I D E N T I A L ASUNCION 2959
E.O. 11652: GDS
TAGS: PINS, YO, SP, SW, PA*

*SUBJECT: CROATIAN TERRORISTS
REF: ASUNCION 2812*

*1. DIRECTOR GENERAL OF THE MINISTRY OF THE INTERIOR
ON JULY 17 VOLUNTEERED TO DCM THAT HE WAS RECEIVING
THE SWEDISH HONORARY CONSUL THAT SAME DAY IN CONNECTION
WITH THE SWEDISH'S GOVERNMENT'S IMPENDING REQUEST FOR
EXTRADITION
OF THE CROATIAN TERRORISTS (REFTEL). THE
DIRECTOR GENERAL IS EXPECTING THE SWEDISH AMBASSADOR,*

²⁵ Document provenant de l'ambassade nord-américaine en Nouvelle-Zélande, 1^{er} juillet 1974.

²⁶ Document provenant du Secrétariat d'Etat, 2 juillet 1974.

²⁷ Document provenant du Secrétariat d'Etat, 8 juillet 1974.

²⁸ Document provenant de l'ambassade nord-américaine d'Asunción, 17 juillet 1974.

RESIDENT IN BUENOS AIRES, TO VISIT ASUNCION SHORTLY REGARDING THE EXTRADITION REQUEST.

2. THE DIRECTOR GENERAL SAID THAT VISAS HAD MISTAKENLY BEEN ISSUED TO THE TERRORISTS ON THE GROUNDS OF THEIR BEING "ANTI-COMMUNISTS", A POPULAR AND HIGHLY REGARDED ATTITUDE IN PARAGUAY. HOWEVER, HE SAID, WITH AN EXTRADITION REQUEST NOW LOOMING THE GOP FACES A HEADACHE AS BIG AS THAT WHICH DEVELOPED WITH THE USG OVER EXTRADITION OF AUGUSTE RICORD, MAJOR NARCOTICS FIGURE.

3. COMMENT: THE DIRECTOR GENERAL'S ALLUSION TO THE GOP'S DIFFICULTIES OVER GRANTING EXTRADITION OF RICORD TO THE USG REINFORCES OUR BELIEF (PARA 4 REFTEL) THAT GOP PROBABLY WILL PERMIT THE CROATIANS TO REMAIN IN PARAGUAY.

LANDAU
CONFIDENTIAL »²⁹.

La demande d'extradition, importante aux yeux des Etats-Unis, semblait désormais poser un problème aussi important que celui qu'avait posé la demande d'extradition d'Auguste Ricord en 1972, dont il est fait référence dans le câble de l'ambassade américaine au Paraguay³⁰. Les Etats-Unis affirmèrent leur inquiétude de voir les terroristes croates résider librement en pays *guaraní*.

Le 20 juillet, l'ambassadeur suédois rendit visite à Raul Sapena, ministre des Affaires Etrangères paraguayen. Celui-ci se dit avoir été dupé par son ambassadeur à Madrid, le Docteur Acevedo. Il aurait occulté à son gouvernement les antécédents terroristes des Croates. Il ajouta qu'un « processus d'extradition prendrait un à deux ans »³¹. Le 17 août, Raul Sapena réitéra l'ignorance du gouvernement stroessniste à propos des antécédents terroristes de leurs invités... Pourtant, le directeur général de l'Intérieur affirmait bien quelques jours auparavant que le seul fait qu'ils étaient anticommunistes leur avait permis l'octroi d'un visa. A son tour, l'ambassadeur de Yougoslavie, concerné par les activités de ses « compatriotes », tenta de formuler une demande d'extradition, mais le gouvernement paraguayen refusa, arguant que seule une demande du gouvernement suédois pouvait être envisagée. L'ambassadeur yougoslave qualifia le refus paraguayen d'« acte non amical contre la Yougoslavie »³².

A force de pressions des Etats-Unis et de leur discret travail d'appui aux ambassades suédoise et yougoslave, le gouvernement suédois finit par formuler une requête d'extradition au Paraguay de Stroessner. C'est la presse d'Asunción qui l'annonça le 26 novembre 1974, rapportait un câble de l'ambassade. Mais la demande ne concernait que trois des six croates. Et le problème n'était pas résolu, car si le gouvernement de Stroessner avait accepté la demande, il déclara avoir perdu toute trace des « terroristes » dès le 4 décembre. Le 6 décembre, la presse *guaraní* évoquait un possible passage des suspects vers l'Uruguay :

« CONFIDENTIAL
PAGE 01 ASUNCI 05041 062002Z

²⁹ Document provenant de l'ambassade nord-américaine au Paraguay, daté du 17 juillet 1974 et signé par l'ambassadeur américain Saul Landau. GOP = Government of Paraguay.

³⁰ *Supra* p. 31.

³¹ Document provenant de l'ambassade nord-américaine au Paraguay, daté du 20 juillet 1974.

³² Document provenant de l'ambassade nord-américaine au Paraguay, 17 août 1974.

ACTION ARA-10
INFO OCT-01 EUR-12 ISO-00 CIAE-00 DODE-00 PM-03 H-01
INR-05 L-02 NSAE-00 NSC-05 PA-01 RSC-01 PRS-01 SP-02
SS-15 USIA-06 SY-04 SCCT-01 /070 W
----- 110610
R 061900Z DEC 74

FM AMEMBASSY ASUNCION
TO SECSTATE WASHDC 4000
INFO AMEMBASSY BELGRADE
AMEMBASSY MADRID
AMEMBASSY MONTEVIDEO
AMEMBASSY STOCKHOLM

C O N F I D E N T I A L ASUNCION 5041
E.O. 11652/ GDS
TAGS: PINS, SW, YO, PA

SUBJECT: CROATIAN TERRORISTS

**REF: (A) STATE 267750; (B) ASUNCION 5002;
(C) ASUNCION 4898 (D) ASUNCION 4883 (
ACCORDING TO LOCAL PRESS OF DECEMBER 6, GOP HAS ISSUED**

***ARREST WARRANT FOR THE THREE (NOT RPT NOT SIX) CROATIAN
TERRORISTS WHOSE EXTRADITION BEING SOUGHT BY SWEDEN
(REF (C)). PRESENT LOCATION OF CROATIANS STILL UNKNOWN,
AND PRESS NOW SPECULATING THAT THEY MAY HAVE DEPARTED
PARAGUAY FOR URUGUAY.***

BRIGGS

CONFIDENTIAL »³³.

Les Etats-Unis soupçonnèrent le gouvernement paraguayen d'être impliqué dans leur disparition, ou leur protection, et remirent en question le fait que l'expulsion d'Espagne vers le Paraguay avait sûrement été supervisée.

Miro Baresic, chef d'une organisation d'émigrés croates, leader dans le commando de 1971, avait bénéficié d'une place de choix au Paraguay. D'abord assesseur au Collège National de Guerre, il avait ensuite été chauffeur de l'ambassadeur paraguayen à Washington, Mario Lopez Escobar. Mais surtout, il avait été instructeur de renseignement avec le grade de capitaine de l'armée paraguayenne. Il fut toutefois extradé vers la Suède³⁴ et resta en prison jusqu'en 1987, date à laquelle il fut libéré et de nouveau accueilli par le Paraguay, comme l'attestent deux télégrammes des ambassades nord-américaine à Stockholm et à Asunción :

"Miro Baresic's Release from Prison.
Telegram.
FM AMEMBASSY STOCKHOLM TO SECSTATE WASHDC 7207
[Date:] JUN 87.
SUBJECT: SWEDISH DECISION TO RELEASE CONVICTED YUGOSLAV
TERRORIST FROM PRISON UNCLAS STOCKHOLM 04419. REF: STOCKHOLM"

"4252. Department of State –
Telegram

³³ Document provenant de l'ambassade nord-américaine au Paraguay, 6 décembre 1974.

³⁴ Nous en ignorons la date.

Après la chute de la dictature de Stroessner, il rejoignit la République de Croatie où il fut membre des unités de réserves du Ministère de l'Intérieur. Il mourut au cours d'une opération en 1991.

C. Les néo-fascistes italiens au Paraguay

Italie, 12 décembre 1969 : attentat de la *Piazza Fontana* à Milan. Le premier d'une série qui dura jusqu'en 1984, inaugurant ainsi les « Années de Plomb ». Dominée par la Démocratie Chrétienne, le pays avait accompli à partir depuis les années 1960 un « miracle économique » sans précédents. Tout le nord de la péninsule avait accédé à la société de consommation et les activités politiques et sociales redoublèrent. A la fin de la décennie, les organisations d'extrême gauche et le mouvement étudiant firent irruption sur la scène politique. A partir de 1971, le Parti Communiste fut omniprésent et participa à la majorité gouvernementale. A l'autre extrême, le Mouvement Social Italien (MSI), parti néo-fasciste, frôlait les 10% des voix. Le néo-fascisme désigne l'idéologie et l'ensemble des mouvements prétendant trouver leur inspiration dans le fascisme de l'entre-deux-guerres. Le fascisme étant considéré par la majorité des historiens comme un événement historique déterminé, propre en particulier à l'Europe (et, au-delà, à l'ensemble du monde occidental) d'après la crise de 1919. Le fascisme réfère *stricto sensu* au régime mussolinien et à l'Allemagne nazie. On appelle « néo-fascisme » tous les mouvements politiques se revendiquant de cette idéologie mais étant postérieurs à la Seconde Guerre mondiale. C'est dans ce contexte politique tendu entre les deux extrêmes que naquit la « stratégie de la tension », expression désignant des opérations de déstabilisation d'un gouvernement par le biais d'attentats *false flag*, c'est-à-dire mis sur le dos de la partie adverse. Ce fut en Italie « l'ère des complots », une période où civils et militaires souhaitaient sauver leur pays du communisme en s'emparant du pouvoir pour rétablir l'autorité de l'Etat. Dans les milieux d'affaires, on craignait une contagion de « mai 68 ». Les Etats-Unis craignaient, eux, le spectre d'un gouvernement de gauche, notamment après l'ascension fulgurante du Parti Communiste. Il est utile de rappeler que l'Italie abritait d'importantes bases militaires américaines... Cette stratégie de la tension aurait donc débuté avec l'attentat de la *Piazza Fontana* à Milan. Les néo-fascistes d'*Avanguardia Nazionale* (AN) avaient fomenté le complot et très vite, ce furent environ quatre cents membres du Mouvement Autonome arrêtés. L'attentat visait à pousser l'Etat à déclarer l'état d'urgence et à instaurer un régime autoritaire anticomuniste. Il n'en fut pas ainsi et les bombes continuèrent d'exploser durant plusieurs années.

1) Elio Massagrande, un dirigeant d'Ordine Nuovo

Dans les archives d'Asunción, un dossier épais, constitué par différents services de police et la DNAT, concerne cet Italien et quelques uns de ses coreligionnaires. Il comprend des avis

³⁵ Unclassified telegram from the US Embassy, Stockholm, to the State Department on the release of Miro Baresic from prison and the Yugoslav reactions.

de recherche d'Interpol³⁶, des certificats d'antécédents délivrés par la Justice Paraguayenne³⁷, une note biographique sur Elio Massagrande³⁸, une note récapitulant les procédures judiciaires dont il a été l'objet³⁹, un premier *curriculum vitae* détaillant surtout ses activités politiques⁴⁰, un mémorandum pour un projet de colonisation dans le Chaco paraguayen, proposé par Massagrande⁴¹; un rapport détaillé sur Stefano Delle Chiaie et ses complices, réalisé par Massagrande et Clemente Graziani⁴²; un rapport sur un « groupe d'Italiens de provocation terroriste »⁴³; un rapport de la préfecture de police sur des contacts de Massagrande avec des Tupamaros en Uruguay⁴⁴; des revues de presse sur les néo-fascistes au Paraguay et sur l'Internationale Fasciste à Madrid⁴⁵; et enfin, un dernier CV de Massagrande sur ses activités au Paraguay de 1979 à 1990⁴⁶.

Le 11 juin 1977, le bureau Interpol de Rome émettait un radiogramme vers Buenos Aires et Brasilia en vue de la « détention et extradition à notre pays »⁴⁷ de cinq personnes, dont trois étaient les dirigeants de l'organisation néo-fasciste *Ordine Nuovo* : Clemente Graziani, Salvatore Francia et Elio Massagrande. Ils étaient recherchés pour « l'assassinat volontaire prémédité et complicité »⁴⁸ du juge Vittorio Occorsio, substitut du procureur de Rome, le 10 juillet 1976. Les deux assassins, déjà arrêtés, étaient militants d'*Ordine Nuovo*. Le juge Occorsio enquêtait sur l'attentat de la *Piazza Fontana* et il avait progressivement abandonné la piste anarchiste pour se concentrer sur les milieux néo-fascistes.

Le 23 octobre 1977, un second radiogramme d'Interpol Rome concernait directement et exclusivement Massagrande. Il invoquait :

« 1/ COMPLICITE – RECEL [...] pour avoir acheté ou reçu, dans le but d'obtenir un bénéfice, une peinture à l'huile sur bois du XV^{ème} siècle [...] »
 2/ COMPLICITE D'EXPORTATION D'ŒUVRES D'ART [...] »
 3/ RECEL POUR AVOIR ACHETE OU RECU, dans le but de faire un bénéfice, le passeport numéro 9176198 [...] »
 4/ FALSIFICATION MATERIELLE POUR AVOIR « dénaturé » ce passeport collant à l'intérieur sa photo [...] »⁴⁹.

Rien dans ce document ne laisse transparaître la complicité dans le meurtre du juge. La police italienne devait manquer de preuves et s'était rabattue sur les faits déjà connus qu'elle pouvait imputer à Massagrande pour le faire extraditer et le mettre en examen à propos de l'assassinat du 10 juillet 1976.

³⁶ Document 00108F 0601 du 11 juin 1977, Radiogramme n°6997 du 23 octobre 1977, document 00021F 0669 du 21 juillet 1979, document 00108F 0599 du 29 janvier 1983, Radiogramme n° 1026 du 18 avril 1983.

³⁷ Document 00108F 0614 du 25 juillet 1990 et deux certificats non référencés, datés des 12 décembre 1989 et 7 septembre 1990.

³⁸ Documents 00108F 0624 – 0626 du 19 novembre 1977.

³⁹ Document 00108F 0627 du 19 novembre 1977.

⁴⁰ Documents 00108F 0639 – 642, de décembre 1977.

⁴¹ Documents 00108F 0615 – 616, du 2 juillet 1979.

⁴² Documents 00108F 0617 et 00108F 0621 – 0623, du 11 septembre 1979.

⁴³ Documents 00108F 0613 – 0611, de juin 1980.

⁴⁴ Documents 00010F 0654 – 0655, du 1^{er} octobre 1980.

⁴⁵ Documents 00108F 0636, du 18 novembre 1980, document 00108F 0653 6 novembre 1977. un extrait de l'hebdomadaire *Posibile* du 14-20 octobre 1976.

⁴⁶ Documents 00108F 0634 – 0635, de novembre 1990.

⁴⁷ Document 00108F 0601 du 11 juin 1977.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ Radiogramme n°6997 du 23 octobre 1977.

Né en 1942 dans la province de Vérone, Elio Massagrande suivit un cursus en sciences politiques à l'Université de Padoue et s'engagea ensuite dans l'artillerie parachutiste. Mais sympathisant d'un groupe anticomuniste, il dut quitter l'armée⁵⁰ en vertu du décret d'un ministre socialiste. Par la suite il devint technicien en arts graphiques. La note biographique précise qu'il était de « famille catholique et anticomuniste »⁵¹. Datée de novembre 1977, cette note est probablement un des documents qui lui fut demandé à son arrivée au Paraguay. En 1962, Massagrande rejoignit l'organisation *Ordine Nuovo*. Ce mouvement était issu d'une scission au sein du Mouvement Social Italien (MSI) et se constitua en 1956. Minorité activiste mais néanmoins légale, l'organisation mena une existence turbulente jusqu'à la fin des années 1960. Entre 1969 et 1970, la majorité des cadres et militants retourna au MSI. Restait un *Ordine Nuovo* dirigé par Clemente Graziani, Elio Massagrande et Salvatore Francia. En 1967, Massagrande avait été promu responsable de l'organisation pour la province de Vérone. En 1969, quand on lui proposa un poste au comité central du MSI, il refusa, préférant continuer la lutte politique sous les couleurs d'*Ordine Nuovo*. Mouvement non parlementaire, il affrontait régulièrement les groupes gauchistes, notamment dans les écoles et universités, pour maintenir sa domination. Toutefois, *Ordine Nuovo* fut déclaré hors-la-loi sous le chef d'accusation de vouloir « reconstituer le Parti Fasciste »⁵². Dans le document, Massagrande (ou du moins le greffier), défend le fait qu'il s'agisse d'un parti fasciste :

« *Ordine Nuovo* était original et l'idéologie, programme politique inclus, était différente du Fascisme et sur le plan purement historique, il valorisait positivement les mouvements anticomunistes européens trente – quarante de notre siècle »⁵³.

Malgré tout, le mouvement fut dissout et soixante-treize de ses membres furent condamnés à des peines de un à cinq ans de prison (le juge Occorsio siégea pendant leur procès). Elio Massagrande écopa de quatre ans et s'enfuit en Grèce, pays gouverné depuis 1967 par la dictature des colonels. Trois sections d'*Ordine Nuovo* fusionnèrent avec le mouvement de Stefano Delle Chiaie, *Avanguardia Nazionale*⁵⁴, pour former *Ordine Nero* en 1973. Ce « nouvel ordre » passa rapidement à la clandestinité et s'adonna au terrorisme dès 1974, n'hésitant pas à se retourner contre ses coreligionnaires néo-fascistes.

En Grèce, Massagrande s'adonna à la restauration, mais il n'avait pas abandonné ses activités politiques, prenant la tête de la communauté italienne en exil et collaborant avec divers mouvements locaux anticomunistes. A la chute de la dictature, il fut arrêté en Grèce et extradé vers l'Italie pour acte de terrorisme. Après avoir passé dix mois en prison, il fut mis en liberté, la justice ayant commis des erreurs, et le gouvernement l'autorisa à prendre l'exil. Grâce à l'appui d'un commissaire de Bologne, il put se rendre en Espagne via la Suisse⁵⁵ en 1975. En juin 1977, une nouvelle demande d'extradition fut prononcée pour ses éventuelles responsabilités dans l'assassinat d'Occorsio. Laissé libre par les autorités espagnoles, il prit le chemin du Paraguay, après avoir fait la demande à l'ambassadeur Acevedo de lui octroyer

⁵⁰ Documents 00108F 0624 du 19 novembre 1977.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² *Ibidem*.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ Mouvement nationaliste-révolutionnaire, créé en 1963 à partir d'une scission d'*Ordine Nuovo* et du MSI. Groupe activiste mais légal. Entre 1973 et 1975, les « légalistes » rejoignirent le MSI, les « militaristes » passèrent à la clandestinité en formant avec des membres d'*Ordine Nuovo*, l'organisation *Ordine Nero* (Ordre Noir).

⁵⁵ Fait raconté par Massagrande à des journalistes brésiliens pour la revue *Isto E*, rapporté par le journal argentin *La Razón*, le 18 novembre 1980, « Un Neofascista Italiano Revela que Muchos Correligionarios se Hallan Refugiados en Paraguay ».

l'asile politique. Parallèlement, le chef d'*Ordine Nuovo*, réfugié à Londres, était l'objet à son tour d'une demande d'extradition. Il est intéressant de voir le discours tenu dans le document :

« On nous démontre ainsi une fois de plus la volonté de persécution de la Magistrature Italienne, qui est sans remède soumise à la volonté communiste [...].

L'Italie est un pays dominé par la force politique communiste. Le gouvernement démocrate-chrétien gouverne avec le consentement du Parti Communiste et des organisations syndicales et estudiantines communistes. C'est un problème si grave pour tout l'Occident qu'il massacre nos forces clandestines »⁵⁶.

« Notre idéologie qui s'oppose mortellement au matérialisme et à l'internationalisme communiste, dépasse le nationalisme et nous amène à lutter avec d'autres mouvements analogues pour l'unification européenne et à une position de Troisième Force. Nous sommes toujours conscients de la nécessité d'une plus large collaboration entre les forces analogues qui dans le monde s'opposent à la victoire de la subversion. Aussi, nous autres, les anticommunistes, devons avoir une vision globale et totale de la lutte et prendre conscience que où l'on combat pour nos idées, là se trouve notre Patrie »⁵⁷.

A lire ceci, la mentalité anticommuniste de l'Italien ne laisse aucun doute apparent. Le paragraphe suivant est encore plus intéressant. Elio Massagrande proposait de créer un système entre l'Europe et l'Amérique latine pour lutter contre la subversion communiste.

« Nous considérons particulièrement utile la constitution d'un organisme qui coordonne, également à l'intérieur des groupes déjà existants, les activités des groupes d'Europe Latine (Espagne, France, Italie et peut-être Grèce et Belgique) et d'Amérique latine.

Cette collaboration devra s'intéresser à :

- Echange d'informations, d'expériences et de techniques ;
- Collaboration dans la propagande ;
- Collaboration « opérative ». »⁵⁸.

Ce que définissait là Massagrande ressemblait étrangement au système Condor, agrandi de l'Europe latine. Le Système Condor existait officiellement depuis 1975. La DINA⁵⁹ ayant fait appel à Stefano Delle Chiaie pour ses basses besognes en Europe, il est tout à fait envisageable que Massagrande, en tant que rival et dirigeant d'une autre organisation néo-fasciste, ait été au courant de l'existence de ce plan « secret ». Il aurait donc pu envisager d'élargir le système à l'Europe, elle aussi en proie à la subversion, notamment l'Italie⁶⁰.

Toujours est-il que lorsqu'il arriva au Paraguay, comme ses prédécesseurs, ses compétences furent mises à contribution. Après quoi il put se lancer dans un projet de « développement du Chaco paraguayen ».

Elio Massagrande était effectivement un grand sportif dans un domaine qui pouvait intéresser les autorités paraguayennes. Outre la possession d'une licence de pilotage privé, l'Italien était instructeur civil de parachutisme en chute libre et il avait participé à divers championnats. On peut lire :

⁵⁶ Documents 00108F 0625 du 19 novembre 1977.

⁵⁷ Documents 00108F 0626 du 19 novembre 1977.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Dirección de Inteligencia Nacional*, la police politique chilienne.

⁶⁰ Il ne serait pas improbable non plus, sans tomber dans la paranoïa, que Massagrande ait eu des contacts avec la CIA en Italie (comme Contreras au Chili), qui lui aurait « soufflé » l'idée. En effet, dès la fin de la guerre, la Centrale américaine avait mis en place des réseaux de *stay-behind*, destinés à résister si jamais les Soviétiques venaient à envahir l'Europe Occidentale. Un tel réseau existait en Italie sous le nom de *Gladio*⁶⁰. Stefano Delle Chiaie en faisait partie, Massagrande aurait pu en être membre également. Tout ceci reste évidemment pure spéculation. Voir p. 55.

« Il [Massagrande] entend mettre à disposition (on peut en avoir besoin) ses connaissances dans le domaine militaire, plus que tout ses connaissances de la technique de chute libre, aujourd'hui nécessaire dans la formation du parachutisme [...] civil et militaire (*Formation de commandos*) »⁶¹.

Elio Massagrande fut également « utile » pour le pays en matière de développement. En compagnie d'un Sud-africain, il mit en place un projet de colonisation du Chaco. Ce projet devait être mis en œuvre par un groupe d'immigrés qui, toujours dans leur pays d'origine, devaient attendre que se réunissent les conditions nécessaires pour l'immigration au Paraguay. Parmi eux, des « professionnels, constructeurs, agriculteurs, commerçants, quelque vétéran de la guerre mondiale [...] tous sans distinction anticommunistes depuis toujours et pour toujours »⁶². Dans ce mémorandum, nous sentons l'intérêt qui était porté au choix du Paraguay comme terre d'accueil :

« [...] les immigrés auront la grande opportunité de refaire leur vie et progresser dans leur travail, dans un pays qu'ils ont eux-mêmes choisi, hospitalier, tranquille et conduit sagement par un président et un gouvernement anticommuniste »⁶³.

Aux yeux des étrangers, le Paraguay semblait donc être un pays « tranquille ». Stroessner avait réussi globalement à maintenir la « paix ». Elio Massagrande n'était certainement pas idiot et en proposant d'amener le progrès dans le Chaco, en investissant dans « des travaux d'infrastructure (chemins, logements, eau, clôtures, etc) »⁶⁴, il s'inscrivait dans la mentalité du régime stroessniste : « paix et progrès ». Massagrande et les autres immigrés projetaient de développer l'agriculture et l'élevage et comptaient sur l'appui de l'IBR pour obtenir des terres à moindre coût.

En 1990, un CV récapitulait ses activités au Paraguay depuis 1979. Il disposait d'un terrain d'aviation d'un hectare près de San Bernardino avec deux avions personnels et un hangar. Il avait formé une association de parachutisme comptant environ 600 membres, dont de nombreux militaires, et réalisé près de 12 000 sauts. Dans le Chaco, il avait développé des *estancias* dans le département de Boquerón. Il avait apporté « la vie, le progrès et le travail dans un lieu éloigné et avant dépeuplé »⁶⁵. En 1990, il projetait de développer un complexe hôtelier et touristique baptisé « Porte du Chaco ». Trois demandes d'extradition à son encontre avaient été laissées sans réponse par les autorités.

Elio Massagrande avait également collaboré avec la police paraguayenne, notamment pour lui fournir des informations sur Stefano Delle Chiaie et la stratégie de la tension.

2) Delle Chiaie, le Gladio et la loge P-2

Dans un pays qui prêchait « l'ordre et le progrès », la crainte pouvait venir d'éléments étrangers venant perturber la tranquillité publique. Aussi, la police paraguayenne surveilla de près Stefano Delle Chiaie. Né en 1936, il avait adhéré très jeune au MSI avant de rejoindre Ordine Nuovo en 1958. En 1963, il fonda *Avanguardia Nazionale* (AN) et mena dès lors une vie d'activiste très engagé. Impliqué dans l'attentat de Milan en 1969, il fut également

⁶¹ Document 00108F 0625 du 19 novembre 1977.

⁶² Document 00108F 0615, du 2 juillet 1979.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ Documents 00108F 0634 – 0635, de novembre 1990.

impliqué dans la tentative de coup d'Etat initiée par le Prince Valerio Borghèse en décembre 1970. Ce dernier, aristocrate italien, haut dignitaire du régime entre 1943 et 1945, avait été un héros de la guerre sous-marine à la tête de la flottille *Decima Mas*. Appuyé par des industriels et des officiers supérieurs, il projeta des opérations de provocation en Italie du Nord. Mais le secret fut éventé et le *golpe* avorta.

Delle Chiaie quitta l'Italie dans la foulée avec la « Prince Noir ». D'autant que la justice commençait à s'intéresser à la piste néo-fasciste dans l'attentat de la *Piazza Fontana*. Dans leur rapport, Massagrande et Graziani précisait que l'attentat avait été « organisé [...] par ceux du renseignement italien »⁶⁶, et que Delle Chiaie collaborait avec plusieurs d'entre eux, en Italie, mais aussi dans le reste de l'Europe.

Il se réfugia en Espagne jusqu'en 1975, année de la mort du général Franco, et participa à la lutte contre les indépendantistes basques d'ETA par l'intermédiaire du « Bataillon Basque Espagnol », prédécesseur direct des « Groupes Antiterroristes de Libération ». Lors de la cérémonie organisée pour la mort de Franco, Delle Chiaie rencontra Pinochet et Contreras, venus en visite officielle pour les obsèques. Il les suivit en Amérique latine et fut engagé par la DINA comme responsable des opérations en Europe. C'est en effet lui qui planifia l'attentat contre Bernardo Leighton (ancien vice-président du Chili) à Rome, le 6 octobre 1975.

Ces deux dirigeants d'*Ordine Nuovo*, auteurs du rapport, semblaient bien informés des mouvements et des relations qu'entretenait Delle Chiaie avec différents services de renseignement : Italie, Espagne, Chili, Argentine, Algérie, et « peut-être France et Brésil »⁶⁷ et « avec des groupes nationalistes italiens (fronts nationaux), espagnols, portugais, algériens et argentins »⁶⁸. Nous pouvons donc soupçonner des liens entre Delle Chiaie et la Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine). Le rapport paraît mettre en garde les autorités paraguayennes à propos de l'Italien :

« Sa manière d'agir est l'infiltration et l'intoxication des groupes ou d'une organisation, suit la provocation, la perte de prestige et l'échec. [...] sans abandonner le double jeu »⁶⁹.

Malgré toutes ses actions, Delle Chiaie ne parvenait pas à ses fins. A chaque fois il était découvert. Ce qui pouvait inquiéter la police paraguayenne, et *a fortiori* Massagrande et Graziani, c'était que Delle Chiaie vienne semer le trouble et cherche à se débarrasser de ses rivaux. Le groupe AN s'était effectivement lié avec *Ordine Nero* et agissait en accord avec le ministère de l'Intérieur. Ce nouvel « ordre noir » avait posé des bombes, notamment en Grèce, au nom d'*Ordine Nuovo*, et avait causé l'extradition de Massagrande. En Espagne, Delle Chiaie avait saboté la base d'*Ordine Nuovo*. A lire le texte de Massagrande, nous pouvons fortement supposer qu'il tombait dans la paranoïa, craignant une intrusion de son rival en terre paraguayenne. Ainsi avertissait-il la police :

« Nous sommes sûrs que Stefano Delle Chiaie a tout intérêt à en finir avec *Ordine Nuovo* et surtout avec Elio Massagrande et que lui-même obéit à un « cerveau » qui se trouve plus haut »⁷⁰.

⁶⁶ Document 00108F 0621, du 11 septembre 1979.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ Document 00108F 0621, du 11 septembre 1979.

⁷⁰ Document 00108F 0623, du 11 septembre 1979.

Qui est ce « cerveau » dont nous parlent Massagrande et Graziani ? Un rapport de police daté de juin 1980, émanant d'une source en Argentine, établissait qu'un « groupe de délinquants italiens dont la spécialité était la suppression physique de personnes pour de l'argent »⁷¹ se trouvait en Argentine. Ils associaient à leur profession « d'intrigantes activités politiques »⁷². Le rapport les dépeint comme des mercenaires qui auraient abandonné l'idéal anticommuniste au profit de l'argent. Ceci pourrait expliquer pourquoi les groupes AN et *Ordine Nero* se seraient acharnés à persécuter les membres d'*Ordine Nuovo*. Après avoir servi la DINA, ils auraient fourni, profitant de leur séjour en Argentine, des informations de guerre au Chili lors de la crise du canal Beagle, se livrant ainsi à de l'espionnage international.

Mais en travaillant pour plusieurs services de renseignement étrangers, Stefano Delle Chiaie ne semblait pas agir à son propre compte. Dans un rapport manuscrit, une liste de noms liés à Delle Chiaie fut dressée⁷³. Tous étaient italiens et leur présence à Asunción était suspectée. Il s'agissait très probablement d'« agents dormants », c'est-à-dire des agents illégaux, implantés dans un pays et dont l'activité était mise en veilleuse. C'est ce qui nous amène à penser que Delle Chiaie ne travaillait pas (seulement) pour de l'argent mais qu'il était membre d'un réseau tout à fait particulier : le *stay-behind*.

Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, les Américains, par le biais de l'OSS⁷⁴, avaient établi en Europe Occidentale des réseaux secrets en prévision d'une future résistance face aux soviétiques. Ces réseaux étaient en veille mais leurs membres avaient caché des armes un peu partout dans chacun de leurs pays. L'idée était de ne pas attendre l'occupation soviétique, jugée prochaine, pour organiser les structures d'un réseau de résistance. En Italie, ce réseau était connu sous le nom de *Gladio* (« glaive »). A cet effet, les Américains avaient procédé au retournement de plusieurs agents ou fonctionnaires nazis, oustachis et fascistes, forts d'une expérience de la lutte anticommuniste. Les plus connus de l'opinion publique furent déplacés vers l'Amérique latine en vue d'une utilisation ultérieure. Ainsi, les Barbie, Pavelić, Prokopchuk...etc. se retrouvèrent dans le Cône Sud, protégés par les Américains et souvent aidés dans leur fuite par le Saint-siège. Le général Gehlen, fondateur du BND, avait aussi collaboré, en tant que chef du service de renseignement de l'OTAN, à la création des *stay-behind*. Nous pouvons donc aisément comprendre pourquoi il était si bien informé des mouvements de ses anciens coreligionnaires au Paraguay, comme il en avait fait part à Prokopchuk...

Dans le cas italien, c'est le Prince Valerio Borghèse qui fut retourné par les Américains. Avec ses hommes de la *Decima Mas*, il procéda à la mise en place du *Gladio*. Dans un pays où la gauche était au pouvoir, il était indispensable que le réseau échappe au gouvernement dans lequel « l'ennemi » était déjà idéologiquement présent. Sa mission aurait même consisté à influencer la politique du pays, une stratégie connue sous le nom de « stratégie de la tension », que nous avons déjà abordée plus haut. L'histoire du *Gladio* est trop confuse et centrée sur la « théorie du complot » pour que nous puissions la traiter ici. Nous la mettrons juste en parallèle avec un dossier adressé au président Stroessner par Pastor Coronel, chef du D-3. Il concerne un certain Licio Gelli et ses liens avec l'Argentine, plus spécialement Emilio Massera, membre de la Junte de Videla. La théorie du complot semblait s'être exportée en Amérique latine.

⁷¹ Document 00108F 0613, juin 1980, source : « Phalange de Foi », Argentine.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ Document 00108F 0613.

⁷⁴ *Office of Strategic Service*, ancêtre direct de la CIA.

Au moment de la création du *Gladio*, Gelli était l'officier de liaison entre l'OSS et le Prince Borghèse. En 1975, il devint « Grand-maître de la Loge P-2 » et agissait en relation avec le réseau *Gladio* dans la stratégie de la tension. La loge *Propaganda Due* était issue d'une loge maçonnique dépendant du Grand Orient d'Italie, mais sous la présidence de Gelli elle dérivait d'un idéal maçonnique humaniste vers une philosophie ultraconservatrice, dont le but était d'empêcher par tous les moyens le Parti Socialiste ou Communiste d'accéder au pouvoir exécutif. De nombreux militaires, magistrats, hommes politiques haut placés et journalistes en étaient membres. Et pas seulement en Italie. Le mémorandum adressé à Stroessner⁷⁵ déclare :

« EXCELLENTISSIME MONSIEUR LE PRESIDENT :

Nous avons reçu de notre informateur des données complémentaires sur les connexions de l'Amiral Eduardo Massera, ex-membre de la Junte Militaire de la République d'Argentine, et la LOGE MACONNIQUE P-2, et qu'à travers des personnes associées à des affaires commerciales, ils opèrent dans notre pays sous divers titres »⁷⁶.

La police paraguayenne surveillait de près ces italiens. D'autant que dans l'un des articles joint au mémorandum, son auteur soupçonnait Gelli d'être en relation avec un service de renseignement soviétique⁷⁷. Sa présence au Paraguay était suspectée. Et le fait que des dirigeants argentins soient proches de lui ne semblait pas rassurer les autorités paraguayennes. En 1981, la divulgation d'une liste de membres de la P-2 révéla l'appartenance de Massera, membre de la Junte et responsable de l'Ecole de Mécanique de la Marine (ESMA), et de Lopez Rega, le fondateur de la Triple A. La loge P-2 avait également été impliquée dans le plus gros scandale financier d'Italie, et ceci inquiétait probablement le gouvernement paraguayen, en plein essor commercial. La même année, Gelli fut exclu du Grand Orient d'Italie et se réfugia en Argentine, quelques semaines avant la rédaction de la note par Pastor Coronel.

Il serait certainement très ambitieux de connaître le rôle exact des néo-fascistes et autres Nazis réfugiés en Amérique latine. Massagrande avait choisi le Paraguay, poursuivi par la justice italienne et par son rival Delle Chiaie. Ce dernier avait joué un rôle plus complexe. Nous savons qu'il avait été le chef des opérations Condor en Europe, pour le compte de la DINA. Mais ses relations avec d'autres services de renseignement, à en croire les informations diffusées par Massagrande, peuvent nous amener à penser que Delle Chiaie cherchait à mettre en place un réseau *stay-behind* à l'échelle intercontinentale Europe-Amérique latine et à développer la stratégie de la tension outre-atlantique. La présence de complices à Asunción peut confirmer cette hypothèse.

Licio Gelli et la P-2 servaient de lien entre la « bataille politique » et les opérations « spéciales » (terrorisme). Nous n'irons pas, comme certains auteurs, jusqu'à affirmer que le Plan Condor était un réseau *stay-behind* mis en place par les Américains avec la complicité des agents nazis, fascistes et oustachis en exil. Son fonctionnement, nous le verrons, était un peu différent des *stay-behind* européens. En revanche, il est fort probable qu'il y ait eu un projet d'interaction entre l'Europe et l'Amérique latine⁷⁸.

⁷⁵ Document 00021F 0813, daté du 11 août 1981, signé par Pastor Coronel, accompagné de coupures de presse.

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ Anonyme, « Gelli, espía soviético », *La Gente*, 6 juin 1981, p. 81.

⁷⁸ Pour plus d'informations sur le réseau *Gladio* et le terrorisme en Italie, voir Messan, Thierry, *Stay-Behind, les réseaux d'ingérence américains*, Voltaire.net, réseau de presse non aligné, non daté. Lien : <http://www.voltairenet.org/article8691.html>. Voir aussi : Ganser Daniele, *Operation Gladio and terrorism in Western Europe*, London, Franck Cass, 2005 et Baud, Jacques, *Encyclopédie du Renseignement et des Services Secrets*, Paris, Lavauzelle, 1997.

Ce chapitre a montré combien le Paraguay voulait s'affirmer sur la scène internationale anticomuniste, en offrant l'asile politique à des terroristes recherchés internationalement, à des Nazis en fuite après la guerre et à des activistes politiques. En les accueillant, Alfredo Stroessner réalisait d'une pierre deux coups : il s'affichait à la proue de la « croisade anticomuniste » et il savait réutiliser leurs compétences, surtout quand il s'agissait d'organiser son appareil répressif.

Chapitre 4

Les relations extérieures

*

« Dans le camp des relations internationales, je ne connais pas autre nation qui se soit élevée plus fortement que [celle de Stroessner] contre la menace communiste ». (Richard Nixon, en visite à Asunción le 4 mai 1958).

L'une des premières choses que Stroessner entreprit en arrivant au pouvoir fut de s'assurer des alliés de choix, tous dans le giron de la lutte anticomuniste. Le nouveau président voulait gouverner dans la paix et la prospérité. Pour ne pas être ennuyé sur la scène internationale, le soutien des Etats-Unis lui semblait indispensable. De même, le Paraguay manquait sérieusement d'investissements et d'infrastructures. Le pays était en crise au moment du coup d'Etat. Il n'existait que soixante kilomètres de route goudronnée au sud d'Asunción en 1954 et le PIB était de 80 millions de dollars en 1984. Le seuil de pauvreté était au même rang que la Bolivie et Haïti à la même période et 40 % de la population adulte était analphabète. Quelque soit l'angle sous lequel on regardait le pays, il manquait d'intérêt économique. Alfredo Stroessner ouvrit donc ses portes aussi bien aux Etats-Unis qu'à des pays voisins. Il chercha même à entretenir des relations outre-mer. Mais le nombre d'alliés sérieux dont il disposait restait assez limité et son pays était relativement isolé.

I. La bienveillance de l'Oncle Sam...

A. L'aide économique

1) Premiers contacts avec le géant nord-américain

Alfredo Stroessner était devenu commandant en chef des Forces Armées paraguayennes en 1951. A ce titre, il fut invité dès 1953 dans la zone du Canal de Panamá par le général Emil Kiel, commandant en chef de l'*US Air Force* de la zone Caraïbes, pour visiter les bases nord-américaines. Ensuite, le général Stroessner se rendit à Fort Leavenworth, au Kansas, où il réalisa un cours intensif d'Etat-major général, avant de rejoindre New York et Washington. Au Pentagone, il fut reçu par le secrétaire militaire Robert Stevens. En juillet 1954, quelques jours avant les élections qui le portèrent officiellement au pouvoir, Stroessner s'entretint à Lima avec des envoyés du Département d'Etat, venus de Washington, et avec des militaires du Commandement Sud, venus du Panamá. Au cours de ces dernières réunions au Pérou, il est fort probable que furent mis au point des accords entre les deux parties. En effet, comment un pays si « arriéré » que le Paraguay en 1954 pouvait intéresser les Etats-Unis, première puissance mondiale, si ce n'était dans une logique de guerre froide ?

L'« idéologie » dominante quand Stroessner prit le pouvoir était un mélange de nationalisme et militarisme. Mais il n'avait encore jamais été question d'anticommunisme. Comment expliquer qu'Alfredo Stroessner devint si prompt à éliminer le communisme, au point d'en faire le fer de lance de sa politique pendant 35 ans ? Tout simplement parce que les Etats-Unis lui avaient promis d'investir et d'aider le pays à se développer. Et en échange, *El Rubio* avait promis que les Communistes ne seraient ni un obstacle, ni une menace pour les intérêts nord-américains dans la région. Mais l'apparence démocratique devait être maintenue car la première puissance mondiale, arguant la défense du monde libre et de la démocratie, ne pouvait se permettre de financer une dictature.

2) Domaines d'investissements et projets de développement

Dès le mois de septembre 1954, l'*Export Import Bank* (EXIMBANK) débloqua un crédit d'une valeur de 7 millions de dollars américains pour les travaux d'eau courante à Asunción. Parallèlement, la Banque Mondiale concéda un prêt de 5 millions de dollars pour le développement rural et les travaux publics. Ces premiers fonds servirent à acheter des engins agricoles et de travaux publics. Les premiers travaux concernèrent la remise en état de la route d'Asunción à Coronel Oviedo, une centaine de kilomètres à l'est. A cela s'ajoutèrent des prêts du FMI et du *Development Loan Fund of USA* pour un total de 28 millions de dollars accordés jusqu'à la fin de 2008¹. Plusieurs autres routes furent goudronnées et les installations de l'aéroport international furent remises à neuf. Les objectifs étaient également de stabiliser la

¹ Chiffres donnés par Miranda, Anibal, *Crimen Organizado en Paraguay*, Asunción, Miranda & Asociados, 2001, p. 92.

monnaie, de renforcer les réserves de la Banque Centrale et d'assainir les comptes de la Banque du Paraguay. Le montant de la dette externe était de 9 millions de dollars à la mi-1954. En 1958, elle avait été multiplié par quatre, pour atteindre les 35 millions de dollars. D'importants crédits furent également versés pour la provision d'équipements militaires et d'armement : transport terrestre, transport aérien, et tout autre type d'installations militaires.

En 1956, Stroessner, secondé par son ministre des Affaires étrangères, Raul Sapena Pastor, formula une nouvelle demande d'assistance au président nord-américain Eisenhower dans les domaines suivants : 5 millions de dollars pour construction de route, 5 millions pour une marine marchande, 4 millions pour acquérir équipement lourd et engins de construction routière, 1 million pour l'achat de 400 tracteurs, 3 millions pour l'installation d'une industrie sucrière, 1 million et demi pour la construction d'une scierie et d'une fabrique de produits en bois...etc. Avec cette demande de près de 21 millions de dollars en 1956, le nouveau gouvernement paraguayen avait bien dans l'idée de moderniser son pays et d'apporter le progrès. Les sollicitations auprès des Etats-Unis étaient chaque fois plus importantes financièrement. Au cours d'une visite à Asunción en août 1957, Roy Rubottom, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Interaméricaines, reçut une liste exhaustive de projets de développement. Raul Sapena demandait un financement direct et un soutien de la part des Etats-Unis devant les principaux organismes multilatéraux, pour obtenir une aide de 23 millions de dollars. Peu après, c'était le ministre des Affaires étrangères paraguayen qui était en déplacement à Washington, où il sollicita une « aide urgente » pour la construction routière et le transport fluvial, pour des silos et des dépôts, le tout visant à augmenter la production agricole et les exportations. Raul Sapena argumentait que la stabilisation monétaire était en marche mais qu'elle ne servirait à rien sans le progrès économique. Il demandait ainsi un nouveau prêt de 25 à 30 millions de dollars².

Pour obtenir ces financements, le président Stroessner était prêt à tout. Il envisagea alors l'« ouverture » démocratique et se plaça directement dans le sillage anticomuniste des Etats-Unis. Il alla même jusqu'à dénoncer ouvertement l'intention plus grande d'Eisenhower d'aider la Bolivie, qui pourrait alors entreprendre une nouvelle agression contre le Paraguay. Pour gagner la confiance de l'Oncle Sam et un appui certain dans le camp des relations internationales, Stroessner était prêt à lui donner tout ce qu'il voulait, y compris dans le domaine militaire : des bases aériennes. Le manque d'argent dans les caisses de l'Etat était la principale raison de toutes ses démarches. Il offrait en échange ce qu'il avait : de la bonne volonté et des terres à exploiter. Une autre raison non négligeable était le désir de Stroessner de rester au pouvoir. La présence nord-américaine devait donc être le plus visible possible, tant dans le domaine économique que militaire, de manière à garantir qu'aucune menace interne ou externe ne vienne troubler Monsieur le Président sur son trône. Le soulèvement de 1947 était en effet encore bien présent dans les mémoires et dans les coulisses du pouvoir.

C'est ainsi que les Etats-Unis commencèrent à s'installer au Paraguay de façon très imposante. Nous n'irons pas jusqu'à dire que Stroessner avait livré son pays à l'Oncle Sam, mais les *leitmotivs* du nouveau régime avaient besoin de fondements. Stroessner n'avait pas suffisamment de ressources pour assurer seul la paix et le progrès. Aussi, le géant nord-américain vit là une opportunité de s'ancrer solidement dans le Cône Sud en apportant des crédits, mais également des « techniciens ».

² Voir Miranda, Anibal, *op. cit.*, p. 96.

B. Asunción : un point stratégique dans la lutte anticomuniste

1) Mise en place d'un « Programme d'Entraînement dans l'Administration Publique »

Peu après la passation de pouvoirs entre Romero Pereira et Alfredo Stroessner, les Etats-Unis installèrent un nouvel ambassadeur au Paraguay, le vice-amiral en retraite Arthur Ageton. La désignation d'un militaire comme chef d'une mission diplomatique au Paraguay n'était pas dû au hasard. Il joua un rôle proéminent dans la politique interne du pays, comme conseiller direct auprès de Stroessner. Il se convertit en « vigie » et contrôla les relations entre les deux gouvernements, surtout du point de vue économique et sécuritaire. Les décisions stratégiques dans le domaine de la sécurité hémisphérique, formulées comme une priorité dans la politique extérieure des Etats-Unis, modelèrent les actes du gouvernement paraguayen. Ainsi, et nous y reviendrons, fut promulguée en 1955 la loi n°294 de « Défense de la Démocratie », qui proscrivait le marxisme.

Le 17 novembre 1955, dans un mémorandum classifié « secret » de l'ambassade nord-américaine à Asunción pour le Département d'Etat à Washington, le premier secrétaire de l'ambassade, Andrew Wardlaw, faisait référence à la demande du gouvernement paraguayen pour l'envoi d'un « technicien policier ». Le 30 novembre suivant, dans un mémorandum classifié « strictement confidentiel », Arthur Ageton s'adressait au Ministre des Affaires étrangères paraguayen d'alors, Hipólito Quell, pour l'informer qu'à la demande paraguayenne, les Etats-Unis avaient accepté d'envoyer au Paraguay un « expert en affaires anticomunistes pour collaborer avec le Service de Renseignement Politique du Ministère de l'Intérieur qui se consacre à combattre les activités communistes dans le pays »³.

Ce service de renseignement politique du ministère de l'intérieur fut remanié dès 1956 par Edgar Ynsfrán et devint la *Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos* (DNAT). Dans un mémorandum du 12 avril 1956, émanant de l'ambassade nord-américaine, l'auteur décrivait les conditions de recrutement du futur « assesseur technique » : titulaire d'un contrat initial de six mois renouvelable, le candidat devait maîtriser la langue espagnole et être titulaire d'un diplôme équivalent à la maîtrise. Le technicien arriva en mai, en qualité de « coopérant agricole » pour l'Administration de Coopération Internationale, ACI (prédécesseur de l'Agence Internationale pour le Développement, AID). Dans son enquête, Marcial Antonio Riquelme trouva un document émanant de l'ACI contenant le *Curriculum Vitae* de cet homme :

« **Nom** : Robert K. Thierry, né le 17 janvier 1909 en Ohio.

Education : diplômé de l'Université d'Arizona ; diplômé de l'Ecole des Lois de l'Université de Toledo, Ohio ; diplômé de l'« *Army Command and General Staff College* » et de l'Ecole de Renseignement Stratégique.

Expérience : lieutenant-colonel de l'armée ; superviseur de la Section de Renseignement ; coordinateur de fonctions de renseignement et de techniques d'enquête avec la police militaire et d'autres organismes spéciaux. »⁴.

³ Documents nord-américains déclassifiés, cités par Riquelme, Marcial Antonio, « Presentan demanda a la CIA para la desclasificación de los documentos sobre la Operación Condor en Paraguay », *Programa Textos para una Justicia Universal*, 2002. Article paru sur le net, consultable à l'adresse suivante : http://www.animalweb.cl/n_o_imperial/latinoamerica/demanda_cia_oper_condor.htm

⁴ *Ibidem*.

Le lieutenant-colonel Robert K. Thierry avait donc été affecté à la DNAT. Dans un mémorandum du 25 septembre 1956, l'ambassade informait le Département d'Etat que le « conseiller policier » (*police adviser*) travaillait spécifiquement à l'établissement d'un bureau anticomuniste au Ministère de l'Intérieur. Satisfait du travail réalisé par Robert Thierry, le gouvernement paraguayen sollicita une prolongation de son contrat. Le document de l'ambassade montre que les Nord-américains semblaient tout autant satisfaits, recommandant « très favorablement » la reconduction du contrat. Le 8 octobre 1956, la demande avait été transmise par l'ambassade nord-américaine⁵ pour une extension de six mois.

Le Paraguay, conjointement au Brésil, au Guatemala, à la Bolivie et à la Colombie, avait été sélectionné en 1956 comme l'un des tous premiers pays latino-américains récepteurs de ce type de programme « d'entraînement policier ». La mission de Robert K. Thierry était directement liée à l'installation, à l'assistance et à l'entraînement continu du personnel de la DNAT. Le 18 décembre 1957, le directeur de la *Técnica*, Antonio Campos Alum, s'adressait en ces termes au chef de la Police, le lieutenant-colonel Ramón Duarte Vera :

« J'ai l'honneur de m'adresser à vous afin de vous remettre la liste des officiers de police qui ont réalisé le « Cours d'Information Spécial » programmé par le cabinet technique de cette institution [la DNAT] à l'Ecole de Police « Général José Eduvigis Díaz » depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 30 du même mois (Année 1956).

Les officiers nommés sont ceux qui ont réussi avec la qualification « efficace ».

Aussi, remplissant les instructions de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur, je me permets de solliciter le détachement des dits officiers à cette Direction, afin de prêter service dans la « Section Spéciale » [...] »⁶.

Jointe au document, la liste des officiers nouvellement promus à la DNAT s'intitulait comme suit :

« Liste des officiers de police qui ont réalisé le cours d'information spéciale programmé par le conseil technique de cette institution à la charge du colonel Robert K. Thierry »⁷.

Le 30 août 1957, le nouveau ministre des Affaires étrangères Raúl Sapena adressa une lettre à Alberto Carter, chargé d'affaires pour les Etats-Unis à Asunción. Cette lettre avait été remise par le ministre de l'Intérieur Edgar Ynsfran. On y lisait que « les travaux du Service d'Organisation et de Fonctionnement [...] sont déjà commencés » et exigent « l'assistance professionnelle de Monsieur Thierry afin d'assurer la continuité et l'efficacité du projet »⁸. « Je tiens à souligner que le travail réalisé par le dit technicien a été satisfaisant et bénéfique pour le pays »⁹. Cinq jours plus tard, Raúl Sapena envoyait une lettre au ministre de l'Intérieur pour lui confirmer qu'il avait bien remis la sollicitation au représentant du gouvernement nord-américain :

« J'ai l'honneur de m'adresser à son Excellence pour accuser réception de sa note n°179 datée du 24 août dernier, par laquelle il sollicita [...] que le lieutenant-colonel Robert K.

⁵ *Memorandum of Conversation*, Department of State, 8 octobre 1956, « Extension of Assignment of Robert K. Thierry as Police Technician, Paraguayan Ministry of Interior ».

⁶ Document 00094F 0285, de La DNAT pour le Chef de la Police, signé par son directeur et daté du 18 décembre 1957. Voir page 83.

⁷ Document joint au précédent, 00094F 0286.

⁸ Document cité par Calloní, Stella, *Operación Condor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005, p. 222.

⁹ *Ibidem*.

Thierry continue de prêter service dans ce Secrétariat d'Etat, en tant que conseiller technique, pour un délai de deux ans »¹⁰.

Au final, le lieutenant-colonel Thierry servit de conseiller technique à la DNAT pendant un an et neuf mois. A partir de la création de la Técnica, on commença à généraliser dans cette « institution » l'usage systématique de la torture (que nous détaillerons plus en avant). Avant cela, le traitement était déjà violent mais il restait primitif. Il manquait d'un « raffinement méthodologique » efficace, apporté de l'extérieur. Le lieutenant-colonel Robert K. Thierry exposa à la fin de sa mission, dans une lettre au ministre de l'Intérieur, les réussites obtenues par l'organisation créée sous ses « conseils » :

« Monsieur le Ministre :

Ayant passé un an et neuf mois dans les circonstances les plus appréciables, ayant travaillé avec votre ministère et ayant à l'heure actuelle accompli la mission qui m'était assignée en votre pays, je me suis permis de profiter de l'occasion pour écrire un bref mémorandum sur mes activités :

Au sujet de la DNAT, Son Excellence a été suffisamment bien conseillée et mise au courant jusqu'à aujourd'hui. Je suis sûr que sous la direction du Docteur Campos Alum, cette petite, mais puissante organisation, continuera de rendre le même service hautement efficace qu'elle a rendu depuis sa création. Je me permets de signaler en même temps qu'avec un appui et de larges ressources pour travailler, les horizons de la DNAT sont illimités [...]. Maintenez des conversations avec le directeur de la mission Opérations des Etats-Unis au Paraguay, avec l'objectif d'établir quelque programme similaire de Sécurité Publique »¹¹.

Ce type de programme se déroula approximativement de 1956 à 1965 dans le cas du Paraguay. Dans son article, Marcial Antonio Riquelme évoque que le budget pour l'installation d'un « programme de sécurité publique » était de 55 000 dollars pour l'année fiscale 1965, couvrant les salaires de deux techniciens policiers à temps complet, à raison de 24 000 dollars chacun, et les frais d'envoi de quatre officiers à l'Académie de Police Interaméricaine de Panamá. D'après un mémorandum du 8 octobre 1963 :

«Ce projet s'inscrit dans le contexte des programmes de contre-insurrection des Etats-Unis et a pour but de développer la capacité de la Police à affronter effectivement les éléments subversifs et leurs opérations, incluant les désagréments civils et autres efforts d'insurrection d'un niveau plus bas que les opérations militaires...etc. »¹².

A l'Etat-major général des Forces Armées et au 14^{ème} Régiment d'Infanterie se trouvaient deux autres spécialistes, l'un au département de renseignement militaire commandé par le colonel Benito Guanés Serrano (le D-II) et l'autre auprès des pelotons d'infanterie commandés par le général Patricio Colmán. Il enseignait les techniques de contre-insurrection.

De même, nous pouvons ajouter que 1 063 militaires paraguayens passèrent par l'Ecole des Amériques de Fort Gullick, dans la Zone du Canal. Dans les archives de la DNAT, nous pouvons trouver plusieurs manuels. L'un d'eux concerne le renseignement militaire et aborde

¹⁰ Document non référencé du 4 septembre 1957, signé par le ministre des Affaires étrangères, adressé au ministre de l'Intérieur.

¹¹ Lettre de fin de mission du lieutenant-colonel Thierry au ministre de l'Intérieur, probablement vers février 1958. Cité par Calloni, Stella, *Operación Condor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005, p. 222 et par Riquelme, Marcial Antonio, « Presentan demanda a la CIA para la desclasificación de los documentos sobre la Operación Condor en Paraguay », *Programa Textos para una Justicia Universal*, 2002.

¹² Cité par Riquelme, Marcial Antonio, *op. cit.*

les organismes de sécurité et de renseignement soviétique. Descriptions et études de cas d'espionnage sont exposées dans l'ouvrage. Un autre concerne la « sécurité physique » et recoupe plusieurs thèmes tels que les systèmes d'alarme, les systèmes de fermeture... etc. Un autre encore expose des méthodes de sabotage et de contre-espionnage. Le plus intéressant est sans doute le *Manual de las Fuentes*¹³, véritable manuel de torture distribué sur tout le continent par les militaires de l'Ecole des Amériques. Toutes les méthodes de torture sont décrites : des méthodes non coercitives comme la torture psychologique, à la méthode violente comme l'électricité. Mais les cours enseignés dans la Zone du Canal ne concernaient pas seulement la contre-insurrection et la torture. Des cours « techniques » tels que la formation de mécaniciens ou d'opérateurs radio étaient dispensés, tout comme des cours d'intelligence tactique, de police militaire, de combat d'infanterie et d'autres enseignements purement militaires¹⁴.

La mission du lieutenant-colonel Thierry était listée comme « Programme d'Entraînement dans l'Administration Publique ». N'importe quel lecteur non averti pourrait ainsi croire que le gouvernement des Etats-Unis finançait des formations en techniques modernes d'administration et de gestion de programmes pour le développement du pays. Robert K. Thierry et Campos Alum avaient en réalité pour mission d'éradiquer toute infiltration communiste au sein de l'administration publique, des syndicats et des sections coloradas. Au début, la DNAT fonctionnait comme une dépendance du Département d'Investigations, spécialisée dans la recherche, l'analyse et le suivi d'informations et de personnes présumées liées au communisme.

Le docteur Antonio Campos Alum était le principal contact entre l'appareil répressif paraguayen et les organismes de sécurité nord-américains, CIA ou FBI. La Técnica avait d'ailleurs été élaborée sur le modèle du FBI. Serait-il nécessaire de rappeler que durant les années 1950, aux Etats-Unis, la principale activité du FBI résidait dans la « chasse aux sorcières », obéissant ainsi au maccarthysme ? Très certainement, nombreuses étant les similitudes entre la DNAT et le FBI, de la spécialisation des divisions à l'appellation donnée à leurs membres : « agents spéciaux ». Nous étudierons la structure du service, et de l'appareil répressif en général, dans une partie ultérieure. L'influence nord-américaine sur le pays fut de toute évidence très importante. A commencer par le directeur de la DNAT, dont un CV de plusieurs pages (à jour jusqu'en 1976) se trouve dans les archives d'Asunción (voir p. 84).

Né en juillet 1929 à Paraguari, Campos Alum avait réalisé un cursus en droit et sciences sociales. Il termina ses études et obtint le titre d'avocat en 1952. Déjà avant la fin du cursus universitaire, il avait commencé à occuper des charges intéressantes, d'abord aux Finances, puis à l'Intérieur. De 1950 à 1952, il fut secrétaire général du Département d'Investigations de la Police de la Capitale, puis directeur du Département d'Informations du Ministère de l'Intérieur, et enfin directeur des « Affaires Confidentielles » de 1952 à 1954. Cette dernière section « Affaires Confidentielles » avait disparu au profit de la Direction des « Affaires Politiques » du Département d'Investigations. De 1954 à 1956, il occupa le poste de secrétaire général du Ministère de l'Intérieur. En 1956, il prit ses fonctions à la tête de la DNAT, qu'il occupa jusqu'en 1992, soit bien après la chute du régime. Il cumula ce poste avec celui de directeur du Département National des Narcotiques et Drogues Dangereuses de 1973 (sa création) à 1976, quand ce service devint indépendant de la DNAT.

¹³ « Manuel des Sources », c'est-à-dire sources d'informations... Plusieurs manuels de l'Ecole des Amériques sont consultables en ligne sur le net : <http://www.viejoblues.com/escuelamericas.htm>.

¹⁴ La liste complète des militaires paraguayens diplômés de Fort Gullick est consultable à l'adresse suivante : « répertoire des élèves paraguayens de l'Ecole des Amériques », <http://www.voltairenet.org/article8602.html>.

Colorado convaincu, il était affilié depuis l'année 1946 au parti et occupa un siège à la Chambre des Représentants pour la législature de 1958 – 1963. De 1954 à 1956, il avait été membre titulaire du Comité Central de la Jeunesse Colorada, tout en étant en même temps nommé secrétaire général de « l'Honorable Junte de Gouvernement du Parti Colorado ». Antonio Campos Alum était également un fervent anticommuniste, puisqu'il était le principal représentant paraguayen auprès de la Ligue Mondiale Anticommuniste (WACL, de ses initiales en anglais) et sous-secrétaire général de la Confédération Anticommuniste Latino-américaine (CAL)¹⁵.

La partie la plus intéressante du CV concerne les voyages, les cours et les visites officielles réalisés par le directeur de la DNAT à l'étranger. En 1953, en qualité de directeur des Affaires Confidentielles, il entreprit une visite d'observation de l'organisation de la Police Politique Fédérale du Brésil. En 1955, il continua en Argentine avec une visite des Directions Politiques de la Présidence de la Nation et de la Coordination Fédérale de la République Argentine. En 1961, il effectua une visite au sein du SIDE, le service de renseignement de l'Etat argentin. Le plus important à souligner reste cependant le cours suivi du 11 juillet au 10 novembre 1957 aux Etats-Unis : Campos Alum, « l'autre chacal du Paraguay » comme il fut surnommé par la suite, avait obtenu une bourse de la part de la Mission Opérations américaine à Asunción, pour réaliser un cours d'information (entendre renseignement) pour directeurs. Il avait suivi une instruction anti-subversive et un enseignement sur les enquêtes criminelles, en même temps qu'une visite d'observation des organisations fédérales et policières des Etats-Unis. En 1972, il avait entrepris une formation aux narcotiques auprès du DEA, le département antidrogue nord-américain. Formation qui avait conduit à la création du Département des Narcotiques rattaché à la DNAT en 1973, mais qui, surtout, s'inscrivait dans la suite logique de l'« Affaire Ricord »...¹⁶

Les relations entre les services de sécurité nord-américains et paraguayens étaient donc particulièrement développées. Ainsi, preuve de la bonne collaboration entre les services, le directeur du FBI, Clarence Kelley, adressa en décembre 1976 ses meilleurs vœux pour l'année à venir à Pastor Coronel et à Campos Alum :

« Cher Chef Coronel :

Les responsabilités du FBI sont nombreuses et variées. Le degré de réussite que nous sommes capables d'afficher est dépendant, dans une large mesure, des relations amicales et de la coopération des individus dans toutes les aires de l'activité humaine ; gouvernement, maintien de l'ordre, affaires, arts, aussi bien que les affaires de chaque citoyen. A l'approche de la saison des vacances, je souhaiterais faire part à tous mes collaborateurs de mes remerciements les plus chaleureux pour l'assistance que vous avez donné de plein gré au FBI. [...]

Sincèrement,

Clarence Kelley
Directeur »¹⁷

Le FBI et la CIA avaient fait d'Asunción un véritable avant-poste nord-américain dans le Cône Sud.

¹⁵ Ce point sera développé plus loin dans ce chapitre. *Infra* p. 96.

¹⁶ *Supra* p. 30.

¹⁷ Document 00143F 0625, provenant du FBI, adressé à Pastor Coronel le 10 décembre 1976. Le même message fut adressé à Campos Alum.



DIRECCION NACIONAL
DE ASUNTOS TECNICOS

00004F 0235

Asunción, 18 de Diciembre de 1957.-

SEÑOR

JEFE DE POLICIA DE LA CAPITAL

Tte. Cnel. D.E.M. don Ramón Duarte Vera.

PRESENTE

Tengo el agrado de dirigirme a Ud., a fin de remitirle la lista de Oficiales de Policía que realizaron el "Curso de Información Especial" programado por la Asesoría Técnica de esta Institución en la Escuela de Policía "GRAL. JOSE EDUVIGIS DIAZ" desde el 1º de Octubre hasta el 30 del mismo mes (Año 1956)."

Los expresados Oficiales son los que aprobaron el Curso con calificación "EFICIENTE".

Asimismo, cumpliendo instrucciones de S.E. el Señor Ministro del Interior, me permito solicitar la comisión de los citados Oficiales a esta Dirección, a fin de prestar servicios en la "Sección Especial".

Con tal motivo me es grato saludar al Señor Jefe, con mi más distinguida consideración.

ANTONIO CAMPOS ALUM
Director



DIRECCION NACIONAL
DE ASUNTOS TECNICOS

00004F 0236

NOMINA DE OFICIALES DE POLICIA QUE REALIZARON EL CURSO DE INFORMACION ESPECIAL PROGRAMADO POR LA ASESORIA TECNICA DE ESTA INSTITUCION A CARGO DEL CORONEL ROBERT K. THIERRY.----

- 1) Ofcl. 1º. Garvasio Shead.-
- 2) " " Juan A. Martinez.-
- 3) " " Ignacio Vargas.-
- 4) " " Gerardo Lezcano.-
- 5) " " Aurelio A. Chena.-
- 6) " " Anselmo Benitez Lopez.-
- 7) Ofcl. 2º. Cresencio Sosa Hugo.-
- 8) " " Eugenio Sapovia.-
- 9) " " Sinfoniano Mencía.-
- 10) " " Bienvenido Zaracho.-

MINISTERIO DEL INTERIOR

DIRECCION NACIONAL DE ASUNTOS TECNICOS

CURRICULUM VITAE DEL DOCTOR ANTONIO CAMPOS ALUM.

Datos Personales

Nombre y Apellido: ANTONIO DE LA CRUZ CAMPOS ALUM

Fecha y Lugar de Nac.: 16 de Julio de 1.929 en Paraguari.

Nombre de los Padres: INDALECIO CAMPOS PEREZ y MARIA SOFIA ALUM RIQUELME DE CAMPOS (Ambos finados).

Estudios Cursados:

Primarios: Escuela Sup. No 77 Paraguari.

Secundarios: Colegio Secundario y Normal de Paraguari, donde egreso como en 1.947.-

Universitarios: Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad Nacional de Asunción donde ingresó en 1.948 y egreso en 1.952.-

Abogado.

Título:

Estudios Especiales:

Año 1957: Becado para realizar un curso de Información Antisubversiva e Investigación Criminal, a los EE.UU., M.A.

Año 1973: Curso de Instrucción para aplicación de Leyes de Drogas Peligrosas, en los EE.UU. N.A., organizado por el Dpto. de Entrenamiento Internacional de dicho país.-

Año 1975: Egresado del Colegio Nacional de Guerra.

Año 1979: Curso de Inteligencia Superior organizado por la Secretaría de Inteligencia de Estado en Buenos Aires Rca. Arg.-

Afiliado al Partido Colorado en fecha 4 de Noviembre de 1.946.-

Actual Miembro del Capítulo Paraguayo de la Liga Mundial Anticomunista.-

Participó en el exterior en todos los Congresos organizados por la Liga Mundial Anticomunista (WACL), en carácter de Delegado Jefe.-

Realizó en el exterior visitas de observación sobre funcionamiento de Seguridad e Inteligencia de Estado, en países tales como la Rca. Federativa del Brasil y la Rca. Argentina.-

Fue Delegado del Paraguay ante la VIII Reunión de Consultas de Camilleros de la O.E.A. realizado en Punta del Este Uruguay en carácter de Asesor.-

Es actual Director Nacional de Asuntos Técnicos del Ministerio del Interior; completando en el año 1.982, 30 años en la Adm. pública.

Es actual Profesor Titular en el Colegio Nacional de Guerra.-

Asunción, 16 de Marzo de 1.983.

MINISTERIO DEL INTERIOR

DIRECCION NACIONAL DE ASUNTOS TECNICOS

CURRICULUM VITAE DEL DR. ANTONIO CAMPOS ALUM

Datos Personales

Nombre y Apellido: ANTONIO DE LA CRUZ CAMPOS ALUM

Fecha de Nacimiento: 16 de Julio de 1.929

Lugar: Paraguari

Nacionalidad: Par Guaya

Nombre y Apellido de los Padres: INDALECIO CAMPOS PEREZ- nacionalidad Parola. Domicilio Par Guari- Vive. MARIA SOFIA ALUM RIQUELME- nacionalidad Paraguaya- Finada.-

Estudios Cursados:

Escuela Primaria- Escuela Sup. No. 77- Par Guari

Estudio Secundario: Bachiller en Ciencia y Letras- Colegio Secundario y Normal - Par Guari - 1.947.-

Estudio Universitario: Universidad Nacional de Asunción Facultad de Derecho y Ciencias Sociales - Ingresó en el Año 1.948 y Egresó el 23 de Diciembre del año 1.952.-

Título: Abogado de Estudio Especiales:

Año 1.957: Becado a los EE. UU. de Norteamérica por la Misión de Operaciones de dicho país para hacer un curso de Informaciones para Director Instrucción Anti-Subversiva e Investigación Criminal: Observación de las Organizaciones Federales y Policiales de los EE. UU. desde el 11-julio al 10 de Noviembre de 1.957.-

Año 1.973: Curso de Instrucción para la aplicación de la ley de Narcóticos y drogas Peligrosas, dictado por el Dpto. de Entrenamiento Internacional del D.E.A. de los EE.UU. de Norteamérica en Asunción Paraguay, en fecha 18-Julio - 1.973.-

Año 1.975: Egresado del Colegio Nacional de Guerra.-

VISTAS Y MISIONES ESPECIALES EN EL PAIS Y EN EL EXTERIOR:

Año 1.953: Visita de Observación sobre la Organización de la Policía Política Federal del Brasil.-

Año 1.955: Visita de Observación sobre Organización de las Direcciones Políticas de la Presidencia de la Nación y Coordinación Federal de la Republica Argentina.-

Año 1.961: Visita de Observación sobre Organización y funcionamiento del Dpto. G.R. de la Secretaría de Informaciones de Estado (S.I.D.E.) de la Republica Argentina.-

Año 1.962: Delegado del Paraguay ante la VIII Reunión y funcionamiento de camilleros de la O.E.A. realizado en Punta del Este Uruguay, con carácter de Asesor del Camillero Nacional S.E. El Sr. Ministro de Relaciones Exteriores Dr. RAUL SAPIENA PATTON.-

Año 1.964: Visita a la Comunidad Informativa de la Rca. Argentina invitado por la Secretaría de Informaciones de Estado (S.I.D.E.).-

Año 1.972: Visita de Observación sobre Organización y funcionamiento de la Oficina Federal de Narcóticos y Drogas Peligrosas de los EE.UU. de Norteamérica en fecha 10 Noviembre de 1.972.-

Año 1.973: Delegado de Paraguay ante la conferencia Sudamericana Plenario tencinaria sobre Estupeficientes, realizado en la Rca. Argentina en fecha 26-Abril-1.973.-

Año 1.974: Delegado ante el II congreso de la confederación Anticomunista Latinoamericana (C.A.L.) realizado en Rio de Janeiro Brasil en 1111...

2) Une antenne de la CIA

C'est pendant la visite de Richard Nixon à Asunción au début du mois de mai 1958, que fut inauguré au sein du terrain imparti à l'ambassade nord-américaine, un centre de renseignement doté d'équipements avancés en matière d'espionnage des communications. Il s'agissait de la station de la CIA. Les exilés paraguayens, notamment ceux du Parti Communiste, avaient connaissance de cette station et la mentionnèrent à plusieurs reprises dans leurs publications clandestines. Mais ils pensaient qu'il s'agissait d'une dépendance du FBI. En réalité, la CIA conduisait ici un espionnage beaucoup plus sophistiqué que de la surveillance policière. Les agents en poste dans la capitale paraguayenne surveillaient les télécommunications, la presse, les leaders politiques, les questions militaires et les mouvements communistes. Sa portée était régionale, puisque la station pouvait « écouter » en Argentine, en Bolivie, dans le centre et le sud du Brésil, au Chili, en plus bien évidemment de pouvoir contrôler le Paraguay.

Ses principales connexions au Paraguay étaient avec la DNAT, avec le département du renseignement militaire des Forces Armées et avec le ministre de l'Intérieur. Quand il y avait des affaires « sensibles », c'est l'ambassadeur qui prenait directement contact avec le président Stroessner ou à défaut, avec son ministre des Relations Extérieures.

De fait, l'antenne de la CIA collaborait directement avec l'appareil répressif paraguayen. C'est en effet depuis ce poste que se faisait le balayage des émissions de radio « rebelles », notamment *Radio 14 de Mayo*, radio du mouvement du même nom, au début des années 1960. Les rapports émis par le centre nord-américain étaient importants dans la prise de décisions du président paraguayen à propos de sa sécurité personnelle ou dans la conduite de la répression, à en croire l'enquête de Anibal Miranda¹⁸.

Stroessner collabora de plein gré avec les Etats-Unis. Le 1^{er} avril 1956, lorsqu'il s'exprima devant le Congrès, il fit référence aux Etats-Unis comme une nation « alliée spirituelle et grande sœur ». En 1965, il envoya même un contingent militaire en République Dominicaine aux côtés de l'*US Army*, après le renversement de Juan Bosch par une junte militaire en 1963. Toutefois, la coopération nord-américaine s'estompa, nous le verrons, à partir de 1976, parallèlement au « déclin » du Système Condor. Mais Stroessner n'avait pas choisi qu'un seul allié pour l'épauler.

¹⁸ Voir Miranda, Anibal, *op. cit.*, p. 97. Pour plus d'éléments sur les relations entre les Etats-Unis et le Paraguay, voir aussi Mora, Franck O., « The Forgotten Relationship : United States-Paraguay Relations, 1937 – 1989 », London, *Journal of Contemporary History*, vol. 33, 1998, p. 451-473.

II. ... et d'autres « cousins » anticommunistes

A. Dans le Cône Sud

1) Argentine et Chili

Le 15 août 1954, Juan Domingo Perón assistait à l'investiture du général Stroessner à la présidence de la république. A cette occasion, il remit à son homologue paraguayen les trophées pris pendant la guerre de la Triple Alliance. En échange de quoi il fut décoré général *honoris causa*, selon une loi votée par la Chambre des Représentants. Au cours de banquets qui suivirent l'investiture de Stroessner, Perón ne manqua pas l'occasion de rappeler à travers des discours émouvants la « fraternité » entre les deux peuples, paraguayen et argentin. C'est d'ailleurs le premier pays où il se réfugia en 1955, après avoir été chassé du pouvoir par un coup d'Etat. Mais Stroessner ne portait pas spécialement l'Argentine dans son cœur et les relations qu'il entretenait dans la période 1955 – 1976 étaient plus ou moins « neutres ». Il chercha avant tout à maintenir le *statu quo*, et surtout, il voulait rompre avec la politique « pro-péroniste » de son prédécesseur Federico Chaves. Quelques « traités de l'amitié » furent signés ainsi qu'un projet de centrale hydroélectrique. Mais le général ne signa pas de gros accords commerciaux avec son voisin du sud. C'est aussi une des raisons pour lesquelles Stroessner se débarrassa de son ministre des Affaires étrangères Hipólito Quell, trop proche des Argentins à son goût.

Dans le cas du Chili, nous pouvons affirmer qu'il n'y eut pour ainsi dire quasiment aucun contact avant le coup d'Etat du 11 septembre 1973. En effet, il eut été étonnant de voir un gouvernement qui se disait farouchement anticommuniste entretenir des relations avec l'Unité Populaire d'Allende, ou avec le gouvernement de Frei. Avec Pinochet, Stroessner développa une réelle « amitié » même si leurs rencontres n'étaient pas fréquentes. Surtout, Alfredo Stroessner fut le premier mandataire étranger à visiter le Chili après le coup d'Etat, légitimant de ce fait la dictature. En septembre 1974, Augusto rendit la pareille à son ami Alfredo en effectuant une visite à Asunción. Il n'est pas inutile, pour la suite de ce travail, de préciser que Stroessner admirait Pinochet et s'identifiait comme l'un de ses plus fervents partisans. Pinochet lui décerna une copie du sabre du *Libertador* Bernardo O'Higgins et le fit général « *Honoris Causa* ».

Toutefois, il n'y a pas trace de grands accords passés avec le Chili, si ce n'est quelques traités d'échanges commerciaux. Tout d'abord, un accord prévoyait une coopération industrielle entre les deux pays. Ensuite, un accord prévoyant établissait un marché libre et une zone franche dans le port de Villeta pour les produits importés et exportés par le Chili. Les deux furent signés le 19 septembre 1974.

Les relations entre les deux pays gravitèrent surtout autour de la relation personnelle entre les deux dictateurs et de leur ambition commune d'éliminer le communisme dans leur pays respectif. Ce qui intéressait surtout Stroessner, c'était le rapprochement avec son puissant voisin de l'est.

2) La « Marche à l'Est »

La politique de rapprochement avec le Brésil était une priorité dans la politique extérieure du nouveau gouvernement paraguayen. Pour commencer, la route qui menait à Coronel Oviedo fut prolongée jusqu'à la frontière brésilienne, jusqu'au pont inauguré en l'occasion par Stroessner et son homologue brésilien, Castello Branco : « le Pont de l'Amitié ». Les relations avec le Brésil avaient débuté avec la visite de Getulio Vargas à Asunción en mai 1941, visite qui inaugura plusieurs accords commerciaux et culturels. Des échanges de boursiers, diplomates et fonctionnaires se développèrent progressivement. En mai 1942, une mission militaire brésilienne s'installa à Asunción.

Pourtant, dans le milieu des années 1960, avec l'arrivée au pouvoir des militaires au Brésil, les relations faillirent bien se détériorer avec la « crise des chutes de Guairá ». Propriété du Paraguay depuis 1525 confirmée par un traité en 1927, les chutes se trouvent au nord-est du pays. En 1960, le président Kubitschek, grand bienfaiteur de Stroessner, avait entrepris des études pour construire une centrale hydroélectrique. C'est Joao Goulart qui chercha à mettre en œuvre le projet. La Banque Interaméricaine de Développement, les Etats-Unis et le Japon se montrèrent intéressés dans son financement. Mais aucune proposition ne fut faite à l'égard du Paraguay. Le Brésil agissait comme si les chutes étaient les siennes, en conséquence de quoi il programma leur exploitation hydroélectrique. C'est par la presse de Rio que le gouvernement paraguayen se rendit compte en 1962 de ce qui était en train de se passer. Stroessner mobilisa la citoyenneté face à l'usurpation qui se produisait. Le 19 janvier 1964, Goulart reçut Stroessner dans son *estancia* du Mato Grosso et ils commencèrent des négociations. Mais le 30 mars suivant, un coup d'Etat renversa le président brésilien et les tractations tombèrent dans l'oubli. Disposés à confirmer la possession des chutes, les militaires, nouveaux maîtres de la situation politique du pays, décidèrent en juin 1965 de les occuper militairement. En pleine crise, les conversations reprirent, pour aboutir finalement en juin 1966 à « l'Acte de Foz de Iguacu » dont les principaux points concernaient l'exploitation économique et l'exploitation du potentiel énergétique de la région des chutes de Guairá, ainsi qu'une définition finale des frontières entre les deux pays.

Le 12 février 1967, fut créée la Commission Mixte Technique Paraguay-brésilienne qui avait pour objectif d'étudier toutes les possibilités hydroélectriques du Rio Paraná, des chutes de Guairá jusqu'à l'embouchure d'Iguacu. En 1970, plusieurs alternatives possibles avaient été élaborées sur le site dénommé Itaipú. Finalement, le point culminant des travaux menés depuis 1966 fut la signature du Traité d'Itaipú le 26 avril 1973 entre le président Stroessner et le président Medici, à Brasilia. Le 17 mai 1974, au cours d'une cérémonie réalisée dans la zone Puerto Presidente Stroessner et Foz de Iguacu, les membres du directoire exécutif et du conseil d'administration prirent leurs fonctions, constituant ainsi, de fait, la Entidad Binacional Itaipú. Il était convenu que le Paraguay bénéficierait de la moitié de l'énergie produite par le barrage.

Comme le Brésil avait cherché à faire participer l'URSS au financement, il se vit assailli par Stroessner qui s'opposa farouchement, pour ne pas manquer à sa réputation de bon anticommuniste, à la participation des Russes. Les ultras-nationalistes brésiliens se montrèrent un peu irrités, car le Brésil se trouvait en plein essor économique et certains ne voyaient pas d'un bon oeil un pays étranger se mêler de leur politique économique. Ce point est important, car Stroessner montra au Brésil qu'il était prêt à sacrifier le projet de barrage en le rallongeant

de plusieurs années plutôt que de « trahir » son allié stratégique, les Etats-Unis. L'Argentine était également irritée de n'avoir pu participer à l'entreprise. Le général Lanusse s'était rendu au Brésil en 1972, réclamant la participation de son pays au bénéfice énergétique. Un scandale éclata, les Argentins craignant que, en cas d'explosion, tout le sud du Rio de la Plata fusse inondé... Le retour du péronisme au pouvoir avec la victoire d'Hector Campora acheva de décider le Brésil de signer avec le Paraguay le Traité d'Itaipú. Néanmoins, le 3 décembre 1973, un autre traité fut signé entre le Paraguay et l'Argentine, prévoyant la construction d'un barrage à Yacyretá, sur le Rio Paraguay, mais dont les travaux ne commenceraient que bien après ceux d'Itaipú.

L'opposition paraguayenne, de son côté, critiquait sévèrement « l'expansionnisme brésilien ». Mais dans l'histoire, le Paraguay sortait grand vainqueur, car il avait obtenu un nombre important de concessions de la part du Brésil, pays beaucoup plus puissant. Stroessner avait su profiter de la confusion qui régnait dans les cercles du pouvoir militaire brésilien.

Nous ne rentrerons pas ici dans le détail des conséquences politiques et économiques du Traité d'Itaipú. Mais la construction du barrage fut d'un impact important : des réseaux d'entités financières se créèrent pour administrer l'immense quantité de flux d'argent qui commencèrent à bouger. Les Travaux Publics et la Construction prirent une considérable impulsion, améliorant considérablement la qualité de vie de la population. De même, les arrivées massives de tracteurs et de chaînes de silos changèrent le milieu rural et augmentèrent la productivité agricole. Durant un certain temps, le département du Alto Paraná se convertit en foyer le plus important de migration interne¹.

Les relations avec le Brésil furent également d'ordre militaire. L'influence du géant voisin de l'est est pourtant un thème dont on ne sait pas grand chose, surtout à propos de la Mission Militaire à Asunción. Son rôle était de « conseiller » les Forces Armées paraguayennes, ce qu'elle fit pendant près de cinquante ans. Sous l'orientation « brésilienniste » du général Stroessner, l'influence brésilienne fut croissante. Tout d'abord en matière de provision de matériel de guerre : les Brésiliens fournirent des chars d'assaut et des avions. Ensuite, ce furent environ 300 officiers paraguayens qui se formèrent ou réalisèrent des cours de perfectionnement au Brésil. En effet, il faut préciser que dans le nord du pays se trouvait le principal centre d'instruction militaire à la technique de la contre-guérilla. Installé au cœur de l'Amazonie, le centre de Manaus atteignit une réputation au moins aussi grande que l'Ecole des Amériques. Les militaires brésiliens avaient de solides connaissances, ayant été formés par les Américains, les Français et même les Britanniques, forts de leur expérience du combat en Irlande du Nord. Les services de renseignement brésiliens étaient particulièrement développés et efficaces. Enfin, les militaires brésiliens fournirent un support idéologique au Paraguay, à travers l'établissement du Collège National de Guerre, où était enseignée la Doctrine de Sécurité Nationale.

¹ Pour de plus amples informations sur le Traité d'Itaipú, voir Miranda, Anibal, *Paraguay y las obras hidroeléctricas binacionales*, Asunción, El Lector, 1988. Et Hill, Anthony, *El milagro brasileño del Paraguay : evolución y perspectivas*, Asunción, Document de travail du BPD, 1982.

B. Outre-mer

1) L'Extrême-Orient

Les visites de Stroessner outre-mer étaient rares. Il ne quittait généralement le pays que pour se rendre dans les pays voisins. En mars 1968, il avait été invité par Lyndon Johnson à la Maison Blanche, ce qui avait occasionné un voyage en Amérique du Nord. Il fallut attendre 1972 pour que Stroessner effectue la première visite d'un président paraguayen hors Amérique. Du 12 au 19 avril, il fut invité par Hirohito, l'empereur du Japon.

Les relations entre le Paraguay et le Japon avaient commencé en 1919 et s'étaient progressivement renforcées avec la venue de nombreux immigrants japonais à partir de 1936. Après une interruption due à la seconde guerre mondiale, les relations diplomatiques reprirent et en 1959 les deux gouvernements souscrivirent une Convention sur l'Immigration qui prévoyait l'établissement de 85 000 colons japonais. C'est ainsi que le 30 juillet 1975, le général Stroessner en personne se trouvait dans la colonie japonaise de Pirapó (Itapuá), pour célébrer le quinzième anniversaire de sa fondation². Il s'agissait là de la plus importante colonie japonaise au Paraguay, comptant 26 familles et 87 000 hectares. La majorité des nouveaux immigrants s'installait dans les départements d'Itapuá, du Alto Paraná et d'Amambay. Ils se dédiaient principalement à l'agriculture. Constituant environ 1 % de la population rurale, ils produisirent près de 6 % de la production agricole, essentiellement en soja, en yerba maté et blé. L'immigration japonaise participa dans une large mesure au développement agricole du pays, créant en février 1959 une coopérative et ouvrant la voie à l'exportation du soja et à la culture intensive.

Le Japon mit également en œuvre une coopération pour le développement socio-économique du Paraguay. Une assistance économique et technique fut établie pour les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, du développement agricole et de l'amélioration du réseau routier. Un accord de coopération financière de 3,8 millions de dollars avait aussi été signé pour que le Paraguay puisse acquérir des navires fluviaux en vue d'équiper la Marine Marchande d'Etat. Ces accords de coopération prirent davantage d'importance à partir de 1972, coïncidant avec la visite de Stroessner au Japon, mais surtout avec la diminution de l'aide apportée par les Etats-Unis. Les relations avec le Japon devaient en un certain sens compenser le ralentissement de l'aide économique octroyée par l'Oncle Sam.

Nous ne savons pas bien comment le général Stroessner s'était retrouvé à collaborer avec le Japon. Mais si nous voulons nous inscrire dans la logique du chapitre précédent, il n'est pas inutile de rappeler que l'empereur Hirohito s'était rendu coupable de crimes de guerre depuis l'occupation de la Mandchourie en 1937 (massacre de Nankin) causant la mort d'environ 2,7 millions de Chinois, à la fin du second conflit mondial, durant lequel plusieurs milliers de prisonniers chinois, coréens et russes avaient été assassinés.

Dans un rapport émanant du Département du renseignement militaire paraguayen, le 23 janvier 1978, Benito Guanes Serrano informait la Police de la Capitale que des membres de l'Armée Rouge Japonaise (ARJ) se trouvaient à la frontière argentine, cherchant des contacts

² Document 00143F 0512, Ordre de Service n°64 de la Police de la Capitale, du 30 juillet 1975, signé par le chef de la Police et par le chef du Département « Instructions et Opérations ».

avec des éléments « subversifs » locaux pour préparer des attentats en vue de la visite des autorités japonaises au Paraguay à la mi-1978. L'ARJ était un groupe terroriste d'extrême-gauche, lié au Parti Communiste Japonais, comptant environ quarante membres et dont l'objectif déclaré était de renverser le gouvernement japonais et de commencer la révolution mondiale. De quoi forcément inquiéter le gouvernement paraguayen, malade rien qu'à entendre parler de révolution... Les actions terroristes de l'ARJ durèrent essentiellement jusqu'en 1977. En août 1975, le groupe avait pris plus de cinquante otages dans le consulat des Etats-Unis et l'ambassade de Suède à Kuala Lumpur. En décembre 1977, un pirate de l'air de l'ARJ avait crashé un Boeing 737 de la Malaysian Airlines, tuant tous les passagers, dont l'ambassadeur de Cuba au Japon. Sans afficher ouvertement un anticommunisme comme le Paraguay, le Japon ne tolérait pas pour autant les théories marxistes-léninistes. D'autant que l'île faisait face à la Corée du Nord et à la Chine Populaire de Mao...

Le général Stroessner chercha également à entretenir des relations avec la Chine nationaliste, c'est-à-dire l'Etat de Taiwan. Cet Etat si peu reconnu sur la scène internationale gardait un mauvais souvenir du communisme. Tchang Kaï-Chek avait fui la Chine à la tête de son parti nationaliste, le Kuomintang, devant la défaite occasionnée par les Communistes de Mao, en 1949. Anticommuniste, nationaliste et autoritaire, fondé en 1911 en Chine par Sun Yat-Sen et importé à Taiwan par Tchang Kaï-Chek lors de sa fuite de Chine, le Kuomintang resta au pouvoir sans partage de 1950 à 1991. Le maréchal Tchang Kaï-Chek avait établi une dictature féroce et généralisa l'application de la loi martiale. Taiwan demeurait néanmoins un territoire chinois et servait de base pour la reconquête de la Chine, principal objectif des nationalistes. Le domaine de la Défense fut d'ailleurs considérablement entretenu à cet effet, Taiwan disposant d'une armée puissante compte tenu de la taille de l'île.

Le Paraguay fut le troisième pays, après le Panamá en 1954 et Haïti en 1956, à reconnaître officiellement Taiwan comme l'Etat officiel de Chine, en 1957. Ce qui n'était pas du goût des Nations-Unies, puisque c'est la Chine populaire qui fut amenée à siéger au Conseil de Sécurité de l'ONU. Cherchant à se faire reconnaître sur la scène internationale comme Etat souverain de la Chine, l'Etat de Taiwan soigna ses relations diplomatiques avec les quelques pays qui le légitimaient. Un « Traité d'Amitié » fut signé entre les deux pays en 1968, promettant paix et coopération au développement des peuples de chacun des deux pays signataires. Il existait d'ailleurs, à Asunción, une ambassade de la Chine nationaliste, comme le prouve l'ordre de service n°106 du 10 octobre 1975 :

« 1- Situation

Le Vendredi 10 à 20 heures, sera donnée une Réception à l'Ambassade de la République de Chine Nationaliste, située sur l'avenue Mariscal Lopez n°1299, avec assistance de l'Excellentissime Monsieur le Président de la République, le général d'Armée Don Alfredo Stroessner »³.

Dans un document provenant du service du cérémonial militaire, nous avons la preuve de la visite au Paraguay du général de brigade Wang Feng Tseng, sous-chef du Bureau de la Sécurité Nationale de la république de Chine du 26 au 28 octobre 1978. Il rendit visite à tous les chefs de l'appareil répressif paraguayen, parmi lesquels Guaness Serrano, Pastor Coronel, Brítez Borges, Campos Alum... et aussi à des officiels tels que Juan Manuel Frutos⁴.

³ Document 00143F 0529, Ordre de Service de la Police de la Capitale n°106, signé par le chef de la Police et le chef du Département « Instruction et opérations », du 10 octobre 1975.

⁴ Document 00143F 0646, émanant du cérémonial militaire, « Programme des actes pour motif de visite à notre pays du lieutenant-général Wang Feng Tseng », 26 – 28 octobre 1978..

Pour Alfredo Stroessner, l'intérêt était double : la République de Chine Nationaliste était un pays qui combattait ouvertement le communisme et qui, en plus de cela, disposait d'une armée développée et efficace. L'appui militaire de Taiwan fut important à partir du début des années 1980. Le gouvernement chinois fut celui qui orienta le plus son aide militaire vers la lutte antissubversive, à en juger par le type d'armes, d'équipements et d'entraînements adressés à l'Armée paraguayenne. En effet, ils fournirent des armes automatiques légères et des équipements de lutte anti-émeutes aux forces de sécurité. A cela s'ajoutait la formation d'environ cinquante officiers paraguayens et de plusieurs fonctionnaires du régime aux stratégies de la lutte anticomuniste et de la « guerre politique »⁵, au Collège Hsing Kang de Taipei.

2) L'Afrique du Sud

C'est tardivement que le Paraguay et l'Afrique du Sud établirent des relations diplomatiques, puisqu'il fallut attendre le 3 avril 1974. L'ambassade paraguayenne s'installa à Pretoria l'année suivante, occasion au cours de laquelle Stroessner entreprit une visite officielle. Le contexte historique international et les systèmes politiques dominants pendant plusieurs années dans chacun des deux pays constituèrent des facteurs déterminants dans le style de relation établie, caractérisée par l'isolement international et par une étroite coopération dans les domaines politique et militaire.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Afrique du Sud était un *dominion* britannique. Les liens avec Londres étaient importants mais le pays était presque totalement indépendant. En 1948, le Parti National remporta les législatives, élu sur un programme comportant l'apartheid, « politique de développement séparé des races ». Le PN refusait les liens avec les Anglais et plaçait les Afrikaners au premier plan, investis d'une mission divine. L'idéologie du parti tournait autour d'un nationalisme ethnique, d'une anglophobie déclarée et d'un calvinisme hérité des colons du Cap, en plus de sympathies pro-nazies.

En 1949, une première loi interdit les mariages entre les Noirs et les Blancs. En 1950, une loi sur la classification de la société en quatre groupes raciaux fut votée suivie d'une loi sur la ségrégation spatiale. Le but pour les Afrikaners était de contrôler l'urbanisation des populations noires. Parallèlement, le régime se durcit. Le Parti Communiste fut interdit. Face aux importantes manifestations du mouvement *African National Congress*, non violent, l'Etat instaura une répression massive et décréta l'état d'urgence. La politique sud-africaine commença à être vivement contestée au niveau international. Le pays fut même interdit de participation aux jeux olympiques de 1964.

En 1960, une manifestation organisée à Sharpeville par l'ANC tourna au bain de sang quand la police tira sur la foule, faisant état de soixante-neuf morts. Le gouvernement interdit l'ANC dans la foulée. A partir de 1960, l'activité policière fut extrêmement efficace et l'arsenal répressif augmenta considérablement. Tout sabotage devint passible de peine de mort. En 1963, la durée de détention provisoire et arbitraire (principe de la « garde à vue ») fut prolongé à 90 jours. En 1967, une loi sur le terrorisme permit l'arrestation « rétroactive » entre 1962 et 1967. Le déclenchement d'une guérilla dans la colonie sud-africaine en Namibie

⁵ Riquelme, Marcial Antonio, *Stronismo, golpe militar y apertura tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992, p. 60. Formation au sein de la *Political Warfare Cadres Academy*.

contraignit l'Armée à intervenir et attira l'œil de la communauté internationale. En 1974, les militaires sud-africains s'immiscèrent dans le conflit en Angola et le gouvernement renforça de fait l'industrie d'armement.

Les militaires sud-africains développèrent également une doctrine de sécurité nationale. A partir de 1970, l'Armée était persuadée que le pays faisait partie d'un projet soviétique d'« assaut total » préparé par les forces communistes. Le général français Beaufre, dans un ouvrage consacré à la guerre révolutionnaire, avait écrit quelques lignes sur l'Afrique du Sud qui avaient touché les militaires sud-africains. Du point de vue sécuritaire, les opposants devaient être chassés à l'étranger et une loi confia la répression du « terrorisme » à l'Armée. Dans le même temps, les opérations en Angola se multipliaient, tandis qu'au Mozambique, ils avaient organisé la guerre civile en créant un adversaire au FRELIMO, le mouvement de libération nationale. Suite à l'émancipation des communistes dans ces deux pays, l'Afrique du Sud se présentait comme dernier rempart du bloc occidental⁶.

Du point de vue répressif et autoritaire, le Paraguay et l'Afrique du Sud avaient des points communs. Les deux régimes étaient tout autant excluants, le premier sur critères politiques, le second sur critères raciaux. De même sur le plan international, même si l'isolement était dû à des raisons différentes. Le 9 août 1974, les deux pays signèrent deux accords. Le premier concernait l'établissement d'un échange culturel et d'une coopération en matière de sciences et technologies. Le second était un accord de coopération économique. L'Afrique du Sud s'engageait à favoriser le développement économique du Paraguay au moyen de l'octroi de prêts, et à favoriser également les investissements de capitaux d'investisseurs privés. Le tout dans le respect des intérêts de chacun des deux pays.

La coopération fut également d'ordre militaire. Il n'y a pas de traité particulier, mais dans les Archives de la Terreur, nous pouvons trouver un document attestant de la visite du docteur Lukas D. Barnard, directeur général du Service de Renseignement National sud-africain. Son voyage eut lieu du 13 au 16 août 1981 et n'avait rien d'une visite de courtoisie. Passées les traditionnelles présentations protocolaires et la visite du chantier à Itaipú (fierté nationale, chaque visiteur étranger y étant conduit), le 15 août était consacré à une réunion de travail en présence de Benito Guanes Serrano, chef du renseignement militaire, de Pastor Coronel, chef du Département d'Investigations de la Police, et de Miguel Angel Bestard, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Nous ne connaissons pas le contenu de la réunion, mais il est fort à penser qu'il s'agissait d'une « mise à niveau » et d'un échange d'expériences, pour améliorer l'efficacité et la collaboration entre les services⁷.

Chaque pays avec lequel le général Stroessner entretenait des relations était à son image : anticommuniste et autoritaire (à l'exception des Etats-Unis). Le Paraguay maintint également des relations avec l'Espagne franquiste et l'Allemagne Fédérale, mais les liens allèrent en se dégradant après 1975.

Les voies diplomatique et militaire n'étaient néanmoins pas les seules que le gouvernement stroessniste avait employé pour nouer des contacts avec d'autres pays réputés pour leur anticommunisme. La voie diplomatique avait permis à Stroessner de négocier des accords de coopération économique et financière indispensables au développement du pays et nécessaires pour alimenter les caisses de l'Etat (et donc les poches d'*El Rubio*). Mais les alliés étaient peu

⁶ Pour plus d'éléments sur l'histoire de l'Afrique du Sud, voir Coquerel, Paul, *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, Paris, Editions Complexe, 1992.

⁷ Document 00021F 0748 – 749, 13 – 16 août 1981.

nombreux. Aussi, pour s'assurer un solide soutien dans la lutte contre le communisme, Stroessner adhéra à la Ligue Anticommuniste Mondiale.

III. Membre de la *World Anti-Communist League* :

A. Les fondements de la Ligue

1) Origines

La *World Anti-Communist League* (WACL) fut constituée en 1967 à partir de deux organisations déjà existantes : le Bloc Anti-bolchevique des Nations (*Anti-bolchevik Bloc of Nations*, ABN) et la Ligue Anticommuniste des Peuples d'Asie (*Asian People's Anti-Communist League*, APACL). L'ABN était issue d'une internationale fasciste créée en 1946, parallèlement aux réseaux *stay-behind*, pour coordonner l'action des agents d'Europe de l'Est ayant fui le bloc communiste et s'étant réfugiés à l'Ouest. Elle était dirigée par Yaroslav Stetsko, un ancien collaborationniste ukrainien¹. L'APACL s'était structurée en Asie du Sud-est pendant la seconde moitié des années 1950, autour de la figure de Tchang Kai-Chek. Après que les Etats-Unis aient fondé l'Organisation du Traité d'Asie du Sud-Est (OTASE), le 8 septembre 1954, la CIA s'employa à mettre en relation les différents mouvements et factions anticommunistes de la région, stratégie qui aboutit à la création de l'APACL. Outre le président de Taiwan, l'APACL comptait dans ses rangs Pak Chung Hee, futur président de la Corée du Sud ; Ryiochi Sasakawa, un criminel de guerre japonais devenu milliardaire et bienfaiteur du Parti Libéral japonais ; le révérend Sun Myung Moon, prophète de l'Eglise de l'Unification, connue aussi sous le nom de « Secte Moon » ; le général thaïlandais Prapham Kulapichtir ; le président des Philippines Ferdinand Marcos ou encore le prince laotien Sopasaino...

A partir de 1958, le président de l'ABN participait aux conférences annuelles de l'APACL, à Taipei. Stetsko supervisait avec l'aide de Ray Cline (chef de poste de la CIA à Taiwan) la fondation de la *Political Warfare Cadres Academy* de Taiwan, institution chargée de former les cadres du régime de Tchang Kai-Chek à la répression anticommuniste. Plusieurs Paraguayens, militaires ou fonctionnaires, y suivirent des formations². L'Académie était le « pendant asiatique » du *Psychological Warfare Center* de Fort Bragg, aux Etats-Unis, qui formait à la guerre psychologique.

En 1967, l'ABN et l'APACL fusionnèrent pour donner naissance à la *World Anti-Communist League* et étendre leurs activités à l'ensemble du « monde libre ».

¹ Considéré comme responsable du massacre de 700 personnes, majoritairement juives, à Lvov, le 2 juillet 1941.

² *Supra* p. 71.

2) Structures et raison d'être

Les documents qui nous permettent d'analyser les objectifs, les structures et le fonctionnement de la Ligue sont pour la plupart issus des archives de la *Técnica* du Docteur Campos Alum. Le directeur de la DNAT était en effet l'un des membres les plus actifs du régime au sein de la WACL et de sa branche latino-américaine, la Confédération Anticommuniste Latino-américaine (CAL).

La WACL se définissait comme :

« une organisation civique internationale privée, qui regroupe des dirigeants de partis politiques, d'organisations et mouvements nationaux, d'associations de patrons, d'ouvriers, d'étudiants, d'intellectuels et de cercles de militaires en retraites, tous identifiés par la ferme résolution de s'opposer à la domination communiste, de rejeter ses propos, en défense de la liberté et de la souveraineté nationales, et d'affirmer les droits naturels fondamentaux de l'homme »³.

En 1979, la Ligue était composée de 107 organisations provenant de 80 pays différents. Sur les 107 organisations, 79 étaient des représentations nationales tout à fait officielles (les « chapitres »), 15 étaient des organisations internationales et 12 des « membres associés » appartenant à des pays sous le joug du communisme. Ainsi, Cuba n'avait pas de représentation officielle mais une organisation d'exilés anticastristes était membre de la WACL.

Le siège de la WACL se trouvait à Séoul, en Corée du Sud, où le gouvernement du dit pays avait fait construire le « *Freedom Center* », un édifice de plus de 20 000 m² destiné à abriter le secrétariat général de la WACL. Le gouvernement coréen apportait également une contribution financière pour l'exécution du budget de base du secrétariat général. Chaque pays membre participait au financement. Le révérend Moon apporta également une participation généreuse avec l'argent de « ses fidèles ».

L'objectif de la WACL était de promouvoir toute action qui contribuerait à rétablir la dignité humaine, s'opposant ainsi naturellement au communisme international qui la bafouait constamment. Les moyens de la WACL pour remplir cette mission « humaine » étaient les suivants :

a) Echange d'informations sur les stratégies et tactiques communistes d'infiltration et de subversion dans les différents milieux nationaux et internationaux où il [le communisme] agit.

b) Appuyer les organisations anticommunistes du monde en facilitant le contact entre les dirigeants pour des accords de coopération entre « chapitres » géographiquement voisins et géopolitiquement intégrés, en relation à la lutte contre le communisme.

c) Promouvoir des mouvements d'opinion publique pour dénoncer les atrocités communistes et ses plans de domination mondiale, pour alerter les dirigeants et peuples des pays démocratiques et tenter d'éviter des erreurs d'appréciation et de décision qui favoriseraient l'ennemi. »⁴.

Le communisme était considéré comme une paria, un mal viscéral, aux yeux des représentants et membres de la Ligue. Tous les moyens étaient bons pour lutter contre lui : le communisme étant un mal, il fallait le combattre par le mal. Ce qui était le plus redouté était

³ Document 00108F 2040, à l'occasion du 12^{ème} Congrès de la WACL devant se tenir à Asunción en 1979.

⁴ Document 00108F 2041, 1979, suite du précédent.

sans aucun doute « l'infiltration », moyen sournois de « contaminer » un peuple, donc un gouvernement. C'est pourquoi la stratégie de la subversion était enseignée.

La WACL avait également sa ramification latino-américaine, la CAL, présidée pendant plusieurs années par Hugo Banzer, président de la Bolivie depuis 1971. L'« Acte de Constitution de la Confédération Anticomuniste Latino-américaine », proposé par le groupe mexicain le 28 août 1972 lors du premier congrès réalisé à Guadalajara, avait été approuvé en mai 1973 au cours du second congrès « secret » réalisé au Paraguay. Avait également été adopté le règlement des congrès « ordinaires » : les participants à ces congrès seraient les représentants politiques ou les représentants d'organisations militaires des pays membres. A cela, deux résolutions venaient s'ajouter. La première concernait la création d'une « Agence Latino-américaine d'Informations », comme moyen de dénoncer le marxisme et de

« contrer les campagnes contre les Gouvernements Partis Politiques et Organisations anticomunistes. Cette Agence, dans sa première étape, fonctionnera comme une correspondante, dont l'organisation incombe au secrétaire général de la CAL [...] Humberto Dávalos Herreros »⁵.

En effet, les gouvernements autoritaires étaient souvent la proie des attaques marxistes. Le 13 août 1975, le secrétaire général de la CAL alors en fonction, le Mexicain Rafael Rodriguez, adressait un courrier sur papier officiel portant le logo de la CAL à Antonio Campos Alum. Il disait avoir eu connaissance du reportage consacré par la revue *Visión* dénonçant le gouvernement de Stroessner et affirmant de supposés génocides et mauvais traitements contre la population indigène paraguayenne. Rafael Rodriguez souhaitait mettre en œuvre une campagne de contre-information et il demandait des éléments à Campos Alum, prouvant ainsi la chaleureuse coopération entre les membres⁶.

La deuxième résolution approuvait la création d'un « Institut Latino-américain de Formation Anti-marxiste » (ILFA), de son règlement et de son programme d'enseignements. Il fut décidé que cet institut aurait pour siège l'Université autonome de Guadalajara au Mexique et que les cours débuteraient à compter du mois de septembre 1973.

Dans un mémorandum de juillet 1974, Antonio Campos Alum, en tant que sous-secrétaire général, rendait compte d'une réunion du Conseil Coordinateur de la CAL, réuni du 10 au 14 juillet 1974 à Guadalajara. Ce conseil était composé de représentants du Mexique, du Paraguay, d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay, du Chili, de Bolivie, de Colombie, du Guatemala, du Salvador, d'exilés cubains et d'invités de pays membres qui ne siégeaient pas au Conseil Coordinateur. L'objectif de cette réunion était de recevoir des informations et d'échanger des expériences sur les activités communistes et procommunistes sur le continent, dans le but d'adopter des mesures d'application dans chacun des pays latino-américains. Les résolutions prévoyaient essentiellement d'élargir au niveau continental l'appui financier du secteur patronal pour rassembler davantage de ressources nécessaires à la lutte contre le communisme, de coordonner et d'appuyer l'action des groupes nationalistes dans les milieux universitaire et syndical du continent, et d'organiser des centres de formation idéologique,

⁵ Document 00108F 2069, classifié « secret », de Campos Alum à Sabino Montanaro, ministre de l'Intérieur, résumant le deuxième congrès secret de la CAL tenu au Paraguay du 28 mai au 1^{er} juin 1973.

⁶ Document 00094F 1119, émanant de la CAL, signé par le secrétaire général Rafael Rodriguez et adressé à Campos Alum.

employant des intitulés de « façade » pour préparer des dirigeants à divers niveaux de militance⁷.

La CAL était en pleine structuration. Au cours d'un congrès tenu à Brasilia du 29 novembre au 2 décembre 1975, de nouvelles mesures furent adoptées et de nouveaux problèmes soulevés, comme celui du financement. Les candidatures pour la direction et le siège de l'Agence de Communication Latino-américaine furent déposées. Il était également demandé que chaque membre coopère économiquement, de manière à pouvoir implanter les déjà nombreuses résolutions établies.

« CONSIDERANT que la survie de la CAL est fondamentale pour la défense du monde libre et que sa lutte anticomuniste offre des réponses positives pour le bien-être de l'être humain et que son efficacité dépend du financement des programmes établis et d'une contribution humaine décidée »⁸.

Pour faciliter l'administration de la CAL et la gestion de ses ressources, une charge de Trésorier général, secondé par un trésorier dans chacun des pays membres, fut créée : leur rôle était « de travailler exhaustivement pour obtenir le financement que requière la CAL » et de se rendre « responsables de la correcte application des fonds obtenus »⁹. Des sous-secrétaires généraux furent également ajoutés afin de répartir les tâches se situant dans des territoires géographiquement éloignés. Campos Alum, nommé à l'un de ces postes, colporta dès lors une image positive de l'investissement paraguayen dans la lutte contre le communisme. Il est à noter que selon les termes employés, les représentants de la CAL se sentaient presque investis d'une mission messianique pour la « défense du monde libre »...

B. L'implication paraguayenne

1) Le Troisième Congrès de la CAL

Le général Stroessner et ses acolytes s'investissaient énormément sur la scène mondiale anticomuniste. Leur implication au sein de la CAL et de la WACL fut importante compte tenu de la petite taille du pays, aussi bien géographiquement qu'économiquement. De nombreux fonds furent alloués par le Paraguay à la lutte contre le communisme, domaine devenu prioritaire devant des secteurs tout aussi demandeurs comme la santé ou l'éducation. Les fonds furent attribués à la répression bien sûr, mais aussi à l'organisation de congrès internationaux, le communisme étant un « mal international » se développant d'abord au niveau national. Et le Paraguay avait une solide expérience à faire partager, depuis 23 années de dictature, en la matière. De même que le principal responsable de la répression du communisme était un des sous-secrétaires généraux de la CAL... C'est ainsi que se tint à Asunción, du 28 au 30 mars 1977, le troisième congrès « ordinaire » de la Confédération Anticomuniste Latino-américaine. C'était là un premier signe de « reconnaissance »

⁷ Document cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asunción, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 268-269.

⁸ Documents 00108F 0957 – 958, « Résolutions approuvées par la Commission des Partis Politiques au Troisième Congrès de la CAL », Brasilia, 28 novembre – 2 décembre 1974.

⁹ Ibidem.

internationale pour le régime de Stroessner, à un moment où les Etats-Unis l'avaient presque complètement abandonné. Le démocrate Jimmy Carter venait en effet d'être élu, sur un programme où les droits de l'homme occupaient une place considérable. Ce qui n'était évidemment pas le cas au Paraguay.

Un congrès « secret » s'était déjà tenu en 1973 à Puerto Presidente Stroessner, mais cette fois, le nombre d'invités était beaucoup plus important. Et la CAL avait eu le temps de se structurer. Pour le congrès de 1977, le « chapitre » paraguayen était présidé par le docteur Antonio Campos Alum. Parmi les autres membres, on pouvait compter sur la fine fleur de l'appareil répressif paraguayen (Benito Guanes Serrano, Pastor Coronel), sur le sénateur Eugenio Jacquet, sur le docteur Manfredo Ramirez Russo (ministre du Culte)... etc.

Les accords conclus au cours de ce troisième congrès gravitaient largement autour de cette question des droits de l'homme et du changement de position du gouvernement nord-américain. La croissante sympathie de l'opinion internationale pour les droits fondamentaux était vue par les dirigeants de la CAL comme une sordide campagne menée par le Mouvement Communiste International (MCI, acronyme désignant ainsi facilement tout mouvement d'opposition). La Commission des Entités Civiques Anticommunistes du Troisième Congrès, en accord avec la délégation paraguayenne, déclara :

« 1°) Condamner énergiquement la permanente et flagrante violation des Droits de l'Homme et les actes de génocide perpétrés par le communisme international et ses complices, contre les peuples d'Amérique et du monde.

2°) Dénoncer et démasquer, par tous les moyens, la fausse campagne pro-droits de l'homme, détachée comme partie de sa guerre psychologique contre nos pays par le communisme international et ses complices. [...]

4°) Constituer avec les Chapitres et entités affiliées à la CAL un front militant actif, pour affronter cette lutte à tous les niveaux, établissant une stratégie adéquate à la situation [...], de forme offensive, afin de dérouter l'agression marxiste-léniniste sur notre continent.

5°) Ce front de niveau continental sera composé de fronts régionaux ou subrégionaux, afin de le doter de suffisamment de flexibilité pour l'accomplissement efficace de l'objectif établi. Ce front sera régi par des accords entre les organisations anticommunistes de la région ou sous-région »¹⁰.

Il est intéressant de voir dans ce document que la CAL accusait franchement le communisme d'être responsable de violations des droits de l'homme. Nous pouvons y voir là un manque d'originalité certain : la CAL rendait responsable le communisme des mêmes atrocités dont l'opinion internationale accusait les gouvernements autoritaires anticommunistes, notamment le gouvernement de Stroessner. Pris en étau sur la scène internationale, les régimes dictatoriaux n'arrivaient plus, en 1977, à se justifier de leurs actes, au point de reprendre les mêmes chefs d'accusation contre leurs détracteurs. Le seul moyen de s'en sortir auprès de l'opinion occidentale était dès lors de faire passer la campagne en faveur des droits fondamentaux comme une immense manœuvre de subversion de la part du MCI et de dénoncer le « Carter-communisme » nord-américain. Mais un autre accord, conclu par la Commission de Presse, Radio et Télévision du Troisième Congrès de la CAL avec la délégation mexicaine, allait pleinement à l'encontre du premier article de l'accord signé par la délégation paraguayenne :

¹⁰ Document 00094F 0084, III Congrès CAL, Asunción, Paraguay, 30 mars 1977.

« ACCORDE :

1°) Enquêter sur les écrivains, journalistes, commentateurs et locuteurs étrangers, qui soient communistes, pour les démasquer devant les autorités compétentes comme étant subversifs et solliciter leur sortie du pays, adoptant, de la même façon, les mesures qui soient pertinentes avec les nationaux [les locaux]. [...]

4°) La formation professionnelle de nouveaux écrivains, journalistes, locuteurs, commentateurs et techniciens de radio et T. V. ; inscrivant de jeunes anticommunistes dans les meilleures Universités d'Amérique latine, qui par leur idéologie, [...], garantissent leur formation. »¹¹.

Cette mesure était pleinement antidémocratique, bafouant la liberté d'expression et de la presse. De même elle traduisait la cooptation pour les jeunes étudiants anticommunistes. La Confédération Anticommuniste Latino-américaine s'affirmait donc comme une internationale fascisante allant dans le sens inverse de ce qu'elle prônait : la défense du monde libre. De même cet accord conclu par la commission plénière :

« 2°) Recommandation aux pays d'Amérique latine de limiter au possible ses opérations commerciales avec les Etats-Unis et les pays communistes. [...]

6°) Appui aux gouvernements d'Argentine, Brésil, Salvador, Guatemala et Uruguay pour leur attitude respective à l'administration Carter. [...]

9°) Protestation contre le gouvernement du président Carter pour tenter de supprimer l'indépendance des peuples et pour ses ambitions dictatoriales.

10°) *Pronunciamiento* pour que l'administration actuelle des Etats-Unis s'abstienne d'utiliser le thème démagogique des Droits de l'Homme.

11°) Dénonciation contre la conduite erronée du Président Carter.

12°) Dénonciation publique de la manœuvre procommuniste du Président Carter. [...] »¹²

L'article 2 est intéressant puisqu'il place les Etats-Unis sur le rang des pays communistes. Le comble est tout de même de voir des régimes autoritaires qualifier le gouvernement de Carter de dictatorial pour le seul prétexte que Jimmy Carter comptait ralentir les aides aux pays latino-américains si des conditions de liberté et d'intégrité de la personne n'étaient pas respectées. Et pour utiliser le thème des droits de l'homme, Carter fut qualifié de communiste. Un thème « démagogique » que celui des droits fondamentaux... Il est évident que les nouveaux dictateurs latino-américains savaient de quoi ils parlaient en matière de démagogie...

Nous pouvons ajouter, ironie du sort, un autre accord conclu avec la délégation paraguayenne :

« 1°) Disposer que les entités civiques affiliées à la CAL collaborent activement à la création de centres de réhabilitation pour que puissent en bénéficier les jeunes qui sont tombés dans la toxicomanie.

2°) Collaborer sous toutes les formes pour influencer sur la création d'une législation répressive, pour punir en toute rigueur les trafiquants, complices et complices corrupteurs, et publier leurs noms

3°) Fomenter des centres récréatifs, des centres sportifs, des centres d'orientation, cercles de formation politique, où l'on instruit les jeunes et où ils occupent leur temps afin de les libérer de l'oisiveté, première cause de la chute dans le vice »¹³.

¹¹ Document cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asunción, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 270.

¹² *Ibid.* p. 272.

¹³ Document 00094F 0078, III Congrès CAL, Asunción, Paraguay, 30 mars 1977.

Demander au Paraguay de lutter contre la drogue qu'il contribuait à diffuser peut nous laisser perplexe quand à l'utopie des engagements et des accords que s'appliquait à mettre en œuvre la CAL. Nous remarquerons toutefois que l'objectif de lutter contre le communisme était toujours inscrit, quelque soit le document : ici, l'objectif était de lutter contre le « vice ». Un drogué peut généralement paraître oisif ou vagabond. Et pour les autorités, une personne ne faisant rien de sa vie pouvait être considérée comme suspecte, donc dangereuse.

C'est également au cours de ce congrès que fut présenté comme un modèle à suivre le « Plan Banzer », mis au point par le président bolivien en 1975 pour éradiquer les prêtres « subversifs », adeptes de la théologie de la libération.

La CAL avait des objectifs paradoxaux. Elle prétendait lutter pour la démocratie et le monde libre, mais ses mesures restaient dans l'ensemble largement antidémocratiques, le communisme devant être, selon eux, combattus par ses propres armes. Toujours est-il que ce Troisième Congrès de la CAL à Asunción avait permis au Paraguay d'acquérir une certaine notoriété qui allait culminer deux ans plus tard avec l'organisation d'un nouveau congrès.

2) Le Douzième Congrès de la WACL

Du 23 au 27 avril 1979, Asunción reçut l'insigne honneur d'accueillir le douzième congrès de la Ligue. A cette date, la WACL était bien structurée autour d'un Conseil, d'un Comité Exécutif, d'un président du Conseil et d'un Congrès annuel. Sous la devise « UNIDOS VENCEREMOS ! LA LIBERTAD NO ES NEGOCIABLE ! »¹⁴, plus de 350 délégués parmi lesquels des ministres, des hauts dignitaires, des entrepreneurs, des intellectuels, des dirigeants syndicaux, des ecclésiastiques et des hauts chefs militaires, avaient été conviés à Asunción. Ce qui serait pour eux

« l'opportunité de connaître la réalité du pays, tant de fois dénaturée par des intérêts liés directement ou indirectement au communisme »¹⁵.

Le Comité Organisateur faisait là référence aux tentatives de guérilla du début des années 1960 et plus récemment, celle de l'OPM en 1976. Selon le comité, l'organisation du Congrès au Paraguay ne pouvait être que bénéfique pour les intérêts de la Ligue.

Le gouvernement paraguayen ne lésina d'ailleurs pas sur les moyens d'hébergement pour ses invités. Les deux plus prestigieux hôtels de la capitale avaient été réservés : l'Hôtel Casino Itá Enramada et l'Hôtel Guaraní. Les réunions de travail devaient se dérouler dans les salons de réception de ces deux hôtels. A partir du 21 avril, les réunions avaient déjà commencé pour les chefs de délégations de la CAL, pour le Comité Exécutif et pour le Conseil de la WACL. Le soir du 22 avril, une réception fut offerte à l'ambassade de Chine (nationaliste).

Le 23 avril se déroula la cérémonie inaugurale au Théâtre Victoria d'Asunción. Le président de la WACL depuis le congrès de 1978 n'était autre que celui du Comité Organisateur paraguayen, Juan Manuel Frutos, président de l'IBR. Un siège d'honneur était réservé au président Stroessner à la table de direction. L'hôte avait pour habitude de prononcer des

¹⁴ « Unis nous vaincrons ! la liberté n'est pas négociable ! »

¹⁵ Document du XII Congrès de la WACL, memorandum du Comité Organisateur (le chapitre paraguayen), 1979.

discours à chaque congrès, ou du moins, à les faire transmettre. Ainsi, à Rio en 1975 pour le huitième congrès de la Ligue :

« LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY

A l'occasion de célébrer le 8^{ème} Congrès de la Ligue Mondiale Anticomuniste dans la ville de Rio de Janeiro, je me plais à faire parvenir à son président et aux participants de cet important événement, joints à mes meilleures salutations, les vœux que je formule pour que le Créateur illumine leurs esprits [...] pour continuer à lutter sans faiblesses [...] devant le danger d'une doctrine totalitaire, athée et sanguinaire qui menace de détruire la paix, la liberté et la démocratie dans le monde libre »¹⁶.

En 1979, la WACL voulait donner une image d'elle-même et de la lutte contre le communisme différente. Les premières lignes du programme du Conseil stipulaient qu'il ne suffisait pas d'être anticomuniste. Il fallait surtout être démocrate, prêcher et agir pour les droits de l'homme. Là encore, les arguments étaient contradictoires : durant les deux dernières années, la CAL avait qualifié de cryptocommunisme toute référence ou toute campagne en faveur des droits de l'homme. Et s'il s'agissait ici d'une rupture de la WACL avec les politiques précédentes, pourquoi diable avoir choisi le Paraguay pour tenir un Congrès où les droits de l'homme étaient remis sur le devant de la scène comme moyen de lutter contre le communisme ? La WACL prétendait désormais défendre les peuples sous le joug marxiste en promouvant les droits fondamentaux. La lutte devait être à vie, par des moyens préventifs ou répressifs. Sachant que les moyens préventifs tels que la lutte psychologique, notamment sur les jeunes, était primordiale.

Un des ordres du jour était également de mettre l'accent sur l'union des Forces Anticommunistes pour une action conjointe, afin de les canaliser vers la défense des peuples et des gouvernements qui en éprouvaient la nécessité. La priorité était aussi donnée à l'organisation des régionales de la WACL en Europe et en Afrique et au perfectionnement de la CAL, afin d'obtenir des chapitres nationaux qu'ils soient de réelles représentations des Forces Démocratiques¹⁷.

Encore une fois, le programme manquait d'originalité. Les principaux thèmes et arguments utilisés par le « MCI » étaient repris par la Ligue. Ainsi, le fameux « Prolétaires du Monde entier, unissez-vous » était détourné pour devenir « Anticommunistes du Monde entier, unissez-vous ».

« Devise du XII Congrès, « UNIDOS VENCEREMOS » doit nous inspirer en permanence »¹⁸.

Ce qui n'était pas sans rappeler la chanson composée par Sergio Ortega en juin 1973, « *El Pueblo Unido jamás será vencido* », pourtant synonyme de lutte des classes et associée à l'Unité Populaire de Salvador Allende.

De même, la défense des droits de l'homme, qualifiée par ces mêmes anticommunistes comme étant une campagne de subversion marxiste, était reprise ici comme une priorité. Face à l'ampleur prise par la campagne internationale, les dirigeants de la WACL avaient sans doute compris l'intérêt qu'il pouvait y avoir à se faire légitimer sous la bannière des droits sacrés et inaliénables.

¹⁶ Document cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asunción, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 274, du 19 avril 1975, signé par Alfredo Stroessner.

¹⁷ Document 00094F 1089, « Aspectos de un programa minimo del consejo de W. A. C. L. », 1979.

¹⁸ Ibidem. « Unis nous vaincrons ».

LIGA MUNDIAL ANTICOMUNISTA
WORLD ANTICOMMUNIST LEAGUE

XII CONGRESO 1979

ASUNCION - PARAGUAY

ASPECTOS DE UN PROGRAMA MÍNIMO DEL CONSEJO DE W.A.C.L.

- I. Nueva imagen de W.A.C.L. No basta ser anticomunista. Evidenciar que somos abanderados de la democracia y de ser auténticos cratas.
 - a) Somos mejores los anticomunistas porque luchamos con la palabra y la acción por los derechos humanos del HOMBRE y del PUEBLO.
 - b) Somos mejores porque propugnamos la libertad de los pueblos cautivos subyugados por ejércitos de ocupaciones. Rechazamos el Imperialismo "anguinario" que oprime por las armas a los pueblos.
 - c) Somos mejores porque confiamos y trabajamos por la vigencia de los valores de la democracia y la libertad que dignifican al hombre. Ninguna opresión puede ser bandera de redención y de dignificación humana.
- II. Luchar los medios preventivos y represivos. Prioridad de lucha por medios preventivos. Tres líneas maestras.
- III. Lucha permanente, de por vida, no circunstancial ni momentáneamente.
- IV. Postura intransigente. La LIBERTAD NO ES NEGOCIABLE-XII Congreso.
- V. Promover la Unidad de las Fuerzas Anticomunistas para una acción conjunta y canalizar en defensa de los Pueblos y gobiernos que lo necesitan. Lema XII Congreso "UNIDOS VENCEREMOS" debe imperar permanentemente.
- VI. Fortalecer los Capítulos Nacionales para que sean realmente la representación de Fuerzas Democráticas y Organizadas. No facciones.
- VII. Organizar la Regional Europea y de África.
- VIII. Perfeccionar la regional de C.A.L. La C.A.L. abierta y la completa deficiencia.

Tout ceci nous montre les faiblesses et instabilités dont pouvait faire preuve la Ligue : changements de politique radicaux et détournement à son profit de thèmes « ennemis ». A moins qu'il ne faille voir là une façon de lutter sur le même terrain que le communisme...

L'autre problème que nous pouvons soulever est la question de l'investissement paraguayen : comment étaient financés les congrès ? Nous avons vu l'intérêt que le gouvernement de Stroessner portait à la lutte contre le communisme et l'importance pour le pays de recevoir des étrangers au cours de congrès. Encore fallait-il pouvoir couvrir les frais de réception. Selon l'estimation de budget présentée par le Comité Organisateur, les frais s'élèveraient à 337 000 dollars¹⁹. Il était noté que les chapitres membres contribuaient pour environ 200 000 dollars, le reste devant être « couvert par des apports locaux du chapitre paraguayen »²⁰. Les frais devaient couvrir l'hébergement, les repas, les transports, services de secrétariat et de traduction simultanée, communication... etc.

Le 30 juin 1979 fut réalisé un bilan des coûts et revenus du douzième congrès. Les revenus s'élevèrent à 47 158 401 guaranies (environ 354 575 dollars en 1979), contre des dépenses s'élevant à 46 698 717 guaranies (environ 351 118 dollars), portant les bénéfices à 459 684 guaranies (environ 3456 dollars)²¹. Les apports locaux s'élevèrent à 20 020 000 guaranies. D'où provenaient-ils ? Le Comité Organisateur avait obtenu la participation d'entrepreneurs paraguayens :

« APPORTS PROMIS POUR LE XII^e CONGRES DE LA WACL, DURANT LA RENCONTRE SOUTENUE AVEC LES ENTREPRENEURS PARAGUAYENS LE 8 MARS 1979 A L'INSTITUT NATIONAL DE TECHNOLOGIE ET NORMALISATION A 20H30.

1. Nicolás Bó	Gs. 1 000 000
2. Pilar SA (Alberzzoni)	Gs. 1 500 000
3. Unión Industrial del Paraguay	Gs. 1 000 000
4. Molinos Harineros (Riquelme)	Gs. 500 000
5. Grupos Consultor Alto Paraná	Gs. 1 500 000
6. APAL	Gs. 1 200 000
7. REPSA	Gs. 1 000 000
8. Alberto Antebi	Gs. /
9. Bosch (Azucarera)	Gs. 500 000
10. CAPSA	Gs. 1 000 000
11. Aldo Zucolillo	Gs. 1 000 000
12. Martel (Niella)	Gs. 1 000 000
13. Pepsi Cola	Gs. 400 000
14. Hoekle (Azucarera Paraguaya)	Gs. 500 000
15. Cerveceria Paraguaya	Gs. 500 000
16. DIESA (Carrizosa)	Gs. 1 000 000
17. Coca Cola	Gs. 500 000
18. Cornelius Walde	Gs. 100 000
19. Bittar Hnos	Gs. 400 000
20. MADIMPA (Manuel Battilana)	Gs. 500 000
21. IBR	Gs. 1 500 000
22. Dr Juan Manual Frutos	Gs. 500 000

¹⁹ Document 00108F 2043, « Comité Organizador », 1979.

²⁰ Ibidem.

²¹ Document 00094F 1118, « balance de situación al 30 de junio de 1979 ».

Total Gs. 18 100 000 »²².

Soit environ 136 090 dollars promis par les entreprises paraguayennes. Sous la protection d'une politique ferme et durablement anticomuniste, promouvant le bien-être général, les entrepreneurs avaient réussi à donner une impulsion aux activités productives. L'Etat avait permis ce « miracle économique » avec la signature du Traité d'Itaipú en 1973. C'était donc faire acte de reconnaissance que de participer financièrement au XII^e Congrès de la WACL. A noter aussi la participation de l'Institut de Bien-être Rural et de Juan Manual Frutos, alors président de la WACL.

L'organisation de congrès à Asunción avait placé le régime sur le devant de la scène internationale anticomuniste, tout comme les relations extérieures qu'il avait établies avec des régimes majoritairement autoritaires. Pourtant, en 1954, rien ne prédisposait Alfredo Stroessner à devenir le « Champion de l'Anticomunisme ». Son coup d'Etat n'était pas une réaction face à la menace communiste comme l'avaient été les putschs au Brésil en 1964, au Chili en 1973 ou en Argentine en 1976. Stroessner avait pris le pouvoir pour le garder et s'enrichir, se positionnant comme un homme fort au détour d'une crise politique. L'anticommunisme devint son fer de lance pour percevoir des fonds économiques de la part du puissant voisin du nord. Peu à peu, la Doctrine de Sécurité Nationale fit son chemin et cet anticomunisme « artificiel » au départ devint inhérent à la société et au gouvernement paraguayens, et surtout prétexte à la répression. Pour bien l'afficher, le général Stroessner avait noué des liens avec d'autres pays anticomunistes et n'avait pas hésité à accueillir des activistes d'extrême-droite fugitifs dont il utilisa le savoir-faire pour organiser son appareil répressif. Vantant une « démocratie sans communisme », Stroessner avait surtout créé un anticomunisme sans démocratie.

²² Document du 9 mars 1979 cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asunción, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 272-273.

Troisième partie :

**Structures de l'appareil répressif
(1966 – 1982)**

Chapitre 5

Les fondements juridiques de la Terreur

*

« La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique ».
(*Pensées sur la religion*).
« Les lois sont toujours utiles à ceux qui possèdent et nuisibles à ceux qui n'ont rien ».
(Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*).

Dès son arrivée au pouvoir en 1954, Alfredo Stroessner s'était assuré de légitimer son gouvernement. Légitimation caractérisée par le légalisme qui, plus qu'une intention du gouvernement de se soumettre à la loi, se caractérisa par l'utilisation de l'ordre juridique comme instrument de domination. Les trente-cinq années de la dictature du général Stroessner s'appuyèrent sur un appareil légal articulé autour de trois lois : l'état de siège prévu par la Constitution, la loi n°294 de « Défense de la Démocratie » (17 octobre 1955) et la loi n°209 de « Défense de la Paix Publique et Liberté des personnes » (15 septembre 1970). Bien que le pays ne fût jamais sous la menace sérieuse de « terroristes » ou de groupes armés dotés d'une capacité opérationnelle réelle, cette législation s'appuyait sur cet imaginaire de la « subversion marxiste » pour se justifier et perdurer. C'était en réalité dans le but de poser une façade de prétendue légalité sur la série d'abus et de violations des libertés tout au long du « règne » de Stroessner. Nous n'analyserons pas ici le système judiciaire paraguayen, mais présenter le cadre juridique est indispensable pour comprendre le fonctionnement de l'appareil répressif par la suite.

I. Une constitution autoritaire

La Constitution de 1940 resta en vigueur jusqu'en 1967, date à laquelle une assemblée constituante en élabora une nouvelle. Beaucoup d'éléments de celle de 1940 avait été conservés, notamment l'article autorisant le décret de l'état de siège (article 79). D'autres avaient été ajoutés pour apporter un semblant de légalité et de justice : l'article 78 prévoyant le recours à l'*Habeas Corpus*.

A. Recours entravé à l'*Habeas Corpus*

1) Texte

« Art. 78.- Está reconocido, y, se garantiza el Hábeas Corpus. Toda persona ilegalmente detenida o coartada de cualquier modo en el ejercicio de su libertad individual, o un tercero en su nombre, sin necesidad de poder, tienen derecho a pedir ante la autoridad judicial competente, en forma verbal, por escrito, por telegrama colacionado, que se le haga comparecer para restituirle su libertad. Cuando la autoridad judicial lo estimare conveniente, practicará las comprobaciones del caso en el lugar en que se hallare el detenido. El procedimiento será breve, sumario y gratuito. La ley reglamentaria rodeará esta institución de las máximas seguridades y establecerá sanciones para quienes se la opongan arbitrariamente ».

L'article de la Constitution déclarait que l'*Habeas Corpus* était garanti et reconnu. Toute personne détenue « illégalement » dans l'exercice de sa liberté individuelle pouvait demander sa comparution immédiate et sans frais devant toute autorité judiciaire compétente pour la restitution de sa liberté. Le recours à cette loi relevait strictement de la compétence judiciaire.

2) Un Pouvoir Judiciaire pervers

Conformément à l'article 78, aucune personne ne pouvait être détenue plus de quarante-huit heures sans que lui soit communiqué le motif de sa détention. L'*Habeas Corpus* est en définitive un droit fondamental compris comme une protection contre la détention arbitraire. Le Pouvoir Judiciaire était, dans le cas d'un recours à ce droit, la seule autorité compétente et seule responsable du destin des individus détenus. La détention par « ordre supérieur » autorisée par l'application de l'état de siège n'impliquait nullement la non application de l'*Habeas Corpus*. Il est certain que l'état de siège autorisait la détention des personnes, mais cela ne signifiait sous aucun prétexte que ces individus ne pouvaient être présentés devant le juge et libérés selon les termes fixés par la Constitution. Cependant, le Pouvoir Judiciaire paraguayen se comporta d'une telle manière qu'il était sous-entendu que les individus détenus

par « ordre supérieur » ne pouvaient être libérés que sur « ordre supérieur ». Les instances judiciaires étaient en réalité totalement sous le contrôle de l'Exécutif. Les juges n'avaient aucune liberté d'action, car ils pouvaient être destitués sur simple volonté présidentielle. L'arbitraire prévalait sur la population, mais aussi sur les institutions. Dans tous les cas, selon les auteurs de *El Precio de la Paz*, les citoyens emprisonnés arbitrairement tentaient le recours à l'*Habeas Corpus*. « Notre enquête a pu constater que la citoyenneté paraguayenne a eu recours à la justice et engagé tous ses efforts pour la faire valoir, mais la machinerie dictatoriale était construite avec une telle perversité dans les formes juridiques, que s'est installée d'une forme magistrale la dictature légale »¹.

L'article sur le recours à l'*Habeas Corpus* contribuait à la façade légale de la Constitution de 1967 et donc du régime. Mais l'article suivant le vidait de tout son sens.

B. L'état de siège

Un des principaux instruments du régime fut le perpétuel état de siège entraînant la suspension des libertés civiles garanties par la Constitution nationale. La Constitution de 1940 permettait sa déclaration par le président de la République, avec la charge de rendre compte à la Chambre des Représentants, en cas de : « [...] menace grave de perturbation intérieure ou de conflit extérieur qui pourrait mettre en danger l'exercice de cette constitution et des autorités créées par elle »². L'état de siège permettait au président d'ordonner l'arrestation de personnes suspectes, de les transférer d'un point à l'autre du pays, tout en leur donnant la possibilité de l'exil.

1) Caractéristiques de l'article 79

L'état de siège était en vigueur depuis la prise du pouvoir par Alfredo Stroessner, utilisé principalement au début pour purger les éléments opposés à son investiture, tant dans l'Armée que dans le Parti Colorado. En 1959, plusieurs dirigeants colorados décidèrent d'en demander la levée par l'intermédiaire de la Junte de Gouvernement. Il en résulta que Stroessner ordonna la dissolution de la Chambre des Représentants, « foyer » des principaux responsables de la pétition.

Les articles 79 et 181 de la Constitution de 1967 autorisaient le président à décréter l'état de siège en cas de « conflit ou guerre internationale, d'invasion extérieure, de commotion intérieure, ou de menace grave d'un de ces faits »³. L'état de siège pouvait être total ou partiel, selon qu'il affectait tout le territoire de la République ou seulement une partie. Lorsqu'il était en vigueur, il était possible de « détenir les personnes suspectées de participer à quelconque de ces faits, ou les transférer d'un point à un autre de la République, et interdire les réunions »⁴.

¹ Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 345.

² Constitution de 1940, article 52.

³ Constitution de 1967, article 79.

⁴ Ibidem.

Le décret présidentiel devait exprimer les motifs sur lesquels se fondait l'état de siège, énoncer les droits qui étaient suspendus, délimiter la zone géographique de son application et sa durée, qui était limitée. Les personnes qui étaient considérées comme impliquées dans l'un des motifs ayant entraîné le décret de l'état de siège étaient maintenus dans des lieux de détention spéciaux. Le président devait rendre compte au Congrès dans les cinq jours suivant le décret⁵, mais uniquement à des fins informatives. Les membres du Congrès n'avaient aucun moyen de soumettre l'état de siège à examen, prouvant une nouvelle fois l'application discrétionnaire du Pouvoir Exécutif.

Nous pourrions penser que, selon le contenu des articles, l'état de siège n'était proclamé que lors de graves situations menaçant l'intégrité de l'Etat et pour une durée limitée. En réalité, l'état de siège était permanent depuis l'accession au pouvoir d'Alfredo Stroessner. Tous les trois mois, il était renouvelé automatiquement. Selon la Constitution de 1967, il ne pouvait être maintenu plus de quatre-vingt-dix jours. Mais pendant presque toute la durée du stroessnisme, l'état de siège ne fut pas considéré comme une mesure d'urgence, sinon comme un trait caractéristique du régime :

« DECRET N. 13.408.-
Asunción, 13 Mars de 1975.

CONSIDERANT : que la Constitution Nationale prévoit l'état de siège comme mesure de sécurité. Qu'il existe des organisations internationales dont les principaux objectifs constituent la subversion de l'ordre légitime tout comme l'emploi de moyens violents afin de détruire les bases fondamentales sur lesquelles reposent notre société. [...] Qu'il est du devoir du Gouvernement National de maintenir les mesures nécessaires pour l'affirmation de l'ordre et de la paix, inestimables conquêtes qui ont rendu possible le bien-être et le progrès de la Nation.

Conformément aux articles 79 et 181 de la Constitution Nationale, le Président de la République du Paraguay

DECRETE

Article 1- Est prorogée la durée de l'état siège dans la Capitale et dans les Départements Central, Itapúa et Alto Paraná pour une période de (90) quatre-vingt-dix jours.

Article 2- Est suspendue durant la vigueur de l'état de siège la garantie de la liberté personnelle de ceux suspectés des faits exprimés dans ce décret.

[...]

Signé : Alfredo Stroessner
Sabino Montanaro »⁶.

Le président Stroessner invoquait généralement des mouvements de déstabilisation venant de l'étranger pour prolonger l'état de siège. Ce qui ne facilita pas ses relations avec l'Argentine, car il prétendait souvent que les incursions armées sur son territoire provenait de son voisin du sud. Nous remarquerons également l'emploi récurrent du discours étatique : bien-être, progrès, ordre et paix. Ce qui peut présenter un panorama contradictoire. En effet, tant Stroessner que ses partisans, ils clamaient haut et fort la paix et la stabilité du pays. Mais alors, pourquoi renouveler l'état de siège tous les trois mois ? Cette mesure répétitive sous-entendait une crise permanente depuis 1954, en vertu de quoi le gouvernement pouvait ordonner l'entrée par la force au domicile d'une personne, sans mandat judiciaire et appliquant sa détention arbitraire, pouvait censurer la presse et supprimer des publications

⁵ Constitution de 1967, article 181.

⁶ Décret n° 13.408, par lequel l'état de siège dans la Capitale, dans les Départements Central, Itapúa et Alto Paraná est prolongé pour une période de (90) quatre-vingt-dix jours, 13 mars 1975. L'état de siège fut levé à partir de 1987.

journalistiques, ou même interdire des réunions publiques. L'état de siège permettait la détention de personnes selon le bon vouloir du général Stroessner, par « ordre supérieur », pour une période indéfinie et sans jugement. Il permettait d'assurer la tranquillité. Oui, celle du président.

L'état de siège était levé seulement pendant vingt-quatre heures, le jour des élections. Mais il était maintenu en vigueur durant toute la campagne électorale, ce qui privait les partis politiques de l'opposition de tout meeting et de toute campagne publicitaire par radio ou télévision.

2) Outrepasser le pouvoir judiciaire et maintenir la « terreur »

Comme nous l'avons vu précédemment, la Cour Suprême de Justice était totalement dépendante du Pouvoir Exécutif et avait interprété que les individus détenus en vertu de l'état de siège n'avaient pas droit à l'*Habeas Corpus*. Et lorsqu'un prisonnier était arrêté dans un département où n'était pas en vigueur l'état de siège, il était généralement transféré à la capitale pour se retrouver sous la juridiction de l'état de siège...

Joint au manque d'indépendance du système judiciaire et aux importants pouvoirs de police, l'état de siège constituait un cadre « légal » prétexte aux violations des droits fondamentaux sur le territoire paraguayen. Son caractère permanent était une « commodité » non justifiée par la réalité dans le seul but de prendre des mesures préventives, de ne pas avoir à rendre de comptes, de pouvoir détenir des individus avec ou sans preuves de culpabilité ou de complicité. Ni les autorités policières, ni les autorités judiciaires n'étaient obligées de se justifier de leurs actions.

Enfin, le décret de l'état de siège permettait de maintenir un certain culte de la terreur. Toute la population savait qu'à n'importe quel moment on pouvait se retrouver en prison indéfiniment, pour des actes qui étaient considérés dangereux ou potentiellement nocifs, ou simplement intolérables, pour des raisons qui n'avaient parfois rien à voir avec l'idéologie politique.

Cet article de la Constitution, porte ouverte à toutes les exactions étatiques et instrument le plus puissant du stroessnisme pour la répression continue, s'accompagnait de deux autres lois liberticides.

II. Défendre la démocratie, maintenir la paix

A. Loi de « Défense de la Démocratie »

1) Contenu

La loi n°294 fut sanctionnée par le Congrès, de représentation « unicolore », et promulguée par le président le 17 octobre 1955, dès la première année du mandat d'Alfredo Stroessner. Dans le premier article, elle prétendait punir

« ceux qui s'attaqueraient à main armée contre les pouvoirs constitués pour supplanter totalement ou partiellement l'organisation démocratique républicaine de la Nation, par le système communiste ou quelque autre régime totalitaire »¹.

Dans la seconde partie du texte législatif, étaient punis non seulement ceux qui assaillaient les institutions républicaines, mais aussi ceux qui prétendaient diffuser la doctrine communiste :

« Seront réprimés avec la peine de six mois à cinq ans de prison :

- 1) ceux qui diffuseraient la doctrine communiste, ou quelconque autre doctrine ou système qui se propose de détruire ou changer par la violence l'organisation démocratique républicaine de la Nation.
- 2) Ceux qui organiseraient, constitueraient ou dirigeraient des associations ou des entités qui auraient pour objet visible ou occulte de commettre le délit prévu dans l'article précédent »².

2) Proscription du communisme

La promulgation de cette loi intervenait dans le contexte des premiers accords économiques avec les Etats-Unis. L'aide économique était dépendante du degré d'anticommunisme d'Alfredo Stroessner. C'était la première loi qui interdisait formellement le communisme en territoire *guaraní*. Sous l'invocation de cette loi, plusieurs centaines de personnes passèrent par les geôles stroessnistes. Ils étaient des communistes supposés ou réels, dont l'unique délit avait été de choisir une idéologie, ou d'« avoir l'air » communiste ou d'« avoir l'air de penser » comme un communiste. On peut d'ailleurs remarquer comment étaient considérés les suspects dans les archives de police. Dans un rapport à son supérieur, le 23 décembre 1976, le chef de la Direction Politique du Département d'Investigations, Alberto Cantero, décrivait le comportement d'un supposé espion est-allemand :

« [...] Ce sujet cherche généralement à gagner l'amitié des autorités de notre pays, et se promène fréquemment devant le Commissariat de Caragatay, allez savoir dans quel

¹ Loi 294/55 « Defensa de la democracia », article 1, cité par Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 337.

² Loi 294/55 « Defensa de la democracia », article 2, *ibidem*.

objectif. C'est une personne rugueuse de caractère, qui a peu de relations avec les gens, utilisant le *comportement typique des communistes* [...] »³.

Existerait-il donc un comportement communiste particulier ? C'est en tout cas ici une preuve du degré d'endoctrinement des fonctionnaires du régime paraguayen.

Dans tous les cas, cette loi vidait de leur sens les libertés fondamentales prévues par la Constitution de 1967 : droit à la vie, à la liberté, à l'intégrité physique, à l'égalité devant la loi, la liberté de religion et de culte, d'opinion, d'expression... etc. De même que face à cette loi de « Défense de la Démocratie », le recours à l'*Habeas Corpus* était inutile. Toute tentative de renversement du régime était avec cette loi considérée comme tentative de subversion marxiste.

B. Loi de « Défense de la paix publique et liberté des personnes »

1) Contenu

Bien que le code pénal paraguayen disposait d'un arsenal de mesures destinées à sanctionner une gamme de délits contre l'ordre public largement étendus (articles 146 à 163 de la Constitution de 1967), les autorités ne jugèrent jamais opportun de les appliquer. Et nous pourrions ajouter que ces mesures ne semblaient pas suffisantes aux yeux du gouvernement. Le 18 septembre 1970 fut promulguée la loi n°209 de « Défense de la paix publique et liberté des personnes ». Composée de dix-sept articles, cette loi achevait de violer explicitement les principes fondamentaux des droits de l'homme. Dans le même temps, elle octroyait des facultés illimitées et une invulnérabilité extrême aux autorités. La loi 209 s'opposait à tout ce que son intitulé prétendait défendre et contredisait les fondements mêmes d'un Etat de droit. L'article 4 en était le plus éloquent :

« Art. 4 : Celui qui par quelconque moyen prêcherait publiquement la haine entre les Paraguayens ou la destruction des classes sociales, sera sanctionné d'un à six ans de prison »⁴.

Tous les articles de cette loi recouvraient une large gamme de formes de conduite différenciées par des degrés de gravité croissants pour la paix et la liberté publique. Selon certains articles, il était possible d'inculper des individus pour posage de bombes, enlèvements ou association armée à des fins illégales. Ce qui restait encore un domaine « justifié ». Mais l'article 6 était notable :

« Art. 6 : Ceux qui commettraient calomnie ou diffamation contre le Président de la République, les Ministres du Pouvoir Exécutif, les Membres du Pouvoir Législatif ou de la Cour Suprême de Justice, seront sanctionnés de trois à six ans de prison. Dans les délits d'outrage ou injure commis contre les personnes indiquées précédemment, la

³ Document 00172F 0275, émanant de la Direction Politique du Département d'Investigations, signé par Alberto Cantero, le 23 décembre 1976.

⁴ Loi 209/70, « Defensa de la paz publica y libertad de personas », article 4, cité par Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 338.

peine sera de un à trois ans de prison. L'action pénale de ces délits pourra être promue par le Ministère Public sur requête officielle des offensés. [...] »⁵.

2) Une loi liberticide

Ne serait-ce que par les deux articles cités précédemment, nous pouvons affirmer que la loi 209 était une loi liberticide : la liberté d'opinion était foulée aux pieds et la loi faisait des autorités gouvernementales des personnes intouchables. L'égalité n'était pas non plus davantage respectée. Avec cette loi, se perfectionnait juridiquement le harcèlement et la persécution de toute manifestation idéologique contraire au régime, les textes étant volontairement ambigus pour permettre une interprétation et une application libre de la part des autorités policières et judiciaires.

Mais à tenir compte de l'ensemble de la loi, il était difficile de se rendre compte des critères sur lesquels elle se basait pour déterminer les degrés de gravité de la menace contre la paix et l'ordre publics. En effet, le texte mélangeait plusieurs types de délits différents, confondant droits sacrés et inaliénables (liberté d'expression ou d'association) et délits de droit commun (enlèvements, posage de bombes). De même, l'amplitude des termes employés (« haine », « lutte des classes », « diffamation »... etc.) pouvait donner lieu à tous types d'abus contre les libertés fondamentales. L'article 4 proscrivait pratiquement la lutte ouvrière et la lutte paysanne en interdisant la « destruction des classes sociales »...

Néanmoins, jusqu'en 1975, cette loi fut maintenue plus en réserve, la majorité des détenus considérés comme dangereux pour la stabilité politique étant arrêtés sous le voile de l'état de siège. A partir de la répression massive de 1976, la loi 209 fut utilisée pour les procédures pénales contre les individus passant en jugement, le nombre de ceux-ci ayant considérablement augmenté⁶.

Toujours dans un souci de légalité et de respect de la démocratie, Alfredo Stroessner avait construit un gouvernement oppressif, appuyé par une législation répressive. Les lois et l'existence du Pouvoir Judiciaire n'étaient que partie de la « façade », devant prouver le légalisme du régime et légitimer l'action policière. On ne pouvait ainsi pas dire que Stroessner dirigeait le pays sans autre forme de loi que sa bonne volonté. Le cadre juridique était formel : il existait et les lois étaient votées. Mais ce cadre légal n'était que fiction dans un régime où régnait l'arbitraire de Exécutif. Des lois de « subjugation » servaient d'armature à un système répressif écrasant.

⁵ Loi 209/70, « Defensa de la paz publica y libertad de personas », article 6, cité par Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 339.

⁶ Avec l'opinion internationale en faveur du respect des droits de l'homme, le gouvernement avait été contraint de justifier ses détentions et de procéder à des jugements. La loi n°209 fut un moyen d'« apaiser » l'opinion.

Chapitre 6

Un système encombrant et mal organisé

*

« Quand on s'engage dans le contrôle, on s'achemine vers la répression ».
(Edgar Faure).

L'année 1966 marqua le début d'une nouvelle ère dans la répression paraguayenne. En avril de cette année, deux citoyens allemands s'étaient réfugiés au Paraguay après avoir extorqué quatre cents mille marks. Ayant reçu un avis de recherche d'Interpol, Duarte Vera, chef de la Police, et le chef du Département d'Investigations, Alberto Planás, arrêtèrent les individus à leur hôtel. En échange de leur butin, ils leurs proposèrent de s'enfuir au Brésil. Tout ce serait bien déroulé si le patron de l'Hôtel du Paraguay n'avait pas réclamé à la police la somme non réglée par les deux escrocs. Citoyen allemand également, le patron se plaignit auprès de l'ambassadeur à Asunción, Hubert Krier, qui mena l'affaire devant Stroessner. Las de devoir justifier chaque exaction de son chef de la Police, le président décida d'une grande purge policière. Duarte Vera et Alberto Planás furent limogés sans états d'âme. S'ajouta à eux le ministre de l'Intérieur Edgar Ynsfran, dont Stroessner ne voyait pas d'un bon œil les aspirations carriéristes. La première période de la Terreur stroessniste s'achevait ainsi sur une réorganisation de l'appareil répressif, tant au niveau structurel qu'au niveau du personnel. Mais malgré ce remaniement, le système répressif restait encombrant et l'abondante production d'archives traduisait, outre le souci d'informer, un enchevêtrement des services.

Quelque fut le régime, quand les militaires s'installaient au pouvoir, on assistait à une multiplication des services administratifs, au fur et à mesure des besoins, tout particulièrement dans l'administration de la répression.

En 1933, les Nazis étaient parvenus légalement au pouvoir en Allemagne. De la primauté absolue du *Führer* découlait le droit de nommer ou de révoquer à son gré, mais aussi celui de créer une multiplicité d'administrations parallèles dépendant directement de lui et doublant celles déjà existantes de l'Etat (Direction du Service du Travail, Jeunesses Hitlériennes, Parti Nazi... etc.). Hitler délégua ainsi une quantité de pouvoirs considérable à des chefs locaux et à des chefs de services. Cette pratique mena à une « désintégration » progressive de l'Etat, au profit d'une pyramide hiérarchique de personnages toujours plus puissants ne répondant que de leurs supérieurs au sein de ces structures (quand ce n'était pas du *Führer* directement),

mais aux compétences mal définies. Il y avait dans cette Allemagne des années 1930 une multiplicité de centres décisionnels, mal coordonnés, qui conduisirent à la création d'une « anarchie administrative » contraire à l'unité vantée par Hitler. Nous pouvons ainsi évoquer l'appareil répressif nazi, où se côtoyaient la Police, l'Armée et la SS. Ministre de l'Intérieur de Prusse, Goering concentra dès 1933 tous les pouvoirs de police du Land entre ses mains et créa la Gestapo, police politique. Dès avril 1934, les pouvoirs de police passèrent entre les mains d'Heinrich Himmler, chef de la SS. Progressivement chef de la police de Munich, puis de celle de Bavière, il devint finalement chef de toutes les polices du pays, sous l'autorité direct du ministre de l'Intérieur du Reich. Parallèlement, il avait fait de la SS, qu'il commandait directement, une puissance dominante souvent qualifiée par les historiens d' « Etat dans l'Etat », agissant indépendamment des autres services¹.

La comparaison n'est pas inappropriée quand on sait le nombre d'Allemands qui se réfugièrent au Paraguay après la guerre et qui furent employés, au moins temporairement, à l'organisation du système répressif stroessniste. Certains services de sécurité² paraguayens pouvaient-ils être considérés comme « autonomes », tendant à devenir des « Etats dans l'Etat » ? Comment fonctionnait l'appareil de Terreur mis au point par les sbires de Don Alfredo ?

¹ Voir Kershaw, Ian, *Hitler, 1889 – 1936*, Paris, Flammarion, 1998 et Johnson, Eric A., *La Terreur Nazie, la Gestapo, les Juifs et les Allemands ordinaires*, Paris, Albin Michel, 2001.

² Sous cette appellation, nous regrouperons l'ensemble des forces de sécurité : Armée, Police, Marine.

I. Hiérarchie du système répressif

Après la purge de 1966, se constitua une nouvelle « direction » à la tête de la répression. Sabino Montanaro, un avocat de métier, remplaça Edgar Ynsfrán au Ministère de l'Intérieur ; le général Alcibiades Britez Borges se substitua au lieutenant-colonel Duarte Vera comme chef de la Police ; enfin, Pastor Milciades Coronel, piètre fonctionnaire du Ministère de l'Education, prit le poste de chef du Département d'Investigations en 1968. Chacun chercha à marquer de son empreinte le système répressif et à s'attirer les grâces de Stroessner. Ce qui ne fut pas sans provoquer des tensions internes, tout particulièrement entre la Police et l'Armée.

A. Les rapport entre la Police et l'Armée

Dans *En los Sótanos de los generales*, les auteurs affirmaient que « le cas paraguayen est particulier : la répression politique n'était pas une affaire privée des militaires mais, fréquemment, elle incombait à la Police »¹. En quoi est-ce un cas particulier ? Dans les autres pays dirigés par les militaires, les décisions en matière de répression étaient centralisées et coordonnées par l'Armée. Les services de police étaient généralement subordonnés aux ordres des militaires. Dans le cas du Paraguay, les relations étaient plus complexes en raison du type de régime. Elles alternaient subordination, collaboration et conflit.

1) Une subordination « normale »

Un général d'armée étant au pouvoir au Paraguay, il peut paraître évident que l'institution militaire ait pignon sur rue dans l'appareil répressif et qu'elle soumette l'institution policière à ses ordres. En temps normal, l'Armée est chargée de la défense nationale et la Police de la sécurité intérieure. Mais avec l'application de la Doctrine de Sécurité Nationale les militaires prenaient en charge la sécurité intérieure car ils étaient selon eux les seuls à même de pouvoir lutter contre la subversion. Dans cette optique de « sécurité nationale », nous comprendrons aisément que la Police ait été subordonnée à l'Armée, comme au Chili, au Brésil ou en Argentine.

Le premier indice de cette subordination est également le plus visible. Tout au long de la dictature, le commandement des forces de police fut confié à un militaire. Lieutenant-colonel pendant la première étape de la Terreur, c'est un général qui lui succéda le 20 mai 1966, en l'occurrence le général de brigade Britez Borges. Nous rejoignons l'idée de sécurité nationale en affirmant que les militaires étaient les mieux entraînés pour commander la Police par rapport aux simples fonctionnaires locaux. Le général Alcibiades Britez Borges avait en effet suivi la formation « *Special Command and Staff* » de l'Ecole des Amériques, du 19 septembre

¹ Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *En los Sótanos de los generales*, Asunción, Expolibro-Servilibro, 2002, p. 54.

au 9 décembre 1955². Il n'était pas le seul militaire haut gradé à détenir des fonctions importantes au sein de la Police. Le colonel Galo Escobar commandait la *Guardia de Seguridad*³ et le Centre d'Instruction Policière (conformément à l'idée que les militaires étaient ceux qui enseignaient la sécurité nationale) depuis environ 1980 ; le lieutenant-colonel d'Etat-major Alberto Aníbal Nizza était à la tête du Département « Instruction et Opérations » et occupait en même temps le poste d'officier de liaison entre la Police de la Capitale et le Département II des Forces Armées (c'est-à-dire le Renseignement Militaire) depuis 1975. Un autre lieutenant-colonel et un autre colonel faisaient partie des cadres supérieurs en 1975 : Teófilo Oviedo Palacios et Juan Ramón Escobar, mais nous ignorons quel était leur poste exact⁴. Les militaires occupaient les plus hautes charges policière, à l'exception du Département d'Investigations, centre névralgique de la répression policière, dont la direction était confiée depuis 1966 à Pastor Coronel.

Mais la subordination ne s'arrêtait pas à ces quelques officiers supérieurs qui commandaient l'institution policière. Il était récurrent que l'Armée commande directement à certains services de police. Des archives militaires, nous ne disposons que des archives du Département II de renseignement. Mais elles sont suffisantes pour prouver la subordination de la Police à l'Armée. Il existe trois types de documents (disponibles) émis par le Département II : les « notes », les « rapports » et les « *pedidas de busqueda* »⁵. Quels qu'ils soient, ils étaient transmis à la Police de la Capitale.

« COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES ARMEES
ETAT-MAJOR GENERAL
DEPARTEMENT II
Asunción - Paraguay

Note N° : B/ 383 7 mai 1975
Objet : remettre la Publication Officielle de la Police de Montevideo
A : Monsieur le Chef du Département d'Investigations
Don Pastor Coronel
Asunción

J'ai le plaisir de m'adresser au Chef d'Investigations de la Police de la Capitale, dans le but de lui remettre ci-joint un exemplaire de la Publication de la préfecture de Police de Montevideo, sur des éléments séditeux qui se trouvent très probablement à l'intérieur du pays ou avec des chances d'y entrer.

Je profite de l'occasion pour saluer el *Señor Jefe* avec ma considération la plus distinguée

Benito Guanes Serrano
Colonel d'Etat-major Chef
Département II ESMAGENFA »⁶.

² Né en 1912, cet ex-combattant de la Guerre du Chaco était devenu un des personnages les plus influents du pays. Il avait accumulé une immense fortune par le contrôle de la majeure partie des trafics passant par le pays et comptabilisait, à la fin du régime, 86 propriétés terriennes. Passé en justice, il fut contraint de remettre 10 000 hectares et une partie de ses « économies » au Trésor National.

³ « Garde de Sécurité ».

⁴ Document 00143F 0539, « Personal Superior de la Policia de la Capital », *Policia de la Capital*, Asunción, 30 octobre 1975.

⁵ « Avis de recherche » ou « demande d'enquête ».

⁶ Document 00143F 0234, Note B/ 383 du 7 mai 1975, du chef du Département II au chef d'Investigations de la Police.

« COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES ARMEES
ETAT-MAJOR GENERAL
DEPARTEMENT II
Asunción - Paraguay

... septembre 1976

PEDIDA DE BUSQUEDA N° : 37/76

1. AFFAIRE : **SECTE RELIGIEUSE « TEMOINS DE JEHOVAH »**
2. ORIGINE :
3. REFERENCE :
4. DIFFUSION ANTERIEURE :
5. DIFFUSION : **CHEF DPT. INVESTIGATIONS**
6. ANNEXE :
7. DONNEES CONNUES :

A Formosa (A), ont été détenues diverses personnes de cette secte religieuse, à qui il a été interdit de rendre les honneurs à des symboles nationaux d'aucun pays.

8. DONNEES SOLLICITEES :
 - a. Si existe et est active au Paraguay la Secte « Témoins de Jéhovah ».
 - b. Dans le cas affirmatif, il sera intéressant de connaître :
 - 1) Sa zone d'influence
 - 2) Quantité d'adeptes
 - 3) Relations qu'elle maintient avec les sphères officielles
 - 4) Forme et lieu où elle agit
 - c. Relations qu'elle a ou pourrait avoir avec la Secte homonyme qui fonctionne en Argentine.
 - d. Données biographiques de ses principaux dirigeants et membres les plus caractéristiques.

Benito Guanes Serrano
Colonel d'Etat-major Chef
D-2 ESMAGENFA

Alejandro Fretes Davalos
Général de division
Chef de l'ESMAGENFA »⁷.

Ces deux documents montrent que le Département II des Forces Armées communiquait directement avec le Département d'Investigations, sans passer par le Quartier Général de la Police. Lorsqu'un service (ici le Renseignement Militaire) active un autre service (ici le Département d'Investigations) subordonné à un autre QG (la Police), c'est qu'il domine ce QG. Autrement dit, le Département II de l'Etat-major général des Forces Armées (ESMAGENFA) était supérieur à la Préfecture de Police, se permettant de solliciter directement les services qui en dépendaient selon les besoins. Le dernier document démontre même un commandement du Département II à l'égard du chef d'Investigations. A l'inverse, le Département d'Investigations ne s'adressait jamais directement au Département II, mais passait toujours par la voie hiérarchique quand il s'agissait de « remonter » des informations. Exception faite dans le cas où Pastor Coronel s'adressait au président Stroessner...

Dans les normes, la Police était donc subordonnée à l'Armée. Mais la relation était bien plus complexe et ne s'arrêtait pas à cela. Le contrôle de la population tel qu'il était voulu par le gouvernement ne pouvait être réalisé sans combiner les efforts.

⁷ Document 00143F 0003, du D-II au Chef d'Investigations, septembre 1976.

2) Une collaboration nécessaire

Sur certains points et dans certains secteurs, les chefs de la répression savaient qu'il était indispensable de faire coopérer la Police et l'Armée. La mise en commun des compétences pouvaient améliorer l'efficacité de l'appareil répressif.

Tout d'abord, le Département d'Investigations n'était pas réduit à un rôle de « basse besogne » et d'obéissance aux militaires. Il disposait de la base de données la plus importante de l'appareil répressif sur la population paraguayenne et étrangère vivant dans le pays. Les militaires le désignait parfois même comme le « service de renseignement de la Police »⁸. Ainsi, il était régulièrement « invité » par le Département II pour assister à des conférences ayant pour thème le renseignement, voire y présenter des exposés, notamment dans le cadre du Plan Condor.

Le Département d'Investigations était donc souvent sollicité dans un rôle de consultation. Nous le verrons, mais sous le règne du Condor, le Département II de l'ESMAGENFA (D-II) était le service en charge des relations avec les appareils répressifs voisins. Aussi, lorsqu'un service allié demandait les antécédents d'un individu, le D-II s'informait auprès du Département d'Investigations, détenteur de la base centrale, à savoir si l'individu était fiché par les services de police paraguayens. Par exemple, dans la note B/ 356 du 30 septembre 1976 :

« J'ai le plaisir de m'adresser au Chef du Département d'Investigations, afin de solliciter les antécédents des citoyens suivants qui se nomment :

1. Lino TRINIDAD SANABRIA
 2. Anibal ABATTE SOLEY
 3. Alejandro STUMPS MENDOZA
 4. Ricardo Apolinario GRANDA ou Carlos GRANDA
 5. Rodolfo MONGELOS LEGUIZANON
 6. Mario Benito ORTEGA
 7. Elvio Eligio ROMERO
- [...] »⁹

Et réciproquement, la Police pouvait demander au service de renseignement militaire qu'il demande des antécédents d'individus auprès d'un service étranger qui consulterait sa propre base de données.

Une collaboration plus technique fut aussi mise en place sur le terrain. Certaines zones relevaient à la fois du contrôle de l'Armée et de la Police. C'était le cas des frontières, notamment aux points sensibles, comme entre Asunción et Clorinda, ou Ciudad Presidente Stroessner et Foz de Iguazu, à l'opposé. A ces différents points de contrôle, les deux institutions répressives coopéraient pour resserrer le contrôle des flux, chacun sur sa juridiction, mais en mettant leurs compétences en commun. Dans un rapport de la Direction des Affaires Politiques, un officier de police expose le problème que pouvait poser la fermeture des ports au passage des personnes et des marchandises entre Asunción et Clorinda. Mécontent de la décision, le préfet général des ports avait convoqué le responsable du détachement du Département d'Investigations à Sajonia :

⁸ Document 000143F 0290, du D-II au chef de la Police, 27 avril 1976.

⁹ Document 00143F 0002, du D-II au Département d'Investigations, Note B/ 356, 30 septembre 1976.

« [...] faisant référence à la Brigade [d'Investigations] de Sajonia, il [le préfet] exprima qu'ils étaient là pour surveiller, enquêter et contrôler les personnes, indiquant aussi qu'ils ne pouvaient s'immiscer dans les marchandises, que pour cela étaient les contrôleurs des Douanes, et à travers eux se trouvait la Préfecture pour appuyer et superviser en cas de besoin[...] »¹⁰.

Le document traduisait une collaboration de terrain entre la brigade détachée du Département d'Investigations, les Douanes et la Préfecture Générale des Ports, qui relevait directement du commandement de la Marine Nationale.

La collaboration avait également lieu dans les campagnes. Après 1980, la plupart des détenus qui arrivaient à la *Guardia de Seguridad* avaient été remis à ce service par la *Fuerza de Tarea Conjunta*. Cette « Force de Tâche Conjointe » (FTC) agissait dans les provinces et avait la particularité de mener des opérations en regroupant des éléments militaires et policiers¹¹.

Enfin, la collaboration allait jusque dans les chambres de torture, où policiers et militaires avaient la même occupation : soutirer des aveux. Ainsi, Martin Almada confia avoir été torturé par des militaires (dont certains étrangers) et des policiers, tour à tour ou en même temps¹². Il est vrai que dans ce domaine les compétences étaient particulièrement équilibrées, tous ayant été à la base formés par les « *police advisers* » ou les manuels de torture nord-américains.

De la subordination à la collaboration, les relations entre policiers et militaires n'étaient pas dénuées de tensions. Bien au contraire, il ne faut pas oublier que le régime de Stroessner était particulier et qu'il reposait pour beaucoup sur la loyauté et les récompenses.

3) Un conflit permanent

Lors de sa période détention (de 1974 à 1977), Martin Almada remarqua clairement les fortes tensions qui existaient entre le directeur de la DNAT et le chef du Département d'Investigations. Arévalos Ayala, un ancien fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, témoigna aussi en ce sens : « il y avait une lutte entre Montanaro et Pastor Coronel, parce que le chef d'Investigations voulait être ministre de l'Intérieur. Et bien que cela paraisse incroyable, Montanaro était celui qui plusieurs fois intentait d'adoucir les choses, qu'on n'en arrive pas aux extrêmes. Brítez était un assassin né, au même rang que Coronel. Quand il ordonnait de torturer quelqu'un, le chef de la Police disait : « Il parle ou il ne parle pas. Et s'il ne parle pas... Bang ! » »¹³. Le général Brítez Borges n'avait pas non plus d'affinités avec Pastor Coronel, pourtant formellement sous ses ordres. Formellement seulement. Stroessner manipulait chacun de ses subordonnés. Chacun d'eux devait justifier son poste de privilège devant le dictateur. La concurrence était terrible, chacun luttant pour être le plus efficace. Pastor Coronel entretenait même une correspondance personnelle avec le président. La preuve en est la grosse quantité de mémorandums adressés directement à Alfredo Stroessner.

¹⁰ Document 00172F 0344, de la Direction Politique du Département d'Investigations, 2 novembre 1976.

¹¹ Mentionné dans chacun des documents émanant de la *Guardia de Seguridad*, après 1980.

¹² Entretien de l'auteur avec Martin Almada, 22 août 2006.

¹³ Cité par Colmán Gutiérrez, Andrés, « El propio Stroessner era el que decidía las ejecuciones », *Ultima Hora*, Asunción, 11 décembre 2005.

A quatre heures du matin environ, chaque jour, le président Stroessner recevait les rapports oraux, puis écrits, du ministre de l'Intérieur Montanaro, du chef de la *Técnica* Campos Alum, du chef d'Investigations Pastor Coronel, du chef du D-II Benito Guanes Serrano et du commandant en chef des Forces Armées Alejandro Fretes Davalos. Ces deux derniers étaient également d'impitoyables rivaux. Le souci d'informer au mieux le dictateur dans l'espoir d'une promotion ou d'une augmentation explique sans doute l'abondance de documents d'archives. Comme le souligne Martin Almada, c'était là « une similitude avec l'époque d'Hitler, où l'appareil bureaucratique enregistrait tout... »¹⁴.

De manière générale, les policiers ne supportaient pas d'être sous les ordres de plusieurs militaires. Et les officiers de carrière de la police jalouaient les arrivistes qui les commandaient, tels que Pastor Coronel (ancien fonctionnaire de l'Education) et Alberto Cantero (ancien dactylographe devenu chef de la Direction des Affaires Politiques).

Il était également normal que des militaires torturent un policier jugé « lâche », désobéissant ou pire, « communiste ». En revanche, il était rare que les policiers participent à des séances de torture de militaires. Le meilleur exemple est celui du capitaine Napoleón Ortigoza, qui resta prisonnier pendant vingt-cinq ans, de 1962 à 1987. Il avait été détenu pour être l'auteur « moral » du meurtre d'un cadet du Lycée Militaire, dans le cadre d'une prétendue conspiration de capitaines contre Stroessner et son destin était entre les mains de ses coreligionnaires, pas de la Police... Nous remarquerons encore une fois le caractère arbitraire du régime.

Ces tensions pouvaient-elles amener l'un ou l'autre des services à prendre le dessus et à s'ériger en tant qu'Etat dans l'Etat ?

B. Des risques d'autonomie ou de chaos administratif ?

La quantité d'archives témoigne du nombre important de services se juxtaposant au cœur de l'appareil répressif. Cette juxtaposition pourrait être le tremplin vers l'autonomie d'un service en particulier ou le risque d'une « anarchie » administrative. Nous analyserons pour cela la hiérarchisation des services de répression.

1) Ministère de la Défense et Forces Armées

Le Ministère de la Défense Nationale fut créé le 13 août 1943 en remplacement du Ministère de la Guerre et de la Marine. En 1989, les effectifs militaires se portaient à 21 500, dont 16 000 conscrits, 3 000 contrats et 2 500 officiers¹⁵. Cependant, le ministre de la Défense (le général Marcial Samaniego de 1974 à 1989) n'exerçait pas de contrôle effectif sur les Forces Armées. Ses fonctions étaient limitées aux tâches administratives, en plus de la supervision d'un ensemble hétérogène d'activités : transport aérien commercial, entreprises industrielles d'armement, affaires indigènes... etc.

¹⁴ Almada, Martin, « Las intimidaciones del Cóndor », *XXIII International Congress of the Latin American Studies Association*, Washington DC, Septembre 2001.

¹⁵ Chiffres donnés par Nickson R. A., *Historical dictionary of Paraguay*, Metuchen New Jersey and London, The Scarecrow Press, 1993, p. 178.

Le commandement des Forces Armées relevait de l'Etat-major Général des Forces Armées (ESMAGENFA) et plus précisément du général de division Alejandro Fretes Davalos et du général de brigade Guillermo Clebsch (sous-chef de l'ESMAGENFA). Sous ce commandement se détachaient les Forces Aériennes, la Marine Nationale et l'Armée de Terre. Nous attacherons peu d'importance à l'Armée de l'Air, aucune archive n'existant, ni aucune preuve particulière de son implication dans la répression. En revanche, l'Armée disposait de plusieurs autres ramifications qui jouaient un rôle direct dans la répression :

- Le Département II était directement sous les ordres de l'Etat-major. Il s'agissait du fameux « Deuxième Bureau ». Il était commandé par le colonel d'Etat-major Benito Guaness Serrano, secondé du colonel Pedro Gomes de la Fuente, du lieutenant-colonel Galo Escobar (avant sa promotion et sa nomination à la tête de la *Guardia de Seguridad*) et du capitaine de frégate Lazano Sosa. De ce service dépendaient la section « renseignement militaire », principale fonction du Département II, mais aussi le service du « cérémonial et office de liaison avec les attachés et les missions militaires étrangers ».

- Les 1^{ère} et 3^{ème} Divisions d'Infanterie, la 1^{ère} Division de Cavalerie du général Andrés Rodriguez et le 14^{ème} Régiment d'Infanterie « *Cerró Cora* » du général de brigade Tommassone s'étaient spécialisés dans la contre-insurrection et la lutte antiguérilla depuis le début des années 1960.

- Le Collège Militaire « Mariscal López » à la charge du général de division Gerardo Johannsen, qui participait à l'enseignement de la Doctrine de Sécurité Nationale aux jeunes cadets.

- Le Régiment d'Escorte Présidentielle était sous les ordres du général de brigade Guillermo Clebsch, et de lui dépendait la Police Militaire.

- La Marine Nationale dépendait de l'ESMAGENFA. Elle avait sous ses ordres un service de renseignement propre, comme en Argentine. La Préfecture Générale des Ports était également sous son commandement, avec à sa charge, le contrôle des rivières par les détachements fluviaux.

2) Ministère de l'Intérieur

Quatre éléments importants dépendaient du Ministère de l'Intérieur : les Consulats, les Délégations de gouvernement, la DNAT et la Police de la Capitale.

- Les Consulats faisaient partie intégrante du réseau d'informateurs du Ministère sur les mouvements à l'extérieur des frontières. Le consulat le plus souvent mentionné dans les archives était celui de Posadas (Province de Misiones, Argentine) proche de la frontière paraguayenne. Le consul en poste pour la période étudiée, Ortiz Téllez, était à la tête des informateurs infiltrés dans les groupes d'exilés paraguayens. Il fut d'ailleurs la source par laquelle on apprit que le docteur Goiburú (considéré comme l'ennemi numéro 1 de Stroessner) avait été enlevé dans la région de Posadas le 9 février 1977.

- Les Délégations de Gouvernement étaient les représentations du gouvernement dans chacun des dix-sept départements. Les responsabilités qui leur incombait étaient la justice et le maintien de l'ordre. Une des plus actives fut la délégation d'Itapúa, sous la responsabilité de Francisco Bogado. Ils disposaient de forces de police, mais la Police de la Capitale envoyait généralement des détachements dans les départements sensibles et le Département d'Investigations, des brigades.

- La *Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos*¹⁶ était, comme nous l'avons vu, le service chargé de la répression du communisme et le service de renseignement politique du Ministère de l'Intérieur. Sous les ordres du docteur Campos Alum, elle était composée d'une direction des « affaires nationales » et d'une direction des « affaires étrangères » qui contrôlait les activités étrangères. De la direction des « affaires nationales » dépendaient un service confidentiel (infiltration dans les mouvements et organisations politiques) et un service spécial (rebaptisé « Division Opérations ») qui était en réalité directement sous les ordres de Campos Alum. En province, le service spécial disposait de brigades mobiles et de brigades « antisubversives de répression ». A la tête de cette Division Opérations se trouvait Arturo Hellman, mais après 1966 et son affaire de corruption¹⁷, le commandement revint à Felipe Nery Saldivar, qui était jusqu'ici agent spécial et s'illustra par la suite comme l'un des tortionnaires les plus efficaces du régime. Un service extérieur dépendait également directement de Campos Alum et du ministre, mais nous ne disposons d'aucune information sur ses activités. Cependant, nous pouvons remarquer les similitudes avec la structure du FBI. Ainsi, le service extérieur serait probablement en charge des « attachés légaux » au sein des ambassades ou autres représentations diplomatiques à l'étranger. Nous pouvons ajouter également que les fonctionnaires de la DNAT étaient recrutés parmi les officiers de police. En prenant leurs fonctions sous les ordres de Campos Alum, ils devenaient des « agents spéciaux », titres que portent également les agents du FBI...¹⁸ Ce n'est donc pas étonnant que la DNAT ait été le principal point de connexion entre l'appareil répressif paraguayen et les services nord-américains.

- La Police de la Capitale était commandée par le général de division Francisco Alcibiades Borges Brítez. Sa juridiction principale était le Département Central, c'est-à-dire Asunción et ses environs. Mais des détachements et des brigades étaient déployés dans les autres départements du pays pour mener des enquêtes, des activités de répression, ou simplement soutenir les forces de police dépendant des Délégués du gouvernement.

3) Forces de Police

La structure de la Police était bien trop pesante pour ne pas lui consacrer un paragraphe. La Police était constituée de plusieurs services, appelés « départements » dans les archives. Ces départements étaient composés de « directions » divisées en « sections ». En plus de ces services s'ajoutaient la *Guardia de Seguridad* et la Police Présidentielle. Selon Paul Lewis, les

¹⁶ « Direction des Affaires Techniques ».

¹⁷ *Supra* p. 27-29.

¹⁸ Pour plus d'éléments sur le FBI, voir Berlioz-Curllet, Jacques, *FBI : Histoire d'un empire*, Paris, Editions Complexe, 2005.

effectifs de police s'élevaient à environ 8 000 hommes, dont 4 500 assignés à la capitale, aux environs de 1980¹⁹.

- La Garde de Sécurité était une unité d'élite dont le rôle essentiel était la protection du président. Elle était commandée par le colonel d'Etat-major Juan Ramón Escobar, également chef du Centre d'Instruction de la Police. Composée de 400 hommes, elle se composait de deux compagnies armées, une compagnie d'appui et une compagnie de commandement. Située près du pénitencier de Tacumbu, elle servait aussi de lieu de réclusion.

- La Police Présidentielle serait un corps composé de quelques cent agents civils chargés de protéger les hauts fonctionnaires du régime et leurs familles. Rien dans les archives ne laisse entrevoir sa définition exacte.

- Le D-1 était le Département « Personnel », commandé par l'inspecteur général Fabian Insfrán. Comme son nom l'indique, il était chargé de la gestion des personnels de police (traitements, avancements, administration... etc.).

- Le D-2 était le Département « Ordre Public », en charge de la police régulière. A sa tête se trouvait l'inspecteur général Daniel Coronel. Le service était divisé en police de la circulation, police montée et police motorisée. Du D-2 dépendaient surtout les commissariats de la capitale et de province, les *seccionales*.

- Le D-3, Département d'Investigations (DIPC), était le service qui nous intéressera certainement le plus ici. C'était le département chargé notamment des affaires politiques et de la « police secrète ». Dirigé par Pastor Milciades Coronel, il était divisé en au moins cinq directions :

- . Information et Renseignement
- . Identification
- . Surveillance et Délits
 - . Section « vols et larcins »
 - . Section « escroquerie »
 - . Section « crimes et sécurité des personnes »
 - . Section « lois spéciales »
- . *Politica y Afines*²⁰
 - . Section « technique »
 - . Section « ouvrière »
 - . Section « étudiante et universitaire »
 - . Section « politique »
 - . Section « corporation et clubs »
 - . Section « contrôle »
- . Registres des Etrangers

- Le D-4, Département « Instructions et Opérations » commandé par le lieutenant-colonel d'Etat-major Alberto Nizza, était chargé de mettre en place les dispositifs de sécurité sur le terrain, notamment lors de visites officielles. Le D-4 répartissait les fonctions de chaque service en opération.

¹⁹ Voir Lewis, Paul, *Paraguay under Stroessner*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980, p. 238. Les chefs cités sont ceux en poste en 1973.

²⁰ « Affaires politiques et analogues ». Pour visualiser l'appareil répressif, voir Organigramme, annexe 2.

- Le D-7 était le Département « Judiciaire ». Dirigé par l'inspecteur général Alejandro Ibbarola, il était le lien entre la Police et le Pouvoir Judiciaire. Les décisions concernant des inculpés ou des procédures passaient par lui.

- Le D-10 était le Département Interpol. C'est en septembre 1977 que le Paraguay devint officiellement membre de l'Organisation Internationale de la Police Criminelle, sous les ordres de Domingo Galeano.

- Le D-11 fut créé en 1982 à partir de la direction « Identification » du Département d'Investigations pour former un service à part entière.

Nous pouvons terminer sur la Police par l'ordre hiérarchique des grades attribués aux officiers. Contrairement à l'organisation actuelle, le grade de commissaire n'était pas le plus élevé. Les grades d'inspecteur commandant, inspecteur principal et inspecteur général étaient les plus importants. Le grade d'inspecteur principal était généralement celui des chefs de direction, des chefs de commissariats de province ou des commissariats les plus importants dans la capitale. Le corps des commissaires leur était inférieur : commissaire inspecteur, commissaire commandant et commissaire principal. Les brigades détachées par le Département d'Investigations étaient souvent commandées par un commissaire commandant ou principal.

4) Les services « annexes »

D'autres éléments ne faisant pas directement partie du système s'incorporèrent dans l'appareil répressif. Tout d'abord, nous pouvons citer le Parti Colorado. Dispatchées sur tout le pays, les *seccionales* contrôlaient la population au moyen de milices locales dans certains départements. Un document du Ministère de l'Intérieur fait état de 215 *seccionales*. Les principales étaient celles de San Estanislao et Itacurubí del Rosario. Dénommées *Macheteros de Santaní*, ces milices répondaient politiquement de Pastor Coronel. Ils défilaient les jours anniversaires, machettes au poing en entrechoquant les lames. Bien qu'ils participèrent rarement à des actions violentes, ils se définissaient comme un « groupe d'assaut » pour la défense du gouvernement. C'était ce que nous pourrions qualifier de groupe « paramilitaire ».

Sous la direction du Ministère des Finances Publiques, nous pouvons citer les brigades de répression de la contrebande (on se demande comment un tel service peut exister au Paraguay !!), qui agissait aux frontières, dans les ports, gares routières et aéroports.

Enfin, nous citerons l'*Asesoría Especial de Seguridad e Informaciones* (Agence Spéciale de Sécurité et Informations) de la *Binacional Itaipú*. Pendant quinze années, elle surveilla et émit des rapports qui étaient systématiquement diffusés aux organes de répression des dictatures brésilienne et paraguayenne. De 1973 à 1988 l'agence fut un repère de militaires et de policiers tortionnaires qui appartenaient à la structure répressive de la dictature brésilienne. Certains de ces agents agissaient à travers une structure parallèle qui était gérée par le consortium des constructeurs du barrage, *Unicon*.

Tant la structure formelle (AESI) que la partie clandestine, avaient leurs équivalents au Paraguay, où fonctionnait la version guaranie. Plusieurs villes dispersées au Brésil faisaient partie de l'organigramme de l'espionnage et de la répression du barrage, dont les principales

bases opérationnelles étaient situées à Rio de Janeiro, Brasilia, Curitiba et Asunción, outre Foz y Ciudad Puerto Presidente Stroessner.

Il nous a été possible de rétablir la hiérarchie de l'appareil répressif en grande partie grâce aux cachets figurant sur chaque document, et grâce aux entêtes qui permettaient de déceler si les auteurs s'adressaient ou non à un supérieur. Globalement, la voie hiérarchique était respectée entre les services. Excepté entre Stroessner et Coronel et entre Guanes Serrano et Coronel. Au détour de cette hiérarchisation, nous avons pu constater un système très centralisé, dans la capitale comme en province. Y avait-il risque d'autonomie ? Non. Considérons les conflits hiérarchiques exposés précédemment. Tous se querellaient pour obtenir les faveurs de Stroessner. Nous sommes dans un Etat de type néo-sultaniste où la loyauté et le travail efficace étaient dûment récompensés par le chef suprême. Les services susceptibles de prendre un ascendant sur l'ensemble du système auraient pu être le Département d'Investigations ou la DNAT. L'Armée, sans être la propriété du général Stroessner, était soumise à son autorité. Le général Fretes Davalos n'aurait pas été en mesure de fomenter un coup d'Etat, les principaux commandants de divisions étant trop occupés à gérer leurs affaires personnelles²¹ et fidèles au Commandant en Chef. De par la rivalité avec son chef d'Etat-major, Benito Guanes Serrano n'aurait pu non plus tenter de renverser le président. Du côté de la Police, le général Alcibiades Britez Borges était immobilisé. Son « subordonné » Pastor Coronel était lié directement avec le président et qui plus est, à la tête du service le plus puissant de la Police. Pastor Coronel aurait lui pu être dérangé par le directeur de la Técnica qui était un profond rival et qui était à la tête d'un service tout aussi puissant que le DIPC, lié en plus à la CIA et au FBI. Chaque service et chaque institution s'équilibraient mutuellement. Le général Stroessner dirigeait son pays comme un fin stratège. Il provoquait, arbitrait et entretenait les conflits entre ses subordonnés les plus « dangereux » ou « potentiellement dangereux ». Il appliquait à merveille le vieil adage « diviser pour mieux régner ». Caractéristique qui tend à confirmer qu'il ne gouvernait pas comme un président démocratiquement élu mais plutôt comme un monarque absolu, disposant de lois liberticides et du pouvoir de vie ou de mort sur chaque citoyen. L'appareil répressif paraguayen était très centralisé. Mais dans la pratique, il était encombrant et mal organisé...

²¹ Du moins jusqu'en février 1989. Mais les circonstances étaient alors différentes. Voir Paredes, Roberto, et Varela, Liz, *Los Carlos, Historia del derrocamiento de Alfredo Stroessner*, Asunción, Servilibro, 2005.

II. La répartition des tâches

A. Fonctions des principaux services

Nous verrons ici les compétences et les domaines d'action de chaque service ayant un rôle important dans la répression.

1) La Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos

Le 12 mars 1963, un mémorandum de Campos Alum résumait les activités de l'année précédente :

« La DNAT a développé durant l'année un intense travail, accomplissant en toute efficacité sa mission d'enquêter sur les activités subversives à caractère communiste. Plusieurs noyaux d'infiltration ont été découverts dans des zones rurales de l'intérieur du pays. De même, un vaste réseau d'agents communistes qui agissaient clandestinement en des points variés de la République avec pour mission de préparer « la guerre révolutionnaire », ont été détenus, faisant échouer leurs plans subversifs. Les activités du FULNA (*Frente Unido de Liberación Nacional*) et du FEDRE (*Frente de Estudiantes Democraticos Revolucionarios*) ont été parfaitement contrôlées, découvrant toutes ses intentions subversives.

L'Institution a collaboré activement dans l'enquête des activités terroristes dernièrement citées. De même, il faut souligner que dans toutes les activités accomplies, cette Direction a agi en parfaite coordination avec les autres institutions qui forment le système de sécurité »¹.

Le premier travail des agents spéciaux de la DNAT était donc dans un premier temps la recherche et l'enquête des individus et milieux jugés subversifs, mais plus spécialement les mouvements communistes. Les communistes n'étaient pas les seuls considérés « subversifs » : les fébréristes, les membres du MOPOCO² et de manière générale tous ceux qui portaient des idées contraires à la République strouessniste l'étaient aussi. Au début des années 1960, la DNAT avait collaboré en province avec l'Armée au démantèlement des guérillas. Dans un mémorandum de février 1967 du même type, nous pouvons lire :

« [...] »

Une grande partie des activités d'infiltration et d'agitation subversives dirigées par le Communisme International à travers l'organisation clandestine du Parti et d'entités de façade et de mouvements révolutionnaires, proclamés par la Conférence Tricontinentale de La Havane, ont été découverts.

De nombreux agents communistes locaux et étrangers ont été détectés et appréhendés par les services spécialisés de la Direction, en collaboration avec les Autorités Policières et Militaires.

De même, nous avons réussi à découvrir les activités de groupes subversifs communistes et castristes pour guérillas, dans des localités frontalières qui agissaient

¹ Document 00094F 0282, « Memoria de la DNAT » du 12 mars 1963.

² « Mouvement Populaire Colorado ».

comme bases d'appui pour la formation de groupes de guérilleros à l'intérieur du pays »³

Pour mener à bien ces missions, la DNAT s'appuyait sur ses brigades antisubversives de répression et ses brigades mobiles, les « services spécialisés ». Dans un document de 1960, Campos Alum remerciait un représentant du régime pour avoir rendu des services aux « fonctionnaires détachés [par la DNAT] en mission confidentielle dans la zone du Alto Paraguay⁴.

Mais avant le travail de répression, il y avait un travail d'infiltration primordial pour justement détecter les individus subversifs. La direction avait d'ailleurs mis un point d'honneur à ce que chaque agent spécial recruté dispose d'un contact dans une organisation communiste. En effet, après leur recrutement, les agents spéciaux signaient un contrat de location d'arme à feu. La DNAT leur cédait un Smith&Wesson calibre .38, disponible à l'achat pour la modique somme de 7 000 guaranies, en sept mensualités. Les articles sont surtout centrés sur les conditions d'entretien et de port de l'arme. Mais l'article 2 comporte une clause intéressante :

« Art. 2°) L'agent s'engage à trouver, avant le terme de la première année (1), un indicateur pour le service qui soit membre du Parti Communiste, dont la qualification et l'acceptation seront à la charge de la Direction. L'indicateur doit être un militant actif du parti.

Art. 3°) Remplie la condition exposée dans l'article 2, le directeur, au nom de la DNAT, transférera à l'agent la propriété de l'arme [...] »⁵.

Nous ne disposons pas des chiffres concernant le nombre d'agents de la DNAT. Mais nous ne pouvons que constater l'infiltration omnisciente des mouvements d'obédience communiste. Les individus se retrouvant à la DNAT n'étaient toutefois pas que des communistes. Les agents spéciaux pouvaient enquêter sur des colorados ou des libéraux « suspects ». De même, si un individu se trouvait avec de la littérature marxiste ou jugée telle en sa possession, il était immédiatement conduit au 1066 *calle* Chile, dans la petite demeure bien entretenue, d'extérieur très anodine, que louait le docteur Campos Alum. Ce n'était pas sans rappeler la « police de la pensée » décrite par Georges Orwell dans *1984*.

La DNAT effectuait également un contrôle sur les étrangers, surtout ceux souhaitant créer une entreprise, ou pire, ceux venant d'Europe de l'Est ou d'autres pays sous le joug du marxisme. Il arrivait que les consulats transmettent à la DNAT des demandes de visa qu'elle examinait et sur lesquels elle avait un droit de veto. A partir de 1973, des trafiquants ou consommateurs de produits stupéfiants étaient régulièrement détenus et objets d'enquêtes, puisque Campos Alum cumula à son poste la charge de directeur des Narcotiques et Drogues Dangereuses jusqu'en 1976.

La mission première était le maintien de « l'ordre et la paix publiques ». Les fonctions de la DNAT durant les années de la dictature paraguayenne correspondaient pour beaucoup aux activités du FBI des années 1950, à l'heure du maccarthysme et de la chasse aux sorcières, où l'espionnage politique était l'obsession des fédéraux, et aussi l'espionnage des groupes jugés dangereux et « subversifs » comme les *Black Panthers*.

³ Document 00186F 0631, « Memoria de la DNAT » du 14 février 1967.

⁴ Document 00094F 0330 du 16 novembre 1960, de Campos Alum à Crispin Avalos.

⁵ Document 00186F 0752, contrat de location de l'arme à feu de l'agent Fausto Acosta, 6 février 1961.

2) La Préfecture de Police

Le quartier central de la police était avant tout un centre décisionnel et un relais d'informations. Tous les rapports de renseignement des départements subordonnés remontaient au chef de la Police, qui donnait ensuite les ordres à suivre : poursuite d'enquête, détention ou remise en liberté. Lorsque les ordres, les rapports ou les « *pedidas de busqueda* » arrivaient du Département de Renseignement Militaire, le chef de la Police les redistribuait aux services appropriés. Il recevait et remontait également des rapports et des informations au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires étrangères.

3) Le Département d'Investigations

Une des plus violentes vagues de répression que connut le Paraguay de Stroessner coïncida avec l'arrivée de Pastor Coronel à la tête du Département d'Investigations, qui le modernisa dans un souci d'efficacité. Le DIPC devint en effet, à partir de 1968, le « *centre nerveux* »⁶ du renseignement politique. La Direction des Affaires Confidentielles disparut pour laisser monter en puissance la Direction des Affaires Politiques. La délation informelle et spontanée cessa d'être la base de l'information. La collecte de données s'effectua dès lors par des policiers infiltrés dans des organisations politiques, sociales, syndicales, centres étudiants, ainsi que dans tout type d'organisations privées ou publiques. Si l'infiltré n'était pas un membre de la police, ce pouvait être un informateur loyal (comme les *Pyragués*, « espions aux pieds de plumes », informateurs locaux). La population étant largement affiliée au parti Colorado, il n'était pas difficile de trouver de tels espions, qui constituaient la principale base d'informations du Département d'Investigations.

La Direction « Identification » avait pour fonction d'enregistrer tous les individus entrés au Département d'Investigations. Des fiches y étaient émises avec les caractéristiques corporelles des individus : taille, couleurs des cheveux, des yeux, empreintes digitales...etc., des renseignements sur la famille, l'affiliation politique et les motifs, politiques ou non, de sa détention.

La Direction « Surveillance et Délits » était en charge des enquêtes et de la répression des délits de droit commun : attaques à main armée, vols divers, escroquerie, meurtres...etc. Cette direction travaillait en collaboration avec le Département Judiciaire, car les coupables de délits de droit commun passaient régulièrement devant les tribunaux, à la différence des détenus politiques. Toutefois, après les accusations que le gouvernement subit en matière de droits de l'homme, la tendance fut à mettre l'étiquette de prisonnier de droit commun sur les prisonniers politiques. Et dans la pratique, nombre de détenus pour raisons politiques étaient conduits en premier lieu à la Direction « Surveillance et Délits », où ils étaient gardés en réclusion jusqu'au premier interrogatoire.

L'élément clé de la structure du Département d'Investigations était la Direction des « Affaires Politiques ». Et la pièce maîtresse de cette entité s'appelait Alberto Buenaventura Cantero. Entré dans cette direction en 1959, il était simple dactylographe et tortionnaire occasionnel. Il avait gravité les échelons et put atteindre le poste de chef de la section

⁶ Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *op. cit.*, p. 99.

technique. Il avait aussi gravi les échelons dans l'entourage immédiat de Pastor Coronel. Ce qui lui valut en 1976 de succéder à Francisco Bogado, nouvellement choisi pour être délégué du gouvernement du département d'Itapúa, à la tête de la Direction des Affaires Politiques. Il s'illustra à ce poste comme celui qui faisait le « sale boulot », celui qui dirigeait les tortionnaires de la moyenne hiérarchie : Lucilo Benítez (« Cururú Piré »), Camilo Almada Morel (« Sapriza »), Juan Martinez, Eusebio Torres et Agustín Belotto Vouga entre autres. Son prestige grandit encore lorsqu'il fut blessé en avril 1976, au cours d'une perquisition dans la maison de Juan Carlos Da Costa, un des dirigeants de l'OPM, tué, lui, dans l'affrontement. D'abord commissaire, puis commissaire inspecteur en 1976, il atteignit le grade d'inspecteur principal en 1978.

Les fonctions de la Direction des Affaires Politiques étaient différentes des autres services chargés de la répression des délits communs.

- La section « Politique » était la branche d'exécution du Département d'Investigations : son objectif était de lutter « contre le communisme et les idées extrémistes contraires à la démocratie, à la tradition et à la religion du peuple paraguayen »⁷. Elle devait empêcher toute infiltration des partis traditionnels par des éléments de gauche.

- La section « Ouvrière » était en charge de surveiller et de contrôler les syndicats ouvriers, lieux sensibles car exposés aux communistes recherchant l'appui des masses.

- La section « Estudiantine et Universitaire » avait un objectif similaire en milieu universitaire, les jeunes étant encore considérés comme ayant un « esprit malléable et pouvant être sensibles aux idées communistes »⁸. Ainsi, dans un rapport du 24 mars 1976, l'informateur faisait état d'un mouvement étudiant de la faculté de philosophie de l'Université Nationale au moment de l'élection du président du Centre d'Etudiants⁹.

- La section « Corporations et Clubs » surveillait et contrôlait les centres sociaux, les compagnies théâtrales, les clubs agraires et les œuvres de bienfaisance.

- La section « Contrôle » était chargée d'exercer un contrôle sur les ports fluviaux, les aéroports et les gares routières afin d'éviter les accès ou les sorties du pays aux personnes jugées dangereuses.

- La section « Technique » était chargée de tenir les registres de détention des éléments subversifs au moyen de fiches renseignant la Police sur les antécédents politiques des détenus, leurs empreintes digitales et leur identification personnelle, même travail que la Direction « Identification » du même département.

En théorie, la direction possédait un grand nombre de prérogatives et contrôlait aisément les principaux milieux sociaux de la population pouvant être susceptibles de « tentation communiste ». En pratique, nous le verrons dans un chapitre ultérieur, elle déployait un éventail d'activités impressionnant faisant d'elle le service le plus craint par la population.

⁷ D'après un mémorandum cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *op. cit.*, p. 100.

⁸ *Ibidem*.

⁹ Document 00172F 0390, 24 mars 1976.

Enfin, la Direction des « Registres Etrangers », comme son nom l'indique, était spécialisée dans la surveillance et la répression des étrangers. Elle était chargée de l'expulsion des étrangers en situation illégale, des affaires d'escroquerie ou toute autre affaire criminelle impliquant des étrangers¹⁰, de mener des enquêtes sur les activités d'étrangers au Paraguay, de la détention d'étrangers responsables de troubles de l'ordre public ou en infraction avec les lois relatives aux Migrations et au Tourisme... etc. Ce service collaborait régulièrement avec la Direction des Migrations du Ministère de l'Intérieur, avec la Direction des Narcotiques, avec Interpol et avec la DNAT. En effet, quand un étranger était lié avec une personne supposée communiste connue de la *Técnica*, une enquête était entreprise par les deux services. Ce fut le cas à propos du Français Daniel Mallet : administrateur de finances au Paraguay, il avait un supposé lien avec un autre Français, Philippe Tormuerelle. Ce dernier était qualifié de « cryptocommuniste » par la DNAT car il pratiquait une « propagande diffamatoire » sur le gouvernement paraguayen en Europe. Daniel Mallet fut donc mis en réclusion par ordre supérieur (ce qui prouve que l'état de siège s'appliquait aussi aux étrangers) et son carnet de résidence temporaire lui fut confisqué sous prétexte qu'il aurait été obtenu par corruption de fonctionnaire¹¹.

Dans l'ensemble, le Département d'Investigations disposait d'une gamme variée de compétences et de prérogatives, faisant de son chef l'un des plus puissants de l'appareil répressif. Le département contrôlait tout. « Investigations » signifie « enquêtes » : enquêtes en tout genre, politiques, criminelles ou autres. Comment n'a-t-il pu devenir un Etat dans l'Etat ? En effet, Hannah Arendt affirme, en parlant de la police secrète, que « la simple possession d'informations secrètes a toujours conféré à ce secteur une supériorité décisive sur tous les autres secteurs de l'administration ; elle a toujours constitué une menace ouverte pour les membres du gouvernement »¹². La police de Pastor Coronel serait donc plus à rapprocher de ce que la même auteur définit dans la foulée : « la police totalitaire, au contraire, est totalement assujettie à la volonté du Chef : lui seul peut décider qui sera le prochain ennemi potentiel et peut aussi bien désigner, comme le fit Staline, les cadres de la police à la liquidation »¹³. Ce que fit Stroessner en 1966...

Les archives de ce département sont les plus significatives des Archives de la Terreur. Elles dévoilent l'intense activité des fonctionnaires de police sous les ordres de Pastor Coronel, leur souci de noter le moindre détail, travaillés par le soupçon. Comme toutes les archives de renseignement ou de police, les archives du Département d'Investigations témoignent d'une même logique : rassembler autant d'informations que possible sur un individu ou un groupe d'individus. Comme le souligne Sonia Combe à propos de la Stasi (police secrète est-allemande) : « ce n'est pas fondamentalement la « collecte compulsive » qui distingue la pratique de la Stasi de celle d'autres services de renseignement, mais l'ambition, la démesure de sa tâche et le projet politique qui la sous-tend »¹⁴. Ce que l'on pourrait également affirmer pour la police de Pastor Coronel. Comme la Stasi, la police secrète paraguayenne se différenciait des autres services de renseignement (de pays démocratiques et constitutionnels), « non par sa méthode de travail, ni par la vision policière qui borne son horizon ; [mais] parce que la définition du crime qu'elle traque est plus large et plus floue et qu'ensuite, et par voie de conséquence, elle peut repousser plus loin les limites du droit dans l'interprétation et la

¹⁰ Document 00026F 1615, 31 décembre 1982.

¹¹ Document 00026F 1617, 15 décembre 1982.

¹² Arendt, Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Editions du Seuil, 1972, réédition 2002, p. 222.

¹³ Arendt, Hannah, *op. cit.*, p. 223.

¹⁴ Combe, Sonia, *Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 78.

manipulation des faits : une différence qui est loin d'être négligeable puisqu'elle fonde la distinction entre un Etat de droit et un Etat de non-droit »¹⁵.

4) Le « Deuxième Bureau » militaire

Avant d'intervenir dans la sécurité nationale, le Département II était le service de renseignement militaire qui intervenait dans l'élaboration des plans tactiques. Sa mission était de conseiller et d'aider le commandant de l'Etat-major à élaborer les plans d'opérations en lui fournissant les renseignements nécessaires. Ce service peut être considéré comme le premier auxiliaire de l'Etat-major.

Au moment du Plan Condor, le Département II était le principal lien entre l'appareil répressif paraguayen et celui des pays voisins. Le service reçoit des informations et transmet des renseignements, en intervenant dans le « cycle du renseignement ». Après une planification des besoins en renseignement (cellules subversives par exemple), les informations brutes sont collectées et traitées par des spécialistes qui les exploitent et les évaluent en leur attribuant une cotation. Cette cotation apparaît à plusieurs reprises dans les archives. Elle permet de déterminer la fiabilité d'une information et l'éloignement de la source de renseignement (sur une échelle de A -fiable- à F -non évaluable-) et du contenu de l'information (sur une échelle de 1 -confirmé- à 6 -exactitude non évaluable-). Les renseignements sont ensuite diffusés aux services concernés.

Le « Deuxième Bureau » sollicitait auprès des services de police des informations pour les pays voisins, ou au contraire, transmettait des renseignements venus de ces pays. Ses sources d'informations étaient les unités de reconnaissance de l'Armée, les agents infiltrés, les interrogatoires, l'espionnage des communications, les services de renseignement des pays alliés, les attachés militaires... etc.

Cet organe, représentation du Condor au Paraguay, était en pratique supérieur à presque tout l'appareil répressif, car détenteur des informations et renseignements.

B. Un appareil répressif mal organisé

1) Une mauvaise coopération

Nous avons vu que l'Armée et la Police étaient amenées à collaborer. Il est à noter que dans bien des cas la coopération fut infructueuse ou preuve de mauvaise volonté. Il est arrivé que des détachements de police se plaignent à leur supérieur d'une mauvaise coopération. Dans un rapport du 21 octobre 1976 de la Direction des Affaires Politiques, on peut lire :

« A : Monsieur le Chef du département d'Investigations
Don Pastor Milciades Coronel

¹⁵ Combe, Sonia, *op. cit.*, p. 81.

J'ai l'honneur de m'adresser à mon supérieur afin d'élever à sa connaissance le rapport suivant :

Que les effectifs de la Marine collaborent très peu ou pas du tout avec nos personnels détachés dans les différents points de contrôle établis sur la rivière, malgré avoir très bien conversé avec eux et expliquer la disposition supérieure sur la restriction du transfert des personnes vers Clorinda (RA) et du trafic de marchandises de cette localité argentine vers notre pays. [...] »¹⁶.

La mauvaise volonté était une raison. La seconde était le manque d'échange d'informations entre l'Armée et les Forces de Police sur certaines affaires. Par exemple, le 22 août 1977, Alberto Cantero s'adressait à Pastor Coronel :

« A : Monsieur le Chef du département d'Investigations
Don Pastor Milciades Coronel

J'ai l'honneur de m'adresser à mon supérieur afin d'élever à sa connaissance le résultat d'une procédure effectuée dans la compagnie Arroyo Servin, juridiction de Pirayú :

Par disposition de ce département, dans la matinée d'aujourd'hui, une brigade à la charge du commissaire inspecteur Eliodoro Sanchez, se présenta dans la localité citée plus haut, au domicile particulier du citoyen Aurelio Cuevas, afin de vérifier une information selon laquelle il possède deux mitrailleuses de l'époque de la Révolution. Une fois sur les lieux, notre personnel procéda à la révision minutieuse de la maison, ne trouvant dans la même que deux vieux fusils de chasse[...]. Conversant avec la maîtresse de la maison, celle-ci manifesta que le 14 du même mois, du personnel du Régiment d'artillerie de Paraguarí avait déjà effectué la révision de la maison, réalisant la même recherche. A cette occasion, ils ont emporté une mitrailleuse « Bren » en mauvais état [...], et ont détenu le propriétaire de la maison Aurelio Cuevas »¹⁷.

Les officiers de police semblaient contrariés par le manque de collaboration de l'Armée et la mauvaise transmission d'éléments d'enquêtes qui pourraient être menées efficacement de façon conjointe. Ce dernier rapport fut d'ailleurs porté à connaissance du chef de la Police par Pastor Coronel.

En arbitrant et en entretenant les conflits, Alfredo Stroessner s'assurait la loyauté de ses subordonnés. Mais il développait ainsi la rivalité et l'esprit de compétition entre les services qui ne voyaient pas toujours dans leur intérêt la collaboration. Et dans le cas des points frontaliers, comme les rivières, il s'agissait de points de contrebandes. Comme celle-ci était implicitement encouragée par le président, elle devenait la cause de conflits sur le terrain, notamment avec la Marine, nous l'avons déjà évoqué. Tout ceci était susceptible de nuire non seulement à l'efficacité, mais aussi à la crédibilité du système répressif.

2) Des compétences mal définies

En étudiant les fonctions des différents services en charge du contrôle et de la répression de la population, nous avons pu remarquer des similitudes. En effet, l'étendue des compétences, particulièrement entre le Département d'Investigations et la DNAT, pour beaucoup, se recoupe. Tout comme la DNAT, la Direction des « Affaires Politiques » avait en charge la

¹⁶ Document 00172F 0359, signé par Alberto Cantero, 21 octobre 1976.

¹⁷ Document 00172F 0399, du 22 août 1977.

détection des éléments communistes (et plus largement des « subversifs ») et l'infiltration des organisations. De même, il arrivait que ces deux services participent à des enquêtes criminelles qui n'étaient du ressort ni de l'un, ni de l'autre, mais de la Direction « Surveillance et Délits ». Les deux services ayant un large éventail de compétences, leurs fonctions sur le terrain se recoupaient fréquemment. Il semblerait même que les détenus d'obédience communiste étaient remis à la DNAT ou au Département d'Investigations selon l'humeur des officiers qui les avaient appréhendé... En résumé, les compétences de la DNAT et de la police secrète étaient presque entremêlées, d'autant que les moyens utilisés pour lutter contre la subversion étaient les mêmes : délation, infiltration, détention et torture. Cet aspect était peut-être dû au fait que la DNAT recrute ses agents spéciaux parmi des officiers de police originaires majoritairement du Département d'Investigations ou d'Ordre Public.

Sur les points de transit, la délimitation des compétences était également difficile. En effet, plusieurs services de l'appareil répressif se trouvaient dans ces secteurs. Le rôle de la Direction des « Registres Etrangers » se confondait aisément avec celui de la Direction des Migrations. De même, ses prérogatives pouvaient s'assimiler à celles du Département Interpol lors d'enquêtes sur des étrangers, ou même encore une fois à la DNAT si un étranger était communiste ou supposé tel. Les deux enquêtes pouvaient alors se recouper. Nous l'avons déjà signalé, mais au contrôle des rivières, les détachements de police pouvaient être tentés de contrôler les marchandises, travail des douanes.

Dans les campagnes, les brigades de la DNAT et celles du Département d'Investigations en arrivaient à effectuer le même travail : infiltration des milieux subversifs et opérations de répression.

Nous nous trouvons là face aux conséquences de la juxtaposition des services répressifs par la bureaucratie d'Etat. Face à un danger qu'il avait peur de ne pouvoir maîtriser (la subversion), l'Etat multiplia les moyens répressifs. Cet élément s'intégrait ensuite dans le schéma de pouvoir paraguayen de loyauté, de corruption et de récompenses. Chacun voulait déployer au maximum ses compétences pour atteindre les faveurs du « président-sultan ». Très efficace et centralisé (Stroessner contrôlait l'ensemble du système et la surveillance s'étendait même aux effectifs policiers et militaires), l'appareil répressif stroessniste n'en était pas moins très mal organisé. La rivalité et la juxtaposition des prérogatives risquaient de provoquer un éclatement de l'intérieur, dû à la nature même du régime.

C'est un schéma similaire qui se produisit en février 1989 : la fraction dominante du Parti Colorado, les *militantes*, soutenue par Stroessner, chercha à s'emparer des principaux hauts postes de l'Armée en évinçant les colorados *tradicionalistas*. Le 12 janvier 1989, ils organisèrent un large remaniement afin d'ôter tout contrôle au général Andrés Rodriguez, qui s'était éloigné de Stroessner. Mais celui-ci disposait encore de larges soutiens et associé à Argaña, un homme de loi *tradicionalista*, il chassa le président Stroessner au cours du Mouvement du 2 février. Une fois au pouvoir, Rodriguez orchestra une purge dans l'Armée et dans la Police. C'est ainsi que Pastor Coronel fut rapidement conduit devant les tribunaux. L'hostilité entre les deux hommes était née de l'incapacité de Coronel à trouver les responsables de la mort de Somoza en 1980, ce qui avait conduit Stroessner à charger un militaire de l'enquête : Rodriguez ... Il s'agissait vraiment d'un conflit personnel, puisque Alberto Cantero resta à la tête de la Direction des Affaires Politiques jusqu'en août 1989. Quand Stroessner avait limogé le chef de la Police Duarte Vera en 1966, il avait également limogé les principaux cadres.

L'appareil répressif stroessniste contrôlait réellement tout le pays de façon très efficace, malgré une faille organisationnelle qui pouvait s'avérer être une faiblesse en cas de crise majeure. Au début des années 1970, forts d'un contrôle minutieux de la population, les dirigeants de ce système plongèrent le Paraguay dans une redoutable vague de terreur.

Quatrième partie :

L'insertion des services paraguayens dans un système de répression transnational (1974 – 1982)

Chapitre 7

Le « Système Condor »

*

« C'est la crainte de voir les groupes de guérilla de toute l'Amérique du Sud unir leurs forces qui a poussé les services de sécurité du Cône Sud à intensifier leur coopération ». (Mémoire de la CIA, cité par Dinges, John, *Les Années Condor*, Paris, la Découverte, 2004, p. 53).

« Internationale du crime », « Les longs vols de la Mort », « Interpol contre la subversion », « Terrorisme international au service de la dictature chilienne », « Mercosur de la Terreur », « Association de Dictateurs sans Frontières »...etc. Les appellations pour qualifier ce que la presse a popularisé sous le nom d'*Opération Condor* ne manquent pas. Les médias en ont fait quelque chose d'abominable et le caractère violent et secret de l'Opération a eu tendance à la mystifier. Les regards de l'opinion internationale se sont concentrés sur les assassinats notoires et sur l'implication nord-américaine, notamment celle de la CIA. Sans remettre en cause sa participation, nous concentrerons l'étude sur les ressorts du Système Condor et son fonctionnement.

I. Antécédents d'une coopération internationale :

Il ne faut pas croire que le Plan Condor était né du jour au lendemain d'une bonne idée de Manuel Contreras, le patron de la DINA chilienne. Le Plan Condor ne fit que systématiser en novembre 1975 une longue tradition de « coopération souterraine »¹ entre les polices et les armées du Cône Sud.

A. Contacts entre services

1) Echanges inter-polices

Dans les archives, il existe plusieurs traces de la coopération entre les polices. Il existait même un organisme, la « Fédération Américaine de Police Latino-américaine », qui avait son siège au Panamá et se définissait comme une « fraternelle association policière respectueuse de la loi, sans rémunération ». Créée au début des années 1970, elle organisait des Congrès avec des conférences sur les homicides, les narcotiques...etc. Le 15 février 1972, une invitation fut envoyée à Pastor Coronel, « chef du service de renseignement » pour faire venir une délégation paraguayenne.

Les principales preuves de cette coopération interpolicière sont les documents attestant d'échanges directs entre les polices d'Argentine et du Paraguay. Ainsi, le 30 juillet 1974, Francisco Bogado, chef de la Direction des Affaires Politiques, s'adressa à Pastor Coronel :

« Le jour d'hier 29 de ce mois, je me suis mis en contact avec Monsieur Iglesias, de la Police fédérale d'Argentine, qui se trouve dans notre pays comme Agent de Sécurité personnel de l'ambassadeur argentin à Asunción. Durant la conversation que nous avions, nous avons abordé des thèmes sur l'aspect politique, circonstance dans lesquelles Iglesias me manifesta qu'il se trouvait en condition de soumettre quelque information politique que mes supérieurs souhaiteraient connaître en relation avec les activités des éléments politiques paraguayens de l'opposition qui opèrent depuis le territoire argentin, et que volontiers il se présenterait à ce département afin de converser et d'éclairer n'importe quel point qui pourrait apporter quelque utilité pour la Police »².

Dans un autre document, les Argentins font une nouvelle fois preuve de bonne volonté de collaboration avec la Police paraguayenne :

« Le Chef de la Police de Santa Fé
Alfredo Edmundo Baglietto, adresse ses salutations distinguées au Chef d'Investigations de la Police de la République du Paraguay, Monsieur pastor M. Coronel, et ayant pris ses fonctions de chef de la Police de la Province de Santa Fé récemment, se complaît à mettre nouvellement à sa disposition et à lui offrir en plus la plus large collaboration dans le milieu policier. [...] »³.

¹ Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *En los Sótanos de los generales*, Asunción, Expolibro-Servilibro, 2002, p. 61.

² Document 00143F 0767, signé par Francisco Bogado, 30 juillet 1974.

³ Document 00143F 0618, 20 août 1975.

Qu'elle fût d'ordre privée ou tout à fait officielle, ces deux documents prouvent que la collaboration et l'échange de services et d'informations existaient bel et bien entre les polices.

2) Echanges interarmées

Le Paraguay était sous la coupe d'un général depuis 21 ans quand fut officialisé Condor et le Brésil sous celle de juntes depuis 11 ans. Les services de renseignement brésiliens étaient extrêmement bien organisés et efficaces. Ils se dotèrent d'un Service National d'Informations (SNI) et chaque arme créa un « deuxième bureau » (CIE le Centre d'Information de l'Armée de terre). Le SIDE argentin était également un service de renseignement efficace. Une étroite collaboration existait déjà entre l'appareil répressif paraguayen et celui de ses voisins, par l'intermédiaire de ces services de renseignement.

« COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES ARMÉES
 ETAT-MAJOR GENERAL
 DEPARTEMENT II
 Asunción - Paraguay

14 mars 1975

Informe N°13

1. AFFAIRE : **REUNION D'EXTREMISTES LATINO-AMERICAINS**
2. ORIGINE : D-2 - ESMAGENFA
3. DIFFUSION : **A – D – H AGREMIL ARG/BOL/CHI/URU/USA/VEN**
4. TEXTE
 - a. Entre les 10 et 17 mars se réuniraient des extrémistes latino-américains dans la ville de PALPALA (Jujuy – Argentine).
 - b. Ils pourraient, comme actes de diversion, tenter des actes de terrorisme dans les pays sud-américains. En ARGENTINE, il pourrait se tenter l'enlèvement d'un ambassadeur en utilisant un uniforme de l'Armée argentine.
5. Requête :
 - a. Où et quand se réalisera la réunion ?
 - b. Quels groupes extrémistes latino-américains y participent ?
 - c. Sont-ce les mêmes qui intègrent la JCR ou est ce un nouveau ?
 - d. Quels sujets ont été abordés ? Les conclusions.

Benito Guanes Serrano
Colonel d'Etat-major Chef
D-2 ESMAGENFA »⁴

Le terme AGREMIL désignait les *Agregados Militares*, c'est-à-dire les attachés militaires au sein des représentations diplomatiques. Ils étaient la principale source d'information « officielle » à l'étranger et disposaient de nombreux pouvoirs. Généralement, les informations leur venaient des services de renseignement ou d'autres unités militaires. Ils transmettaient ensuite les informations, par le biais de leur ambassade, au « Deuxième Bureau ». Ces attachés militaires constituaient un véritable réseau de renseignement et d'information. Dans le document cité, le renseignement était transmis aux attachés militaires d'Argentine (principal concerné), de Bolivie, du Chili, d'Uruguay, des Etats-Unis et du Venezuela, dans leur ambassade respective à Asunción.

⁴ Document 00143F 0079, du 14 mars 1975.

Le 20 octobre 1975, le Renseignement Militaire paraguayen émit un rapport classé « secret » sur la situation des mouvements subversifs dans la région et la probable participation de Paraguayens à ces groupes. Dans la dernière partie du rapport se trouvaient les recommandations faites par le chef du Département II :

« [...] »

- a. Renforcer la coordination de tous les Organismes de Renseignement National au moyen de réunions et d'échange d'informations opportunes.
- b. Désigner une commission chargée d'évaluer les informations collectées et les convertir en RENSEIGNEMENT pour le Commandant en Chef. [cycle de renseignement décrit précédemment]
- c. Gérer les ressources économiques pour des voyages de délégués du renseignement extérieur afin de vérifier les informations disponibles avec celles des agences d'autres pays.
- d. Adopter des mesures de sécurité personnelle et d'installations critiques. »⁵.

C'est une véritable recommandation pour organiser les échanges de renseignements que faisait là Benito Guanes Serrano. La collaboration militaire et les systèmes d'échange étaient donc préexistants au système Condor. La coopération bilatérale était également à l'honneur depuis plusieurs années.

B. Conférences bilatérales

1) Appréciation de la situation subversive

Les conférences bilatérales avaient pour objectif de permettre à chaque participant de s'exprimer sur la situation de la subversion au sein de leur pays et sur le continent, puis des solutions étaient proposées. Ce type de conférences existait depuis la naissance des Conférences des Armées Américaines (CEA), en 1960 : en plus des CEA, les premières conférences bilatérales apparurent. Nous prendrons ici pour exemple la VII^{ème} Conférence Bilatérale entre les Armées du Paraguay et d'Argentine qui eut lieu entre juillet et septembre 1975 très probablement (l'analyse de la situation subversive par les délégués paraguayens s'arrêtait en juillet 1975)⁶, et classée « secret ». La délégation guaranie présenta la conférence comme la nécessité d'une « coordination des activités de renseignement entre les Armées du Paraguay et d'Argentine pour enrayer la réussite des plans des groupes subversifs » et ainsi parvenir à la « prévention et à la répression de tous les premiers signes subversifs qu'on tente d'implanter dans le pays »⁷.

Toute la première partie de l'exposé concernait l'appréciation de la situation subversive. En 1975, le problème auquel étaient confrontés les régimes autoritaires était la mise en place d'une Junte de Coordination Révolutionnaire (JCR) par des groupes révolutionnaires de gauche de Bolivie, du Chili, d'Argentine et d'Uruguay. Après une description du problème, les délégués paraguayens abordèrent les projets d'action de la JCR. Ensuite, une partie était consacrée à la situation dans plusieurs pays sud-américains jusqu'en juillet 1975 :

⁵ Document 00143F 00221, du 20 octobre 1975, émis par le Département II.

⁶ Documents 00143F 0706 – 0739, 1975.

⁷ Document 00143F 0709, 1975.

« a) BOLIVIE : le gouvernement du général Hugo Banzer, après le coup d'Etat qui renversa le gouvernement marxiste du général Torres, s'est consacré à épurer les éléments marxistes localisés dans tous les secteurs du gouvernement [...].

b) BRESIL : le gouvernement du Brésil, avec les expériences assimilées des pays qui sont tombés sous le fléau des éléments subversifs orientés [...] depuis l'extérieur, avec l'établissement d'un strict contrôle des activités et des membres responsables de la conduite des différents secteurs du pouvoir, a pu maintenir et contrôler les activités possibles et futures de ces organisations [...]

c) CHILI : avec le coup d'Etat qui a destitué le gouvernement marxiste de Salvador Allende et les actions des Forces Armées qui ont suivi contre ses éléments le composant, s'est dissipée l'intention et la préparation de la part des pays leaders du communisme d'y établir la base principale [de la subversion].

d) PEROU : [...] sur le gouvernement militaire du Pérou, il nous indique avec quelques variantes, être le même système de gouvernement établi par [...] le président Salvador Allende. Note. Il se réfère au gouvernement du général Velazco Alvarado.

e) URUGUAY : les Forces Armées ont obtenu une victoire totale contre les TUPAMAROS [...]

f) VENEZUELA : on peut affirmer que les Forces Armées maintiennent un contrôle sur les activités subversives [...] »⁸

Le développement sur le Paraguay s'assimilait davantage à plusieurs pages de louanges au général Stroessner qu'à une véritable appréciation de la subversion. Il fallait montrer au voisin (et rival) argentin, les bienfaits du gouvernement stroessniste sur le pays depuis plus de 20 ans. L'exposé définissait la période libérale comme « l'antipatrie à la conduite du pouvoir », mais la victoire du Parti Colorado en 1947 avait ouvert de nouveaux horizons, notamment grâce « l'œuvre et à la pensée » du général Stroessner. Faut-il rappeler son rôle dans la Révolution de 47 ? Stroessner ne fut pas l'artisan de la victoire... Dans tous les cas, son gouvernement, à partir de la paix, de l'ordre, de la stabilité et du développement avait permis le bien-être du pays. Plusieurs pages suivaient sur le Parti Colorado et ses principaux adversaires politiques. Dans une partie suivante, les délégués paraguayens exposaient les actions du Mouvement Communiste International (MCI).

2) Conclusions et recommandations

La subversion marxiste était une grande crainte aux yeux des militaires. D'après eux, elle allait mettre la main sur le Pérou d'ici peu. De même, ils redoutaient que le marxisme « appuie la subversion interne aux Etats-Unis et [tente] de séparer davantage ce pays de l'Amérique latine ». La diminution de l'aide économique au Paraguay depuis 1972 était probablement la raison de l'argument du représentant paraguayen. Dans tous les cas, la subversion guettait le Paraguay et l'Argentine, ce qui :

« réclamerait une action urgente pour établir la conduite à suivre, par les deux, pour faire face aux dangers en développement »⁹.

L'émissaire paraguayen (il s'agissait très certainement de Benito Guanes Serrano) proposa alors des solutions qui ne sont pas sans évoquer le système qui serait officiellement fondé quelques semaines plus tard :

« 1. Echange direct d'information.

⁸ Documents 00143F 0717 – 719, 1975.

⁹ Document 00143F 0739, 1975.

2. Délégués, techniciens, personnels.
3. Programmer des réunions conjointes pour traiter des questions de sécurité des zones de YACYRETA-APIPE et CORPUS [...].
4. Echange de doctrine, organisation et instruction.
5. Possibilité d'élargir le caractère bilatéral de la Conférence de Renseignement avec l'inclusion d'autres pays »¹⁰.

La coopération militaire, au même rang que la coopération policière, était particulièrement développée et active. Les organismes de sécurité paraguayens n'avaient pas hésité à collaborer avec les voisins de peur de voir le communisme arriver sur leurs terres. Dans la même optique, les services brésiliens avaient déjà eu l'occasion de réaliser des opérations conjointes sur le terrain avec des militaires chiliens dès août 1975¹¹. C'était l'époque durant laquelle le Renseignement chilien était préoccupé par les activités que pouvaient déployer tous leurs opposants en exil, dans les pays frontaliers ou en Europe. Ainsi, Contreras s'était adressé à Joao Baptista Figueiredo, le chef du SNI brésilien et futur président :

« [...] coordonner notre action contre certaines autorités ecclésiastiques et politiques social-démocrates et démocrates-chrétiens connus d'Amérique latine et d'Europe »¹².

En septembre 1975, un document de la DINA publié par la *Revista Cambio 16* le 5 février 1999, démontrait les ambitions chiliennes de porter la répression au-delà des Andes. Dans un mémorandum personnel adressé à Pinochet, Contreras demandait une augmentation du budget de la DINA de 600 000 dollars qu'il justifiait ainsi :

- « 1. Augmentation du personnel de la DINA souscrit aux missions diplomatiques du Chili. Au total, dix personnes : 2 au Pérou, 2 au Brésil, 2 en Argentine, 1 au Venezuela, 1 au Costa Rica, 1 en Belgique, 1 en Italie.
2. Frais additionnels pour la neutralisation des principaux adversaires de la Junte de Gouvernement à l'extérieur, spécialement au Mexique, en Argentine, au Costa Rica, Etats-Unis, France et Italie.
3. Frais relationnels aux opérations au Pérou : aide à nos partisans dans l'Armée péruvienne et la Presse, [...]
4. Traitement pour les officiers de cette Direction qui suivent un cours de préparation de groupes antiguérilleros dans le Centre d'Entraînement de la ville de Manaus, au Brésil »¹³.

Que ce soit au Brésil, au Paraguay ou au Chili, les militaires étaient conscients de la nécessité de coordonner les services en vue d'actions contre les groupes subversifs. Le Chili allait le plus loin en demandant une augmentation du personnel pour des actions conjointes au Pérou et jusqu'en Europe. Le Plan Condor avait donc de solides antécédents et un terreau propice à son développement.

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *En los Sótanos de los generales*, Asunción, Expolibro-Servilibro, 2002, p.70.

¹² Document cité par Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *op. cit.*, p. 71.

¹³ Document de Contreras à Pinochet du 16 septembre 1975, publié par *Revista Cambio 16* le 5 février 1999.

II. La naissance du « Système Condor »

A. Le « danger révolutionnaire » au début des années 1970

Le journaliste américain John Dinges distingue trois lignes politiques générales en Amérique du Sud : la droite (allant des anti-communistes radicaux aux mouvements libéraux en faveur de la démocratie et de réformes sociales), la gauche (regroupant les mouvements populistes, les partis communistes prosoviétiques et les partis socialistes marxistes), et l'extrême gauche révolutionnaire¹. A lire les rapports de renseignement militaire, le danger révolutionnaire était considérable et avait de grandes chances de transformer le continent sud-américain en « deuxième Vietnam ». Les services de renseignement de chacun des pays pensaient que les expériences cubaine et chilienne, par la lutte armée ou la voie des urnes, pouvaient se reproduire dans n'importe quel autre pays car la subversion était selon eux partout. Nous ne saurions comprendre ni l'existence, ni les objectifs du Plan Condor sans les replacer dans le contexte révolutionnaire de la période. Car dans l'idée des militaires au pouvoir, ce système offrait une réponse à la subversion marxiste, et plus particulièrement à la Junte de Coordination Révolutionnaire.

Il faut prendre en compte de façon objective et réaliste le rôle de ces révolutionnaires, sans toutefois tomber dans l'idée que le continent était prêt à s'embraser. Il est donc plus que nécessaire de faire le point sur les principaux mouvements révolutionnaires de la période se situant dans les pays membres de Condor, sur leurs méthodes, sur leurs dirigeants et sur leur idéologie générale.

1) Les principaux groupes armés

Dans le sillage « vert olive » de Cuba et jusqu'au 11 septembre 1973, plusieurs partis ont appelé à la lutte armée et à l'utilisation de la violence révolutionnaire comme arme légitime contre les inégalités sociales et l'oppression, malgré des différences tactiques, stratégiques, voire idéologiques². Les principaux mouvements en activité lors du déclenchement du plan Condor sont le *Movimiento de la Izquierda Revolucionaria* (MIR, Chili), les *Montoneros* et l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP, Argentine), l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Bolivie), les *Tupamaros* (Uruguay), sans compter quelques groupuscules marxistes au Paraguay.

Un des mouvements les plus actifs fut le MIR chilien. Issu des groupes étudiants des années 1960, sous la direction principale de Miguel Enríquez (secrétaire du comité central) et Andrés Pascal Allende, il se réclamait du modèle léniniste de révolution sociale encadrée par le parti, qui devait conduire, à terme, à la « dictature du prolétariat ». Sous le régime démocrate-

¹ Pour plus d'éléments, voir Dinges, John, *Les Années Condor*, Paris, La Découverte, 2004, p. 31.

² Voir Gaudichaud, Franck, *Operación Condor, Notas sobre Terrorismo de Estado*, Madrid, Ed. SEPHA, 2005, p. 18-19.

chrétien d'Eduardo Frei (1964-1970), le MIR se lança dans une série d'attaques à main armée, semble-t-il peu efficaces d'un point de vue politique. Prônant la « guerre populaire prolongée », le MIR n'intervint cependant pas sous la présidence de Salvador Allende. Peu avant le putsch du 11 septembre, le mouvement se préparait, selon John Dinges, à une stratégie militaire agressive. Le mouvement avait également infiltré l'armée pour contrer les conspirations éventuelles, saper le moral de l'intérieur par une active campagne de propagande et rallier les anti-putschistes à son idéologie³.

La théorie de la « guerre populaire prolongée » se voulait nouvelle à cette période : elle succéda à la théorie guévariste des « *focos* », selon laquelle les foyers insurrectionnels isolés devaient conduire à la mobilisation paysanne et à la diffusion de la révolution dans tout le pays. Le guérillero se plaçait comme l'avant-garde de cette révolution. Rompant avec cette stratégie jugée trop aléatoire, la « guerre populaire prolongée » s'inspirait du modèle chinois, faisant du guérillero un soldat parmi les paysans. L'objectif recherché était de permettre un meilleur impact avec les populations indiennes et de conduire ainsi rapidement à l'insurrection générale⁴. Ce que ne permettait pas la mise en pratique des « *focos* », car le guérillero était vu davantage comme un « Blanc exploiteur », adepte du prosélytisme.

En Argentine, la situation « post-péroniste » des années 1960 était particulièrement tendue, aussi bien entre les dirigeants militaires et les groupes révolutionnaires, qu'entre les révolutionnaires eux-mêmes, qui se divisaient en guévaristes, maoïstes, trotskistes, péronistes... etc. A la fin 1970, il existait quatre solides réseaux de guérilla, desquels deux mouvements s'en détachaient distinctement : l'ERP et les Montoneros.

L'ERP était la branche armée du *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT). D'obédience trotskiste, créée en 1969, elle était dirigée par Mario Roberto Santucho, Joaquim Villalobos, Alfredo Molinas, Eduardo Castellano Soto et José Urteaga, et était implantée dans toutes les grandes villes du pays. C'était un parti apparemment discipliné et idéologiquement unifié, comptant quelques 5000 militants. Il fut interdit en 1972 après plusieurs actions violentes (enlèvements, exécutions...).

Les Montoneros étaient un mouvement de guérilla fondé en 1970, qui se réclamait du péronisme de gauche, dirigé par Mario Eduardo Firmenich, José Sabino Navarro et Fernando Hugo Vaca Narvaja. C'était un groupe très actif, responsable entre autres de l'exécution de l'ex-président Aramburú et de l'attaque d'une garnison militaire dans la province de Formosa en 1975. En compagnie de l'ERP, ils luttèrent contre la répression clandestine menée par les forces armées et les paramilitaires (dont la Triple A, Alliance Anticommuniste Argentine), tout en mettant en pratique la théorie de la « guérilla urbaine » énoncée par Carlos Marighella : déclencher une forte répression et une réponse vigoureuse de l'Etat, accompagnées de limitations massives des droits et des libertés. Cette réaction virulente du gouvernement devait conduire ainsi au soulèvement des masses populaires⁵.

Au Paraguay, il y eut plusieurs tentatives de développement d'organisations clandestines, dont l'objectif principal était le renversement d'Alfredo Stroessner. Outre le *Movimiento Popular Colorado* (MOPOCO), un mouvement politique dissident, il y avait le *Movimiento Paraguayo de Liberación* (MOPAL), l'*Ejército Paraguayo Revolucionario* (EPR), le *Partido*

³ Voir Dinges, John, *op. cit.*, p. 56-57.

⁴ Vayssière, Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Editions du Seuil, 2^e édition, 2001.

⁵ Carlos Marighella, *Mini-manuel de guérilla urbaine*, 1969, cité par Baud, Jacques, *Encyclopédie des terrorismes et violences politiques*, Paris, Lavauzelle, 2003, p. 389.

Obrero Revolucionario Armado (PORA) et l'*Organización Primero de Marzo*, également connue sous le nom d'*Organización Politico Militar* (OPM).

Le MOPOCO était né d'une scission majeure au sein du Parti Colorado. Créé en 1959, suite à la suspension du Congrès et à une dissolution de la junte de Gouvernement par le président Stroessner, le mouvement connut de nombreuses dissensions internes, mais les figures dominantes étaient Epifanio Mendez Fleitas et Miguel Angel González Casabianca. Il recrutait parmi les déçus du Parti Colorado, des étudiants de gauche et des jeunes marxistes formés en Argentine. Depuis l'exil en Argentine et grâce à l'appui de l'ERP, le MOPOCO lança une campagne contre le gouvernement qui dura près de 20 ans.

Le MOPAL était une organisation politique orientée vers un programme de promotion politique, aligné sur les principales idées de la « gauche latino-américaine ». Elle apparut dans les années 1970 – 1971, et réussit à faire adhérer des étudiants, des ouvriers et des paysans. Elle ne se constitua pas en groupe guérillero mais privilégia plutôt la formation politique et le renforcement idéologique de ses cadres.

L'EPR était un groupe qui avait de fortes liaisons avec la guérilla argentine. Dirigée par Agustín Goiburú, un médecin, cette organisation (dont certains activistes étaient également des membres du MOPOCO) fut la première à poser comme objectif principal l'élimination physique de Stroessner. Goiburú introduisit d'Argentine la bombe qui devait supprimer le dictateur en mars 1974. Mais à trois reprises, les tentatives échouèrent. Et en novembre 1974, la répression commença à s'abattre sur les activistes.

Le PORA était un groupuscule guérillero également lié à l'ERP dont la majorité des membres venaient de Coronel Bogado. Ce groupe ne parvint jamais à réaliser d'actions armées véritablement significative, puisqu'au moment de sa répression, il était encore dans sa phase organisationnelle.

L'OPM était une organisation de guérilla fondée au début des années 1970. Conduite essentiellement par Juan Carlos Da Costa et Mario Schaerer Prono, elle grossit ses rangs parmi les étudiants radicaux de l'Université Nationale et de l'Université Catholique, ainsi que parmi les paysans, et se structura patiemment dans la clandestinité, à Asunción et dans les villes alentour. Elle était le mouvement le mieux organisé des années 1970 au Paraguay, soutenue par l'ERP et les *Montoneros*. Mais rapidement infiltrée par les services de sécurité, elle fut démantelée à partir de 1976, avant d'avoir pu déployer tout son potentiel.

Après la mort du Che en octobre 1967 dans l'altiplano bolivien, un groupe avait décidé de reprendre son flambeau et, peu après 1967, était fondé l'*Ejército de Liberación Nacional* bolivien. Mais après le coup d'Etat d'Hugo Banzer en 1971, les combattants de l'ELN s'exilèrent principalement en Argentine, où ils furent accueillis par l'ERP.

Enfin, reste le mouvement qui aura sans doute le mieux réussi dans la stratégie de « guérilla urbaine » et qui fut certainement le mieux organisé : le *Movimiento de Liberación Nacional - Tupamaros*. Fondé en 1963 en Uruguay par un étudiant du nom de Raúl Sendic, il tire son nom de Tupac Amaru II, ou plutôt José Gabriel Condorcanqui, descendant direct de Tupac Amaru I, membre de la famille royale inca, exécuté par les Espagnols en 1572. Tupac Amaru II mena la dernière grande révolte des Indiens contre l'empire espagnol en 1780. Capturé en 1781, il fut exécuté lui aussi.

Les Tupamaros, suivant une idéologie marxiste, recrutaient parmi les jeunes de la classe moyenne, appauvris par la dépression économique de la « Suisse de l'Amérique », et influencés par la révolution cubaine. Organisés en petites cellules de quatre à cinq

combattants, ils appliquaient à la lettre la doctrine de « guérilla urbaine » : vols d'explosifs, attentats à la bombe, assauts de banques et de casinos...

De 1963 à 1968, les Tupamaros mirent en place les ressources nécessaires à leur action : propagande pour le recrutement et attaques à main armée qui leur permettaient de se créer un « trésor de guerre ». Par la propagande, ils cherchaient à démontrer l'inefficacité de l'Etat à protéger ses citoyens et le poussaient à agir de façon brutale. A partir de 1968, l'action politique se développa, comme en témoignent les enlèvements ou assassinats de personnes liées à l'Etat (par exemple le directeur de la compagnie nationale du téléphone, Ulises Peyrera, ou encore un banquier en 1969), ainsi que des membres de la police⁶. En 1970, ils enlevèrent le conseiller américain en matière d'interrogatoire, Dan Mitrione, et l'exécutèrent. Dès 1968, cependant, l'Etat de siège fut décrété, et ce, jusqu'en 1972. Perdant peu à peu le soutien populaire et subissant une répression elle aussi bien orchestrée, les Tupamaros n'étaient plus en position de force quand la démocratie chuta, en juin 1973, et beaucoup prirent le chemin de l'exil vers l'Argentine, le Paraguay et le Chili.

2) La Junte de Coordination Révolutionnaire

Face à la répression, les différents groupes révolutionnaires étaient prêts à adopter une stratégie commune. Après de premières discussions fin 1972, l'ERP, l'ELN de Bolivie, le MIR chilien et les Tupamaros se réunirent à Buenos Aires en juin 1973, à l'initiative de Mario Roberto Santucho, pour envisager la constitution d'une organisation révolutionnaire unifiée. A partir de là, les cadres des différents mouvements suivirent une formation idéologique et militaire dans les montagnes du Chili. En septembre, une nouvelle rencontre eut lieu à Montevideo, avec en plus, des délégués paraguayens et brésiliens. En décembre 1973, ils se réunirent à Paris et créèrent officiellement, sous les auspices de la IV^{ème} Internationale, la *Junta Coordinadora Revolucionaria* (JCR).

« La JCR n'était ni une simple alliance, ni une fusion des divers groupes armés. Enriquez avait tenu à ce qu'aucun mouvement ne tombe sous la coupe de l'autre. Chaque groupe devait avoir son propre programme d'action et ses propres méthodes.[...]. Chaque membre déciderait quand et comment prendre les armes. Mais ensemble elles créeraient une infrastructure, un appareil international destiné à assurer un soutien mutuel logistique, financier et militaire »⁷.

Santucho et Enriquez avaient dans l'idée de développer une « Internationale latino-américaine », un pilier pour la révolution continentale, tout comme la IV^{ème} Internationale avait repris l'idée de Léon Trotski de « révolution permanente ». La JCR s'opposait de cette façon au principe stalinien de consolidation de la révolution dans un seul pays préalablement à l'extension au monde entier.

La JCR était également perçue comme l'aboutissement de la vision stratégique énoncée par le Che en 1966 à la conférence de La Havane : « *former quelque chose comme des juntas de coordination afin d'enrayer l'action répressive de l'impérialisme yankee et de promouvoir leur propre cause* », afin de « *développer une guerre révolutionnaire [...] qui ferait du continent latino-américain le deuxième ou troisième Vietnam du monde* ».

⁶ Baud, Jacques, *Encyclopédie des terrorismes et violences politiques*, Paris, Lavauzelle, 2003

⁷ Dinges John, *Les Années Condor*, Paris, La Découverte, 2004, p.63.

« En février 1974, la JCR se sépare de la IV Internationale dû à l'idéologie politique des groupes qui l'intègrent (marxistes-léninistes) et transfèrent leur siège en Argentine, laissant à Paris un Bureau Régional. Ils ont leur première réunion à Cordoba (A) »⁸.

En novembre 1974, apparut la première publication de la JCR, sous la forme d'un journal intitulé *Che Guevara*. De même, la Junte possédait un centre d'information à travers lequel des échanges entre les groupes étaient effectués, une usine d'armements légers dans la Cordillère chilienne et un budget estimé à vingt millions de dollars.

L'histoire que nous avons de la JCR est en grande partie celle que les militaires ont laissée, celle qui leur permit de justifier la création d'un système de coopération internationale entre les différents services de sécurité de la région. Les gouvernements autoritaires auraient visiblement pris cette organisation très au sérieux, et des auteurs tels que John Dinges ou Francisco Martorell défendirent la thèse selon laquelle le Plan Condor aurait été une réponse logique à la JCR.

B. Hypothèses sur les origines de Condor

Condor fut le fruit d'une longue coopération, tacite dans un premier temps, puis officielle. La répression trouvait d'abord ses origines dans la crise politique qui traversa la région (coup d'Etat au Chili, dissolution des Chambres en Uruguay, retour de Perón en Argentine...) et dans une idéologie commune que la guerre froide avait développée : la peur et la haine du communisme. Communisme qui serait, selon les militaires et les forces conservatrices, responsable de l'instabilité politique. La répression se faisait donc sous l'égide de la Doctrine de Sécurité Nationale et n'avait dès lors plus de frontières, tout comme la « subversion » n'avait plus de limites.

1) La main de la CIA

Dans un premier temps, il serait intéressant d'évoquer les origines nord-américaines, qui seront abordées sous deux angles différents : la Doctrine de Sécurité Nationale et l'Opération Phoenix.

Alfredo Boccia Paz, journaliste paraguayen, se consacra à démontrer le rôle de la DSN dans la mise en place d'un programme de répression. Il développa l'idée que le pacte secret entre les dictatures militaires du Cône sud ne pouvait exister sans un solide support idéologique. Le concept de Doctrine de Sécurité Nationale se fondait sur un supposé état de « guerre totale », entre le « monde libre et démocratique » et le communisme. Dès lors, les forces armées se concentrèrent non pas sur la lutte contre les pays voisins, mais contre un « ennemi interne », susceptible de mettre en danger la survie de la nation par le biais d'une infiltration idéologique. La doctrine de sécurité nationale donnait une vision apocalyptique et manichéenne du monde. Les Etats-Unis inspirèrent certainement le Plan Condor et y apportèrent une aide technique et financière. Mais sans l'existence de la Doctrine de Sécurité Nationale, il est fort probable que le plan n'aurait pu être réalisable, comme le soulignent les

⁸ Document 00143F 0710, VII Conférence Bilatérale Paraguay - Argentine, 1975.

profonds antécédents entre les armées du Cône sud (guerre du Pacifique, guerre du Chaco... etc.)⁹.

Pour la journaliste argentine Stella Callóni, l'Opération Condor serait née directement dans les bureaux du FBI et de la CIA. Le 25 octobre 1974, William Colby, alors patron de la CIA, déclarait : « Les Etats-Unis peuvent intervenir illégalement dans n'importe quelle région du monde ».

Stella Callóni démontra alors que le Plan Condor s'inscrivait dans la lignée de l'Opération Phoenix, conçue en 1966 et mise en pratique dans la région du sud-est asiatique. Le but de Phoenix était de créer des bandes paramilitaires chargées d'éliminer tout ce qui pouvait servir de base logistique ou de soutien aux Vietcongs, y compris la population civile. Ce programme permit la coopération entre les forces de sécurité, les unités militaires et les services d'information américains et sud-vietnamiens. A cette période, le chef de la division Orient de la CIA n'était autre que William Colby. Le coup d'Etat contre Allende et la vague de répression qui s'ensuivit se situeraient donc dans la même lignée, faisant partie d'un programme de « pacification ». Pour Stella Callóni, le Plan Condor aurait donc été élaboré par les Etats-Unis dans la suite logique de ce qu'ils avaient entrepris en Asie du sud-est¹⁰.

La CIA serait également intervenue par une autre voie pour créer de toute pièce « l'Opération Condor ».

2) Les *stay-behind* et la WACL

Après la deuxième guerre mondiale, consciente de l'utilité qu'ils pouvaient avoir dans la lutte contre le communisme, l'OSS (ancêtre direct de la CIA) assura la fuite de Nazis vers l'Amérique latine. Alors que les réseaux de *stay-behind* se développaient un peu partout en Europe, les exilés devaient patiemment attendre les ordres nord-américains. Au cours des années 1970, les activités du *stay-behind* se renforcèrent dans le Cône Sud, et ils mirent au point une coordination des services de sécurité chiliens, argentins, paraguayens, boliviens, uruguayens et brésiliens pour terroriser et éliminer les leaders des oppositions. Cette coordination put ainsi compter sur les *stay-behind* français, espagnols, italiens, belges et portugais pour espionner et assassiner ceux qui fuyaient vers ces pays. C'est ainsi que des néo-fascistes italiens, spécialistes de la « stratégie de la tension » auraient été recrutés par la DINA pour effectuer les opérations en Europe. Liés à la Loge P-2, les activistes de la triple A argentine auraient également eut un rôle dans l'Opération Condor, dont la direction opérationnelle aurait été confiée à Klaus Barbie, depuis la Bolivie...

La Ligue Anticommuniste Mondiale se serait également impliquée dans la création du Plan Condor. Comme nous l'avons déjà dit, les membres de la Ligue partageaient les mêmes opinions sur la subversion et au cours de leurs conférences ils avaient déjà soulevé les intérêts d'une mise en commun des informations et d'opérations conjointes.

Les preuves de cette hypothèses sont encore trop peu nombreuses à l'heure actuelle.

⁹ Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *op. cit.*

¹⁰ Callóni, Stella, *Operación Cóndor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005.

3) L'inspiration nazie

Selon certains auteurs, l'idée serait venue des Nazis exilés qui avaient été recrutés dans certains systèmes répressifs, par exemple au Paraguay, sans oublier la Colonia Dignidad du docteur Shaeffer au sud de Santiago. En tant qu'assesseurs auprès de chefs militaires, ils auraient peu à peu suggéré l'idée d'un plan de coopération internationale.

4) La piste argentine

Une autre hypothèse intéressante a été évoquée par Monica Gonzalez, juge argentine chargée du procès d'Arancibia Clavel, un agent de liaison de la DINA en poste à Buenos Aires. Hypothèse qui fut relayée par Marie-Monique Robin dans son ouvrage *Escadrons de la Mort, l'école française*, et qui stipule que l'idée d'un plan de coopération fut soumise par les Argentins, notamment José Riveiro Osvaldo. De son nom de code Rawson, ce colonel du *Servicio de Inteligencia del Ejército* argentin (SIE) était l'officier de liaison de Clavel. Dans un mémorandum rédigé par ce dernier le 27 août 1975, on peut lire :

« le colonel Rawson a établi avec les services migratoires argentins la liste de tous les Chiliens entrés dans le pays après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. [...] Cet officier propose de créer une agence centrale du renseignement entre le Chili, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. »¹¹

Le colonel Rawson aurait-il été au courant des projets de Contreras à l'insu d'Arancibia Clavel ou aurait-il eu une idée encore « inédite » ? Difficile à affirmer, mais dans un autre mémorandum du même Clavel, datant de 1974, soit un an auparavant, on peut lire que :

« l'idée serait de créer une communauté de renseignement anticomuniste au niveau continental avec les armées uruguayenne et argentine, elles-mêmes intéressées par des contacts avec les chiliens »¹².

Dans tous les cas, l'hypothèse de la juge argentine montre que ce sont les Argentins qui auraient les premiers proposé une coopération au niveau du Cône sud.

5) L'expérience paraguayenne

Cette idée peut être crédible et envisageable. Forts d'une expérience de plus de vingt ans dans la répression des groupes et individus subversifs et dans le renseignement politique, les dirigeants du système répressif stroessniste pouvaient être à l'origine du système Condor. De même, Stroessner avait disposé dans l'organisation de son appareil répressif du soutien et du conseil de plusieurs personnes d'expérience, nous l'avons déjà souligné. En 1972, une réunion de chefs militaires de la région eut lieu à Asunción. Des documents attestent d'un renforcement de la sécurité pour la venue en août d'un général argentin et du chef du SIDE.

¹¹ M. M. Robin, *Escadrons de la Mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2004, p.368.

¹² J. Dinges, *Les Années Condor*, Paris, La Découverte, 2004, p.92.

Dans les archives précitées, nous avons également montré que les services paraguayens suggéraient fortement la mise en place d'un système de coordination interrégional. De plus, les relations entre le Chili et le Paraguay étaient à cette période particulièrement fluides et les échanges d'informations étaient courants. Ainsi, le 25 septembre 1975, Manuel Contreras envoya une lettre à Pastor Coronel :

« Manuel Sepulveda Contreras, adresse ses salutations distinguées à Don Pastor Coronel et, joint à l'agréable plaisir de le saluer, lui fait parvenir les plus sincères remerciements pour la coopération établie pour faciliter les gestions relatives à la Mission que dut remplir mon personnel dans la République sœur du Paraguay et je suis sûr que cette coopération continuera de façon toujours croissante pour la réussite des objectifs communs aux deux services [...] »¹³.

Les services paraguayens auraient pu alors « souffler » l'idée à la DINA chilienne de la création d'un système de coopération, les services de renseignement du Chili étant probablement les mieux structurés du Cône Sud.

6) L'œuvre de la DINA

Pour John Dinges, comme pour Francisco Martorell¹⁴, l'élaboration du Plan Condor serait l'œuvre des services de sécurité chiliens, notamment de la DINA, même s'ils ne nient pas les responsabilités des Etats-Unis.

Suite au coup d'Etat de 1973, ces différents services de sécurité avaient exercé une grosse activité pour traquer les sympathisants à Allende. Chaque service était responsable devant sa propre hiérarchie et très vite apparurent des rivalités. Pinochet (sur conseil de la CIA ?) comprit la nécessité de créer une police secrète à grande échelle, qui agirait directement sous ses ordres et qui serait indépendante des structures militaires, tout en coordonnant l'action de tous les services de sécurité du Chili.

Officiellement créée par le décret-loi 521 du 14 juin 1974 qui la définissait comme un « organisme militaire à caractère technico-professionnel », la *Dirección de Inteligencia Nacional* (DINA) fut en réalité opérationnelle dès la fin 1973. La DINA agissait au-dessus de la loi et en totale impunité. Selon John Dinges, la CIA aurait fourni des manuels techniques et envoyé des instructeurs. Des jeunes officiers furent recrutés à l'Académie de Guerre et certains envoyés s'entraîner au Brésil. La structure de la DINA évolua fréquemment de 1973 à 1977 (date de sa dissolution et de son remplacement par une structure analogue, le *Centro Nacional de Inteligencia*), s'adaptant aux nécessités opérationnelles. On peut évoquer la création, fin 1974, du Département des Opérations Extérieures (DOE), en charge des contacts avec les services étrangers et des activités clandestines à l'extérieur des frontières. Commandé par Eduardo Iturriaga Neumann, diplômé de l'Ecole des Amériques, et Mario Jahn, le DOE contrôlait le réseau extérieur officiel : ministère des Affaires étrangères, ambassades et attachés militaires.

¹³ Document 00143F 0010, 25 septembre 1975, signé de Contreras et portant le sceau de la DINA.

¹⁴ Martorell, Francisco, *Operación Cóndor: El Vuelo de la Muerte; La Coordinación Represiva en el Cono Sur*, Santiago, Chile, Lom Ediciones, 1999.

Rapidement, la DINA devint un groupe d'élite autorisé à employer une violence sélective, à mener des actions clandestines, armées et destinées à la persécution et à l'élimination physique des personnalités politiques opposées au nouveau régime.

A sa tête, le colonel Manuel Sepulveda Contreras, nommé par Pinochet. Diplômé de l'Académie de Guerre où il fit connaissance du chef de la junte, Contreras fut chargé d'instruction sur le renseignement dans cette même Académie en 1966, un an avant de se rendre à Fort Benning, en Virginie, pour suivre les cours de lutte antiguérilla dispensés par les nord-américains. A la fin septembre 1973, Contreras présenta devant la Communauté du Renseignement de la Défense Nationale ses idées de guerre anti-subversive. Il fut très vite le grand instigateur de l'idée de renforcer les relations internationales pour poursuivre avec plus d'efficacité les opposants politiques en exil.

Dans cette optique, le chef de la DINA aurait donc cherché à rencontrer les hauts fonctionnaires chargés du renseignement ou de la répression dans les pays latino-américains (ainsi Ramón Camps en 1974, chef de la police fédérale de Buenos Aires). Mais surtout, il voyagea à Washington en août 1975 et informa de sa volonté de « guerre contre le terrorisme et la subversion ». Des documents déclassifiés indiquent que la CIA était prête à aider la DINA sur ce projet. Revenu à Santiago, Contreras semblait décidé à mettre son idée à exécution. Démontré de telle manière, il apparaît effectivement que le « Plan Condor » était un produit de la DINA, selon les deux auteurs. Mais une telle proximité entre Contreras et la CIA peut laisser supposer que les Etats-Unis lui aient « soufflé » l'idée d'un tel programme de coopération à l'échelle continentale... A moins que ce ne soient les services paraguayens, ou les deux !

C. La « Première Réunion Interaméricaine de Travail sur le Renseignement National »

1) Invitation à Santiago

Du 19 au 26 octobre 1975, la réunion de la CEA se déroula à Montevideo. On y approuva l'organisation et la tenue d'une première réunion ayant pour thème le renseignement national. C'est la DINA qui se chargea de la mettre en place et d'en élaborer le programme qui commençait ainsi : « la subversion a développé des commandements intercontinentaux, continentaux, régionaux et sous-régionaux, centralisés pour coordonner des actions dissociées.[...] depuis maintenant quelques années, nous trouvons sur notre continent [...] des conceptions politico-économiques contraires à l'histoire, à la philosophie, à la religion et aux coutumes propres des pays de notre hémisphère »¹⁵.

En octobre 1975, Manuel Contreras fit parvenir à son homologue du Paraguay une carte d'invitation. C'est le colonel Mario Jahm qui l'apporta, en compagnie de l'attaché militaire à Asunción, Alberto Podesta Gomez. Le 3 novembre 1975, Mario Jahm remit l'invitation au chef de la Police, Alcibiades Brítez Borges :

¹⁵ Cité par Francisco Martorell, *Operación Cóndor: El Vuelo de la Muerte; La Coordinación Represiva en el Cono Sur*, Santiago, Chile, Lom Ediciones, 1999, p. 41.

« [...] j'ai l'insigne honneur de vous inviter à une Réunion de travail sur le Renseignement National, qui se réalisera à Santiago du Chili, entre le 25 novembre et le 1^{er} décembre 1975.

La Réunion a caractère de « Strictement Secret », et ci-joint un programme proposé [...].

Le colonel Contreras prie le général Brítez de l'honorer de sa présence, et s'il l'estime, de se faire accompagner par quelques assesseurs, puisque j'espère que cette réunion pourra être la base d'une excellente coordination et d'une meilleure action au bénéfice de la Sécurité nationale de nos pays respectifs. »¹⁶.

Le chef de la Police s'avéra surpris qu'aucune consultation préalable n'ait été faite. Il ajouta dans un rapport du 6 novembre 1975¹⁷ que la « Police de la Capitale n'agit pas au niveau national ». Faut-il comprendre international et non national ? Ce qui permettrait de comprendre la surprise et le rejet de l'invitation par le général Brítez :

« [...] »

5. La Préfecture de Police suggère la désignation comme observateur à la dite réunion de Travail sur le Renseignement, l'Attaché Militaire à l'ambassade du Paraguay »¹⁸.

Le Paraguay se sentit frustré de ne pas avoir été consulté avant la prise de décision d'organiser une telle réunion. Tout comme d'avoir été le dernier invité. Mario Jahm était en effet passé auparavant par le Brésil, l'Argentine, la Bolivie et l'Uruguay, portant un coup à l'orgueil paraguayen qui entretenait pourtant de très bonnes relations avec le Chili. Cette frustration pourrait également confirmer l'hypothèse selon laquelle l'idée du Plan Condor avait été transmise par les militaires paraguayens aux chiliens.

Nous remettons aussi en cause l'hypothèse de Stella Callóni, selon laquelle il y aurait eu une première réunion en octobre 1975, au moment où fut remise la carte d'invitation, et une seconde uniquement entre les Paraguayens et les Chiliens, du 25 novembre au 1^{er} décembre. Il n'y eut qu'une seule réunion en 1975 et elle concernait six pays.

Toujours est-il que Benito Guanes Serrano accepta l'idée de Contreras comme un défi « intéressant ». Il avait reçu une invitation similaire à celle de Brítez. « Une coordination efficace et un échange opportun d'informations et d'expériences »¹⁹ : voilà des termes qui avaient séduit Guanes Serrano.

2) Un système de coordination et de sécurité

Nous éviterons désormais d'employer le terme d'« opération » pour qualifier Condor. Nous parlerons de « système », dans la mesure où il s'agissait avant tout d'un ensemble de réseaux et d'échanges, ayant un centre de coordination commun et des règles fixées par lui. Il s'agissait d'un système de renseignement. L'acte final de la réunion de novembre 1975 évoquait même le terme d'organisme. Le terme d'« opération » était utilisé par les services de sécurité pour qualifier les actions sur le terrain.

¹⁶ Document 00143F 0153, octobre 1975, portant le sceau de la DINA et la signature de Contreras.

¹⁷ Document 00143F 0023, 6 novembre 1975, préfecture de Police.

¹⁸ Ibidem.

¹⁹ Document 00143F 0013, « Programme de la Première Réunion de Travail sur le Renseignement National », 1975, document joint à l'invitation de Contreras. Voir annexes 3 – 5.

L'acte fondateur établissait une banque de données, sorte d'archive centralisée des antécédents de personnes, d'organisations et autres activités liées à la subversion, ce que Manuel Contreras avait défini comme « quelque chose, dans ses lignes générales, de semblable à ce qu'a Interpol à Paris, mais spécialisé dans la subversion »²⁰. Cette banque de données serait financée par les pays intéressés, et s'accompagnait d'une centrale d'informations. Il s'agissait d'un système de communications « moderne et alerte », pour permettre d' « accomplir les principes de rapidité et d'opportunité dans la transmission d'informations » utilisant « télex, moyens de cryptologie, téléphones avec inverseurs de voix et usages de courriers »²⁰. Il est à noter que dans un document déclassifié du Département d'Etat nord-américain, Fretes Davalos confiait à l'ambassadeur à Asunción que les communications du Système passaient par le *Network Telecommunications* de la Zone du Canal.

Le Système serait à la charge d'une Direction exercée de façon rotative ou par élection. Elle disposerait d'un siège permanent et d'un secrétariat. Contreras proposait le Chili, car le pays, selon lui, remplissait toutes les conditions requises.

Pour ce qui était de l'aspect opérationnel, Contreras avait moins développé. Il proposait les éléments constitutifs « traditionnels » des services de renseignement : réunions de travail pour réaliser des contacts de coordination » et conférences sur le renseignement. Il suggérait en plus la mise en place de stages entre les pays membres pour permettre une amélioration des services.

Les personnels « techniques » du Système devaient être fournis de façon égalitaire ou proportionnelle par les services engagés. Qui étaient ces personnels techniques ? Des techniciens en cryptologie ou en communications ? Sûrement pas, car le personnel technique devait bénéficier de « l'immunité diplomatique et être attaché à sa représentation respective », ce qui ingérait automatiquement les gouvernements dans le Système. Mais qui ne poserait pas de problèmes au Paraguay...

La mécanique de consultation était la suivante : régulièrement, les pays envoyaient des antécédents au Centre Coordinateur. Lorsqu'un pays faisait une demande, le Centre recherchait dans l'Archive Centralisée et vérifiait les antécédents. Il pouvait également faire des requêtes auprès des autres pays, membres ou non du Système.

Arrêtons-nous un instant sur ce qu'un journaliste chilien a appelé l' « abécédé de l'Opération Condor »²¹. Joint au programme de la réunion, figuraient un alphabet de substitution et un système de cryptage – décryptage²². D'aucuns y ont vu là le *newspeak* du Condor, comme il en existait un dans 1984, le roman de Georges Orwell (le novlangue). L'alphabet était codé par des lettres majuscules dans un ordre complètement aléatoire. Chaque lettre majuscule (codée) correspondait à une autre lettre minuscule. Ainsi :

« Mensaje claro: viajaré mañana.

Mensaje encriptado: NXDBD TCADJ DJD.

Mensaje clave: viaja reman ana.

²⁰ Ibidem.

²⁰ Document 00143F 0015.

²¹ Elias J., « El abécédé de la Operación Cóndor », *La Nación*, Santiago, 2001.

²² Voir page suivante.

ALFABETO DE SUSTITUCION SIMPLE

(Anexo C.-)

00022F 0165

00143F 0022

CLARO a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v w x y z
CLAVE D Q Z Y C R U I X B P M A J V G K T F W L N E S H O

INSTRUCCIONES PARA CIFRAR Y DESCIFRAR.

Para Cifrar.

Cada letra del Alfabeto Normal (claro, escrito con minúsculas) está sustituida por una letra distinta, (En Mayúsculas). Para cifrar un mensaje tomamos la primera letra del texto que deseamos cifrar, la buscamos en el Alfabeto Claro y la reemplazamos por la que aparece debajo de esta, (Alfabeto Cifrador). Lo mismo se hace con la segunda letra y con el resto de estas hasta terminar el mensaje.

Una vez cifrado todo el texto, se toman las letras y se agrupan de cinco en cinco. Se escriben en el formulario definitivo para transmitir o enviar. La letra "N" no se ha considerado por lo cual deberá reemplazarse por la letra "N".

Para Descifrar.

Al recibir un Criptograma (mensaje cifrado), tomamos una por una sus letras, la ubicamos en el Alfabeto Cifrador (Con Mayúsculas), y la reemplazamos por la letra que está sobre ella en el Alfabeto Claro (Con Minúsculas). Una vez que se hayan reemplazado todas las letras, se lee cuidadosamente el texto que salió y se separan las palabras, luego se escribe en el formulario en que se entregará a su destino.

EJEMPLO: MENSAJE A CIFRAR: "VIAJAREMANANA".

La letra "v" en el Claro se reemplaza por la letra "N" que la clave. La letra "l" por la letra "X".

viajaremanana
NXDBDTCADJ-----mensaje en claro.
mensaje cifrado

mensaje a enviar: NXDBD TCADJ DJD

Ce type de codage suivant un changement de place et de taille des lettres est aujourd'hui connu sous le nom de « Chiffre de César », puisque c'est le code que le Romain décrivait dans la *Guerre des Gaules*. Tous les auteurs sans exception ont affirmé qu'il s'agissait du système de codage du Plan Condor, celui qui était utilisé dans des Télex. Cet argument a été émis du fait que la page de code se trouvait être le dernier feuillet du programme de la réunion de Santiago. Or, si l'on se penche un peu plus sur ce programme, il existe une page « Informations pour les Participants ». Le point B est intéressant :

« B.- Ci-joint un code (en annexe c) pour communiquer par télex les antécédents suivants : [...] »²³.

Il semblerait que le code joint au programme n'était destiné qu'à communiquer les antécédents militaires des participants à la Réunion, afin que la DINA sache à qui elle s'adresse. Rien ne prouve que ce code ait été celui employé par les services de renseignement une fois le système établi. D'autant que le code proposé est particulièrement élémentaire et constitue l'un des plus faciles à casser²⁴. Cela serait toutefois une preuve supplémentaire pour dire que le système fut mis en place dans la hâte par Contreras.

En effet, nous l'avons constaté, mises à part les propositions de coordination et de banque de données, Contreras n'apportait pas d'éléments « nouveaux ». Et il reprenait même des éléments qui avaient été avancés, nous l'avons dit, par les services paraguayens. En gardant à l'esprit qu'il existait un sentiment nationaliste très fort chez les militaires latino-américains, nous pourrions penser que Contreras s'était activé à « créer » un système de coordination entre services pour placer le Chili en tête de la répression. Idée qui n'est pas incompatible avec le fait que le général Brítez se soit senti frustré de l'absence de consultation préalable à l'organisation de la réunion, et avec les inquiétudes de Guanés Serrano de voir le Chili se poser comme gérant du système (Contreras avait proposé Santiago comme siège du Système).

Pour financer et rassembler les fonds destinés à la répression, les pays membres avaient également mis au point une « banque », dirigée par Carlos Barbieri, Brésilien, ancien président de la WACL, secondé par Antonio Campos Alum.

Le nom de « Condor » fut proposé par la délégation uruguayenne en l'honneur de l'emblème du pays d'accueil. Condor devint rapidement un véritable réseau d'espionnage et de répression.

Concrètement, le réseau Condor était constitué de nœuds qui étaient les services de renseignement et les polices politiques des différents pays membres ; de liens qui se situaient dans une dimension de transactions, basés sur les échanges et les transmissions. Les flux de ressources étaient principalement les informations et les données concernant de présumés individus subversifs. Mais il existait aussi un flux de ressources humaines, puisque les autorités militaires et policières étaient amenées à échanger des détenus.

Le « Plan » de répression en lui-même comportait trois phases :

- La création du centre coordinateur et de la base de données, pour faciliter l'échange des informations sur les individus subversifs, constituait la Phase 1. Cette phase existait déjà au moment de la réunion, les mouvements de guérilla et les principaux opposants politiques

²³ Document 00143F 0019, « Première Réunion de Travail sur le Renseignement National », 1975.

²⁴ Voir Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Paris, Lavauzelle, 1997.

ayant tous été fichés depuis 1973. Mais l'idée d'un centre coordinateur pour la collecte et l'échange de renseignements était entièrement nouvelle.

- La seconde phase du plan existait aussi avant « l'officialisation » de 1975. Elle se caractérisait par des opérations limitées à des actions contre des cibles à l'intérieur des pays « membres ». En effet, les opposants susceptibles de mettre le plus en péril les gouvernements militaires s'étaient réfugiés à l'étranger. Jusqu'au 11 septembre 1973, la terre d'élection pour ces réfugiés était le Chili, puis leur centre de gravité se déplaça vers l'Argentine jusqu'au 24 mars 1976. Cette phase 2 supprimait de fait toute protection accordée par l'ONU aux réfugiés politiques.

- La troisième phase se voulait beaucoup plus agressive que les deux premières. Elle se définissait par la surveillance et l'assassinat des opposants politiques hors pays membres, c'est-à-dire réfugiés dans n'importe quel pays du bloc occidental. Ainsi, l'Italie, la France et les Etats-Unis furent le théâtre d'opérations propres à Condor.

Pour Guanes Serrano, le défi était intéressant puisqu'il offrait des perspectives internationales, lui qui considérait que le Renseignement au niveau national pour des groupuscules armés était du gaspillage, et que Pastor Coronel s'en sortait très bien avec son Département d'Investigations. La participation du pays au Système fut aussi très certainement engagée du fait que depuis le mois de novembre 1974 et les tentatives d'assassinat sur Stroessner, le Paraguay avait connu une recrudescence de la violence.

3) Cours et conférences

C'était là une des caractéristiques du Plan Condor : l'enseignement technique. Plusieurs archives mentionnaient les dispenses de cours aux services paraguayens. Le premier exemple que nous pourrions évoquer serait celui d'une conférence.

Dans la note B/555 du 7 juillet 1976, l'Etat-major s'adressait directement à Pastor Coronel pour le convier à la conférence tenue au ministère de la Défense Nationale par le général de division brésilien Joao Figueiredo, sur le thème « *Principes fondamentaux sur lesquels doit se baser un service de renseignement* ».

La possibilité était également offerte aux officiers de police paraguayens d'assister à des cours supérieurs de renseignement de plusieurs jours à Santiago ou à Buenos Aires. Dans la note B/679 du 15 septembre 1980, l'Etat-major informait le Département d'Investigations qu'une bourse avait été offerte pour un officier de grade élevé par le SIDE argentin. Le stage devait durer 18 jours et se dérouler à l'Ecole de Mécanique de la Marine (ESMA).

Le contenu de ces cours est exprimé dans un document provenant du SIDE argentin, daté du 19 mai 1981. Il s'agissait d'une invitation pour trois officiers supérieurs des Forces Armées. Le stage devait s'étendre sur 3 semaines et il était recommandé aux trois candidats d'avoir déjà des connaissances acquises en matière de renseignement pour aborder les thèmes suivants : renseignement et contre-espionnage, subversion et terrorisme, moyens de communication social et aussi l'analyse idéologique de la doctrine marxiste-léniniste. Le contenu des cours est connu car pour 1979, ce fut Alberto Cantero, chef de la Direction

Politique, qui avait été invité à y participer. Nous pouvons trouver dans les archives une bonne partie des notes qu'il prit pendant son stage.

L'analyse idéologique avait pour but d'enseigner aux fonctionnaires les racines causales des grands conflits qui constituaient la base de la subversion. La doctrine marxiste-léniniste était largement étudiée. Etaient ensuite analysés les facteurs intervenant dans la subversion, de l'individuel au social, et sa répercussion politique dans la vie de la nation. Les relations humaines complétaient cette formation aux racines sociales de la subversion, la communication sociale pouvant servir aussi bien que desservir un régime politique.

L'accent était enfin mis sur les fonctionnements du renseignement aux différents niveaux de l'Etat avec pour exemple celui du SIDE et des bureaux de renseignement militaire de l'Armée argentine²⁵.

Il s'agissait de stages très poussés, et plusieurs officiers de police paraguayens y participèrent (ce fut le cas de Victorino Oviedo, chef de la Direction Registres Etrangers). « Spécialisés pour espionner, torturer et tuer »²⁶ comme le soulignait Martin Almada...

4) La collaboration de services extérieurs

Le Système Condor était limité au Brésil, au Chili, au Paraguay, à l'Uruguay, à l'Argentine et à la Bolivie. En 1978, le Pérou et l'Equateur rejoignirent le Système. La DISIP vénézuélienne avait refusé l'invitation de Contreras.

Il n'empêche que dans l'acte de clôture de la Réunion de novembre 1975, un article préconisait :

« Nous recommandons l'utilisation des moyens de liaisons étrangers aux pays du Système, spécialement extracontinentaux pour obtenir des antécédents sur la subversion »²⁷.

Pour améliorer l'efficacité de la répression, la collaboration était élargie à des pays non membres, « extracontinentaux », ce qui nous fait bien évidemment penser à l'Europe. Car outre les services nord-américains, d'autres services coopérèrent avec le Plan Condor. C'était notamment le cas des services français. Le premier exemple est celui de la Direction Générale des Services Extérieurs (DGSE) : alors que des exilés chiliens s'apprêtaient à partir de Roissy pour rejoindre le Chili, les services français communiquèrent la liste des passagers à la DINA : c'était l'« Opération *Retorno* »²⁸.

Mais l'exemple le plus flagrant provient des contacts entre les services paraguayens et la Direction de la Surveillance du Territoire (DST), le service de contre-espionnage français. Le 27 juin 1975, trois officiers et un informateur de la DST se rendirent au 9, rue Toulou, à Paris, pour interroger un suspect supposé appartenir au Front Populaire de Libération de la Palestine. Il s'agit de la version française des faits. Les agents tombèrent sur un inconnu du nom de Illich Ramirez Sanchez, qui abattit deux hommes et en blessa un troisième.

²⁵ Documents 00143F 0917 – 0919, 18 septembre 1979.

²⁶ Almada, Martin, « Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001.

²⁷ Acte de clôture de la Première Réunion de Travail sur le Renseignement National, collection personnelle de John Dinges, novembre 1975.

²⁸ « Opération Retour ».

Plus connu sous le pseudonyme de « Carlos », cet homme était connu des services paraguayens. Le 28 août 1975, le Département II envoya un paquet et les photographies du dénommé Carlos à Pastor Coronel, qui lui avaient été remis par le chef du Département II argentin, le général de brigade Otto Carlos Paladino²⁹. Le 21 avril 1976, Guanes Serrano remettait les antécédents de Carlos à Pastor Coronel³⁰, car non seulement terroriste, il était considéré comme un dangereux anarchiste. Quel lien existait-il entre Carlos, les services paraguayens et la DST française ?

Durant les prémices de ce qui devint le Plan Condor, nous pouvons signaler une opération qui fut sans doute la première à être menée conjointement entre plusieurs pays du Cône Sud. Les 16 et 17 mai 1975, deux dirigeants de la JCR furent arrêtés au Paraguay. Dans l'espoir de réaliser une « Internationale latino-américaine », des émissaires avaient été envoyés dans différents pays. Première étape : le Paraguay, qui devait marquer le « coup d'envoi » de l'expansion continentale de la révolution. Mais les forces de sécurité du Paraguay, du Chili et de l'Argentine eurent vent de cette mission. Le 16 mai, à la douane, Amilcar Santucho, frère aîné du dirigeant de l'ERP, fut arrêté. Le lendemain 17 mai, c'était au tour de Jorge Fuentes Alarcón d'être appréhendé à Asunción par le Département d'Investigations de la Police de la Capitale. Les interrogatoires furent coordonnés à la fois par les Chiliens, les Paraguayens et les Argentins. Le 23 septembre 1975, Jorge Fuentes était transféré clandestinement au Chili, où il finit par disparaître. Longtemps resté incarcéré au Paraguay, Amilcar Santucho fut libéré deux ans plus tard sous la pression des organisations internationales.

Pastor Coronel fut l'un des coordinateurs des interrogatoires. Dans les effets personnels d'Amilcar Santucho, il trouva un carnet d'adresses avec plusieurs contacts à l'étranger. Dans l'exposé présenté un an plus tard par la délégation paraguayenne à la IV^{ème} Conférence bilatérale de renseignement avec le Brésil, il déclara :

« A Paris, ils ont l'adresse d'un contact. Nous portons à la connaissance des autorités françaises la dite adresse. Les Policiers français perquisitionnent, et deux officiers meurent des mains du fameux terroriste « Carlos » »³¹.

La preuve est bien là : les services paraguayens avaient transmis leur information à la DST. Il est fort probable que, sur le coup, ils aient confondu « Carlos » avec le nom de code de Roberto Santucho, dirigeant de l'ERP, qui agissait parfois sous couvert de ce pseudonyme. C'est dans ce but qu'ils auraient communiquer le tuyau aux Français, qui ne confirmèrent malheureusement pas cette version.

Les Paraguayens collaborèrent également avec les services vénézuéliens. Le 7 novembre 1979, le Département II faisait suivre au Département d'Investigations une liste d'individus appartenant à ETA qui avaient trouvé refuge en Amérique latine³².

L'insertion des services de sécurité paraguayens dans le Système Condor coïncida avec le début de la seconde vague de terreur et de violence qui secoua le Paraguay. Le Condor avait déployé ses ailes sur le Cône Sud et le pays *guaraní* devint l'un de ses terrains de chasse...

²⁹ Document 00143F 0203, du 28 août 1975.

³⁰ Document 00143F 0174, du 21 avril 1976.

³¹ Documents 00143F 0768 – 0780, « IV Conférence de Renseignement Paraguay – Brésil », 3 – 7 mai 1976.

³² Documents 00143F 0674 – 0673, du 7 novembre 1976.

Chapitre 8

La « Grande Terreur »

*

« Les officiants de l'appareil répressif ont toujours eu le sens de l'ordre avant celui de la légalité, le sens de l'Etat avant le souci du citoyen ».
(Philippe Boucher, *Le ghetto judiciaire*, Paris, Grasset, 1978).

La décennie 1974 – 1982 fut l'une des plus paradoxales de l'histoire stroessniste. Pendant qu'une partie de la population profitait de la floraison économique faisant suite au Traité d'Itaipú, l'autre s'enfonçait dans la misère, notamment dans les campagnes, où des tentatives d'autogestion grâce aux Ligues Agraires avaient été mises en place. Pendant que Stroessner avait réussi à remplir les conditions « démocratiques » en intégrant une opposition au Congrès et en proposant une réforme de la Constitution légale, la façade cachait le véritable décor : la répression se déployait de façon arbitraire et violente sur le pays. Depuis l'arrivée de Pastor Coronel au Département d'Investigations, le contrôle des citoyens prit une ampleur considérable et la coordination avec le Renseignement Militaire, même si elle était fragile, fut d'une redoutable efficacité.

I. La culture de la peur

A. Une surveillance omniprésente

Avant la répression, il ne faut pas oublier que le rôle fondamental d'une police politique est de surveiller et de contrôler la population. Comme la Gestapo en Allemagne Nazie, le rôle de la police politique était avant tout préventif. Les individus suspects étaient arrêtés avant que le crime ne soit commis. Pour assurer cette prévention, elle disposait de plusieurs moyens.

1) La délation

Dans l'imaginaire démocratique, le rôle du « bon citoyen » était d'informer les autorités afin d'entraver la prolifération des crimes. Avec le développement des activités politiques au sein de la population, le rôle de ces « bons citoyens » était de regarder, d'écouter et d'informer les autorités¹.

La dénonciation, ou délation, était une forme de communication spontanée de citoyens à l'Etat, contenant des accusations de méfaits de la part d'autres citoyens et qui appelait implicitement ou explicitement à la punition. C'était l'autocontrôle de la population par elle-même, caractéristique des régimes totalitaires nazi et stalinien.

Au Paraguay, chacun vivait dans la peur de voir son voisin le dénoncer de « communiste » ou de « mauvais colorado », voire de contrebande, parfois pour de simples raisons personnelles. Les cas de délation sont monnaie courante dans les archives du Département d'Investigations. « *Pyragüés* » servait de dénomination commune pour tous les informateurs de l'Etat paraguayen. Ce terme *guarani* signifiait « espion aux pieds de plumes » et englobait deux types d'informateurs : les informateurs policiers, bien souvent rémunérés par l'institution ; et les collaborateurs « spontanés » qui rendaient service à la Police avec beaucoup de plaisir en informant sur les activités suspectes de voisins, amis ou même... famille ! Certains d'entre eux s'infiltraient dans des milieux potentiellement indociles au gouvernement pour informer aux « autorités compétentes » sur leurs activités. Les *pyragüés* avaient toujours existé dans l'histoire paraguayenne, mais le stroessnisme stimula la délation jusqu'à la convertir en « institution d'Etat ». La stigmatisation d'individus ou de catégorie d'individus sous l'étiquette de « communiste » par l'Etat et son exposition au public comme une ignominie était également une forme de dénonciation, destinée à entretenir le soupçon au sein de la population.

La « coloradisation » de la société avait permis à l'Etat de contrôler la quasi-totalité des organisations sociales, plaçant à chaque poste de direction un sympathisant colorado. Dans tous les villages de l'Intérieur, le président de la *seccional* colorada était très souvent investi en même temps d'une autorité institutionnelle, Juge de Paix, Commissaire ou Maire. Il n'était dans ces conditions pas difficile pour les autorités de trouver des « collaborateurs ».

¹ Voir Gellately, Robert et Fitzpatrick, Sheila, « Introduction to the Practices of Denunciation in Modern European History », *The Journal of Modern History*, University of Chicago, n°68, décembre 1996.

Dans un rapport adressé à Pastor Coronel, daté du 28 décembre 1976, Alberto Cantero signalait la venue à la Direction Politique de deux hommes, président et vice-président de la *sub-seccional* de la compagnie San Francisco de la localité de Santa Rosa – Misiones. Ils venaient se plaindre de critiques et d'actions antigouvernementales dans leur secteur.

« J'ai l'honneur de m'adresser à mon supérieur, afin de porter à sa connaissance le rapport suivant :
[...]

Que le sujet Siméon Benitez, affilié au Parti Libéral, critique ouvertement le Gouvernement, encourageant les colorados à travailler pour un changement des structures politiques [...]; c'est un membre actif de la Ligue Agraire »².

Ce rapport, outre la délation, révélait l'infraction à la loi n°209 qui interdisait toute tentative de changement des rapports sociaux³. Dans la suite du récit, le directeur Cantero signalait que d'autres individus avaient proféré des menaces de mort sur les pyragüés :

« [...] De plus, ces personnes volent des bidons de lait, et menacent de mort nos informateurs et autres coreligionnaires loyaux au gouvernement, qualifiés par eux comme délateurs »⁴.

Ce passage est significatif de l'état d'esprit de la population. Les « délateurs » étaient bien connus, mais intouchables, car protégés des autorités. Ici, les délateurs devaient se réunir avec les informateurs, à qui ils transmettaient les informations. Ce n'était pas les seuls cas de délation. Certaines fois il s'agissait d'appels téléphoniques anonymes :

« [...] a reçu un appel téléphonique d'une personne avec un fort accent étranger, exprimant les choses suivantes : « qu'à une *cuadra* vers le bas de l'entreprise Toyotoshi, il existe un atelier de l'Allemand Victor Koo. Là, il y a un homme du nom de Juan Mendelzon qui vend des grenades à main à 10 000 Gs et fait aussi du trafic d'armes clandestin ». Terminant sa phrase, il raccrocha sans s'identifier.

Immédiatement, suivant l'ordre émanant de la Préfecture, l'Officier de Ronde Sergio Rodriguez, à la tête d'une brigade, se présenta au lieu pour vérifier l'information. En effet, ils localisèrent l'atelier mécanique de Victor Koo [...], qui manifesta que personne de ce nom n'a jamais travaillé dans l'atelier »⁵.

Information erronée ou mauvaise blague ? Nous ne le saurons jamais, mais ce document prouve que la délation était prise très au sérieux par la police et qu'elle conduisait toujours à des vérifications immédiates. Ce n'était néanmoins pas le seul moyen de surveillance utilisé par les services de sécurité.

2) Les écoutes téléphoniques

L'armée, à travers le Commandement des Transmissions, contrôlait les appels téléphoniques non seulement des opposants ou possibles opposants au régime, mais aussi les téléphones des ambassades accréditées devant le gouvernement. Ainsi, par exemple, le colonel d'Etat-major Santacruz, commandant des Transmissions, faisait parvenir à Fretes Dávalos un rapport sur le

² Document 00172F 0267, du 28 décembre 1976.

³ *Supra* p. 91.

⁴ Document 00172F 0268, du 28 décembre 1976.

⁵ Document 00172F 0428, du 26 juillet 1977.

contrôle téléphonique de l'ambassade du Panamá, suspectée d'être en relation avec des activités subversives.

« Mercredi 6 mai 1981

07.55 La señora Maria appelle la ANTELCO internationale et lui demande une communication avec la république du Panamá.

08.55 De l'ANTELCO, elle appelle le 60847 et [...] informe que ne passe pas la communication avec le Panamá de façon successive »⁶.

Malheureusement, il existe peu de preuves sur ce point dans les archives. Ce qui importait peu, car le reste de la surveillance était assuré par la police politique.

3) La police politique

Les compétences de la Direction des Affaires Politiques étaient, nous l'avons vu, extrêmement larges. Nous réaliserons ici un résumé de l'ensemble de ces activités policières, de l'infiltration à la surveillance de domicile.

Le principal enjeu pour cette direction était avant tout le contrôle des activités politiques. Les réunions à caractère politique étaient infiltrées par les agents de la DPA⁷, notamment celles du MOPOCO et du Parti Communiste, dans la Province de Formosa, à la frontière paraguayo-argentine. Nombreux étaient les rapports sur leurs réunions clandestines et sur l'action des dirigeants en exil. L'autre organisation très surveillée par la police était le Parti Libéral Radical Authentique (PLRA), dissidence du Parti Libéral Radical, et sa figure montante dans les années 1970, Domingo Laíno. Loin de disparaître avec la persécution qui s'abattit sur lui, le PLRA avait gagné en sympathie. Sympathisants que la police qualifiait facilement de « communistes », car porteurs d'idées contraires au régime. Les activités de Laíno furent épéchées par la police et son domicile placé sous contrôle jusqu'à sa détention en 1978. Agustin Goiburú était également sur la liste des personnes les plus recherchées par le gouvernement après l'attentat manqué contre Stroessner et la découverte de « prisons du peuple » dans les bases de l'EPR. Dans le dossier le concernant, un véritable album photographique révèle les nombreuses filatures dont il fit l'objet.

Mais les mouvements politiques de l'opposition n'étaient pas les seuls contrôlés. La surveillance touchait le Parti Colorado lui-même, la crainte étant de voir le parti majoritaire se faire infiltrer par des éléments « subversifs marxistes ».

Les fonctionnaires de l'Etat étaient également sous ce type de surveillance :

« [...] Un de ses éléments les plus actifs est le docteur Eladio Cespedes, fonctionnaire de l'IBR, domicilié à Capiatá, membre de la *seccional* colorada de cette ville qui, il paraît, essaye de prendre contact avec des cadets du Collège Militaire. L'informateur précise qu'il serait prudent de le contrôler. Les « Epifanistes » assurent qu'au mois de février de l'année prochaine, il exploitera un coup d'Etat subversif dans le but de renverser le Gouvernement national »⁸.

⁶ Document cité par Almada, Martin, « Las intimidaciones del Cóndor », XXIII International Congress of the Latin American Studies Association, Washington DC, Septembre 2001. L' ANTELCO est l'entreprise d'Etat des télécommunications.

⁷ *Dirección de Política y Afines*.

⁸ Document 00143F 0263, du 27 décembre 1976, rapport de Cantero à Coronel.

... et le personnel de la Police aussi :

« j'ai l'honneur de m'adresser à mon supérieur afin de porter à sa connaissance le rapport suivant :

Qu'en 1946, un citoyen du nom de DELVALLE s'affilia au Parti Communiste ; pendant la révolution de 47, il rejoignit l'Argentine, résident à la Villa Tranquila – Buenos Aires. En 1948, il se trouva dans la Villa citée avec notre informateur, et à cette occasion [alors qu'il était en Argentine], il recevait le journal communiste ADELANTE du dirigeant communiste Luis Centurión [...]. En 1950, il rentra au pays, et s'installa dans le quartier Varadero [...], se dédiant à la profession de cordonnier jusqu'en 1959, époque à laquelle il entra comme professionnel au Huitième Commissariat *Seccional* ; ultérieurement, il passa au grade de sergent, effectuant des services de garde, et actuellement il prête service au Septième Commissariat »⁹.

Nous remarquerons également une grosse activité d'espionnage de l'Eglise. Si le Haut clergé paraguayen était acquis au régime, il n'en allait pas de même pour les prêtres en milieu rural. La théologie de la libération avait fait de nombreux adeptes et elle était considérée par l'Etat comme une doctrine subversive. De plus, à partir de 1975, Hugo Banzer avait établi son plan de répression des prêtres « réfractaires » aux régimes autoritaires, présenté en 1977 à la conférence de la CAL à Asunción. Ce rapport du 9 novembre 1976 témoigne de la surveillance minutieuse par la police des prêtres « activistes » :

« [...]

Le Père Magin Gomez, le 3 octobre 1976, au cours de l'acte d'inauguration de l'église [de Lambaré], a manifesté que le premier point du plan avait été rempli. Il travaille en étroit contact avec le Père ZACARIAS, qui en inaugurant une Chapelle dans le quartier San Isidro, faisant coïncider la date avec le jour de la fête des mères, demanda que l'on prie pour toutes les mères désemparées dont les fils se trouvent prisonniers. D'un sermon à caractère religieux, il fit un sermon à fond politique. Le troisième point du plan ne mentionne pas mais *présume qu'il s'agisse de la subversion*. Le Père Benitez voyage beaucoup à l'étranger, comme au Chili, en Argentine et au Brésil [...] »¹⁰

Encore une fois, la Police faisait plus confiance aux présomptions qu'aux certitudes.

La surveillance était très serrée. Nous n'en finirions pas de tout énumérer. Il faudrait ajouter la surveillance des organisations sociales, des syndicats, des mouvements étudiants, des organisations de défense des droits de l'Homme... etc. La contrebande était contrôlée, le trafic de filles et le proxénétisme également. C'est Pastor Coronel qui se réservait la mainmise sur la prostitution dans la capitale. De même, la pornographie était prohibée, car considérée comme une subversion de l'esprit, tout comme la littérature d'auteurs « de gauche », et à en croire les perquisitions réalisées à la DNAT en 1992, même les auteurs d'ouvrages scientifiques étaient classés au rang de la subversion marxiste. De nouveau, nous pouvons percevoir dans la police politique paraguayenne la « police de la pensée » de l'auteur visionnaire Georges Orwell.

Quand un individu avait été détenu, tous ses proches passaient sous surveillance. Une gigantesque paranoïa s'était installée dans le pays. Il est incontestable au vu de tous ces éléments exposés que le Département d'Investigations avait déployé les mailles d'un énorme filet qui ramenait à la surface des informations venant des quatre coins du pays. La population

⁹ Document 00172F 0332, du 8 novembre 1976, rapport de Cantero à Coronel.

¹⁰ Document 00172F 0327, du 9 novembre 1976.

civile était surveillée, contrôlée, harcelée et assiégée dans toutes ses actions de façon étouffante. La police politique paraguayenne n'avait rien à envier à la Gestapo ou à la Stasi. Stroessner contrôlait absolument tout, car les rapports les plus importants lui étaient remis directement par son fidèle Coronel. Rien n'échappait à la bureaucratie policière, pas même ce qui pouvait paraître puéril ou marginal. Cet état de contrôle sur la population ne pouvait que faciliter la répression.

B. Une répression arbitraire et démesurée

1) Les cibles de la répression

Chaque individu, paraguayen ou non, pouvait tomber sous le joug des sbires de la DNAT ou du Département d'Investigations. Les interpellations pouvaient se faire de jour, de nuit, et n'importe où. Souvent, les agents étaient en civil et intervenaient par surprise avec des voitures banalisées, voire comme en Argentine, sans plaque d'immatriculation. Les perquisitions de domicile se faisaient à l'improviste, sans ordre judiciaire, avec un déploiement de forces supérieur à la possible résistance. Quand il y avait des personnes en plus de celle recherchée sur le lieu d'interpellation, elles étaient généralement emmenées avec. Dans certains cas, des agents restaient « en planque » dans la maison, attendant quelconque autre personne. Les nouveaux détenus étaient ensuite conduits soit à la Direction « Surveillance et Délits », soit à la DNAT, avant d'être déplacés.

D'après les archives, nous pouvons constater que de nombreuses personnes détenues étaient des artisans, des maçons, des employés journaliers... etc., pour la plupart célibataires. Dans beaucoup d'autres cas, il s'agissait de sans-emploi et de sans-domicile fixe. L'Etat ne voyait pas d'un bon œil ceux qui ne travaillaient pas, qui n'avaient pas de buts dans la vie ou qui ne fondaient pas de famille. Ces gens-là étaient des esprits « malléables » par la subversion, il fallait donc agir contre ces personnes. Martin Almada témoignait même de la détention de « jeunes avec barbe ou cheveux longs et chemise colorée »¹¹. Les touristes ayant la même apparence pouvaient être conduits « pour vérifications » au Département d'Investigations, simplement pour y être détroussés de leurs biens. L'apparence physique était un motif récurrent d'appréhension de suspects.

Les organisations de masse étaient également une proie privilégiée pour les services de sécurité paraguayens. Toute tentative d'implantation d'un mouvement politique, armé ou non, était immédiatement détectée et soumise à une dure répression. Pour combattre ce type d'organisation, la Police cherchait à en éliminer tout d'abord la direction.

Si l'apparence physique constitue un motif de détention, nous pouvons alors affirmer que la répression stroessniste était largement arbitraire. Mais dans tous les cas, la violence était démesurée.

¹¹ Almada, Martín, *Paraguay la cárcel olvidada, el país exiliado. Con el anexo del descubrimiento del archivo del terror, la batalla jurídica*, Asunción, Intercontinental Editora, Ediciones Ñandutí vive, 1993, p. 26 – 30.

2) Les grandes vagues de répression

Le début de la seconde vague de terreur au Paraguay naquit de la tentative d'assassinat contre Stroessner en novembre 1974 par l'*Ejército Paraguayo Revolucionario*. En mars 1974, le leader du groupuscule armé, Agustin Goiburú introduisit la bombe depuis l'Argentine. Elle devait être placée dans une camionnette stationnée sur le chemin du palais gouvernemental et actionnée au passage du véhicule présidentiel. Mais il y eut trois échecs et l'engin n'explosa pas. Un nouveau plan fut mis en place pour le mois de novembre suivant. Evasio Benitez, membre de l'EPR, prit contact avec des officiers corrompus du Corps de Défense Fluvial pour obtenir du TNT, puisque ces officiers en vendaient clandestinement à la Triple A¹². Mais le sous-officier Balmori dénonça Benitez au commandant de l'unité, qui avertit le Sixième Commissariat et ultérieurement, le Département d'Investigations¹³.

Pastor Coronel annonça par la presse qu'une cellule terroriste avait été démantelée. Une cellule qui voulait « enlever des autorités nationales et semer le chaos dans la république »¹⁴. Une photo d'une « prison du peuple » avait été publiée. Jamais la police ne divulgua que le véritable objectif était l'élimination physique du président. La vengeance de ce dernier fut terrible. Goiburú devint « l'ennemi public numéro 1 » et le régime profita de l'occasion pour arrêter des politiciens de l'opposition. Goiburú était depuis 1959 membre du MOPOCO. Exilé en Argentine, il avait été capturé une première fois en 1969, mais avait réussi une spectaculaire évasion en 1970. La rancœur des autorités en était d'autant plus grande. La plupart des membres de l'EPR tombèrent les uns après les autres entre les mains du Département d'Investigations. Agustin Goiburú courut pendant trois ans. Le 1^{er} septembre 1977, le consul paraguayen à Posadas, Ortiz Tellez, adressa un message à Sabino Montanaro, ministre de l'Intérieur :

« Avec beaucoup d'honneur je m'adresse à Son Excellence, afin de porter à sa connaissance la version donnée à ce Consulat National par les autorités militaires du SIE [argentin], sur le supposé enlèvement de l'extrémiste Agustin Goiburú, arrivé en février 1977 dans la ville de Paraná, Province de l'Entre Rios, et dont la photocopie du rapport mentionné est jointe au présent »¹⁵.

Il s'était écoulé six mois depuis sa capture lorsque le consulat avertit le Ministère de l'Intérieur. On ne sut plus jamais rien de Goiburú. Il avait été enlevé par les autorités militaires argentines, puis remis au Paraguay.

Le MOPAL subit les conséquences de la répression de l'EPR, puisque la grande vague d'arrestations concerna pour la plupart des Paraguayens qui avaient séjourné en Argentine et avaient été en liaison avec l'ERP de Santucho. Vingt-trois personnes furent appréhendées, dont les dirigeants. Un groupe de treize personnes passa en jugement pour infraction à la loi n°209.

Le 8 février 1975 au matin, un peloton de soixante-dix soldats sous le commandement du lieutenant-colonel Felix Grau perquisitionna la Colonie de San Isidro de Jejuí. Dans ce secteur

¹² Document 00143F 0006, de la Préfecture de Police, 26 novembre 1974.

¹³ Ibidem.

¹⁴ Cité par Farina, Bernardo Neri, *El Ultimo Supremo*, Asunción, El Lector, 2003, p. 175.

¹⁵ Document 00143F 0322, du consulat de Posadas, 1^{er} septembre 1977.

du pays, les Ligues Agraires existaient encore bel et bien. Apparues vers 1960, ces ligues avaient une origine religieuse, mais il arrivait que certains dirigeants soient des syndicalistes ou des politiciens du Parti Démocrate-chrétien. Elles se définissaient comme une organisation chrétienne mais avec une certaine autonomie quant à la hiérarchie de l'Eglise. D'une façon générale, l'objectif des Ligues était d'organiser les paysans pour qu'ils prennent conscience de leur situation et qu'ils cherchent des solutions à leurs problèmes. Le travail dans le domaine de l'éducation fut l'un des plus importants, en conséquence des limites de l'éducation nationale officielle. Les Ligues souffrirent de la persécution policière depuis leur création, avec une escalade de la violence en 1970 – 1972 et en 1975. La perquisition de février 1975 était due à un supposé projet d'installations clandestines de type communiste. Cinquante-trois paysans furent détenus, mais suite à des pressions nord-américaines (il y avait deux Américains parmi eux), la plupart furent relâchés.

Entre novembre 1975 et février 1976, la vague répressive fit tomber la direction et les principaux militants du Parti Communiste Paraguayen, dont Miguel Angel Soler, une figure dominante. Cinquante-huit personnes arrêtées furent accusées d'appartenir au PCP. La répression toucha la direction, mais aussi des citoyens qui n'avaient aucun lien avec. Cette action permit au gouvernement de détruire ce qui restait du Parti Communiste et à faire fuir du pays ceux qui n'avaient pas été pris. Une quarantaine de personnes furent déplacées vers le Pénitencier d'Emboscada, qui avait été réhabilité pour désengorger les cellules de la capitale au début de 1976.

La répression contre l'OPM fut la plus marquante de la décennie 1970. Politiquement et idéologiquement, l'Organisation Politico-Militaire voulait se placer dans la lignée des *Montoneros* argentins et des *Tupamaros* uruguayens. Ce fut le seul mouvement qui intenta un semblant d'organisation au sein du pays. Parti d'un groupuscule estudiantin d'Asunción, le mouvement s'étendit à des groupes des Ligues Agraires de la région de Misiones. D'après Alfredo Boccia Paz, l'OPM atteignit les 400 sympathisants militants, ce qui ne signifiait pas 400 combattants¹⁶. L'organisation disposait d'un journal, *Tatapiriri* (« Feu crépitant » en *guaraní*), mais l'entraînement était faible et les armes peu nombreuses. Dans un memorandum sans date, nous pouvons lire :

« [...] au mois d'avril 1976, l'OPM était structurée et était prête politiquement, militairement et organisée pour entrer en action, comptant sur une direction nationale, huit colonnes de quatre cents quatre-vingt-quatre hommes chacune et une colonne en formation (Colonne CINTURON), en plus de compter sur l'appui de nombreuses personnes sans être totalement intégrées et enregistrées par l'Organisation ; ils comptaient sur l'appui de l'ERP, qui les avait entraîné idéologiquement et militairement et sur le Groupe Montoneros qui leur fournissait des armes et des explosifs [...] »¹⁷

La version officielle différait de l'enquête d'Alfredo Boccia Paz, qui avança le chiffre d'environ 400 au total, et non par colonne. Les intentions du gouvernement étaient donc bien d'amplifier la subversion pour renforcer les mesures de sécurité et de répression.

En avril 1976, se déclencha le plus vaste dispositif opérationnel antisubversif documenté par les archives. En quelques mois, des milliers de personnes vécurent l'expérience de la prison

¹⁶ Voir Boccia Paz, Alfredo, *La década inconclusa, historia real de la OPM*, Asunción, El lector, 1997.

¹⁷ Cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 117.

« pour vérifications » sur leurs liens avec l'OPM. Malheureusement, les premiers à tomber furent ses chefs. Le 3 avril, arrivant de Posadas à Encarnación, Carlos Brañas, militant du groupe fut arrêté avec des documents compromettants. Durant son « interrogatoire », il livra les noms de ses contacts à Asunción, ce qui eut pour effet immédiat de déclencher la répression. Résultèrent deux affrontements armés entre les militants et les forces de police. Dans la soirée du 4 avril, le commissaire Ruiz Paredes communiqua au directeur de « Surveillance et Délits » que Brañas avait donné des contacts dans la zone de Lambaré, en banlieue sud de la capitale. On enregistra un mort côté OPM et le commissaire Gimenez, directeur de « Surveillance et Délits », fut blessé. Le lendemain, dans le quartier Herrera d'Asunción, le chef de l'OPM Juan Carlos Da Costa fut abattu chez lui, tandis qu'était gravement blessé le commissaire Alberto Cantero. Deux membres influents du groupe « séditieux », Mario Schaerer Prono et son épouse, Guillermina Kannonikoff, tentèrent de fuir et se réfugièrent dans l'église de San Cristobal. Mais le Père Raimundo Roy les livra à la police peu après. Les deux furent conduits au Département d'Investigations. D'après la version officielle, blessé à la jambe par balles, Schaerer Prono mourut rapidement. Dans un document de la police, il était écrit :

« Morts en 1976
 Martín Rolón : à Lambaré le 4 avril
 Juan Carlos Da Costa : dans le quartier Herrera le 5 avril
 Mario Schaerer : dans le quartier Herrera le 6 avril »¹⁸

Pastor Coronel informa officiellement que Schaerer était mort des suites de ses blessures. En réalité, il mourut sous la torture au Département d'Investigations.

Des arrestations eurent lieu dans l'ensemble du pays à la recherche du moindre lien avec l'OPM. Officiellement, 412 détenus furent enregistrés (et seulement 8 passés en jugement).

Après en avoir eu plus ou moins terminé avec les militants de l'OPM, Pastor Coronel se lança à l'Intérieur dans la répression des quatre groupes des Ligues Agraires qui avaient soutenu le développement de l'Organisation Politico-Militaire. En pleine « Semaine Sainte », Coronel envoya à Misiones Camilo Almada « Sapriza », qui exécuta des représailles démesurées dont l'historiographie paraguayenne se souvient comme des « Pâques Douloureuses ». Près de 600 personnes furent arrêtées et souffrirent d'atroces tortures. Une vingtaine de paysans furent exécutés sommairement par les forces de police¹⁹. des familles entières furent détruites physiquement et économiquement, dépossédées de leurs biens. Des familles complètes se retrouvèrent enfermées au Pénitencier d'Emboscada.

Une tentative de réactivation de l'OPM en janvier 1978 fut immédiatement contrôlée par la police. Mais 1976 resta dans la mémoire collective comme une année de souffrance et de violence.

Après 1976, il fallut attendre 1980 pour voir une nouvelle vague de terreur. Ce qui ne signifie pas que rien ne se passa entre ces deux années. Il ne s'agit pas pour nous de dresser une liste exhaustive de tous les cas de répression, mais seulement de donner un aperçu des plus violents. En mars 1980, un de ces cas s'inscrivit dans l'histoire paraguayenne sous le nom de « Massacre de Caaguazú ». Le 8 mars, à une heure du matin, quelques vingt paysans

¹⁸ Document cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 120.

¹⁹ Voir l'enquête de Farina, Bernardo Neri, *El Ultimo Supremo*, Asunción, El Lector, 2003, p. 182.

abordèrent un omnibus de l'entreprise *Rapido Caaguazú*. Ils exigèrent du conducteur qu'il les conduise à Caaguazú alors qu'ils n'avaient aucun sou en poche. Ils souhaitaient se rendre au bureau régional de l'IBR, car depuis plusieurs mois ils avaient de gros problèmes avec des militaires qui tentaient de les expulser. Alors que les contrôleurs des douanes firent signe au bus de s'arrêter, les paysans prirent peur et demandèrent au chauffeur de passer outre le barrage. Les contrôleurs ripostèrent avec leurs armes à feu et un homme de l'intérieur du bus tira aussi. Quelques kilomètres plus loin, les paysans abandonnèrent le bus pour échapper aux forces de l'ordre qui étaient déjà sur leurs traces. L'Armée, la Police et les milices *coloradas* avaient été déployées dans la région. Le 10 mars, des effectifs de la II^{ème} Division d'Infanterie encerclèrent un groupe de dix fugitifs et les exécutèrent sans autre forme de procès. Les autorités refusèrent de rendre les corps à leurs familles et les enterrèrent dans une fosse commune du département. Victoriano Centurión fut un des rares, sinon le seul, à réussir à s'échapper. Tous les autres furent capturés et torturés. Dans les fiches du Département d'Investigations, on trouve celle d'Apolonia Flores, une jeune fille de 12 ans, blessée par balles et détenue pendant six mois au *Policlinico* « Rigoberto Caballero », l'hôpital de police. Elle était accusée, en compagnie de deux autres jeunes de 13 ans, d'être une guérillera et coupable d'avoir donné l'assaut à un omnibus²⁰. Au total, 57 personnes furent détenues entre la Délégation de Gouvernement du département de Caaguazú, le Département d'Investigations et la DNAT. La version officielle parlait d'un « groupe de paysans désespérés pour leurs terres qui se convertit en un féroce noyau guérillero qui souhaitait renverser le régime »²¹. Il fallait bien justifier la répression encore une fois sanglante...

En septembre de la même année, une nouvelle vague de détention « pour vérifications » se présenta avec l'assassinat du dictateur nicaraguayen en exil, Anastacio Somoza Debayle. L'enquête donna lieu à une véritable chasse à l'homme sur tout le territoire paraguayen. Nous présenterons ce cas dans le prochain chapitre.

Ce que nous pouvons considérer comme le dernier cas de répression massive du régime stroessniste se passa en 1982. En mars, la police annonça qu'elle avait démantelé une cellule communiste. D'après les coupures de presse retrouvées dans les Archives de la Terreur, environ quarante personnes avaient été capturées et détenues sous couvert de l'article 49 de la Constitution²². D'après la police, ce groupe était sous la direction « spirituelle » d'Oscar Creydt, un ancien du Parti Communiste, de tendance pro-chinoise, ce qui donna le nom de « Cas Pro-chinois » à cette vague d'arrestations. Au sein du pays, le groupe était à la charge de Gonzalez Arce. En grande majorité agriculteurs, les détenus furent présentés à la Presse par Pastor Coronel²³. Cette dernière vague de répression massive avait toutefois été moins violente que celle ayant suivi l'attentat contre Somoza.

L'ampleur des vagues de répression fut considérable « sur le terrain ». Et dans les « souterrains » du Département d'Investigations ou des autres lieux de détention, elle continuait...

²⁰ Fiche du Département d'Investigations, portant le numéro 4122, datée du 16 mars 1980.

²¹ Farina, Bernardo Neri, *El Ultimo Supremo*, Asunción, El Lector, 2003, p. 185.

²² Coupure de presse du journal ABC, 20 avril 1982.

²³ Voir Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 249 – 251.

3) L'épreuve des « interrogatoires »

Après son arrestation, le suspect était conduit à son premier lieu de détention, où il restait quelques heures, voire quelques jours, « *incomunicado* », c'est-à-dire privé de contact. C'était une première épreuve pour l'affaiblir avant que ne débutent les séances d'interrogatoires. Si l'on posait la question de la « torture » à des militaires ayant servi en Algérie, ils répondraient « il n'y avait pas de torture, juste des interrogatoires ». En effet, et c'est ainsi que le concevaient les militaires et policiers paraguayens. Dans les archives, si l'on peut rencontrer à de très rares occasions le terme « torturé », on retrouve surtout le terme « interrogé ». Mais les interrogatoires impliquaient des violences physiques et psychologiques destinées à faire signer des « auto-accusations » ou des dénonciations de tiers. Encore une fois, personne n'était à l'abri de voir quelqu'un donner son nom lors de séances d'interrogatoires très éprouvantes. Une fois le document signé, le détenu était mis au repos quelques temps, voire conduit à l'hôpital de police, où dans bien des cas, il décédait des conséquences de la torture.

Dans les archives, nous pouvons aisément déceler les traces de torture. Dans un document du 22 février 1980, Alberto Cantero adressa un courrier au directeur de la Policlinique « Rigoberto Caballero » :

« Monsieur
Directeur de la Policlinique policière Rigoberto Caballero
Inspecteur général DAEP Oscar Gomez

J'ai l'honneur de m'adresser à vous afin de solliciter les diagnostics médicaux de décès des individus nommées ci-après :

- 1.- MARIO ARZAMENDIA, remis à la Policlinique le 11 avril 1976, où il décéda.
 - 2.- SIXTO MELGAREJO GARCIA : remis à la Policlinique le 14 septembre 1976, où il décéda.
 - 3.- ARTURO BERNAL FLORENTIN : remis à la Policlinique le 6 juin 1976, où il décéda.
- [...] »²⁴

La réponse parvint le même jour :

- « [...]
1. MARIO ARZAMENDIA : n'a pas été soigné à la Policlinique Rigoberto caballero.
 2. SIXTO MELGAREJO GARCIA : décédé le 14 septembre 1976, à 19h05.
CAUSE : œdème pulmonaire
 3. ARTURO BERNAL FLORENTIN : décédé le 6 juillet 1976 à 21h05.
CAUSE œdème pulmonaire aigu. Hypertension artérielle. Crise d'épilepsie.
- [...] »²⁵.

Comment un détenu pouvait-il décéder d'un œdème pulmonaire ? Pour le comprendre, il faudra nous intéresser aux techniques employées par les services de sécurité lors de leurs « interrogatoires ». Pour cela, nous utiliserons un document de l'UPEP, l'Union des Journalistes du Paraguay, qui réalisa un exposé à présenter à la Première Session de la

²⁴ Document cité par Lachi, Marcello (sous dir.), *Insurgentes, la resistencia armada a la dictadura de Stroessner*, Asunción, Arandurã, 2004, p. 248.

²⁵ Document cité par Lachi, Marcello (sous dir.), *op. cit.*, p. 249. Voir ci-après, p. 170.

Commission d'Enquêtes sur les Violations des Droits de l'Homme, qui se déroula en Suisse du 1^{er} au 5 septembre 1976²⁶.

Le plus courant des supplices infligés était celui de la « *pileta* » : le détenu était plongé, les mains liées dans le dos et la bouche vers le haut, dans une baignoire contenant des eaux usées, parfois pleines d'excréments animaux ou humains, et autres immondices. C'est dans ces conditions qu'un individu pouvait mourir d'œdème pulmonaire, s'il restait sous « l'eau » trop longtemps.

La « *picana electrica* » n'était autre que la « gégène » du général Bigeard, avec laquelle les tortionnaires envoyaient des décharges de courant dans les parties du corps les plus sensibles. Toutefois, elle n'était utilisée qu'à la Direction des Affaires Politiques et à la DNAT, car elle demandait une formation technique un peu plus avancée. Il n'était donc pas rare que les agents de l'un ou l'autre des services se retrouvent à voyager vers l'une ou l'autre des délégations de gouvernement, pour « interroger » des suspects.

Le « *teyrú ruguái* » était un fouet tressé, avec de fines lanières de cuir cru. Sur la pointe, se trouvaient une ou plusieurs petites boules de plomb ou d'acier. Les coups adressés au détenu lui déchiraient la peau et la laissaient à vif plusieurs jours.

La « *cachiporra* », la matraque, était utilisée de plusieurs façons différentes. Selon s'il recevait les coups sur la plante des pieds ou sur la fesse, le détenu ne pouvait plus marcher ou plus s'asseoir.

La « *ensalada* », la « salade », était un mélange de tous les types de torture, traitement extrêmement éprouvant et qui diminuait terriblement les capacités physiques du détenu.

A cela s'ajoutaient les types de tortures psychologiques : absence de nourriture, torture d'un détenu devant un ou plusieurs membres de sa famille, appel téléphonique à un proche du détenu pendant les séances de torture, viol des filles ou de l'épouse en présence du mari... etc. Les moyens utilisés pour terroriser la population ne manquaient pas. Et à partir de 1974, l'ombre du Condor se fit sentir sur le Paraguay...

²⁶ Document cité par Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991, p. 311.



POLICIA DE LA CAPITAL
Departamento de Investigaciones
Asunción - Paraguay

Asunción, 22 de Febrero de 1.980.-

Señor

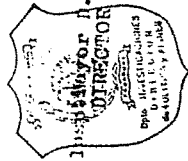
Director del Policlínico Policial "RIGOBERTO CABALLERO"
Insp. Gral. D.A.E.P. Dr. OSCAR GOMEZ

E. _____ S. _____ D. _____

Hago el honor de dirigirme al Sr. Director, a los efectos de solicitar los diagnósticos médicos de fallecimiento de las personas nombradas más abajo:

- 1.- MARIO ARZAMENDIA, remitido al Policlínico Policial en fecha 11 de Abril de 1.976, donde falleció.-
- 2.- SIXTO MELGAREJO GARCIA: remitido al Policlínico Policial en fecha 14 de setiembre de 1.976, donde falleció.-
- 3.- ARTURO BERNAL FLORENTIN: remitido al Policlínico Policial en fecha 6 de junio de 1.976, donde falleció.-

Se espera de una atención favorable, lo saluda muy atentamente.-



Inspector A.A.E.P. ALBERTO B. CANTERO
DIRECTOR DE POLICIA Y AFINES



POLICIA DE LA CAPITAL
DIRECCION DEL SERVICIO DE SANIDAD
POLICINICO POLICIAL "RIGOBERTO CABALLERO"
ASUNCION - PARAGUAY

N/V/R/DD/DD/UU/PP/Nº 9.

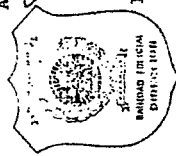
Asunción, 22 de febrero de 1980

Insp. Mayor DAEP Alberto B. Cantero
Director de Política y Afines
Asunción, Paraguay

Me dirijo a Ud., a fin de informarle sobre lo solicitado en la nota de fecha 22-II-80 de esa Dirección, que es como sigue:

1. MARIO ARZAMENDIA: No fué atendido en el Policlínico Policial "Rigoberto Caballero".
2. SIXTO MELGAREJO GARCIA: Fallece el 14 de setiembre de 1976, a las 19.05 horas.
CAUSA: EDEMA AGUDO DE PULMON.
3. ARTURO BERNAL FLORENTIN: Fallece el 6 de julio de 1976 a las 21.05 horas.
CAUSA: EDEMA AGUDO DE PULMON. HIPERTENSION ARTERIAL. CRISIS DE EPILEPSIA.

Atentamente,



INSY. GRAL. DE SAN. DR. OSCAR GOMEZ
Director

Source: Lachi, Parcelllo (sous dir.), Insurgentes, la resistencia armada a la dictadura de Stroessner, Asunción, Arcanducá, 2004.

II. Un terrain de chasse du Condor

A. Le « Système » au Paraguay

1) Sous la coupe des militaires

Le Plan Condor était essentiellement manipulé par les militaires du Cône Sud. Dans bien des cas, les polices étaient sous les ordres de l'Armée. Dans le cas du Paraguay, les décisions étaient centralisées et coordonnées par les militaires à travers le Deuxième Bureau. C'est ainsi que le général Fretes Dávalos, chef de l'Etat-major, et le colonel Benito Guanes Serrano, chef du Département II, devinrent respectivement « Condor 1 » et « Condor 2 » pour le Paraguay. Le Département d'Investigations s'investit également fortement dans le Système Condor, contrairement aux pays voisins où les forces de police se cantonnaient à des rôles secondaires. Les traces réelles du Condor dans les Archives de la terreur ne sont pas si nombreuses. Il aurait fallu espérer mettre la main sur les archives militaires. Mais par chance pour nous autres historiens, l'obsession de Coronel de tout archiver nous a permis de suivre le cheminement des ordres du Condor.

Ces ordres « Condor » portaient l'intitulé « *Pedido de busqueda* » et étaient adressés au chef de la Police, chargé de les redistribuer, ou directement au Département d'Investigations. Ce qui prouve l'implication que le service de Pastor Coronel prenait dans la répression transnationale. Provenant d'un service extérieur, d'un agent ou de sources militaires, la requête passait par un chemin vertical du Deuxième Bureau militaire à la Police.

Dans un document de la Direction des « Registres Etrangers » à l'attention de Pastor Coronel daté du 13 juillet 1977, nous pouvons lire :

« [...] Je m'adresse à mon supérieur pour porter à sa connaissance le rapport suivant :

En raison de l'avis de recherche n° 020/77 de l'Etat-major général des forces armées (ESMAGENFA), du 11 juillet 1977, nous avons procédé à la détention des citoyens uruguayens Raul Agosto Martinez et de son épouse Alba Nelis de Agosto, catalogués comme de supposés activistes dangereux du Marxisme-léninisme, dirigeant de l'Association des Professeurs d'Education Physique de leur pays, dissoute [...] »¹

Le document prouve que la requête de l'Etat-major était bien un ordre Condor, puisqu'il conduisit à la détention de deux citoyens uruguayens recherchés. Il prouve également la rapidité dans l'accomplissement de la mission, puisque deux jours s'étaient écoulés seulement après l'émanation de l'ordre. Le système de communications mis en place par Contreras pouvait par conséquent être considéré comme efficace, l'ordre de recherche étant probablement arrivé ce même 11 juillet du service de renseignement uruguayen. Et nous savons que même s'il existait des heurts, la collaboration entre les services de police et ceux de l'Armée paraguayenne étaient bien huilés après vingt ans de répression « nationale ».

¹ Document 00172F 0441, du 13 juillet 1977.

2) Les supposés enjeux paraguayens

Pourquoi le Paraguay accepta-t-il de rejoindre une alliance transfrontalière pour neutraliser une « subversion » qu'il contrôlait aisément ?

Il faut évidemment se replacer dans le contexte de la période. A partir de 1974, des groupuscules armés apparurent, dont l'un d'eux essaya d'éliminer Alfredo Stroessner. L'inquiétude était remontée d'un cran au sein des services de sécurité paraguayens. Parallèlement, dans les villes frontalières de l'Argentine, les opposants continuaient de se réunir. La véritable paranoïa dans laquelle vivait le régime peut donc être vue comme une cause de l'adhésion au Plan Condor. De même, d'un point de vue continental, la JCR semblait vraiment inquiéter les militaires paraguayens et ceux-ci avaient proposé des idées en matière d'échange d'informations avant les Chiliens. Il y aurait donc eu contradiction.

Si l'on considère les relations internationales, Stroessner ne pouvait pas refuser la proposition du Chili de rejoindre un système de coopération internationale en matière de répression. Cela aurait été une erreur diplomatique que de fermer une porte à Pinochet, qui semblait encore pour l'heure un bon soutien du régime stroessniste.

Il ne faut pas non plus négliger la piste « idéologique ». Le Paraguay s'était positionné ouvertement et internationalement comme un « champion de l'anticommunisme ». Refuser d'intégrer un système proprement anticommuniste aurait été contraire aux idéaux du régime et aurait occasionné une perte de crédibilité du pays auprès de ses voisins du Cône Sud engagés dans la répression de la « subversion marxiste ».

Enfin, nous pouvons ajouter la devise de Stroessner, qui est certainement la plus importante : durer et s'enrichir. Et si le Système Condor ne permettait pas de s'enrichir autant que la corruption et le Traité d'Itaipú, il pouvait permettre de durer. Le système répressif paraguayen était bien en place en 1975 et, même si encombrant, il gérait avec une grande efficacité la répression. Pour Stroessner, le Plan Condor permettait de consolider son régime par des échanges élargissant les perspectives de répression et par des appuis supplémentaires à l'extérieur. Avec le Plan Condor, Stroessner s'assurait la tranquillité à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

B. Types d' « opérations » Condor

Nous ne réaliserons pas ici la liste de toutes les opérations conjointes auxquelles prit part le Paraguay. Nous poserons quelques exemples qui révèlent l'implication des services de sécurité du pays dans un système de répression transnational.

1) Voyages de tortionnaires

Dans son témoignage, Martin Almada avait confié avoir été torturé par des militaires argentins et chiliens à Asunción. Lorsque Jorge Fuentes Alarcón et Amilcar Santucho avaient été appréhendés au Paraguay, ils furent également soumis à des interrogatoires de la part de militaires étrangers. Les déplacements faisaient partie intégrante du système. Les détenus pouvaient avoir des choses à révéler qui ne seraient peut-être pas transmises par les autorités locales ou qui prendraient du temps. Ainsi, dans le cas d'arrestations d'éléments étrangers supposés dangereux, des émissaires des pays voisins étaient dépêchés à Asunción.

Mais ceci fonctionnait aussi dans l'autre sens. En 1981, Pastor Coronel mandata ses hommes de main les plus durs en « mission spéciale » :

« Le chef du Département d'Investigations
Pastor Coronel
CONSTATE : que le commissaire CAMILO ALMADA SAPRIZA est détaché en Mission Spéciale dans la ville de Montevideo, et pour cela il prie les autorités policières de le reconnaître en tant que tel et si possible de lui faciliter l'accès aux informations qu'il sollicitera ; ce département offrant le traitement réciproque dans des cas analogues
Asunción, 27 avril 1981 »²

Le même document, daté du 13 avril et concernant le commissaire Roque Luis Mendez Lara dépêché à Sao Paulo, avait été émis.

2) Echange de détenus

Les cas d'échanges de détenus avec les services des pays voisins ne manquaient pas dans les Archives de la Terreur. L'un des plus documentés concernait trois Argentins et deux Uruguayens.

Fuyant les persécutions politiques, cinq *rioplatenses* s'étaient retrouvés à Asunción au début de 1977. José Nell fut le premier à arriver, le 28 janvier, et s'installa dans une pension. Argentin de 68 ans, il avait été le fondateur du mouvement nationaliste *Tacuara* au début des années 1970. Sa mission était de mettre la main sur des faux passeports et permettre à des *Montoneros* et à des péronistes de s'exiler vers l'Europe. Rapidement, un jeune couple le rejoignit : Dora Marta Landi (22 ans) Alejandro Logoluso (21 ans), étudiants de l'Université de la Plata (considérée par les militaires comme un refuge de « subversifs »). Ils étaient tous les deux militants des *Montoneros*. A la mi-mars, deux Uruguayens arrivèrent à leur tour : Nelson Santana Scotto et Gustavo Insauralde. Le premier était un peintre de 27 ans, membre du Parti pour la Victoire du Peuple (PVP), et le second un professeur d'histoire et le secrétaire général du PVP. Leur objectif était le même : obtenir des passeports pour des militants uruguayens.

Un important dossier fut constitué par le Département d'Investigations³. Une gestionnaire de documentation commit l'erreur de faire une remarque devant une informatrice de la Police : elle avoua que des Argentins cherchaient « des passeports pour fuir le continent et qu'ils

² Document 00021F 0687, du 27 avril 1981.

³ Documents 00172F 0407 – 00143F 0943, 29 mars – 16 mai 1977.

payaient très chers »⁴. Très vite, l'informatrice proposa « ses services », les Argentins voulant les passeports avant le 8 mars, il fallait faire vite. Rapidement, la gestionnaire compromise dans les faux papiers et les cinq personnes furent arrêtées. Cherchant à valoriser leur action, les services paraguayens y virent là une « opération des *Montoneros* et de l'ERP, organisations armées d'Argentine ». Les antécédents des détenus furent demandés aux services appropriés. Et le 16 mai 1977, Alberto Cantero informait Coronel :

« [...] aujourd'hui, à 16h34, dans un avion biréacteur de la marine argentine [...] voyagèrent à destination de Buenos Aires (R.A.) les détenus suivants : Gustavo Edison Insaualde (uruguayen), Nelson Rodolfo Santana Scotto (uruguayen), José Nell (argentin), Alejandro Logoluso (argentin), et Dora Marta Landi (argentine). Les personnes mentionnées furent remises sous la conduite de cette direction, en présence du colonel d'Etat-major Don Benito Guanes Serrano et du capitaine de frégate Lazaro Sosa, aux premiers lieutenants José Montenegro et Juan Manuel Berret, tous les deux du SIDE »⁵.

Plus personne ne sut rien d'eux et ils furent ajoutés à la liste des « disparus ». Ils avaient probablement été conduits au centre de détention clandestin « *Automotores Orletti* », dont la couverture était un garage automobile. Ce centre accueillait des prisonniers uruguayens et argentins.

Il s'agit d'un exemple parmi des dizaines. Le Paraguay s'investit beaucoup dans toutes les opérations de type « Phase 1 » et « Phase 2 » du Plan Condor. Curieusement, sa seule intervention connue dans une opération de « Phase 3 » fut la tentative de remise de faux passeports à l'équipe de tueurs chiliens qui devait éliminer Orlando Letelier à Washington. Mais l'ambassadeur nord-américain Landau eut vent de la « mission » et fit pression sur le gouvernement paraguayen. Dans tous les cas, Stroessner ne semblait pas intéressé par cette perspective « extracontinentale » d'élimination des opposants, qui concernait essentiellement d'après un câble nord-américain déclassifié, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine. Il devait bien penser que cela ne lui attirerait que les regards de l'opinion internationale, et en 1976, il n'en avait pas besoin. De même, les opposants paraguayens ne se réfugiaient rarement plus loin qu'en Argentine ou au Brésil. Il n'était donc pas indispensable d'envoyer des tueurs jusqu'en Europe. D'autant que depuis vingt ans de stroessnisme, il avait largement eu le temps de mettre au pas les réfractaires « importants ». Pas comme au Chili, où les anciens représentants du gouvernement d'Allende courraient toujours.

A travers ces quelques exemples, nous pouvons dire que le Paraguay s'était solidement investi dans le Plan Condor. A travers la répression « nationale » et la répression « transnationale », le pays avait instauré dans les années 1970 un véritable régime de Terreur.

Il avait également destiné une grosse part de son budget, dérivé des investissements dans le barrage d'Itaipú, à la mise en place du Système Condor. Sa seule réserve concerna les opérations intercontinentales qui ne présentaient pour le régime aucun intérêt. Dans tous les cas, la participation du Paraguay au Plan Condor allait se voir entravée par plusieurs éléments à partir de 1977.

⁴ Cité par Callóni, Stella, *Operación Condor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005, p.176.

⁵ Document 00172F 0398, 16 mai 1977.

Chapitre 9

La participation condamnée du Paraguay (1977 – 1982)

*

«Notre esprit humain exige sans délai la solidarité et l'union entre les peuples et les nations au-delà des différences qui pourraient les séparer ».
(Augusto Roa Bastos, poète paraguayen)

Le Système Condor avait permis à des pays profondément différents de collaborer dans une tâche commune : la lutte contre la subversion. Le danger marxiste avait appelé les régimes autoritaires à s'unir pour l'éradiquer. Ce système fut d'une efficacité redoutable dans l'ensemble du Cône Sud. Mais les différences ne pouvaient pas s'effacer éternellement entre les pays, et le Paraguay rencontra bien des difficultés sur la scène internationale, en raison de son type de régime et d'une répression mal dissimulée. Très vite les premiers craquements se firent sentir et des incompatibilités avec le Système Condor apparurent. Parallèlement, l'attentat qui coûta la vie à Somoza en septembre 1980 n'arrangea pas l'image du pays auprès de la communauté internationale.

I. Un déclin sur le plan international : 1977 – 1980

A. La politique des droits de l'homme

Jusqu'aux années 1970, Les Etats-Unis et le Brésil avaient été les principaux appuis internationaux de la dictature du général Stroessner. Mais l'arrivée du démocrate Jimmy Carter à la Maison Blanche le 20 janvier 1977 changea la donne.

1) Le « carter-communisme »

Une fois installé, le démocrate Carter priorisa, au moins pour le Paraguay pour lequel il n'y avait pas de grands intérêts, le respect des droits de l'homme. Les nombreuses violations des droits de l'homme commencèrent enfin à avoir quelque répercussion internationale. Jusque là, les initiatives de défense des droits fondamentaux étaient « affaire de femmes ». L'une d'elle, doña « Coca » de Lara Castro, présidente de la Commission Paraguayenne des droits de l'Homme, visitait régulièrement les détenus dans leur cellule. Ces quelques femmes étaient malheureusement les seules à faire des démarches pour leur libération. La répression massive de 1976 stimula la création du Comité des Eglises pour l'Aide d'urgence (*Comité de Iglesias para Ayuda de Emergencias*, CIPAE), qui accomplit à partir de là un rôle transcendant dans la documentation, la dénonciation et l'appui aux prisonniers politiques ; et la fondation de la Jeunesse Paraguayenne pour les Droits de l'Homme.

L'investiture de Carter réveilla alors les espoirs des organisations paraguayennes de défense des droits inaliénables, mais aussi l'opposition politique qui voyait là la possible fin du régime de Stroessner. Dans un rapport sur les activités politiques du Parti Démocrate-chrétien, daté du 9 novembre 1976, on pouvait lire:

« [...] Anibal RECALDE informe que la Direction [du Parti Démocrate-chrétien] a envoyé un message de félicitations au nouveau président des Etats-Unis d'Amérique du Nord, et qu'en même temps elle l'a informé des *milliards* d'emprisonnements de citoyens, parmi eux des femmes [...], des morts violentes à cause de tortures, des religieux capturés et expulsés du pays, et sur la négation du gouvernement paraguayen d'inscrire le Parti dans la Junte Electorale Centrale pour sa reconnaissance et ainsi lui amener une marche légale comme parti politique. [...] la Démocratie-chrétienne, aujourd'hui plus que jamais, se maintiendra debout pour veiller sur les intérêts du peuple paraguayen, parce qu'elle compte sur un grand soutien et parce qu'un nouveau jour se rapproche [...] »¹.

L'élection de Jimmy Carter suscita toute l'attention et tout l'espoir de voir le retour de la démocratie. Mais le gouvernement colorado ne le voyait pas du même œil.

« [...] Les communistes suivent avec consentement l'arrivée au pouvoir du président Nord-américain, qui se produira le 20 janvier prochain, puisque celui-ci ne veut rien savoir des gouvernements militaires latino-américains. En ce sens, ils se rapprochent

¹ Document 00172F 0326, de Cantero à Coronel, 9 novembre 1976.

d'un intense travail en faveur du Parti Libéral radical, considéré comme ayant une plus grande possibilité d'affronter le Gouvernement pour la prise du pouvoir [...] »².

Dans les grandes lignes du programme de Carter, il n'y avait pas de place pour les dictatures du Cône Sud. Du moins pas pour celle de Stroessner. Les tensions diplomatiques augmentèrent considérablement durant cette période, si bien que le gouvernement qualifia de « carter-communisme » tout ce qui touchait à la politique nord-américaine, notamment les droits de l'homme. Car pour la survie du régime, ces droits sacrés ne pouvaient être respectés. Sur une note manuscrite, visiblement partie d'un exposé, Pastor Coronel faisait une référence aux droits de l'homme :

« Droits de l'Homme
Avec les « droits de l'homme » ou sans les « droits de l'homme », nous
resterons au pouvoir à construire et à apporter le progrès, fiers de notre gouvernement et
de notre patrie »³.

C'était dire l'importance des droits fondamentaux dans le cœur des serviteurs du régime. Il s'agissait là d'une véritable sentence. Et la politique de Carter n'était pas la bienvenue puisqu'elle condamnait la politique répressive paraguayenne. C'est pour cette raison que le gouvernement stroessniste en vint à parler de « carter-communisme » pour qualifier la politique nord-américaine, d'autant qu'à partir de cette période, les dirigeants de l'opposition se réunissaient régulièrement à l'ambassade des Etats-Unis. Comme évoqué précédemment, la qualification de « communisme » s'étendait facilement aux idées « étrangères » ou opposées au régime en place.

2) Les organismes internationaux

Parallèlement à la politique de Carter, les organismes internationaux se réveillèrent quant à la situation humaine au Paraguay. Des centaines de lettres d'*Amnesty International* commencèrent à inonder les archives policières. Dans ces lettres, des citoyens du monde entier manifestaient leur préoccupation pour le sort des centaines de prisonniers politiques mourrant dans les infâmes geôles stroessnistes. Une « appréciation de renseignement » datée du 11 septembre 1974 et émanant du Deuxième Bureau militaire définissait *Amnesty International* comme suit :

« [...] »

4. Dissémination des informations :

- a. Depuis 1973, a commencé une campagne systématique contre le gouvernement de notre pays, prenant comme bannière la « LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES ».

Dite organisation a son siège en Suisse, sous le nom de « AMNESTY INTERNATIONAL » (« Défense des droits de l'homme »), *organisation qui regroupe des personnes d'idéologies politiques différentes, où prédominent les communistes et les socialistes* [...] »⁴

² Document 00172F 0262, de Cantero à Coronel, du 27 décembre 1976.

³ Document manuscrit, sans date, cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 121.

⁴ Document 00143F 0225, du 11 septembre 1974, signé par Benito Guanes Serrano.

L'action d'*Amnesty International* parallèlement à l'augmentation des prisonniers politiques sur lesquels les serres du Condor s'étaient refermées. Dans un « *pedido de busqueda* » du 12 avril 1976, les militaires paraguayens s'inquiétaient de la mobilisation internationale face à la détention de Jorge Fuentes Alarcón et d'Amilcar Santucho :

« [...] »

Nous avons connaissance que le Gouvernement Allemand aurait accepté officiellement, le 3 mars 1976, l'entrée sur leur territoire des extrémistes Amilcar Latino SANTUCHO et Jorge Isaac FUENTES ALARCON. Sur la libération de ceux-ci, les organisations internationales AMNESTY INTERNATIONAL et la COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES auraient fait pression sur le gouvernement paraguayen [...] »⁵.

Amilcar Santucho fut libéré peu après. Mais il était déjà trop tard pour Jorge Fuentes. Après « l'interrogatoire international » à Asunción, en juin 1975, il avait été remis à la DINA chilienne et disparut dans les cellules de la Villa Grimaldi à Santiago.

Le gouvernement paraguayen dut faire face à d'importantes pressions internationales, car son entrée dans le Plan Condor avait coïncidé avec une augmentation considérable du nombre de prisonniers politiques et la réouverture du Pénitencier d'Emboscada n'était pas restée inaperçue face à la communauté internationale. Venant de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, les pressions portèrent leurs fruits. A la fin de l'année 1978, le gouvernement fut contraint de fermer Emboscada et en 1979, la majorité des détenus pour raisons politiques avaient été libérés. Cette politique venait entraver un peu plus les opérations Condor, déjà mises à mal par les différends entre pays membres.

B. La souveraineté nationale : source de conflits

La question de la souveraineté avait, dès l'officialisation du Plan Condor, été posée par Benito Guanes Serrano, inquiet de voir Contreras proposer le Chili comme siège du système. L'idée d'une collaboration transfrontalière pour éliminer la subversion séduisait, mais celle de soumettre son pays à la volonté collective ne fut pas sans dommages.

1) Un historique douloureux

En 1865, lancé dans une logique internationale presque « napoléonienne », le général-président Francisco Solano López se lança dans un conflit contre l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil après avoir occupé la ville argentine de Corrientes. La guerre de la Triple Alliance dura jusqu'en 1870, après la mort au combat du général López. Les conséquences furent désastreuses pour le Paraguay qui perdit la majorité de sa population et fut contraint de réduire ses frontières.

Au cours des années 1920, les relations s'envenimèrent à propos de la question de la région désertique du Chaco, entre le Paraguay et la Bolivie. La guerre éclata en 1932, à propos

⁵ Document 00143F 0175, du 12 avril 1976, signé par Benito Guanes Serrano et Alejandro Fretes Davalos.

d'éventuels enjeux pétroliers. Elle dura jusqu'en 1935, pour voir finalement triompher le Paraguay. Les conséquences furent encore difficiles pour le pays *guaraní* : outre les milliers de morts, les militaires montèrent en puissance sur la scène politique.

Comment les Etats ont-ils pu faire abstraction de ces antécédents conflictuels pour mettre en place un système d'alliances basé sur l'échange d'informations et les opérations conjointes ? De même, comment des Etats profondément nationalistes avaient pu soumettre l'idée de « l'ouverture des frontières » aux pays voisins ? La Doctrine de Sécurité Nationale y est pour beaucoup. Inquiets du danger révolutionnaire, les Etats avaient fait abstraction de leurs différences et de leurs antécédents conflictuels pour s'unir face à la menace subversive. Si nous prenons le cas du Paraguay, le Système Condor devait l'amener à partager sur la scène continentale. Partager avec ses ennemis héréditaires : l'Argentine et la Bolivie. Mais comme le dit l'adage, « chassez le naturel, il revient au galop ». Ce fut exactement le cas paraguayen...

2) Paraguay – Argentine : une rivalité sans fin

La collaboration au sein de « Condor » ne s'était pas effectuée sans heurts ni frictions. L'exemple le plus connu reste le contentieux territorial entre le Chili et l'Argentine en 1978 autour des îles du canal Beagle, à l'extrême sud du continent. Les Argentins arrêtaient tous les agents de la DINA en poste chez eux. Les deux pays passèrent près d'une guerre et cessèrent toute relation dans le cadre de Condor.

Grâce aux Archives de la Terreur et à quelques documents nord-américains déclassifiés, nous savons maintenant que les relations entre l'Argentine et le Paraguay n'étaient pas toujours faciles. Il y eut beaucoup d'incidents frontaliers, notamment dans la région de Clorinda et Formosa.

Le 9 décembre 1976, en relation avec une opération réalisée à Clorinda, des effectifs de l'Armée argentine effectuèrent une intervention à Formosa :

« [...] ils procédèrent à la perquisition des domiciles de plusieurs citoyens paraguayens résidents dans la dite localité argentine, parmi lesquelles [villes] se trouvent des dirigeants du MOPOCO et des éléments du Parti Communiste Paraguayen (PCP), tels que les docteurs JOSE ZACARIAS ARZA, JULIO CELSAR KOLBERG, Messieurs BIENVENIDO ORTEGA, ANDRES BLANCO, CARLOS TALAVERA, JULIAN VERA, tous du MOPOCO et SERAPIO ARIAS, communiste, qui furent détenus. Il paraît que furent saisies deux caisses d'armes. Les personnes détenues selon l'information furent remises en liberté le même jour »⁶.

Comment se fait-il que les détenus n'aient pas été remis aux autorités paraguayennes ? Le simple fait d'être membre du MOPOCO ou du PCP aurait dû conduire l'Armée argentine à remettre les éléments « subversifs » à ses homologues. Et plus encore avec la découverte de deux caisses d'armes. La Phase 2 du Plan Condor était toujours effective à cette date là. Ce fait traduisait une mauvaise volonté et risquait de porter préjudice au Système Condor.

Dans un rapport du 23 décembre 1976, Cantero commençait ainsi :

⁶ Document 00172F 0281, du 13 décembre 1976, rapport de Cantero à Coronel.

« [...] Notre collaborateur dans la ville de Clorinda (RA), nous informe que le Commandant en second de la gendarmerie de Clorinda du nom de ZALZENON, se déclare ouvertement contraire à notre gouvernement, à tel point qu'il appela à ses ordres le 1^{er} lieutenant du nom de LOPEZ et le sergent ORMACHEA, pour être catalogués comme nos supposés collaborateurs. »⁷.

Mais les meilleures preuves de rivalité entre les deux pays provenaient du Département d'Etat nord-américain. Surtout lorsqu'il s'agissait d'échanger des prisonniers importants. Le 8 novembre 1977, un collaborateur à Clorinda donna une information d'importance primordiale pour l'appareil répressif paraguayen, qu'Alberto Cantero s'empressa de remonter à Coronel, et lui-même au général Brítez.

« [...] selon les nouvelles qu'il a reçu depuis la ville de Buenos Aires (RA), il y a approximativement huit jours, des effectifs militaires ont arrêté et emmené Epifanio Mendez Fleitas à la ville de Corrientes, maintenant en complet hermétisme le processus [...] »⁸.

Les Argentins avaient capturé l'un des plus vieux ennemis d'*El Rubio* : Epifanio Mendez Fleitas, celui qui avait été dans tous les complots jusqu'en 1954, fondateur du MOPOCO en 1959. L'ambassadeur nord-américain envoya un rapport à sa hiérarchie le 25 octobre 1977 pour déclarer la capture de Fleitas. Il avait été mis au courant la veille par le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Miguel Angel Bestard. Il était question pour les Paraguayens d'obtenir une extradition. Dans un rapport du même ambassadeur, le 10 novembre suivant, nous pouvons lire :

« [...] 1. D'après une haute source officielle paraguayenne considérée fiable, le gouvernement argentin, peu après l'arrestation de Mendez Fleitas, leader du MOPOCO, a offert de l'échanger contre le leader de l'ERP Amilcar Santucho, qui est en détention au Paraguay depuis son entrée au Paraguay avec des faux papiers en mai [1975]. 2. La source a dit que le Gouvernement paraguayen n'avait rien à faire de l'échange proposé [...], il ne voulait pas être déjà encombré avec un autre problème de prisonnier politique. [...] »⁹.

Le même jour, un second câble informa les Etats-Unis :

« [...] 3. Le gouvernement argentin a approché le gouvernement paraguayen avec une offre pour échanger le leader du MOPOCO Fleitas (détenu à Resistencia) contre Santucho. Le gouvernement paraguayen a refusé [...]. 4. Le gouvernement paraguayen pense maintenant envoyer Santucho vers la Suède ou « quelconque autre pays européen ». En réponse à une lourde campagne étrangère. [...] »¹⁰.

Aussi bien le Paraguay que l'Argentine faisaient preuve de mauvaise volonté au sein d'un système fondé sur le partage, l'échange et la collaboration. D'autant qu'avec le Chili,

⁷ Document 00172F 0271, du 23 décembre 1976.

⁸ Document 00172F 0474, du 8 novembre 1977.

⁹ Document du 10 novembre 1977, déclassifié par le Département d'Etat, émanant de l'ambassade des Etats-Unis à Asunción.

¹⁰ Document du 10 novembre 1977, déclassifié par le Département d'Etat, émanant de l'ambassade des Etats-Unis à Asunción.

Stroessner s'était plutôt montré coopératif, car dès le mois juin 1975, Jorge Fuentes avait été remis à la DINAs, sans aucun échange de prisonnier.

Il ne faut pas oublier que Condor fut mis en place par des militaires. Cette nature militaire du système poussa les nationalismes les plus extrêmes à se « taire » pendant plusieurs années, pour le bon fonctionnement des appareils répressifs. La coopération entre polices d'Argentine et du Paraguay passait beaucoup mieux que les relations entre militaires, qui eux avaient été formés dans le souvenir des grandes batailles « faiseuses » de nations et dans la rancœur envers les anciens ennemis.

Le Système Condor allait en fait à l'encontre même du régime stroessniste, un régime qui s'était volontairement fermé sur la scène internationale. Le régime paraguayen n'avait rien à voir avec celui de ses voisins. L'état de la répression n'en était pas au même point en 1975 et les objectifs de Stroessner étaient différents de ceux de Pinochet ou de Videla. Le véritable objectif de Stroessner était de durer au pouvoir : il voyait sur le long terme. Condor avait donc été bénéfique du point de vue répressif, offrant de grandes perspectives transnationales pour éradiquer l'ennemi n°1 : le communisme. Mais en contrepartie, il n'était pas « politiquement » solide, les pays devant s'ouvrir à leurs voisins et mettre de côté leurs vieux contentieux. Ce système portait en lui deux logiques incompatibles : la participation de régimes conservateurs ultra-nationalistes et une mise en commun d'informations et de renseignements pouvant porter préjudice à la sécurité nationale, donc à la souveraineté nationale. Pour des pays bâtis sur des guerres et vivant dans le culte militaire, la crainte était de voir le voisin exploiter des renseignements compromettants dans une autre optique que celle de la répression du communisme, risquant par là de conduire à un nouveau conflit meurtrier. Les rivalités réapparurent très vite, chacun cherchant à nuire à l'autre pour affirmer sa souveraineté, au risque de saboter le système mis en place. Les enjeux nationalistes finirent alors par reprendre progressivement le dessus.

Sur le plan international, le Paraguay amorça vers 1977 un déclin qui culmina avec l'assassinat de Somoza en 1980.

II. Les conséquences du « cas Somoza » : 1980 – 1982

A. « Un general muere, otro se estremece »¹

1) L'attentat

Anastacio Somoza Debayle était arrivé au Paraguay en août 1979. Deux mois auparavant, il avait été chassé par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) d'un pays sur lequel sa famille avait gouverné pendant plus de quarante ans : le Nicaragua. Il n'est pas très étonnant qu'il ait choisi le Paraguay comme terre d'accueil. D'après Alain Rouquié, les deux régimes, somoziste et stroessniste, avaient des caractéristiques semblables : les deux hommes gouvernaient sans partage et la corruption était un moyen de rester au pouvoir. Les deux pays faisaient partie des « Etats patrimoniaux »². D'autant plus que le dictateur déchu venait avec près de 80 millions de dollars dans les poches pour investir dans des exploitations de coton. Il vécut au Paraguay un an de débauche et de luxe.

Le 17 septembre 1980, à dix heures dix du matin, alors que la Mercedes Benz blanche qui le transportait arrivait à l'intersection des rues Franco et America, un tir de lance-roquettes étripa le véhicule et ses trois occupants : Somoza, son chauffeur et son conseiller en économie. Visiblement, le Deuxième Bureau n'avait rien vu venir, ni eu vent qu'un groupe commando était en train de monter une telle opération en plein cœur d'Asunción. Ils avaient introduit des armes (lance-roquette, fusil d'assaut M-16, deux silencieux... etc.) et du matériel de communication radio (talkies-walkies). Ils avaient également loué une résidence, acheté des véhicules et surveillé pendant plusieurs jours les allers et venues de Somoza. L'escorte policière qui suivait le véhicule de Somoza n'avait pas réagi, si ce n'est pour se mettre à l'abri. Quand ils se ressaisirent, le commando avait disparu.

Beaucoup plus tard, la Police paraguayenne reconnut qu'il y avait eu de graves négligences dans le service d'escorte. Le chef du groupe astreint à la protection de Somoza, le commissaire Francisco Rubén González, dut présenter un rapport détaillé sur l'attentat le 27 septembre :

« [...] »

4.- Le jour de l'attentat, j'étais arrivé un peu plus tard qu'à l'habituel [...], je me suis approché du véhicule [...], nous avons échangé des salutations, et vu qu'il était accompagné de son gérant commercial Joseph Battinger, j'ai cherché l'auto d'escorte, laquelle se trouvait ce jour à la charge du chef de groupe, l'officier premier Juan Manuel Frutos. Comme le général paraissait pressé et qu'il mit en route de suite son véhicule, j'ai couru jusqu'à mon véhicule personnel qui était celui qui se trouvait le plus proche [...] et ordonné à l'officier second Esteban Marino Venialgo [...] qu'il m'accompagne. Il le fit, portant avec lui en plus de son arme courte, un pistolet mitrailleur de marque Beretta, calibre 9 mm. J'ai ordonné à vive voix que me suive le reste de l'escorte et

¹ « Un général meurt, l'autre fait trembler », Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 339.

² Rouquié, Alain, *op. cit.*, p. 193 – 231.

nous sommes partis derrière le général de la résidence, sans remarquer aucune anomalie, jusqu'à ce que l'on arrive au lieu où se produisit le fait [...] »³.

A sa décharge il ajouta que le général Somoza ne prévenait pas à quelle heure il sortait, ni où, ni quand. Les escortes tentaient de suivre comme elles pouvaient. Avec le temps, la rigueur des policiers chargés de sa sécurité se relâcha. De plus, l'infortuné Somoza n'était pas très généreux, chaque officier ayant touché, pour un an, 32 000 guaranies, et chaque sous-officier 28 000.

2) L'image ternie de la république

Une fois passée la surprise, les autorités fermèrent les frontières. Les services de sécurité ratissèrent toute la capitale et les villes voisines. De nouveau, le Département d'Investigations se remplit de prisonniers, étrangers en majorité, victimes d'une véritable chasse aux sorcières. Le pays était plongé encore une fois dans une vague de violence, la dernière de cette amplitude. Les hommes de main de Pastor Coronel firent des heures supplémentaires, interrogeant les centaines de détenus « pour vérifications ». Le Système Condor se mit en marche, sollicitant des antécédents chez tous les pays membres. Mais les semaines passèrent et ne révélèrent rien, pas même une éventuelle piste.

Le 8 novembre 1980, Guanes Serrano reçut de la Préfecture de Police la note n°1905, sollicitant les antécédents de Rafael Alejandro Mella Latorre, Chilien, journaliste, et de son épouse, Ana Castro Ayala. Le 9 novembre, il recourut à la *Dirección de Inteligencia Nacional del Ejército*⁴ (DINE), par l'intermédiaire de l'attaché militaire chilien à Asunción. Le 14 novembre, ce dernier retourna la note *Agremil* n° 2465/6 : « les deux citoyens chiliens n'ont pas d'antécédents enregistrés à cette date »⁵. Guanes Serrano n'en attendait pas plus : d'après lui, les membres du complot avaient déjà fui le Paraguay. Mais le 28 novembre, l'attaché militaire chilien informa que la DINE envoyait à Santiago un officier de liaison, qui arriverait le samedi 29 depuis Santiago, pour une réunion avec le chef du Renseignement Militaire paraguayen. Le 29 novembre, Guanes Serrano reçut de l'officier chilien le dossier classé « secret » de Mella Latorre⁶. Il ordonna la nouvelle détention du journaliste chilien. Il découvrit que la DINE l'avait « désinformé ». Depuis octobre 1979, les services chiliens étaient au courant qu'un attentat se préparait et n'avait absolument rien dit : Mella Latorre était un agent chilien. Et dans le rapport, on lit le contraire :

«[...]»

d) La DINE dit que Mella n'appartient pas aux services de renseignement chiliens, même s'il a fourni des informations sur des Chiliens qui sont dans le mouvement sandiniste. D'après les antécédents fournis par la DINE, il s'agirait d'un élément lié au castrisme et au sandinisme, tout comme au Renseignement panaméen. On n'écarte pas

³ Document du 27 septembre cité par Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994, p. 340.

⁴ Direction du Renseignement National de l'Armée chilienne.

⁵ Cité par Blixen, Samuel, *El Vientre del Cóndor: Del Archivo del Terror al Caso Berrios*, Montevideo, Ediciones de Brecha, Uruguay, 2000, p. 128. C'est le récit le plus complet que l'on peut trouver sur l'enquête de l'assassinat de Somoza.

⁶ Documents 00143F 0299 – 300, du 1^{er} décembre 1980.

qu'il puisse être lié à quelque service nord-américain, étant donnée son habileté à agir comme un agent double »⁷.

Les services chiliens avaient donc menti et causé un premier « incident » entre les deux pays. Ils avaient nié, puis désinformé les services paraguayens, leur disant que Mella Latorre était un agent probablement quadruple. Ce qui n'était toutefois pas faux. Journaliste et arbitre de basket, Mella Latorre avait beaucoup travaillé en Amérique Centrale. Au Nicaragua, il s'était retrouvé plus ou moins accidentellement à servir de courrier pour le FSLN, avant de décider de fournir les informations à son pays. Personnage assez mythomane et prétentieux⁸, Mella Latorre avait possiblement agi pour plusieurs services de renseignement, dont le Panamá et Cuba. En 1980, il s'était retrouvé lié au commando qui élimina Somoza, remplissant le rôle de photographe. Mais quand il fut détenu, il avait déjà remis sa pellicule.

Pendant plus d'un an, l'enquête piétina, Pastor Coronel ayant même failli perdre son poste, et Andrés Rodriguez ayant pris la relève. Les détentions arbitraires se succédèrent. Les « terroristes » ne furent pas retrouvés, mais on apprit par la suite qu'il s'agissait de membres de l'ERP argentin. Pour le Paraguay, ce fut un coup de pub terrible. Mais pas dans le bon sens du terme. Les relations avec le Chili en pâtirent, car les services de Pinochet n'avaient pas prévenu ceux de son ami Stroessner. Pourquoi ? Peut-être ne le saura-t-on jamais. Il est possible qu'ils aient voulu protéger leur agent, ou bien porter préjudice au Paraguay en laissant l'attentat se dérouler. Néanmoins, une réunion bilatérale de renseignement entre ces deux pays eut lieu en juillet 1982, la dernière connue à ce jour.

Au final, le Paraguay se retrouvait à jouer le mauvais rôle : il n'avait pas su protéger un allié, victime du communisme en plein cœur d'Asunción. Mella Latorre, seul suspect impliqué dans le complot, resta détenu à la *Guardia de Seguridad* jusqu'à la chute du régime, sans qu'on n'ait jamais vraiment su son rôle.

Sur le plan international, le Paraguay subit une perte de crédibilité importante auprès de ses quelques alliés et l'incident mineur avec le Chili continua de l'isoler un peu plus. Les dernières archives du Deuxième Bureau militaire dataient de 1982. D'un point de vue interne, l'attentat avait traduit un défaut d'efficacité et amena une restructuration du Département d'Investigations, pour ce qui serait la dernière ligne droite du régime stroessniste.

⁷ Document 00143F 0299, 1^{er} décembre 1980. Voir page suivante.

⁸ Il suffit de lire son récit, Mella Latorre, Alejandro, *Somoza y Yo*, Asunción, Intercontinental, 1990.

00143F 0299

COMANDO EN JEFE DE LAS FF. AA. DE LA NACION
ESTADO MAYOR GENERAL
II DEPARTAMENTO
Asunción - Paraguay

00021F 1659

01 de DICIEMBRE de 1.980.-

I N F O R M E N E N 069/80

1. ASUNTO : CHILITO INTERECONOMIA AL F.S.L.M. (NICARAGUA)
2. REFERENCIA : INFO PGI-CAP. (0-3) J.P.N. 1908
3. DISTRIBUCION : WAM - Jefe Dep. Inv. PGI-CAP.
4. ORIGEN : Servicio País amigo
5. ANEXO : WAM - Fotocopia "Informe de Entrevista"
6. DATOS :
 - a. Al recibo del INFORME (0-3) J.P.N. 1908 del Jefe de Policía de la Capital, referente a la detención de ALEJANDRO MELLA LATORRE, chileno, periodista, y CRISTINA CASTRO AYALA de MELLA, 23 años; hemos solicitado por intermedio del AGREMIL chileno antecedentes de los mismos a la Dir. de Intel. de Ej. de aquel país.
 - b. En fecha 14 de NOV 80 recibimos de dicho AGREMIL su Nota AGREMIL (S) N°2465/6 en la que nos informa que ambos ciudadanos chilenos no registraban antecedentes a la fecha, lo cual fuera comunicado al Jefe del Departamento de Investigaciones en nuestra Nota N° B/822.
 - c. El día viernes 28 NOV recibimos una comunicación del AGREMIL (ORILE) donde nos informa que el D.I.N.E. enviaba a nuestro país al Oficial de Palace quien llegaría por IAP el sábado 29 NOV regresando el lunes 01 DIC, solicitando una entrevista con nosotros.
 - d. En la fecha por la mañana hemos recibido a este oficial quien traía todo el legajo de ALEJANDRO MELLA TORRE; E INFORMANDO:
 - (1) RAFAEL ALEJANDRO MELLA TORRE LATORRE: No pertenece a los Servicios de Inteligencia de CHILE, si bien ha suministrado algunos datos sobre chilenos que están dentro del movimiento SANDINISTA.
 - (2) Es un hábil agente del marxismo con un prontuario frondoso, no tuviere al servicio del SANDINISMO de NICARAGUA.
 - (3) Tiene muy buena preparación intelectual, y es capaz de salir aliroso de cualquier interrogatorio psicológico; sin embargo, es cobardo a los apremios físicos.
 - (4) Habría estado en ASUNCION - 27/30 NOV 79, como periodista de portivo acompañando a la selección nacional chilena.
 - (5) Es muy posible su vinculación con el asesinato del Gral. SOMOZA.
 - (6) Conforme puede verse por las fotografías, tiene una habilidad de penetración en los más altos niveles políticos de nuestro continente.
 - (7) De su interrogatorio, llevado a cabo con habilidad, podríamos sacar informaciones muy interesantes.
 - e. Según datos que disponemos RAFAEL A. MELLA LATORRE, habría ingresado a nuestro país el día 13 SEP 80 por ITA ENRAMADA, diciendo venir de CHILE vía NEUDZA.
 - f. Según D.I.N.E. (CHI) no tienen registrado su estada en CHILE desde 1979, creyendo que de haber pasado por allí lo hizo con nombre y documento falsos, siendo más factible que haya realizado el siguiente itinerario: PARAGUAY-LIMA-BOLIVIA-ARGENTINA-PARAGUAY. Hasta LIMA PER ellos lo tenían comprobado perdiendo sus pasos de esta ciudad en delente.



00143F 0300

00021F 1660

COMANDO EN JEFE DE LAS FF. AA. DE LA NACION
ESTADO MAYOR GENERAL
II DEPARTAMENTO
Asunción - Paraguay

INFO N° 069/80

hoja 2.-

8. D.I.N.E. ofrece cualquier tipo de ampliación y/o colaboración para clarificar los informes que sea obtenido sobre este individuo.
 7. CONCLUSIONES:
 - a. Por los antecedentes suministrados por D.I.N.E., se trataría de un elemento vinculado al "castrismo" y al "sandinismo", así como a inteligencia panameña.
 - b. No se descarta que pueda también estar vinculado a algún servicio norteamericano, dado su habilidad para actuar como "doble agente".
 - c. Es interesante su presencia en ASUNCION pocos días antes del atentado, más aún sabiendo que con anterioridad había estado actuando como doble agente en NICARAGUA con la "guardia nacional" y con los "sandinistas".
- Esta situación le permitía conocer a muchos de los hombres de confianza del ejército General SOMOZA.



B. Les « défauts dans la cuirasse »

1) Problèmes de personnel

Le 20 mai 1981, Pastor Coronel s'adressait au commandant en chef de la Police.

« [...] »

Il y a de cela un certain temps, plusieurs chefs et officiers qui prêtaient service dans ce Département, furent déplacés, sans qu'à cette date ils n'aient été remplacés, selon la liste qui suit [...]

Le département à ma charge doit pouvoir compter sur le plus grand nombre possible de fonctionnaires pour remplir normalement les fonctions spécifiques qui lui sont assignées, spécialement pour l'efficacité des services de sécurité de son Excellence Monsieur le président de la République.

Par les considérations exposées, je sollicite de mon supérieur la désignation de nouveaux officiers en substitution de ceux mentionnés plus haut. »⁹.

Quatorze officiers de police avaient été transférés par la préfecture vers d'autres services ; On voit bien ici que l'attentat contre Somoza a marqué Coronel, puisqu'il s'inquiétait là des services de sécurité du Président Stroessner. Disons qu'il avait plutôt intérêt étant donnés les piètres résultats de l'enquête et la fureur dans laquelle s'était mis *El Rubio*.

Pastor Coronel savait pertinemment que son service n'avait pas été à la hauteur et il chercha par tous les moyens à régler les problèmes internes.

Le 2 juin, le chef du Département d'Investigations relança plus fermement le chef de la Police, n'ayant pas obtenu de réponses :

« Le chef du Département III d'Investigations, qui souscrit, s'adresse à son supérieur afin de solliciter le transfert, à la charge de ce département, du personnel policier dont les noms se trouvent à la suite, considérant leurs services nécessaires pour le département : [...] »¹⁰.

Pour Coronel, il était indispensable de rétablir au plus vite les effectifs suffisants pour assurer l'efficacité des missions qui lui étaient imparties. Nous avons la preuve supplémentaire de la mauvaise organisation de l'appareil répressif paraguayen. L'attentat qui coûta la vie à Somoza révéla ce manque d'organisation au grand jour, marquant pour les forces de sécurité paraguayenne le premier (et dernier) véritable échec de la période stroessniste.

Mais la question du personnel n'était pas l'unique problème auquel était confronté Coronel.

⁹ Document 00021F 0651, de Pastor Coronel au général Brítez.

¹⁰ Document 00021F 0646, de Coronel à Brítez, 2 juin 1981.

2) Restructuration du Département d'Investigations

Après l'attentat du 17 septembre 1980, la structure policière subit quelques changements. Pour la première fois depuis 26 ans, l'appareil répressif paraguayen n'avait pas fonctionné correctement. Les autorités policières s'en rendirent compte immédiatement. La subversion avait intenté et réussi un acte au cœur de la capitale sans que les services de sécurité n'aient eu le temps de réagir. Quelque chose devait donc être changé.

Stroessner, le premier, décida de retirer la Direction Identifications du Département d'Investigations pour en faire un département à part entière. Cette décision affecta profondément Coronel, qui voyait là une source de revenus et d'affaires « obscures » lui échapper. En effet, cette direction était chargée (entre autre) d'expédier des documents d'identités et passeports, ce qui pour une personne mal intentionnée, en période de dictature, pouvait avoir un caractère lucratif.

Le 24 août 1981, Pastor Coronel s'adressa directement au ministre des Finances, le général René Barrientos, réclamant une « considération spéciale ».

« [...] »

Il s'agit, Monsieur le ministre, d'une considération très spéciale, basée sur les faits suivants, qui comme vous le savez, ont affecté profondément la vie institutionnelle de cette dépendance du Gouvernement chargée de la Sécurité Nationale. En effet, durant l'année en cours, la Direction Identifications étant démembrée du Département d'Investigations, l'Institution resta avec des ressources internes très limitées pour réaliser ses besoins basiques [...].

Aussi, en raison des événements suscités après l'attentat qui coûta la vie au général Somoza, qui en vint à démontrer la réalité [...] que les moyens sur lesquels nous comptons ne sont pas suffisants pour l'attention et le contrôle de situations comme celle-ci, au cours de laquelle les organisations subversives venues de l'étranger avec tous les moyens et appuis logistiques modernes, opèrent contre une institution comme la notre, dont les services ont augmenté de telle forme que, ni le personnel, ni les moyens physiques, ni matériels, peuvent donner satisfaction à un travail qui jour après jours s'étend et exige une plus grande efficacité. [...] »¹¹.

Pastor Coronel avait saisi le véritable problème, celui que nous avons soulevé précédemment : les services se juxtaposaient de façon désordonnée. De cette manière, le personnel et les moyens techniques ne pouvaient plus suivre. On sent que le chef d'Investigations avait été touché personnellement par la défaillance qui faillit lui coûter son poste. Il était donc prêt à restructurer son département de façon à éviter qu'un nouvel attentat ne puisse être mis en place.

Pour le budget de l'année 1982, il proposa une direction des opérations chargée de la coordination générale des services, ce qui selon lui, avait fait défaut au moment de l'assassinat de Somoza. Il proposait également la création d'une direction administrative chargée de la gestion des personnels et des services du Département. Une section « Empreintes et enregistrement » venait remplacer la direction Identifications. Enfin, une direction des communications devait faciliter les échanges entre les services et les policiers

¹¹ Document 00021F 0715, 24 août 1981.

sur le terrain. Dans la proposition de budget, Coronel demandait aussi un remplacement des anciens véhicules, et notamment l'achat de véhicules japonais type « Toyota »¹².

C'est ainsi qu'en 1982, le Département d'Investigations put compter sur des systèmes de radiocommunications de très longue portée qui permirent l'écoute et l'enregistrement des réunions importantes de dirigeants de l'opposition. Il comptait également sur trente et un véhicules et un avion.

Durant la période 1977 – 1982, le régime de Stroessner avait sérieusement décliné sur le plan international et avait parallèlement connu son premier échec au niveau national. C'était là les signes d'un déclin, d'un vieillissement du régime qui, après 1982, n'était plus aussi fort sur la scène politique et répressive. Ces éléments avaient conduit à une perte de vitesse dans sa participation au Plan Condor, oppressé par les campagnes humanitaires internationales et gangrené par un nationalisme conservateur qui avait pris le dessus sur un anticommunisme au départ « artificiel ». La dictature de Stroessner souffrit d'avoir été l'une des rares, sinon la seule, à recevoir des attaques sur le terrain des droits de l'homme, tandis que son « ami » Pinochet était passé au travers des mailles du filet, sans même apporter le moindre soutien à son collègue. Ce point est capital puisqu'il raviva une certaine animosité qui n'était pas compatible avec un système comme Condor. Prônant l'égalité entre les membres dans chacun des articles de son programme fondateur, le Système Condor ne parvint pas à surpasser les contentieux entre des Etats tous différents et historiquement rivaux. La participation d'un pays comme le Paraguay était automatiquement condamnée par le type même du régime en place.

¹² Document 00021F 0722.

Conclusion

Alfredo Boccia Paz affirmait qu'il avait existé une « spécificité paraguayenne » dans la répression qui s'abattit sur le Cône Sud durant les années 1970. En réalité, notre étude a démontré qu'il en avait existé plusieurs, à commencer par la nature même du régime. Le général Stroessner était arrivé au pouvoir en 1954, seul homme fort dans un pays en crise. Il mit en place un système de pouvoir unique en son genre, basé sur une alliance entre le Gouvernement, le Parti Colorado et les Forces Armées, dont il était la clé de voûte. A la différence de ses voisins, il n'avait pas bâti un régime militaire. Un général était au pouvoir, mais il n'était pas le porte-parole de l'Armée. Les relations entre le président et ses administrés et entre le général et ses subordonnés étaient fondées sur un système complexe de loyauté et de récompenses où la corruption et la contrebande avaient une place importante. Les rapports hiérarchiques étaient régis par les prébendes et le clientélisme, et les biens de l'Etat étaient administrés comme ceux d'une propriété privée. Loin d'avoir imposé un régime « bureaucratique-autoritaire » et encore moins totalitaire (même si certains éléments s'en inspiraient), Alfredo Stroessner avait construit un régime de type « néo-sultaniste » très centralisé et personneliste. Il était seul à gouverner et à décider.

Soucieux d'apporter la « paix et le progrès » dans un pays extrêmement rural, il avait sollicité le soutien des Etats-Unis, en adoptant pour la circonstance un « anticommunisme de séduction » impitoyable. Cette idéologie anticommuniste n'avait pourtant pas lieu d'être. Le coup d'Etat de 1954 avait apporté la solution à une crise politique et économique contre laquelle le président Federico Chaves était impuissant, et à laquelle il essayait de répondre par la voie populiste. En aucun cas le *golpe* de Stroessner ne s'était positionné comme une réponse à « la subversion marxiste ». Jusqu'en 1959, là n'était pas la priorité. Mais chemin faisant, l'anticommunisme au début « artificiel » était entré dans les « gènes » du Paraguay. Et Stroessner chercha à tout prix à le montrer publiquement, si bien que Nixon le qualifia de « champion de l'anticommunisme ». Pour entretenir cette idéologie, le général – président entretenait des relations étroites avec des pays uniquement anticommunistes et autoritaires (à l'exception des Etats-Unis) et qui, de plus, pouvaient apporter au Paraguay une aide au développement. Pour parfaire son anticommunisme croissant, Stroessner n'hésita pas à accueillir et à protéger des criminels internationaux.

Mais si *El Rubio* manquait de charisme, il était en contrepartie un redoutable stratège. En accueillant des activistes recherchés, il s'appropriait également leurs services et leurs compétences pour développer son appareil répressif, composante fondamentale du régime. Discrétionnaire et basé sur des lois liberticides, le régime de Stroessner était avant tout un Etat policier. Fondé sur une hiérarchie très centralisée, le système répressif stroessniste était redoutablement efficace. Son objectif étant de durer et de s'enrichir, Stroessner avait bâti une machinerie répressive digne d'un grand paranoïaque, transformant la société paraguayenne en une « société de surveillance ». Mais si redoutable était-il, le système répressif n'en était pas moins encombrant et mal organisé. Les services se juxtaposaient, les compétences se chevauchaient. Mais Stroessner le stabilisait en provoquant et en arbitrant les conflits, de manière à s'assurer une loyauté éternelle.

Sur le plan national, la répression fut d'une violence remarquable, tuant dans l'œuf toute tentative de soulèvement, armé ou non, et réagissant de façon démesurée et arbitraire de peur de voir un renversement du régime. Sur le plan international, le Paraguay avait réuni toutes les conditions nécessaires à la mise en place d'un système répressif transnational : anticommunisme exacerbé, structure policière terriblement efficace et longue expérience au pouvoir. Stroessner apportait là un terreau propice au développement d'opérations conjointes.

Condor était composé de trois éléments : un système de coordination des informations, un plan de répression en trois phases et des opérations conjointes pour mener à bien les objectifs sur le terrain. Quels furent les motifs qui poussèrent le Paraguay à intégrer ce système ? La véritable paranoïa dans laquelle vivait le régime fut sans doute la première raison. La peur de la « subversion marxiste » avait fait son chemin depuis vingt ans en pays *guaraní*. Du point de vue des relations régionales, Alfredo ne pouvait pas refuser la proposition de son « ami » Augusto. Cela aurait été une erreur diplomatique que de fermer une porte à Pinochet, qui semblait encore pour l'heure un bon soutien du régime stroessniste. D'autant que le Système Condor offrait des avantages intéressants : élimination des quelques opposants à la frontière argentine et partage de connaissances grâce à des stages et des conférences. L'idéologie anticommuniste fut également le *leitmotiv* numéro un. Refuser d'intégrer un système proprement anticommuniste aurait été contraire aux idéaux du régime et aurait occasionné une perte de crédibilité du pays auprès de ses voisins du Cône Sud engagés dans la répression de la « subversion marxiste ». Enfin, la devise de Stroessner acheva probablement de décider de l'intégration au système : durer et s'enrichir. Le Système Condor offrait à Don Alfredo la possibilité de perdurer au pouvoir. Pour Stroessner, le Plan Condor était une opportunité de consolider un peu plus son régime par des échanges élargissant les perspectives de répression. Avec le Plan Condor, Stroessner s'assurait la tranquillité à l'intérieur et des soutiens à l'extérieur.

Mais dans le cas paraguayen, le Système Condor allait à l'encontre même de la nature du régime. Volontairement fermé sur la scène internationale, le régime paraguayen n'avait rien à voir avec celui de ses voisins, tout comme les objectifs de Stroessner étaient différents de ceux de Pinochet ou de Videla. Condor avait été bénéfique et efficace du point de vue répressif, offrant de grandes perspectives transnationales pour éradiquer l'ennemi n°1 : le communisme. Mais en contrepartie, il était « politiquement » fragile car basé sur l'échange et l'ouverture. L'obsession anticommuniste avait occulté les profonds contentieux entre les pays au moment de la fondation du système. Deux logiques incompatibles furent donc amenées à s'affronter : la participation de régimes conservateurs ultranationalistes et une mise en commun d'informations et de renseignements pouvant porter préjudice à la sécurité nationale. Les rivalités réapparurent très vite, chacun cherchant à nuire à l'autre pour affirmer sa souveraineté, au risque de saboter le système mis en place.

Parallèlement, le Paraguay subissait des pressions internationales. Toujours plus isolé face à la communauté internationale, Stroessner vit son régime vaciller pour la première fois à la fin de la décennie 1970, tandis qu'avec l'assassinat de Somoza le rouleau compresseur policier rencontra ses premières failles. La mauvaise organisation du système répressif stroessniste finit par craquer près de vingt-cinq ans après sa mise en place. Face à un danger qu'il avait peur de ne pouvoir maîtriser (la subversion), l'Etat avait multiplié les moyens répressifs, sans se soucier du manque de personnel. Dans le schéma de pouvoir paraguayen de loyauté, de rivalités, de corruption et de récompenses, l'appareil répressif était à la merci d'un éclatement interne. En 1989, cet éclatement se produisit et gangrena tout l'appareil étatique.

La répression paraguayenne avait été particulièrement efficace pendant trente-cinq ans de stroessnisme. Volontairement, le gouvernement avait maintenu vivante l'opposition, car le régime ne pouvait survivre sans faire planer la peur de représailles arbitraires au sein de la population. Les divisions internes devaient être maintenues entre les fonctionnaires de l'appareil répressif, et entre l'appareil répressif et la population, afin d'assurer la cohésion et l'équilibre entre tous les composants du régime. L'intégration au Système Condor avait permis au régime stroessniste d'assurer un peu plus ses prises sur la population et sur ses subordonnés. Autrement dit, Stroessner avait intégré un système transnational pour servir l'intérêt national. Mais cela avait été sans compter sur les nombreux antécédents conflictuels avec ses voisins et sur une scène internationale qu'il avait négligé dès son arrivée au pouvoir.

SOURCES

I. Les Archives¹

A. Les « Archives de la Terreur »

1) Les archives militaires

* Emanant du Deuxième Bureau militaire

Du document 00143F 0699, du 10 août 1972, au document 00143F 0313, du 11 janvier 1982.

* Emanant du Département du Cérémonial militaire et de liaison avec les Attachés Militaires

Documents 00143F 0646 – 0647, d'octobre 1978.

* Emanant du Collège Militaire « Maréchal Lopez »

Du document 00143F 0235 daté du 3 mars 1975 au document 00143F 0328 daté du 30 avril 1977.

* Emanant du Régiment d'Escorte Présidentielle

Du document 00143F 0331 daté du 22 septembre 1977 au document 00143F 0324 daté du 21 novembre 1977.

* Emanant de la Première Division d'Infanterie « Paraguari »

Du document 00143F 0544 daté du 2 mai 1975 au document 00143F 0031 daté du 9 juin 1975.

* Emanant de la Deuxième Division d'Infanterie

Du document 00143F 0273 au document 00143F 0263 datés du 6 décembre 1974.

* Emanant du Ministère de la Défense Nationale

Du document 00143F 0472 daté du 29 octobre 1975 au document 00143F 0367 daté du 12 juillet 1977.

¹ Ce classement est personnel et n'est pas disponible sous cette forme au Palais de Justice d'Asunción.

2) Les archives de « relations extérieures » militaires

*** Avec le Chili**

Du document *00143F 0010* daté du 25 septembre 1975 au document *00143F 0879* daté juillet 1982.

*** Avec le Brésil**

Du document *00050F 2472* daté du 13 août 1975 au document *00143F 0999* daté du 5 septembre 1978.

*** Avec l'Argentine**

Du document *00143F 0618* daté du 20 août 1975 au document *00143F 1009* daté du 26 septembre 1980.

*** Avec l'Uruguay**

Du document *00021F 1642* daté du 27 novembre 1974 au document *876 122* daté du 13 octobre 1978.

3) Les archives de Police

*** Emanant du Quartier Général de la Police**

Du document *00143F 0766* daté du 13 mai 1974 au document *00143F 0920* daté du 17 avril 1980

*** Emanant du Quartier Général de la Police et à destination du département d'Investigations**

Du document *00143F 0164* du 28 avril 1972 au document *00143F 0653* du 21 août 1982.

*** Emanant de l'Etat-major des Forces Armées mais relayées par le QG de la Police**

Du document *00143F 0070* daté du 23 août 1974 au document *00143F 1001* daté du 23 mai 1979.

*** Emanant de la Garde de Sécurité**

Du document *00143F 0742* daté du 23 janvier 1981 au document *00143F 0949* daté du 11 novembre 1981.

* Emanant du Département d'Ordre Public

Du document 00143F 0602 daté du 12 décembre 1974 au document 00143F 0752 daté du 16 janvier 1982.

* Emanant du Département d'Investigations

- *Mémoires au Président Stroessner* :

Document 00143F 0864 du 30 décembre 1975 au document 00087F 2237 du 16 février 1982.

- *De la Direction des « Affaires Politiques »* :

Document 00143F 0947 du 22 avril 1974 au document 00143F 0748 du 9 avril 1981.

- *De la Direction « Registres Etrangers »* :

Document 00172F 0441 du 13 juillet 1977 au document 0026F 1615, du 31 décembre 1982.

* Ordres de service

Du document 00143F 0552 daté du 8 mars 1975 au document 00143F 0571 daté du 11 août 1976.

4) Les archives de la Direction des Affaires Techniques

Du document 00094F 0280 du 18 décembre 1957 au document 00108F 2404 du 11 novembre 1992.

5) Les archives de la Ligue Mondiale Anticomuniste

Du document 00198F 2595 du 5 octobre 1973 au document 00094F 1071 du 22 août 1979.

6) Les archives de la Confédération Anticomuniste Latino-américaine

Du document 00108F 2069 de juin 1973 au document 00094F 0084 du 30 mars 1977.

B. Les archives nord-américaines²

1) Le Projet Chili

http://www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20001113/>

2) Le Projet Argentine

<http://foia.state.gov/SearchColls/CollsSearch.asp>

3) Le fonds « Dinges »

<http://www.johndinges.com/condor/documents/index.html>

II. Les sources imprimées

A. Les méthodes de guerre « antissubversive »

Guzman N., *Romo, confesiones de un torturador*, Santiago, Ed. Planeta, 2000.

Trinquier, Roger, *La guerre moderne*, Paris, Table Ronde, 1961.

B. Les témoignages

Almada, Martin, *Paraguay la cárcel olvidada, el país exiliado. Con el anexo del descubrimiento del archivo del terror, la batalla jurídica*, Asunción, Intercontinental Editora, Ediciones Ñandutí vive, 1993.

² Nous nous contenterons ici d'indiquer les liens Internet permettant d'accéder aux sommaires des archives, les cotes de chacun des documents faisant défaut.

Comité de Iglesias, *Testimonio contra el olvido : reseña de la infamia y el terror ; Paraguay : 1954-1989*, Asunción, Comité de Iglesias para Ayudas de Emergencia, 1995.

Mella Latorre, Alejandro, *Somoza y Yo*, Asunción, Intercontinental, 1990.

Mellinger de Sannemann G., *Paraguay y la Operación Cóndor en los Archivos del Terror*, Asunción, Ed. de l'auteur, 1994.

Miranda, Anibal, *Prisionero en Paraguay, Reflexiones sobre la tortura bajo el stronismo*, Asunción, Miranda & Asociados, 1989.

C. Les rapports d'organisations des droits de l'Homme

CONADEP, *Nunca Más*, Buenos Aires, Eudeba, 2003.

Rettig Guisse R. (comp.), « Informe de la Comisión Verdad y Reconciliación », *La Nacion*, Santiago, 5 mars 1991.

BIBLIOGRAPHIE

I. Outils de travail

Arendt, Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Editions du Seuil, 1972, réédition 2002.

Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Paris, Lavauzelle, 1997.

Baud, Jacques, *Encyclopédie des terrorismes et violences politiques*, Paris, Lavauzelle, 2003.

Boccia Paz, Alfredo, *Diccionario usual del Stronismo*, Asunción, Servilibro, 2004.

Nickson R. A., *Historical dictionary of Paraguay*, Metuchen New Jersey and London, The Scarecrow Press, 1993.

Tulard J., Fierro A., Fayard J-F., *Histoire et dictionnaire de la Révolution Française*, Paris, Robert Laffont, 1987, réédition 1998.

II. Ouvrages généraux

A. Etudes générales sur l'Amérique latine

Chevalier François, *l'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 2ème édition 1993.

Rouquié Alain, *Amérique latine : Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Editions du Seuil, 1998.

B. Etudes sur les régimes autoritaires et militaires

Cardoso, Fernando, « Régimen político y cambio social » in Lechner N., *Estado y politica en America latina*, Mexico DF, Siglo XXI Editores, 1981.

Coicaud, Jean-Marc, *L'introuvable démocratie autoritaire : les dictatures du Cône sud : Uruguay, Chili, Argentine (1973-1982)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Comblin, Joseph, *Le pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la sécurité nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge/Editions universitaires, 1977.

Fregosi, René, *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2003.

Huntington, Samuel « The modest meaning of democracy » in Pastor, R., *Democracy in the Americas*, New York, Holmes and Mier, 1990.

Linz, Juan, « Regimenes totalitarios y autoritarios », in F. Greenstein et N. Polsby, *Macropolitical theory*, California, Wesley Publishing Co, 1975.

O'Donnell Guillermo, *Modernization and bureaucratic authoritarianism, studies in south american politics*, California, University of California Press, 1973.

Rouquié, Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Editions du Seuil, 1982.

Tapia Valdes, Jorge, *El terrorismo de estado : la doctrina de seguridad nacional en el Cono sur*, Sacramento (Mexico), Nueva Sociedad Editorial, 1980.

C. Le danger révolutionnaire

Bambirra V., Lopez A., Moleiro M., Condoruma S., Núñez C., Mauro Marini R., Zapata A., *Diez anos de insurrección en America Latina*, 2 t., Buenos Aires, Ed. Pla, 1972.

Vayssière, Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Editions du Seuil, 2è édition, 2001.

III. Ouvrages spécialisés et articles de périodiques

A. Le Paraguay de la période Stroessner : 1954 – 1989

1) Etudes générales

Farina, Bernardo Neri, *El Ultimo Supremo*, Asunción, El Lector, 2003.

Fregosi, Renée, *Le Paraguay au XX ème siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997.

García Lupo, Rogelio, *El Paraguay de Stroessner*, Buenos Aires, Colección Reporteros, 1989.

Lewis, Paul, *Paraguay under Stroessner*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

Paredes, Roberto, *Stroessner y el stronismo*, Asunción, Servilibro, 2004.

2) Etudes sur le type de régime

Caballero, Esteban, « Caracterización del régimen político paraguayo » in *Anales del Centro de Estudios de la Realidad Paraguaya*, Asunción, CERPA, 1985.

Céspedes, Roberto, *Emergence and consolidation of military dictatorship in Paraguay*, Asunción, Centro Paraguayo de Estudios Sociológicos, 1982.

Delich, Francisco, « Estructura agraria y hegemonía en el despotismo republicano », in Labastida Julio, *Hegemonía y alternativas políticas en America latina*, Mexico DF, Siglo XXI Editores, 1985.

Riquelme, Marcial Antonio, *Stronismo, Golpe Militar y Apertura Tutelada*, Asunción, RP Ediciones, 1992.

3) Etudes sur les pays « alliés »

Coquerel, Paul, *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, Paris, Editions Complexe, 1992.

Mora, Franck O., « The Forgotten Relationship : United States - Paraguay Relations, 1937 – 1989 », *Journal of Contemporary History*, London, vol. 33, 1998, p. 451-473.

Salles, Severo, *Dictature et lutte pour la démocratie au Brésil (1964 – 1985)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

4) Etudes sur la corruption et l'économie

Hill, Anthony, *El milagro brasileño del Paraguay : evolución y perspectivas*, Asunción, Document de travail du BPD, 1982.

Miranda, Anibal, *Paraguay y las obras hidroeléctricas binacionales*, Asunción, El Lector, 1988.

Miranda, Anibal, *Crimen Organizado en Paraguay*, Asunción, Miranda & Asociados, 2001.

Pangrazio, Miguel Angel, *Corrupción e impunidad en el Paraguay*, Asunción, Servilibro, 2005.

5) Etudes sur la répression et la torture

Blanch, José M. (sous dir.), *El Precio de la Paz*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos (CEPAG), 1991.

Boccia Paz, Alfredo ; Portillo, Carlos ; Arestivo, Carlos, *Médicos, ética y Tortura en el Paraguay*, Asunción, Arandurã, 2006.

Barreto Monzón, Nemesio, « Paraguay, la politica al servicio del delito », *Anticorrupción en América Latina* , juin 2005.

Lien internet <http://anticorrupcionamlat.blogspot.com/2005/06/paraguay-la-politica-al-sevicio-del.html>.

Colmán Gutiérrez, Andrés, « 'El propio Stroessner era el que decidía las ejecuciones' », *Ultima Hora*, Asunción, 11 décembre 2005.

6) Etudes sur les mouvements armés

Boccia Paz, Alfredo , *La década inconclusa, historia real de la OPM*, Asunción, El lector, 1997.

Lachi, Marcello (sous dir.), *Insurgentes, la resistencia armada a la dictadura de Stroessner*, Asunción, Arandurã, 2004.

7) Etude sur le coup d'Etat de 1989

Paredes, Roberto, et Varela, Liz, *Los Carlos, Historia del derrocamiento de Alfredo Stroessner*, Asunción, Servilibro, 2005.

B. Systèmes répressifs et terrorisme d'Etat

1) Etudes « générales »

Dedijer, V., *The Yugoslav Auschwitz and the Vatican. The Croatian Massacre of the Serbs during World War II*, Buffalo - New York Prometheus Books et Freiburg Germany , Ahriman Verlag, 1992.

Kershaw, Ian, *Hitler, 1889 – 1936*, Paris, Flammarion, 1998.

Stora, Benjamin, *Histoire de la Guerre d'Algérie (1954 – 1962)*, Paris, La Découverte, 2004 (Quatrième édition).

2) Renseignement

Berlioz-Curlet, Jacques, *FBI : Histoire d'un empire*, Paris, Editions Complexe, 2005.

Irusta, Gerardo, *Espionaje y servicios secretos en Bolivia*, La Paz, Todo Arte servicio Grafico, 1995.

Salazar M., Contreras, *historia de un intocable*, Santiago, Ed. Grijalbo, 1995.

3) Polices politiques

Combe, Sonia, *Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999.

Gellately, Robert et Fitzpatrick, Sheila, « Introduction to the Practices of Denunciation in Modern European History », *The Journal of Modern History*, University of Chicago, n°68, décembre 1996.

Johnson, Eric A., *La Terreur Nazie, la Gestapo, les Juifs et les Allemands ordinaires*, Paris, Albin Michel, 2001.

Marie-Schwartzberg, Nadine, *Le KGB*, Paris, PUF, 1993.

4) Terrorisme et « escadrons de la mort »

Delarue, J., *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981.

Fleury, Georges, *Histoire secrète de l'OAS*, Paris, Grasset, 2002.

Ganser Daniele, *Operation Gladio and terrorism in Western Europe*, London, Franck Cass, 2005.

Gonzalez Jansen I., *La Triple A*, Buenos Aires, Ediciones Contrapunto, 1986.

Latin America Bureau, *Narcotráfico y Política, militarismo y mafia en Bolivia*, édition en ligne par Equipo Nizkor y Derechos Humanos, juin 2001.

Lien internet <http://www.derechos.org/nizkor/bolivia/libros/cocacoup/>

Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la Mort, l'Ecole française*, Paris, La Découverte, 2004.

C. Le système Condor

1) Etudes générales sur l' « Opération Condor »

Abramovici, Pierre, « « Opération Condor » : cauchemar de l'Amérique latine », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2001, p. 24-25.

Almada, Martin, « Las intimidades del Cóndor », *XXIII International Congress of the Latin American Studies Association*, Washington DC, Septembre 2001.

Blixen, Samuel, *El Vientre del Cóndor: Del Archivo del Terror al Caso Berríos*, Montevideo, Ediciones de Brecha, Uruguay, 2000.

Boccia Paz, Alfredo ; López, Miguel ; Pecci Antonio ; Giménez Guanes Gloria, *En los Sótanos de los generales*, Asunción, Expolibro-Servilibro, 2002.

Callóni, Stella, *Los Años del Lobo: Operación Cóndor*, Buenos Aires, Ediciones Continente, Peña Lillo, Argentina, 1999.

Callóni, Stella, *Operación Condor, Pacto Criminal*, Mexico DF, La Jornada, 2001, deuxième édition 2005

Carrio, Alejandro, *Los crímenes del Condor*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2005.

Cuya, Esteban., « La 'Operación Condor': El Terrorismo de Estado de Alcance Transnacional », *Memoria*, 5, Nuremberg, Diciembre 1993.

Dinges, John, *The Condor Years: How Pinochet and his Allies Brought Terrorism to Three Continents*, New York, USA, New Press, 2004.

Elias J., « El abecedé de la Operación Cóndor », *La Nación*, Santiago, 2001.

Gaudichaud, Franck, *Operación Condor, Notas sobre Terrorismo de Estado*, Madrid, Ed. SEPHA, 2005

Martorell, Francisco, *Operación Cóndor: El Vuelo de la Muerte; La Coordinación Represiva en el Cono Sur*, Santiago, Chile, Lom Ediciones, 1999.

Mahskin Valentin, *Operación Condor, su rastro sangriento*, Buenos Aires, Editorial Cartago, 1985.

McSherry J. Patrice, *Predatory States: Operation Condor and Covert War in Latin America*, Rowman & Littlefield Publishers, 2005.

McSherry, J. Patrice, « Cross-border Terrorism: Operation Condor », *NACLA Report on the Americas*, 32, 6 (May-June, 1999), p. 34-35.

McSherry, J. Patrice, « Operation Condor: Clandestine Inter-American System », *Social Justice*, 26, 4 (Winter, 1999), p. 144-174.

McSherry, J. Patrice, « Tracking the Origins of a State Terror Network: Operation Condor », *Latin American Perspectives*, January 2002, p 38-40.

Meilinger de Sannemann G., « Confirman en Asunción existencia de la fatídica “Operación Cóndor” », *La Epoca*, Santiago, 25 mars 1993.

Offroy, Benjamin, *Le Plan Condor : 1973 – 1981*, « *Archives de la Terreur* » et *services de sécurité paraguayens*, Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, Mémoire de M1, 2006.

Nilson, Cezar Mariano, *Operación Cóndor. Terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Buenos Aires, Lholé-Lumen, Argentina, 1998.

2) Ouvrages sur les opérations de phase 2

Meilinger de Sannemann, Gladys, *Paraguay en el Operativo Cóndor. Represión e Intercambio Clandestino de Prisioneros Políticos en el Cono Sur*, Asunción, RP Ediciones, Paraguay, 1989.

Sanhueza, Jorge Molina, *Crimen imperfecto : historia del químico DINA Eugenio Berrios y la muerte de Eduardo Frei Montalva*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

Sivak M., *El asesinato de Juan José Torres*, Buenos Aires, Ed. Serpaj, 1997.

Trobo, Claudio, *Quien mató a Michelini y Gutierrez Ruiz ?*, Sao Paulo, USP, 2000.

3) Ouvrages sur les opérations de phase 3

Dinges, John et Landau, Saul, *Assasination on Embassy row*, New York, Pantheon Books, 1980.

Varas F., Orrego C., *El Caso Letelier*, Santiago, Ed. Acongagua, 1990.

D. L’implication nord-américaine

1) Les actions couvertes de la CIA

Blum, William, *Killing hope : US Military and CIA interventions since World War II*, Common Courage Press, Monroe (Maine), 1995.

Doe, John, « Phoenix Program », in Harold V. Hall and Leighton C. Whitaker (eds.), *Collective Violence: Effective Strategies for Assessing and Intervening in Fatal Group and Institutional Aggression*, CRC Press, New York, 1999, p. 633-642.

2) Les interventions dans le cadre de Condor

Almada Martin, « Comment les Etats-Unis ont aidé à éliminer les progressistes dans leur « arrière-cour » », *L'Humanité*, Paris, 26 novembre 1998.

Dinges, John, « Green Light-Red Light: Henry Kissinger's Two-Track Approach to Human Rights During the 'Condor Years' in Chile and Argentina », in Cynthia J. Arnson, (ed.), *Argentina-United States Bilateral Relations: An Historical Perspective and Future Challenges*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, DC , 2003, p. 59-76.

Morente Aznar A., « CIA mito o realidad : la mano de la CIA en el asesinato de O. Letelier », *La Tercera*, Santiago, 26 février 1989.

Rivano L., *La CIA mato a Letelier : otra hipótesis*, Santiago, Ed. Luis Rivano, 1995.

3) L'école des Amériques

El Mostrador, « Vinculan “Operación Cóndor” con base militar de Estados Unidos en Panamá », *Rebellion.org*, 8 mars 2002 ; <http://www.rebellion.org/ddhh/condor080301.htm>.

Lesley, Gill, *The School of the Americas : military training and political violence in the Americas*, Durham, Duke University Press, 2004.

IV. Etudes réalisées sur les sources

A. Sur les archives judiciaires

Almada, Martín, *Paraguay la cárcel olvidada, el país exiliado. Con el anexo del descubrimiento del archivo del terror, la batalla jurídica*, Asunción, Intercontinental Editora, Ediciones Ñandutí vive, 1993.

Blixen, Samuel, « Los archivos del Terror », *La Nacion*, Santiago, 27 juin 1999, p. 7.

Boccia Paz, Alfredo, Miriam Angelica Gonzalez, Rosa Palau Aguilar, *Es Mi Informe: Los Archivos Secretos de la Policia de Stroessner*, Asuncion, CDE (Centro de Estudios), 1994.

Calloni, Stella, « The Horror archives of Operation Condor », *Covert action bulletin* 50, 1994, p7-61.

Mellinger de Sannemann G., *Paraguay y la Operación Cóndor en los Archivos del Terror*, Asunción, Ed. de l'auteure, 1994.

Slack, Keith M, « Operation Condor and Human Rights: A Report from Paraguay's Archive of Terror », *Human Rights Quarterly*, 18, May, 1996, p. 492-506.

B. Sur les documents déclassifiés

Riquelme, Marcial Antonio, « Presentan demanda a la CIA para la desclasificación de los documentos sobre la Operación Condor en Paraguay », *Programa Textos para una Justicia Universal*, 2002. Article paru sur le net, consultable à l'adresse suivante : http://www.animalweb.cl/n_o_imperial/latinoamerica/demanda_cia_oper_condor.htm

Haugaard, Lisa, *Recently declassified army and CIA Manuals Used in Latin America : an analysis of their content*, Washington DC, Latin America working group, 1997.

V. Documentaires audiovisuels

Pesnot Patrick, « Le Plan Condor » (première partie), *Rendez-vous avec X*, France Inter, 30 mars 2002.

Pesnot Patrick, « Le Plan Condor » (seconde partie), *Rendez-vous avec X*, France Inter, 6 avril 2002.

Robin Marie-Monique, *Les Escadrons de la Mort, l'école française*, Paris, Idéale Audience, 2004 (diffusé sur Canal Plus).

Vasquez, Rodrigo, *Condor, les Axes du Mal*, Eurozoom, 2003.

VI. Romans

Orwell, Georges, *1984*, Paris, Gallimard, 1950, réédition 2007.

Forsyth, Frederick, *Chacal*, Paris, Gallimard, 1974.

VII. Entretien

Entretien de l'auteur avec Martin Almada, tenu à Asunción le 22 août 2006.

REMERCIEMENTS

Ce travail de recherches et d'investigations aura pris deux ans. Les deux années nécessaires à l'accomplissement de ce que l'on appelle désormais « Master ». Ce cycle m'aura familiarisé avec le travail d'historien et m'aura apporté de nombreuses connaissances sur une période encore obscure de l'histoire contemporaine du Cône Sud. Mais surtout, ce travail d'enquête m'aura conduit de la Bibliothèque de Documentation et d'Information Contemporaine (BDIC) de Nanterre au Centre de Recherches sur les Droits de l'Homme du Palais de Justice d'Asunción. Ce mémoire n'aurait pas été possible sans l'accès aux Archives de la Terreur entreposées au huitième étage de cet imposant édifice de la capitale paraguayenne. Au cours de ce séjour, j'ai également eu l'insigne honneur d'être reçu par Martín Almada, qui m'accorda un entretien au sein même de sa demeure, dans le quartier Sajonia d'Asunción. Il me consacra une après-midi entière, au cours de laquelle il me livra témoignages et fruits de ses recherches. Obstiné par la quête de justice et de vérité, il me fit part de ses idées, de ses pistes et m'offrit de précieux conseils. Il me permit également l'accès au *Museo de las Memorias*, situé au 1066 *calle Chile*, dans les locaux mêmes de la DNAT.

Je tiens aussi à remercier mes professeurs Mmes Véronique Hébrard (Paris I) et Armelle Enders (Paris IV) pour leurs nombreux conseils méthodologiques et pour les pistes ouvertes et suggérées. Enfin, je remercie Mme Annick Lempérière (Paris I), ma directrice de recherches, pour avoir suivi avec intérêt l'évolution de ce travail sur la participation du Paraguay au Système Condor.

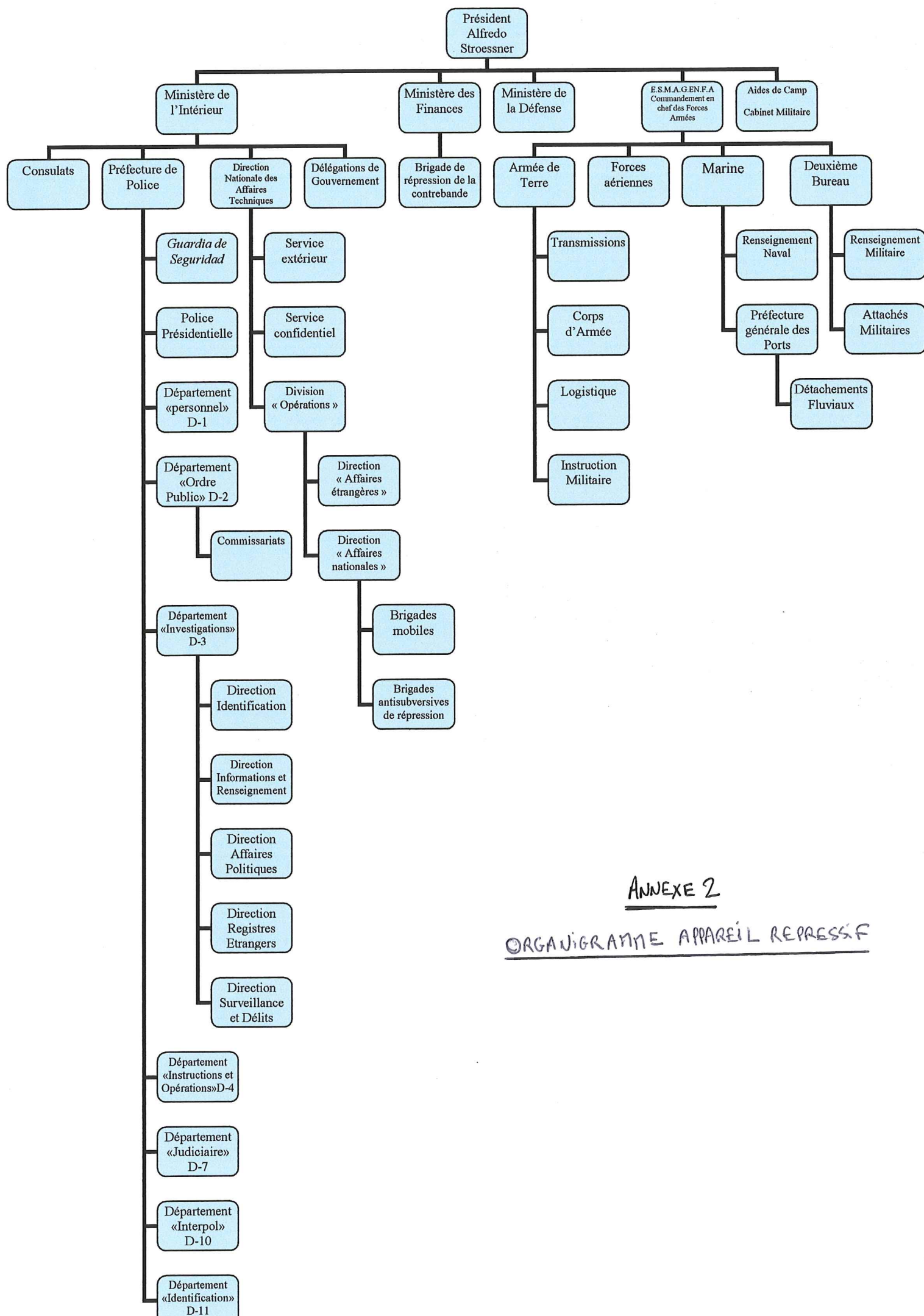
Benjamin Offroy

ANNEXES



Base 802621 (541393) 11-98

ANNEXE 1



ANNEXE 2

ORGANIGRAMME APPAREIL REPRESSIF

00143F 0011

00022F 0153

Manuel Contreras Aguilera, Coronel
Director de Inteligencia Nacional, saluda atentamente al Sr. General de División DON. FRANCISCO BRITES, jefe de la Policía de la República del Paraguay, y tiene el alto honor de invitarle a una Reunión de Trabajo de Inteligencia Nacional que se realizará en Santiago de Chile, entre los días 25 de Noviembre y 01 de Diciembre de 1975.

La Reunión tiene carácter de Estrictamente Secreto, y se adjunta Temario propuesto y programa tentativo.

El Coronel CONTRERAS, ruega al Sr. General BRITES, honrarle con su presencia, y si lo estima hacerse acompañar por algunos asesores, ya que espera que esta Reunión pueda ser la base de una excelente coordinación y un mejor actuar en beneficio de la Seguridad Nacional de nuestros respectivos Países.

SANTIAGO, OCTUBRE DE 1975.

00143F 0012

00022F 0155

**PRIMERA
 REUNION DE TRABAJO DE IN-
 TELIGENCIA NACIONAL.**

00143F 0013

**PRIMERA REUNION DE TRABAJO DE INTELIGENCIA
 NACIONAL.**

00022F 0156

INDICE

- I.- FUNDAMENTOS.
- II.- PROPOSICION.
- III.- PAISES PARTICIPANTES.
- IV.- SEDE DEL SISTEMA Y VISION GENERAL.
- V.- ESQUEMA ORGANICO PROPUESTO.
- VI.- MECANICA DE CONSULTA.
- VII.- PROGRAMA GENERAL.
- VIII.- PROGRAMA DE TRABAJO.
- IX.- INFORMACIONES PARA LOS ASISTENTES.
- X.- CLAVE.

Santiago, 29 Octubre de 1975.-

00022F 0157

PRIMERA REUNION DE TRABAJO DE INTELIGENCIA NACIONAL

00143F 0014

I.- FUNDAMENTOS.

La Subversión desde hace algunos años, se encuentra presente en nuestro Continente, amparado por concepciones políticas-económicas que son fundamentalmente contrarias a la Historia, a la Filosofía, a la Religión y a las costumbres propias de los países de nuestro Hemisferio.

Esta situación descrita, no reconoce Fronteras ni Países, y la infiltración penetra todos los niveles de la vida Nacional.

La Subversión, ha desarrollado Mandos Intercontinentales, Continentales, Regionales y Subregionales, centralizados para coordinar las acciones disociadoras. A manera de ejemplo podemos citar: la Conferencia Tricontinental de la Habana, la Junta Coordinadora Revolucionaria para el Sur, etc., todo ello amenizado con toda suerte de Comités de Solidaridad con.....; de Congresos para.....; de Tribunales de.....; de Encuentros.....; de Festivales.....; de Conferencias.....etc.

En cambio los países que están siendo agredidos Política-Económica y Militarmente (desde adentro y fuera de sus fronteras), están combatiendo solos o cuando más con entendimientos bilaterales o simples "acuerdos de caballeros".

Es para enfrentar esta Guerra Psicopolítica, hemos estimado que debemos contar en el ámbito Internacional no con un Mando centralizado en su accionar interno, sino que con una Coordinación eficaz que permita un intercambio oportuno de informaciones y experiencias además con cierto grado de conocimiento personal entre los jefes responsables de la Seguridad.

II.- PROPOSICION.

Para materializar los intercambios de información se proponen las siguientes acciones a la digna consideración de los Honorables delegados, consistente en una Oficina de Coordinación y Seguridad.

//..

A.- Banco de Datos. 00143F 0015

Establecer en un País de los que aquí se encuentran representados, un Archivo Centralizado de Antecedentes de Personas, Organizaciones y otras Actividades, conectadas directa o indirectamente con la Subversión.

En líneas generales, algo similar a lo que tiene INTERPOL., en París, pero dedicado a la Subversión.

Desde luego, este Banco de Datos, debe ser manejado financiado y alimentado por los Servicios de Seguridad de los Países interesados, de acuerdo a un Reglamento Orgánico y de Funcionamiento aprobado por los Delegados.

B.- Central de Informaciones.

Para obtener un eficaz rendimiento en el uso del Banco de Datos, es necesario contar con un Sistema de Comunicaciones moderno y ágil, que permita cumplir con los principios de rapidez y oportunidad en la entrega de la información. A modo de ejemplo, el sistema podría conformarse a base de:

- 1.- Transmisión por Telex.
- 2.- Medios de Criptografía.
- 3.- Teléfonos con inversores de voz.
- 4.- Correos.

Este Sistema debe ser manejado, financiado y alimentado por los Servicios de Seguridad de los Países interesados, de acuerdo a un Reglamento.

C.- Reunión de Trabajo.

Con el fin de ir evaluando los servicios prestados por la Oficina de Coordinación de Seguridad, tratar problemas específicos; realizar contactos de coordinación o conocimiento personal, deben programarse Reuniones de Trabajo en los Países cuyos servicios de Seguridad serán parte de este Sistema. También deben estimularse Reuniones de Trabajo bilaterales o extraordinarios cuando la situación así lo exija.

Para evitar cargas onerosas o compromisos, este tipo de reuniones deben estar regidas por un Reglamento de funcionamiento, que permita un ordenamiento de las mismas.

///..

D.- Estos tres elementos básicos: Banco de Datos, Central de Informaciones y Reuniones de Trabajo, forman el Sistema de Coordinación de Seguridad propuesto.

III.- PAISES PARTICIPANTES.

Pueden ingresar todos los países que quieran, siempre y cuando, no representen a países Marxistas.

La admisión desde luego debe estar sujeta a la Reglamentación del Sistema.

IV.- SEDE DE SISTEMA Y VISION GENERAL.

A.- La Dirección de Inteligencia Nacional, está en condiciones de ofrecer como Sede del Sistema a Santiago de Chile, pero se somete a cualquier tipo de acuerdo que exista entre los Países participantes.

B.- La Dirección del Sistema debe ser ejercida en la forma que los países lo acuerden, ya sea en forma rotativa, por elección y conforme a un período determinado.

C.- Los Países deben concurrir en forma igualitaria y proporcional al mantenimiento del Sistema, conforme a los acuerdos que se determinen.

D.- El personal técnico del Sistema debe ser proporcionado en forma igualitaria o proporcional por los Servicios involucrados, y sólo el personal no técnico puede ser contratado localmente previa investigación de confiabilidad.

El Personal Técnico, debe tener inmunidad diplomática y estar agregado a su respectiva Representación de acuerdo a las normas que le fije cada País, aunque es deseable que ellos dependan directamente de sus Servicios.

V.- ESQUEMA ORGANICO PROPUESTO.

(Ver anexo A.-)

VI.- MECANICA DE CONSULTA.

(Ver anexo B.-)

///..

VII.- PROGRAMA GENERAL.

A.- DIA MARTES 26 de NOVIEMBRE.

- = Arribo a Santiago de Chile.
- = Otorgamiento de Credenciales.
- = Aposentamiento en Hotel.
- = Libre.

B.- DIA MIERCOLES 26 de NOVIEMBRE.

- = 10.00 hrs. Saludos protocolares a las Autoridades.
- = 11.30 hrs. 1a. Sesión de Trabajo.
- = 13.00 hrs. Almuerzo.
- = 15.30 hrs. 2a. Sesión de Trabajo.
- = 19.30 hrs. Comida ofrecida por el Sr. Director de Inteligencia Nacional.

C.- DIA JUEVES 27 de NOVIEMBRE.

- = 09.00 hrs. 3a. Sesión de Trabajo.
- = 13.00 hrs. Almuerzo.
- = 15.30 hrs. 4a. Sesión de Trabajo.
- = 19.30 hrs. Libre.

D.- DIA VIERNES 28 de NOVIEMBRE.

- = 09.00 hrs. 5a. Sesión de Trabajo.
- = 13.00 hrs. Almuerzo.
- = 15.30 hrs. 6a. Sesión de Trabajo.
- = 19.30 hrs. Libre.

E.- DIA SABADO 29 de NOVIEMBRE.

- = 10.00 hrs. 7a. Sesión de Trabajo.
- = 13.00 hrs. Almuerzo.
- = 15.30 hrs. Viaje a Viña del Mar.
- = 21.00 hrs. Comida en el Casino de Viña del Mar.

F.- DIA DOMINGO 30 de NOVIEMBRE.

- = 11.00 hrs. Visita a la Escuela de Caballería y almuerzo.
- = 21.00 hrs. Visita algún Centro Nocturno y Libre.

G.- DIA LUNES 01 de DICIEMBRE.

- = Regreso a Santiago.
- = Regreso a los países a voluntad.
- = Término de la visita Oficial.

///..

VIII.- PROGRAMA DE TRABAJO.

A.- DIA MIERCOLES 26 de NOVIEMBRE.

- 1.- 1a. Sesión de Trabajo.
Hora: 11.30 13.30 hrs.
Materia: Organización de la Dirección de Inteligencia Nacional. Situación de la Subversión en Chile.
- Objetivo de la 1a. Reunión de Trabajo de Inteligencia Nacional.

2.- 2a. Sesión de Trabajo.

- Hora: 15.30 19.30 hrs.
- Materia: Cada país participante puede si así lo desea, disponer de 1 hora y 30 minutos para exponer su Organización de Inteligencia, su actual situación de la Subversión y forma de combatirla.

B.- DIA JUEVES 27 de NOVIEMBRE.

- 1.- 3a. Sesión de Trabajo.
Hora: 09.00 13.30 hrs.
- Materia: Tiempo disponible para las exposiciones de los países.

2.- 4a. Sesión de Trabajo.

- Hora: 15.30 19.30 hrs.
- Materia: Necesidad de contar con un Sistema de Coordinación de Seguridad.
- Opinión de los participantes.
- Estructuración del Sistema, Organización y funcionamiento.

C.- DIA VIERNES 28 de NOVIEMBRE.

- 1.- 5a. Sesión de Trabajo.
Hora: 09.00 13.30 hrs.
- Materia: Dotación de Medios, Personal, costos del Sistema.
- Distribución y obligación de los países.

2.- 6a. Sesión de Trabajo.

- Hora: 15.30 19.30 hrs.
- Materia: Continuación de las conversaciones sobre el Sistema propuesto.

D.- DIA SABADO 29 de NOVIEMBRE.

- 1.- 7a. Sesión de Trabajo.
Hora: 10.00 13.00
- Materia: Lectura y aprobación del acta final.
- Clausura de la 1a. Reunión de Trabajo de Inteligencia Nacional.

///..

00022F 0162

- 6 -

00143F 0019

IX.- INFORMACIONES PARA LOS ASISTENTES.

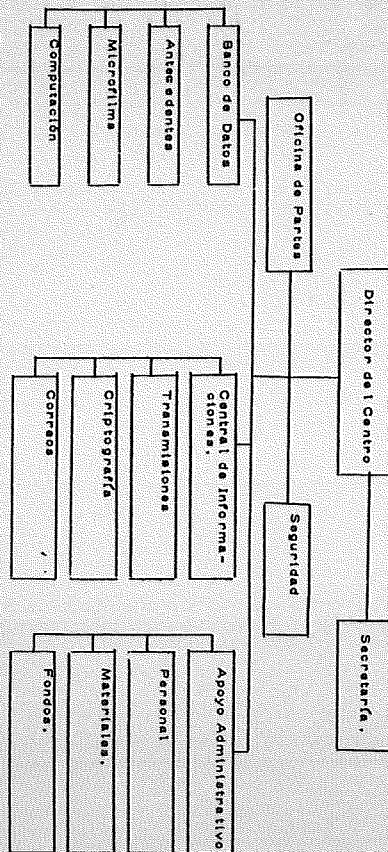
- A.- La Dirección de Inteligencia Nacional, tiene el agrado de invitar a los miembros de los Servicios de acuerdo a lo siguiente:
- 1.- Cancela la Dirección de Inteligencia Nacional, gastos de Hotel, y alimentación para 3 Delegados por País invitado.
 - 2.- Les coloca a cada Delegación los medios de transporte en Chile con un Oficial acompañante.
 - 3.- Proporciona el total de la Seguridad requerida.
 - 4.- Locales de Reunión y todos los medios para esta Asamblea.
- B.- Se adjunta una clave (anexo C.-) para comunicar por Telex los siguientes antecedentes:
- 1.- Grado, Nombre y Cargo de los participantes.
 - 2.- Línea Aérea, Número del Vuelo y día que arriban.
 - 3.- La Comunicación debe hacerse a la siguiente Dirección:
LUIS GUTIERREZ.
Telex INSRE. 40619- CL.

Como alternativa pueden llamar por teléfono al número 394133 de Santiago de Chile al Sr. Luis Gutiérrez.

00022F 0163

SISTEMA DE COORDINACION (Anexo A.-)

00143F 0020



00022F 0164

MECANICA DE CONSULTA (Anexo B.-)

00143F 0021

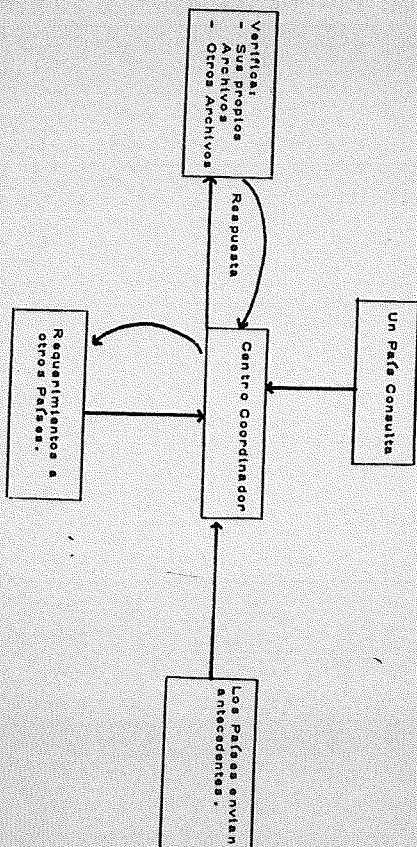


TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : Les rouages du pouvoir stroessniste	17
Chapitre 1 : Fondements politiques et antécédents militaires du régime	18
I. Alfredo Stroessner : regards sur une carrière militaire	19
A. Un officier d'artillerie	19
1) Ses premières armes : la Guerre du Chaco	19
2) L'expérience brésilienne	20
B. La participation à la guerre civile de 1947	21
1) Contexte politique	21
2) Loyal au président Morínigo	22
3) Sur le Front Sud	23
II. De la « Révolution de 47 » au coup d'Etat de 54	24
A. La « valse des présidents »	24
1) Le « <i>Guión Rojo</i> » au pouvoir	24
2) Le premier exil de Stroessner	24
3) Les <i>Democráticos</i> entrent en scène	25
B. Et le général mit fin à l'instabilité	26
1) Un gouvernement en crise	26
2) Le coup d'Etat de mai 1954	27
Chapitre 2 : Caractérisation du régime stroessniste	29
I. La combinaison de trois systèmes politiques	30
A. Un régime empreint d'éléments autoritaires et totalitaires	30
1) Un « Parti-Etat militarisé »	31
2) L'instauration d'un système de « terreur »	32
3) La question idéologique	33
B. La « fiction » démocratique	35
1) L'orientation légaliste du régime	35
2) Un pluralisme restreint	36
II. Un régime de type « néo-sultaniste »	38
A. Une forme de gouvernement personnaliste et centralisé	39
1) L'exercice discrétionnaire du pouvoir	39
2) L'Etat administré comme une propriété privée	39
B. Un système politique fondé sur le crime organisé	40
1) La « Révolution pacifique »	41
2) Pratiques corruptives et activités illicites	43

SECONDE PARTIE : Un général "champion de l'anticommunisme"

50

Chapitre 3 : « Danger : nid de frelons ! » 51

I. « Recyclage » de criminels de guerre.....	52
A. Après l'Axe, servir Don Alfredo.....	52
1) Ante Pavelić, un Oustachi chez les Guaraní.....	52
2) Pedro Prokopchuk.....	54
B. Une forte concentration nazie au Paraguay.....	55
1) ODESSA : l'issue latino-américaine pour les SS.....	55
2) Quelques figures allemandes.....	55
II. Refuge pour activistes politiques des années 1960 et 1970.....	58
A. Georges Watin, quand l'OAS s'expatriait.....	58
1) Un vétéran de l'Algérie et du Petit-Clamart.....	58
2) L'exil paraguayen malgré l'amnistie.....	60
B. Miro Baresic, la vague de terrorisme néo-oustachi.....	61
1) Opération à Stockholm.....	61
2) Un asile politique chaleureusement offert.....	63
C. Les néo-fascistes italiens au Paraguay.....	66
1) Elio Massagrande, un dirigeant d'Ordine Nuovo.....	66
2) Delle Chiaie, le <i>Gladio</i> et la loge P-2.....	70

Chapitre 4 : Les relations extérieures 75

I. La bienveillance de l'Oncle Sam.....	76
A. L'aide économique.....	76
1) Premiers contacts avec le géant nord-américain.....	76
2) Domaines d'investissements et projets de développement.....	76
B. Asunción : un point stratégique dans la lutte anticommuniste.....	78
1) Mise en place d'un « Programme d'Entraînement dans l'Administration Publique ».....	78
2) Une antenne de la CIA.....	85
II. ... et d'autres « cousins » anticommunistes.....	86
A. Dans le Cône Sud.....	86
1) Argentine et Chili.....	86
2) La « Marche à l'Est ».....	87
B. Outre-mer.....	89
1) L'Extrême-Orient.....	89
2) L'Afrique du Sud.....	91
III. Membre de la <i>World Anti-Communist League</i> :.....	93
A. Les fondements de la Ligue.....	93
1) Origines.....	93
2) Structures et raison d'être.....	94
B. L'implication paraguayenne.....	96
1) Le Troisième Congrès de la CAL.....	96
2) Le Douzième Congrès de la WACL.....	99

TROISIEME PARTIE : Structures de l'appareil répressif (1966 - 1982)

104

Chapitre 5 : Les fondements juridiques de la Terreur 105

- I. Une constitution autoritaire 106
 - A. Recours entravé à l'*Habeas Corpus* 106
 - 1) Texte 106
 - 2) Un Pouvoir Judiciaire perverti 106
 - B. L'état de siège 107
 - 1) Caractéristiques de l'article 79 107
 - 2) Outrepasser le pouvoir judiciaire et maintenir la « terreur » 109
- II. Défendre la démocratie, maintenir la paix 110
 - A. Loi de « Défense de la Démocratie » 110
 - 1) Contenu 110
 - 2) Proscription du communisme 110
 - B. Loi de « Défense de la paix publique et liberté des personnes » 111
 - 1) Contenu 111
 - 2) Une loi liberticide 112

Chapitre 6 : Un système encombrant et mal organisé 113

- I. Hiérarchie du système répressif 115
 - A. Les rapport entre la Police et l'Armée 115
 - 1) Une subordination « normale » 115
 - 2) Une collaboration nécessaire 118
 - 3) Un conflit permanent 119
 - B. Des risques d'autonomie ou de chaos administratif ? 120
 - 1) Ministère de la Défense et Forces Armées 120
 - 2) Ministère de l'Intérieur 121
 - 3) Forces de Police 122
 - 4) Les services « annexes » 124
- II. La répartition des tâches 126
 - A. Fonctions des principaux services 126
 - 1) La *Dirección Nacional de los Asuntos Técnicos* 126
 - 2) La Préfecture de Police 128
 - 3) Le Département d'Investigations 128
 - 4) Le « Deuxième Bureau » militaire 131
 - B. Un appareil répressif mal organisé 131
 - 1) Une mauvaise coopération 131
 - 2) Des compétences mal définies 132

QUATRIEME PARTIE : L'insertion des services paraguayens dans un système de répression transnational (1974 - 1982)

135

Chapitre 7 : Le « Système Condor » 136

- I. Antécédents d'une coopération internationale : 137
 - A. Contacts entre services 137

1) Echanges inter-polices	137
2) Echanges interarmées	138
B. Conférences bilatérales.....	139
1) Appréciation de la situation subversive.....	139
2) Conclusions et recommandations	140
II. La naissance du « Système Condor »	142
A. Le « danger révolutionnaire » au début des années 1970	142
1) Les principaux groupes armés	142
2) La Junte de Coordination Révolutionnaire	145
B. Hypothèses sur les origines de Condor	146
1) La main de la CIA.....	146
2) Les <i>stay-behind</i> et la WACL	147
3) L'inspiration nazie.....	148
4) La piste argentine.....	148
5) L'expérience paraguayenne ?	148
6) L'œuvre de la DINA.....	149
C. La « Première Réunion Interaméricaine de Travail sur le Renseignement National »	150
1) Invitation à Santiago	150
2) Un système de coordination et de sécurité.....	151
3) Cours et conférences.....	155
4) La collaboration de services extérieurs.....	156
Chapitre 8 : La « Grande Terreur »	158
I. La culture de la peur	159
A. Une surveillance omniprésente	159
1) La délation	159
2) Les écoutes téléphoniques	160
3) La police politique	161
B. Une répression arbitraire et démesurée	163
1) Les cibles de la répression	163
2) Les grandes vagues de répression.....	164
3) L'épreuve des « interrogatoires »	168
II. Un terrain de chasse du Condor.....	171
A. Le « Système » au Paraguay	171
1) Sous la coupe des militaires.....	171
2) Les supposés enjeux paraguayens.....	172
B. Types d' « opérations » Condor	172
1) Voyages de tortionnaires	173
2) Echange de détenus.....	173
Chapitre 9 : : La participation condamnée du Paraguay (1977 – 1982)	175
I. Un déclin sur le plan international : 1977 – 1980.....	176
A. La politique des droits de l'homme.....	176
1) Le « carter-communisme »	176
2) Les organismes internationaux	177
B. La souveraineté nationale : source de conflits.....	178
1) Un historique douloureux	178

2) Paraguay – Argentine : une rivalité sans fin	179
II. Les conséquences du « cas Somoza » : 1980 – 1982	182
A. « <i>Un general muere, otro se estremece</i> »	182
1) L’attentat	182
2) L’image ternie de la république	183
B. Les « défauts dans la cuirasse »	186
1) Problèmes de personnel	186
2) Restructuration du Département d’Investigations	187
CONCLUSION	189
SOURCES	192
BIBLIOGRAPHIE	197
REMERCIEMENTS	207
ANNEXES	208